

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°211

OCTOBRE 2002

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **LE PARLEMENT KURDE RÉUNI EN SESSION PLÉNIÈRE RATIFIE L'ACCORD DE WASHINGTON**
- **MENACE TURC SUR LE KURDISTAN IRAKIEN**
- **LE SOMMET DE BRUXELLES NE FIXE PAS DE DATE À LA TURQUIE : LE PRÉSIDENT TURC CRITIQUE ET SON MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES PARLE DE " RÉÉVALUER " LES RELATIONS AVEC L'UE**
- **LA CRISE IRAKIENNE : LES ETATS-UNIS VEULENT UN DURCISSEMENT DE LA RÉOLUTION ONUSSIENNE, LA FRANCE ET LA RUSSIE RESTENT RÉSERVÉES**
- **NECHIRVAN BARZANI EN VISITE OFFICIELLE EN TURQUIE**
- **AINSI QUE...**

LE PARLEMENT KURDE RÉUNI EN SESSION PLÉNIÈRE RATIFIE L'ACCORD DE WASHINGTON

LE processus de réconciliation nationale au Kurdistan irakien est entré dans une phase décisive avec la réunion, le 4 octobre, de l'Assemblée nationale du Kurdistan en session plénière. Cette assemblée élue en mai 1992 au suffrage universel avait dû, dans la période d'affrontements interkurdes de 1994-1996, interrompre ses travaux. Depuis, en raison du

boycott de la plupart des députés de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), elle se réunissait en formation restreinte, avec la participation d'une soixantaine de ses 105 membres.

L'accord de paix signé en septembre 1998 à Washington entre les leaders kurdes Massoud Barzani et Jalal Talabani, en présence de Mme Madeleine Albright, secrétaire

d'Etat américaine, prévoyait la réunion plénière du Parlement pour une période intérimaire afin d'organiser de nouvelles élections et de parachever ainsi le processus de réconciliation et d'institutionnalisation démocratique.

Après une longue série de réunions et des mesures de normalisation, les dirigeants des deux principaux partis kurdes, à l'approche d'importantes échéances politiques en Irak, ont finalement décidé qu'il était temps de mettre de l'ordre dans la maison kurde.

Une réunion au sommet entre M. Barzani et J. Talabani avait, le 8 septembre, permis d'aplanir les derniers obstacles et de fixer au 4 octobre la date de la session plénière du Parlement du Kurdistan. Cette date hautement symbolique marque le dixième anniversaire de la proclamation par le Parlement du fédéralisme comme solution au problème kurde en Irak et comme système politique pour l'Irak d'après-Saddam.

Préparée avec minutie, la réunion plénière du Parlement a eu lieu le 4 octobre à Erbil en présence des personnalités étrangères et kurdes de marque et d'un grand nombre de journalistes-des média internationaux. Après une allocution d'ouverture du Dr. Roj Schawesh, président du Parlement, un message de félicitation et d'encouragement du secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, a été lu. Ensuite, c'est Mme Danielle Mitterrand qui s'est adressée aux députés kurdes pour les féliciter de leur cohésion retrouvée et les encourager à redoubler d'efforts pour la construction d'un avenir de paix et de démocratie pour leur peuple. « *Si vous êtes unis, si vous agissez en démocrates, vous aurez la sympathie et le soutien de l'opinion publique internationale* » a-t-elle ajouté, avant de saluer les progrès remarquables faits par les Kurdes dans le domaine de développement de leur pays depuis sa visite de 1992.

Intervenant à son tour, le président

du PDK, Massoud Barzani, a rappelé la gravité et l'importance historique de cette journée, réitéré son attachement à la primauté du Droit et de la Loi, souligné le rôle fondamental du Parlement comme l'unique lieu de légitimité démocratique habilitée à statuer sur les questions de gouvernement du pays. Au nom de son parti et en son nom personnel, il a présenté des excuses au peuple kurde pour les affrontements internes de la période de 1994-1996. Si le Parlement et le peuple ne nous accordent pas le pardon j'admets d'avance le jugement d'un tribunal impartial sur les responsabilités des uns et des autres dans la guerre fratricide a-t-il conclu au milieu des applaudissements des députés.

Ensuite, c'est le secrétaire général de l'UPK, Jalal Talabani qui a pris la parole pour évoquer également l'importance historique de cette journée, la confiance enfin retrouvée entre les principales forces kurdes et leurs dirigeants. Il a tenu à remercier M. Barzani de son rôle « *très positif* » dans le difficile dialogue qui a permis la réconciliation. Présentant à son tour ses excuses pour la guerre fratricide, il a affirmé que cette page noire était désormais définitivement tournée, que les Kurdes n'auraient plus jamais recours aux armes pour régler leur litiges.

Après les interventions de deux représentants du Haut comité de la paix, qui ont fait l'historique de leurs travaux en concluant que « *cent années de négociations valent*

mieux qu'une journée de guerre fratricide », la présidence du Parlement a procédé à la cérémonie de serment des 29 suppléants qui vont remplacer les députés décédés, démissionnaires ou partis à l'étranger (28 de la liste de l'UPK et 1 du PDK). Ainsi reconstitué le Parlement compte 51 députés du PDK, 49 de l'UPK et 5 Assyro-chaldéens.

Au cours de cette session historique, les députés ont ratifié à l'unanimité l'accord de paix de Washington. Ils ont aussi décidé de fixer à 9 mois la prolongation de leur mandat. D'ici là, le Parlement aura notamment à adopter une nouvelle loi électorale et un projet de fédéralisme ainsi que des mesures législatives urgentes dans des domaines divers. Des élections pour le renouvellement du Parlement devraient avoir lieu avant fin juin 2003.

Symboliquement, et pour sceller le nouveau climat de réconciliation, le Parlement a tenu, le 8 octobre, une réunion exceptionnelle à Suleimaniyeh, en présence de M. Barzani et de J. Talabani. Ensuite il siègera régulièrement à Erbil, capitale politico-administrative de la région du Kurdistan irakien.

La réunion du Parlement du Kurdistan a suscité beaucoup d'espoirs dans la population kurde d'Irak et des pays voisins. Elle a trouvé de larges échos dans les média internationaux. En revanche, elle a provoqué de vives réactions en Turquie.

MENACE TURQUE SUR LE KURDISTAN IRAKIEN

LA Turquie a multiplié ses menaces depuis que les deux principales formations kurdes contrôlant le Kurdistan irakien, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), ont organisé le 4 octobre une session plénière de leur Parlement, pour la première fois depuis six ans. Face à une possible attaque des Etats-Unis en Irak, la Turquie hésite entre son soutien traditionnel à son allié américain et sa hantise non moins traditionnelle des Kurdes. « L'établissement d'un Etat kurde indépendant près de nos frontières serait inacceptable », a martelé le 6 octobre le Premier ministre turc Bulent Ecevit. « Nous allons bien observer ce qui se passe dans le nord de l'Irak et nous prendrons les mesures nécessaires si le moindre changement négatif apparaissait », a déclaré le Premier ministre lors d'une interview sur la chaîne de télévision TV8. À la question de savoir si ces « mesures » pourraient inclure une opération militaire, M. Ecevit a répondu : « J'espère que non, mais si cela s'avère nécessaire, (cette option) pourrait être envisagée, bien-sûr ». M. Ecevit a également commenté avec circonspection le message du secrétaire d'Etat américain Colin Powell au Parlement des Kurdes d'Irak se félicitant de l'accord intervenu entre le PDK et l'UPK. « Je ne sais pas dans quelle intention ce message a été envoyé. Mais si cette initiative a été prise avec, pour objectif, la création d'un Etat indépendant, nous ne la saluerons pas et nous ne la

considérerons pas comme un acte amical. Mais je ne crois pas que telle était son intention », a conclu le chef du gouvernement turc.

La Turquie, tout en affirmant son attachement à l'intégrité territoriale de son voisin n'hésite pas à revendiquer un droit de regard sur le Kurdistan irakien et le droit d'y défendre les intérêts de la minorité turcomane. « Les ressources naturelles de l'Irak ne sont pas des ressources qui peuvent être octroyées à tel ou tel élément du peuple irakien », affirmait récemment le ministre turc des Affaires étrangères Sukru Sina Gurel selon lequel il faut empêcher les Kurdes de s'approprier les riches puits de pétrole de la région de Kirkouk. « Comme nous l'avons fait à Chypre, nous prendrons le moment venu ce qui nous revient de droit à Mossoul et Kirkouk », affirmait plus énergiquement encore le 6 octobre le président du Parlement turc, l'ultranationaliste Omer Izgi. « La Turquie devrait prendre l'initiative et ses forces armées prendre le contrôle du nord de l'Irak, plus ou moins jusqu'au 36e parallèle » avant toute opération militaire américaine, avance pour sa part le général à la retraite et spécialiste de géopolitique Armagan Kuloglu. Ceci permettrait « d'endiguer l'afflux de réfugiés, de garantir la sécurité des Turcomans et d'empêcher les Kurdes de devenir économiquement forts en prenant la région de Mossoul et de Kirkouk », ajoute-t-il, estimant que 30.000 à 40.000 hommes suffiraient à la tâche. « La Turquie perdra beaucoup si elle ne prend pas une part active » au

renversement du président irakien Saddam Hussein, estime aussi le général à la retraite Cevik Bir. Et d'ajouter : « la Turquie devrait se préparer à une opération qui semble inévitable ».

Dans un entretien au journal *Milliyet* publié le 9 octobre, Bulent Ecevit a de nouveau qualifié d'« inacceptable » le projet kurde de constitution, affirmant que celui-ci « ignore » l'administration centrale. « Ce projet en l'état est inacceptable (...) Si ce projet qui ignore Bagdad est adopté et officialisé, la Turquie ne l'acceptera pas », a-t-il averti. « Le projet de Constitution prévoit un statut (pour le Kurdistan irakien) proche de l'indépendance », selon M. Ecevit. Le Premier ministre turc s'est montré irrité le 12 octobre par la proclamation d'une « capitale ». « Les choses sont allées trop loin désormais », a déclaré le chef du gouvernement. « Il nous faut discuter de ces questions plus précisément, plus en profondeur, avec ceux qui sont concernés, en premier lieu les Etats-Unis », a souligné M. Ecevit, estimant que l'annonce de la « Constitution » kurde était une « tromperie ». « C'est une situation véritablement inquiétante, une situation que nous ne pouvons pas accepter », a-t-il encore indiqué, promettant de « se saisir du sujet ». « Jusqu'à présent, cette question était plus une question de sécurité » (pour la Turquie), a estimé Bulent Ecevit, « mais ce n'est plus suffisant, nous devons en discuter d'un point de vue politique » avec les Etats-Unis. *Milliyet* daté du 13 octobre reprenait d'ailleurs à la Une la petite phrase de M. Ecevit : « Nous sommes poussés à la guerre... Au nord de l'Irak, on a dépassé les bornes... La Turquie est conduite malgré elle vers la guerre... »

LE SOMMET DE BRUXELLES NE FIXE PAS DE DATE À LA TURQUIE

LE président turc Ahmet Necdet Sezer a déclaré le 27 octobre que la Turquie méritait d'entamer des discussions d'ici l'année prochaine pour entrer dans l'Union européenne, et il a critiqué le refus de Bruxelles de fixer une date.

Le 25 octobre, les participants au sommet de l'Union européenne à Bruxelles avaient salué les réformes démocratiques adoptées par la Turquie à la demande des Quinze mais n'ont pas fixé de date pour les négociations, évoquant le long chemin qui reste encore à parcourir en matière de liberté d'expression, de religion et d'association. « *Les résultats (...) n'ont pas répondu à nos attentes* », a commenté le président Sezer devant des journalistes avant de partir pour Copenhague, où il devait soutenir la demande d'adhésion de la Turquie à l'UE auprès du Premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen. S'ils « *encouragent* » Ankara à « *poursuivre le processus de réforme entamé* », les Quinze réunis en sommet se sont en effet bien gardés de donner à la Turquie ce qu'elle réclame : une date pour le début des négociations d'adhésion. Du coup, le ministre turc des Affaires étrangères, Sukru Sina Gurel, a annoncé le même jour que son pays « *réévaluerait* » ses relations avec l'Union européenne si un rendez-vous n'était pas fixé dans l'année. « *Si l'Union européenne ne prend pas une décision pour lancer les négociations avec la Turquie en 2003, les relations turco-européennes en souffriront grandement et la Turquie sera contrainte de réévaluer tous les aspects de ses relations avec l'UE* », a-t-il déclaré.

Le président turc a, de son côté, déclaré que : « *L'adhésion complète à l'Union européenne est notre but (...) Je soulignerai que nous avons établi un socle suffisant (...) pour des discussions en 2003* ». « *La décision finale au sujet de la Turquie interviendra en décembre* » au sommet de Copenhague, a expliqué, quant-à-lui, le Premier ministre danois, Anders Fogh Rasmussen, dont le pays occupe la présidence tournante de l'UE.

En août 2002, le Parlement turc a aboli la peine de mort en temps de paix et reconnu quelques droits culturels à la minorité kurde en vue de l'adhésion future de la Turquie à l'UE. Cependant, les réformes n'ont eu aucune application effective jusqu'alors. Les législateurs espéraient répondre aux critères exigés de longue date par Bruxelles

avant le sommet de décembre au cours duquel les Quinze devront décider de l'élargissement de l'UE.

Selon un rapport de la Commission de Bruxelles rendu public le 9 octobre, la Turquie « *ne remplit pas pleinement les critères politiques* » pour engager avec l'Union européenne des négociations sur son adhésion. La Turquie doit mettre en œuvre davantage de réformes avant d'engager avec l'Union européenne des négociations sur son adhésion, souligne le rapport qui exhorte aussi Ankara à placer ses puissantes institutions militaires sous l'entier contrôle des civils. À défaut d'avancer une date pour ouvrir des négociations d'adhésion à l'UE, la Commission encourage Ankara à « *faire avancer la cause de sa candidature* » en poursuivant ses réformes et propose que l'aide européenne totale à la Turquie (177 millions d'euros par an) « *puisse être au moins doublée pour 2006* ».

LA CRISE IRAKIENNE : LES ETATS-UNIS VEULENT UN DURCISSEMENT DE LA RÉOLUTION ONUSIENNE, LA FRANCE ET LA RUSSIE RESTENT RÉSERVÉES

LES Etats-Unis et leurs partenaires du Conseil de sécurité continuent à travailler d'arrache-pied en coulisses pour éliminer leurs divergences sur le projet de résolution américain qui propose de durcir considérablement le régime des inspections en Irak et laisse peser une menace implicite d'intervention militaire en cas de refus de Bagdad de coopérer pleinement avec les experts de l'ONU. Les réserves les plus vives viennent de la France et de la Russie, qui refusent de donner un « *chèque en blanc* » à M. Bush pour

attaquer l'Irak. La France veut s'assurer que la résolution qui sera adoptée ne renferme aucun élément permettant aux Etats-Unis de déclencher une guerre contre l'Irak, renverser Saddam Hussein et affirmer ensuite que l'Onu avait autorisé cette opération. Or, si Washington accepte de consulter les membres du Conseil avant d'agir militairement, il ne veut pas dépendre d'un vote susceptible de lui lier les mains. Dans sa version initiale, la mouture américaine, soutenue par la Grande-Bretagne, prévoyait de déclarer l'Irak en infraction avec les précédentes

résolutions de l'Onu et mettait en garde Bagdad contre de « *graves conséquences* » en cas d'entraves au travail des inspecteurs. La version amendée du projet de résolution américain indiquerait qu'un refus de l'Irak de se conformer à la nouvelle résolution conduirait à un nouvel examen de la situation par le Conseil de sécurité. Washington refuse toutefois de soumettre d'éventuelles frappes militaires à un vote du Conseil. Washington a par ailleurs affirmé que les dirigeants irakiens devraient rendre compte devant la justice des « *atrocités* » qu'ils ont commises. « *D'une manière générale, le régime (de Bagdad) et ses dirigeants ont clairement commis des atrocités et ils devront rendre des comptes au peuple irakien et à la communauté internationale* », a déclaré M. Fleischer, porte-parole présidentiel. Le quotidien américain *Washington Post* avait d'ailleurs affirmé le 30 octobre que deux magistrats du Pentagone seraient actuellement chargés de rassembler les éléments juridiques permettant de juger les dirigeants irakiens.

Par ailleurs, pour accroître la pression sur l'Irak, les Etats-Unis s'apprentent à déployer des bombardiers furtifs B-2 sur la base britannique de Diego Garcia, dans l'Océan Indien, et en Angleterre, avait indiqué le 30 octobre un responsable militaire. Le rapprochement de deux B-2 du théâtre éventuel des opérations en Irak permettrait aux forces américaines d'effectuer 12 fois plus de missions que si les avions étaient basés dans le Missouri, sur la base de Whiteman.

De l'avis de diplomates américains et britanniques à l'Onu, rien ne devrait être décidé avant les élections de mi-mandat du 5

novembre aux Etats-Unis. George Bush a par contre signé le 15 octobre la résolution adoptée la semaine

dernière par le Congrès américain, qui l'autorise à faire la guerre à l'Irak.

NECHIRVAN BARZANI EN VISITE OFFICIELLE EN TURQUIE

UNE délégation officielle kurde irakienne s'est rendue à Ankara pour rassurer la Turquie que les Kurdes d'Irak ne recherchent pas l'indépendance mais un statut fédéral en Irak. Au terme d'un entretien avec des responsables du ministère turc des Affaires étrangères, Nechirvan Barzani, le Premier ministre du gouvernement régional du Kurdistan basé à Erbil, a, le 24 octobre, déclaré : « *Notre objectif n'est pas de mettre en place un gouvernement ou une entité indépendante. Nous souhaitons résoudre ce problème dans le cadre d'un Irak unifié et démocratique* ». La visite visait à dissiper la tension marquant les relations entre les deux parties, à examiner l'avenir de l'Irak, l'option fédérale (avec l'Irak) souhaitée par les Kurdes, et les échanges économiques.

Ankara et le PDK, qui avec l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) contrôle le Kurdistan irakien depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, ont récemment échangé des vives critiques après une campagne de presse turque prêtant au PDK des visées indépendantistes. Depuis leur réconciliation début octobre, et la reprise des travaux du « *Parlement unifié* » kurde à Erbil, le PDK et l'UPK s'attachent à rassurer leur voisin turc sur le fait qu'ils n'entendent pas proclamer un Etat kurde indépendant en cas d'intervention américaine en Irak.

Les deux partis ont toutefois annoncé dans un projet de constitution que la province de Kirkouk, riche en pétrole et toujours sous le contrôle de Bagdad, serait la capitale d'une future région kurde, provoquant l'ire d'Ankara, qui considère cette déclaration comme un pas de plus vers l'indépendance. Pour M. Barzani, il ne s'agit que d'une « *proposition, d'un projet* » qui doit être discuté avec d'autres groupes de l'opposition irakienne. Il a cependant souligné que « *d'un point de vue géographique, Kirkouk est connu pour appartenir à la région du Kurdistan irakien* ». Lors de leur rencontre avec les diplomates turcs, les deux parties sont parvenues à « *clarifier nombre de questions* » provoquées par des « *confusions* » et des « *malentendus* », a souligné le Premier ministre kurde, saluant la volonté réciproque de « *remettre les liens bilatéraux dans le droit chemin* ». Par ailleurs, une délégation de l'UPK a effectué dans le même temps une visite à Damas.

Des responsables nationalistes turcs avaient suggéré que l'armée turque saisisse Kirkouk et la ville voisine de Mossoul avant que les Kurdes ne le fassent. Le ministre turc des Affaires étrangères Sukru Sina Gurel avait accusé le 20 octobre les Etats-Unis de vouloir amener la Turquie à intervenir militairement au Kurdistan irakien, en réactivant la question kurde, avant une éventuelle opération militaire américaine en Irak. « *Dans toutes nos*

réunions, les responsables américains ont affirmé qu'ils ne voulaient pas d'un Etat kurde indépendant dans le nord de l'Irak, mais les événements là-bas montrent qu'un Etat existe de facto », a affirmé le ministre cité par le journal Milliyet. « On se demande si les Etats-Unis n'essayent pas de provoquer Ankara en encourageant cette situation. Par exemple, est-ce qu'ils [les

responsables américains] veulent que la Turquie envahisse le nord de l'Irak avant qu'ils interviennent ? C'est peut-être leur but », a-t-il ajouté. M. Gurel a rapidement précisé qu'Ankara n'interviendrait non pas à cause de « provocations et d'encouragements extérieurs », mais qu'en cas de menace contre la Turquie.

gendarmerie, mais ses recommandations ne furent jamais prises en compte, selon le HRW. La Cour européenne des Droits de l'Homme condamna à plusieurs reprises la Turquie pour cette politique, mais les plaignants, dédommagés, n'ont jamais eu la possibilité de rentrer chez eux, souligne le HRW. Quant au « *Projet de retour au village et de réhabilitation* » du gouvernement turc, il se résume, trois ans après son lancement, à une « *étude de faisabilité* » sans document écrit, ni budget, et se base sur des chiffres « *à la crédibilité douteuse* », accuse Human Rights Watch.

AINSI QUE...

• **LA JUSTICE TURQUE LANCE DES POURSUITES CONTRE CINQ FONDATIONS ALLEMANDES BASÉES EN TURQUIE.** La presse turque a annoncé le 25 octobre que la cour de sûreté de l'Etat d'Ankara avait décidé de lancer des poursuites contre cinq fondations allemandes basées en Turquie, accusées « *d'espionnage* » et de mener « *des activités clandestines en vue d'ébranler l'Etat turc* » et au moment où le ministre turc des Affaires étrangères était reçu par son homologue allemand à Berlin et que l'Union européenne tenait un sommet relatif à l'élargissement à Bruxelles. L'ambassadeur allemand à Ankara a qualifié l'accusation de « *absurde, impropre, et sans fondement* » alors que le procureur Nuh Mete Yüksel soutient que les fondations ont fait « *une alliance secrète* » avec des groupes ethniques et religieux dans le but de diviser le pays et requiert 15 ans de prison contre les accusés.

Les fondations incriminées sont Konrad Adenauer, Heinrich Boell, Friedrich Ebert et Friedrich Naumann et l'Institut Orient, qui jouissent en Allemagne d'un grand prestige.

• **HUMAN RIGHTS WATCH DÉNONCE LA POLITIQUE TURQUE VIS-À-VIS DES DÉPLACÉS ET EXPULSÉS QUI DEMANDENT À RENTRER CHEZ EUX.** L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch a appelé le 30 octobre, la Turquie à aider au retour des familles expulsées de leurs villages durant les années de combat intensif. « *Il y a très peu de combats depuis la déclaration d'un cessez-le-feu unilatéral par le PKK en 1999* », écrit Human Rights Watch (HRW) dans un rapport publié, « *mais seul un mince filet de villageois peut rentrer* » chez lui.

L'organisation rappelle que 380.000 personnes furent forcées de quitter leurs habitations; selon des statistiques officielles. Ce chiffre s'élève à « *au moins* » un million et demi de personnes, essentiellement kurdes, d'après les estimations de diverses organisations non-gouvernementales. Ces expulsions, accompagnées de violences, destructions et même disparitions, furent documentées en 1995 par un rapport parlementaire turc qui en attribua la responsabilité à la

L'organisation internationale demande donc au gouvernement turc de divulguer les véritables statistiques sur les retours effectifs, d'annoncer les buts précis de ce programme, d'établir une agence ad hoc et de mettre fin au système des gardiens de village, une milice armée et payée par le gouvernement pour contrôler les villages. Human Rights Watch demande également aux organisations internationales spécialisées dans les problèmes de réfugiés d'intervenir et de proposer leur expertise, et appelle la Banque Mondiale, l'Union Européenne et le gouvernement américain à faire pression sur la Turquie pour trouver une solution au déplacement de « *centaines de milliers de personnes* ».

• **LA PEINE DE MORT D'ABDULLAH OCALAN COMMUÉE EN RÉCLUSION À PERPÉTUITÉ.** La Cour de sûreté d'Ankara a commué le 3 octobre la peine capitale pour « *trahison et séparatisme* » prononcée en juin 1999 à l'encontre du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan. Le Conseil de l'Europe s'est félicité le lendemain de la décision de la Cour de sûreté

d'Ankara et a indiqué dans un communiqué : « Cette décision judiciaire de la plus grande portée politique est la suite logique des changements constitutionnels et juridiques ayant consisté récemment à abolir la peine de mort en temps de paix et à aligner plusieurs aspects fondamentaux de la législation turque sur les normes du Conseil de l'Europe », a déclaré le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil Peter Schieder.

La décision de la Cour de sécurité de l'Etat d'Ankara fait suite à l'abolition de la peine de mort en août dernier par les autorités turques afin de se conformer aux critères européens en matière de droits de l'Homme. Au total, une vingtaine de condamnés à mort devraient voir leur peine commuée en prison à perpétuité. Mais l'arrêt de la Cour de sécurité de l'Etat, même s'il n'est qu'une formalité, revêt une forte valeur symbolique dans le pays.

• **UNE IMPORTANTE OPÉRATION DE POLICE À SULEIMANIYEH DÉBUSQUE DES TERRORISTES ET DES CONTREFACTEURS DE BILLETS DE BANQUE.** La télévision kurde par satellite *Kurdsat* a le 15 octobre déclaré que le département de sécurité de Suleimaniyeh avait, à la suite d'une des plus importantes opérations de police, démasqué un important réseaux de contrefacteurs de billets de banque mais aussi des terroristes impliqués dans différentes attaques. L'opération a également permis de saisir de la poudre d'explosif, plus de 16 900 de capsules électriques de TNT et d'autres matériels servant à la fabrication d'engins explosifs. Selon la chaîne, « des sources informées » auraient indiqué que « l'équipement

et le matériel des terroristes ont été apportés au Kurdistan de la région restée sous contrôle du gouvernement irakien ».

• **UN CANDIDAT KURDE INDÉPENDANT AUX ÉLECTIONS, INTERPELLÉ POUR AVOIR PARLÉ EN KURDE TANDIS QUE SON PARTI RISQUE L'INTERDICTION.** Un candidat kurde aux législatives du 3 novembre a été brièvement interpellé le 23 octobre dans la ville kurde de Lice pour avoir parlé le kurde lors d'une réunion électorale. Abdulmelik Firat, président du parti pro-kurde des droits et des libertés (HAK-PAR), candidat indépendant aux élections, a été emmené par la police au commissariat de Lice et détenu pendant cinq heures après avoir prononcé un discours électorale lors d'une réunion dans un café de la ville.

Le procureur a demandé qu'il soit arrêté pour avoir violé les lois électorales qui interdisent l'usage d'une langue autre que le turc lors des campagnes électorales, mais le tribunal devant lequel il a comparu a rejeté cette demande et l'a libéré. Le vice-président de HAK-PAR, Fehmi Demir, a dénoncé une campagne de dénigrement des autorités à leur encontre. « Nous allons continuer de parler en kurde au cours de notre campagne », a-t-il notamment déclaré. M. Firat, est le petit-fils du leader d'une des plus grandes insurrections kurdes (1925) qui ont suivi la proclamation de la République turque en 1923. Le mouvement du cheikh Sait fut difficilement réprimé par les forces de sécurité et ses dirigeants, y compris leur chef, pendus. La cour constitutionnelle turque entendra le 31 octobre, les conclusions du procureur Sabih Kanadoglu qui

accuse le HAK-PAR de « séparatisme » pour avoir entre autres écrit dans les statuts du parti « les Kurdes et les Turcs », définition portant, selon lui, « atteinte à l'intégrité du territoire ».

Dans un autre incident, moins sérieux, les autorités locales ont lancé une enquête contre un chanteur folklorique turc qui avait chanté une chanson en espagnol lors d'un meeting électorale du parti social-démocrate CHP à Trabzon (nord-est, sur la mer Noire), rapporte le 23 octobre la presse. « Je ne connais pas un mot d'espagnol », a cependant indiqué Volkan Konak au journal populaire *Vatan*, affirmant avoir « improvisé » la chanson dont les paroles n'ont « aucune signification ».

• **DIYARBAKIR ENREGISTRE D'ORES ET DÉJÀ DES SIGNES DE FRAUDES ÉLECTORALES.** Selon le quotidien turc *Hurriyet* du 30 octobre, la province kurde de Diyarbakir fait face à d'importantes complications et incidents en tout genre à quelques jours des élections prévues pour le 3 novembre. Ainsi, de nombreuses cartes d'électeurs ne peuvent être distribuées en raison d'adresses erronées ou par manque de moyen. Abdulkadir Aydinlar, maire du quartier Kooperatifler qui regroupe 27 000 électeurs déclare : « Pour la distribution des cartes nous n'avons que 4 facteurs... lorsqu'il y a une erreur dans l'adresse, ils ne font que déposer la carte à un gardien quelconque qui nous retourne à nous ou encore au comité provincial des élections les cartes non distribuées ». Le maire de Baglar, quartier 5 nisan, Zulkuf Kurt, déclare, quant à lui que près de 100 000 électeurs ne pourront pas voter le 3 novembre à Diyarbakir et souligne avec défiance que seules les listes électorales de Diyarbakir et

dé Bingöl ont été réexaminées par Ankara pour ces élections. « Les listes électorales sont arrivées à Diyarbakir une semaine avant le scrutin... Dans notre quartier, on compte 32 000 électeurs mais dans la nouvelle liste 2 500 ont été effacés, car ce serait des répétitions. Or le problème ne se pose pas. Les cartes d'électeurs sont remplies d'erreurs. Il n'y a pas d'adresse, les noms sont mélangés, les prénoms sont modifiés. La plupart ne pourront pas être utilisées le jour des élections, elles ne seront pas acceptées. C'est une grande injustice », dénonce M. Kurt.

Le quotidien publie une carte-type reçue à Diyarbakir par un électeur qui contient de nombreuses erreurs, sur le nom, prénom, mais aussi la date de naissance qui indique 00-00-1900 et le lieu de naissance : Europe !

Dans ce contexte de fraude et de manipulation destinées à réduire au maximum le score des candidats pro-kurdes, la sincérité du futur scrutin semble d'ores et déjà très compromise.

• **LE KURDISTAN IRAKIEN LIBRE SE PRONONCE CONTRE SADDAM HUSSEIN À 94,5 %**,

ALORS QU'IL RECUEILLE OFFICIELLEMENT 100 % DES VOIX À BAGDAD, Un sondage d'opinion organisé par une ONG indépendante a recueilli 94,5 % de « Non » à la question « voulez-vous de Saddam Hussein comme président de l'Irak ? ». Le sondage, organisé par l'Institut pour la Démocratie en Irak, une ONG locale basée à Erbil ayant pour but de promouvoir la culture et la société civile en Irak et le quotidien indépendant arabophone Al-Ahali, s'est déroulé dans les trois gouvernorats kurdes de Duhok, d'Erbil et de Suleymaniye, sous administration kurde depuis 1991.

Le sondage effectué sur 3 500 femmes et hommes de différentes catégories sociales, de religions, de communautés et d'âges différents, a été réalisé le même jour que le referendum tenu dans le reste de l'Irak, exception faite de la région contrôlée par les Kurdes, portant sur la question de savoir si la présidence de Saddam Hussein pouvait durer sept ans de plus. L'administration irakienne a, le 16 octobre, déclaré Saddam Hussein le vainqueur du référendum avec 100 % des voix recueillies, un score sans précédent même dans les pays totalitaires.

• **AFFRONTEMENTS ENTRE LES FORCES TURQUES ET LES COMBATTANTS DU PKK AU KURDISTAN DE TURQUIE**. Les forces de sécurité turques ont tué un combattant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et cinq soldats et un civil ont été blessés dans deux accrochages séparés dans le Kurdistan de Turquie, a-t-on appris le 28 octobre de sources locales et officielles.

Un combattant a été tué au cours d'un échange de tirs dans la province de Dersim et un chasseur, égaré dans la zone de combat, a été blessé, selon le gouverneur de la province, Tuncel Erkal. Par ailleurs, selon des sources locales, qui réclament l'anonymat, cinq soldats turcs ont également été blessés dans un accrochage avec des combattants près de la ville de Nazimiye, dans la même province de Dersim.

Un autre accrochage entre militaires turcs et combattants kurdes avait fait, le 22 octobre, trois morts, deux combattants et un soldat, au lieu-dit Yayladere, dans la province de Bingöl. En outre, un soldat avait été blessé au cours de cet accrochage.

IRAK L'impatience des États-Unis s'ajoute à la mauvaise volonté des autorités de Bagdad

L'impossible tâche des inspecteurs

de l'ONU

Des discussions ont eu lieu, hier, à Vienne entre le chef des inspecteurs de l'ONU sur le désarmement de l'Irak et des représentants irakiens, alors que Washington et Londres s'approprient à déposer aux Nations unies un nouveau projet de résolution très ferme contre Bagdad.

Les États-Unis, qui pourraient déposer ce projet de résolution dès aujourd'hui ou demain, semblent désormais envisager une démarche en deux temps avant un éventuel recours à la force. Le projet prévoit que, si l'Irak refuse de se plier aux injonctions des inspecteurs, qui pourraient bénéficier d'une protection militaire internationale, « tous les moyens nécessaires pour rétablir la paix internationale et la sécurité » pourront être pris. Les responsables américains ont confirmé hier, que leur préférence allait à

l'obtention d'une résolution unique fixant les demandes faites à Bagdad et les conséquences en cas d'infraction, mais sans écarter la possibilité d'agir en deux temps comme la France le réclame avec insistance.

Le porte-parole du président George W. Bush, Ari Fleischer, a évoqué la possibilité d'avoir « une série de résolutions » pourvu qu'elles soient « plus dures et plus efficaces » que celles existant déjà.

Des diplomates américains parlant sous couvert de l'anonymat ont indiqué que Washington pourrait accepter de présenter deux résolutions sur l'Irak à l'ONU, pour éviter un veto français lors du vote au Conseil de sécurité.

A Vienne, le chef des inspecteurs en désarmement de l'ONU, Hans Blix, s'est montré satisfait de ses entretiens avec la délégation irakienne.

Vienne :
de notre envoyé spécial
Luc de Bârochez

Pour leurs partisans, les inspections sur le terrain ont l'avantage de faire d'une pierre deux coups : désarmer l'Irak conformément à la volonté du Conseil de sécurité de l'ONU, en évitant un conflit armé et sans provoquer de déstabilisation régionale. Les sceptiques, eux, dénoncent un système qui, par manque de coopération de l'Irak, n'a fonctionné que très imparfaitement avant de s'effondrer en 1998. Ils jugent qu'il n'est pas raisonnable de vouloir le ressusciter, pour se heurter, sans doute, aux mêmes écueils.

« Si les inspecteurs en désarmement sont renvoyés en Irak conformément aux modalités actuelles, avec les résolutions du Conseil de sécurité existantes et sous le régime de Saddam Hussein, ils ne pourront qu'échouer », affirme l'ancien numéro deux du corps d'inspecteurs, Charles Duelfer, aujourd'hui expert auprès du Center for Strategic and International Studies (CSIS) de Washington. Ce pessimisme s'appuie sur la conviction que l'Irak tient plus à ses armes de destruction massive qu'à la possibilité qui lui est offerte, s'il coopère, de réintégrer la communauté internationale et d'échapper aux sanctions de l'ONU.

Pour minimiser les risques d'échec, les experts de l'ONU essaient d'obtenir des Irakiens le maximum d'assurances sur leur liberté de travail. Le chef des inspecteurs, le Suédois

Hans Blix, assurait dès l'ouverture des pourparlers entre l'Irak et l'ONU, hier à Vienne, qu'il partait du principe que tous les sites seraient accessibles aux inspecteurs, y compris les palais de Saddam Hussein. « L'objet des discussions est que si les inspections commencent, elles ne se heurtent pas à des obstacles », a déclaré Blix. Nous préférons régler tout cela à l'avance. »

Les pourparlers sont menés par Blix, président exécutif de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection de l'ONU (Unmovic), et par Mohamed el-Baradeï, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). En face, la délégation irakienne est conduite par le général Amir al-Sadi, conseiller spécial de Saddam Hussein. Visas, logement, communications, sécurité et possibilités de circulation des inspecteurs figurent au menu des discussions. L'ONU tient à s'assurer qu'elle pourra à nouveau utiliser les anciens locaux qu'utilisaient ses agents jusqu'en 1998, notamment l'hôtel Canal à Bagdad, et leurs bureaux régionaux à Bassora et Mossoul. Elle veut vérifier dans quelles conditions les inspecteurs pourront téléphoner à Vienne et à New York, quelles seront les procédures d'entrée et de sortie de l'Irak, à quels endroits leurs avions et hélicoptères pourront atterrir, et comment ils pourront se déplacer.

Le sort des 8 sites qualifiés de « présidentiels » par l'Irak, et donc à accès restreint, est l'un des principaux points en suspens. En vertu d'un accord

conclu par l'Irak et l'ONU en 1998, mais aujourd'hui remis en cause par les États-Unis, les inspecteurs ne peuvent pas, en principe, y effectuer des inspections surprise. « Blix a voulu s'assurer qu'il n'y a pas de complication de la part de Bagdad », a expliqué un diplomate européen.

De 1991 à 1998, les inspecteurs ont bravé les tempêtes de sable, les scorpions, mais surtout les subterfuges irakiens. Ils ont mis à jour et démantelé une grande partie des programmes nucléaires, chimiques, biologiques et balistiques développés par l'Irak. Leur travail de fourmi leur a permis, par exemple, de retrouver la trace de 817 des 819 missiles Scud à moyenne portée fournis par l'ex-URSS à l'Irak. Ils ont très probablement empêché l'Irak de se doter de la bombe atomique. Mais ils n'ont pu achever leur mission. De gros points d'interrogations subsistent depuis 1998, en particulier au sujet des armes biologiques.

Les difficultés sont considérables. Le pays est vaste et les possibilités de dissimulation infinies. « Nous sommes comme des policiers cherchant un meurtrier parmi des millions de personnes », a expliqué l'expert atomique français Jacques Baute, qui dirige l'équipe d'inspecteurs de l'AIEA. Les probabilités de trouver quelque chose semblent faibles. Et pourtant, en utilisant les bonnes techniques, nos chances sont finalement assez élevées. »

Les inspecteurs disposent aujourd'hui de moyens plus so-

phistiqués qu'il y a dix ans. Les photographies satellites, les engins de détection et d'analyse se sont améliorés. Pour trouver des traces de radioactivité, ils sont dotés d'un nouveau spectroscope portatif de rayons gamma, dit « le Ranger », et de détecteurs de rayon X. « Nous avons non seulement de meilleurs équipements, mais aussi beaucoup plus d'expertise et d'expérience que dans les années 90 », a affirmé une porte-parole de l'AIEA, Melissa Fleming. Nous pensons que si nous avons (du côté irakien) un accès sans entrave et une pleine coopération, nous aurons une très bonne chance de trouver la vérité. »

Pour terminer leur tâche, les inspecteurs espèrent bénéficier d'une seconde chance. L'élimination des armes irakiennes de destruction massive est stipulée dans les conditions du cessez-le-feu de la guerre du Golfe. Le Conseil de sécurité de l'ONU a entériné cet objectif. Mais c'était en 1991. Depuis que les inspecteurs sont partis en 1998, l'Irak a pu reconstituer ses stocks. Cela n'est pas démontré. Pour vérifier, il faut aller voir.

Si tout va bien, les premiers inspecteurs de l'ONU peuvent être à Bagdad dès le 14 octobre. Depuis quatre ans, ils ne sont pas restés les bras croisés. « Nous avons utilisé ce laps de temps pour analyser en détail les masses de données que nous avons recueillies (de 1991 à 1998), a indiqué Jacques Baute. Cette fois-ci, nous sommes beaucoup mieux préparés que la dernière fois. »

Une fois sur place, cependant, les inspecteurs auront besoin de temps pour mener leurs investigations. Ils revendiquent de pouvoir travailler en paix plusieurs mois, au minimum. « Peut-être aurons nous besoin d'un an pour tirer des conclusions », a affirmé El-Baradeï, le directeur général de l'AIEA. Ce calendrier est-il compatible avec l'impatience réaffirmée quotidiennement par les États-Unis ? Rien n'est moins sûr.

The undoing of arms inspections in Iraq ■ By Barbara Crossette

Years have been lost, and it isn't all Saddam's fault

NEW YORK

A strange bipartisan amnesia has overtaken Washington, obscuring the story of how United Nations weapons inspections in Iraq lost their punch and effectiveness.

In the critical late 1990s, it was the United States, the preeminent power on the Security Council, that effectively stopped supporting the inspection system, rendering it a sham. Democrats understandably do not want to remember that. Republicans would find it inconvenient to have to share the blame with an amorphous "UN" that the Bush administration pretends not to be part of as it rattles sabers against the organization almost as frequently as it threatens Iraq.

After the early, vigorous efforts of Madeleine Albright as ambassador to the United Nations to hold Iraq to its disarmament obligations during the first four-year Clinton administration, the steam went out of U.S. policy after 1996, when Albright moved to Washington as secretary of state and the Clinton White House seemed indifferent to how the issue was handled in New York. Just then, Saddam Hussein was beginning to demonstrate that he no longer intended to play the cat-and-mouse game and would undercut the experts who had found and destroyed more Iraqi weapons than had been eliminated during the Gulf War.

At the United Nations, Washington was on "cruise control" by 1997. Crippling sanctions could stay in place forever as far as Washington was concerned. Saddam was "in his box." Others on the Security Council did not see this as a policy, given that the Iraqis were finding novel ways of circumventing the embargo, and especially the ban on oil sales, while propagandizing the deprivations suffered by the Iraqi population, for which Washington was blamed.

The only nod to change came with U.S. backing for the "oil for food" program that

allowed UN-controlled petroleum sales to pay for civilian goods. That program got off the ground late in 1997 and has been liberalized several times since, bringing Iraq tens of billions of dollars in revenue.

A more thorough review of U.S. policy on Iraq was called for in the mid-1990s but never materialized. Meanwhile, Russia, France and, intermittently, China became increasingly willing to listen to Iraq's perennial lament that unending, intrusive inspections were no longer necessary since weapons of mass destruction were long gone — a claim that no one with any knowledge of Saddam's government believed — and that steps toward the lifting of sanctions could begin.



By CHRISTO In Segia (Sofia). C & W Syndicate.

By 1997, the year Richard Butler, a blunt Australian disarmament expert, took over as executive chairman of the inspection system — the United Nations Special Commission, or Unsc — the Security Council's disarmament program in Iraq was in deep trouble. That year, the Iraqis blocked inspection after inspection and tried to bar Americans from the teams on the ground in Iraq.

There was bluster in Washington. But the Clinton administration was heading into the Monica Lewinsky scandal and had been embarrassed by reports that Washington was using inspection teams to set up spy operations for American intelligence. Early in 1998, the United States acquiesced in a disastrous diplomatic mission by Secretary-General Kofi Annan to Baghdad to sign an agreement with Saddam to open disputed "presidential sites" to diplomats if not inspectors.

By this time Iraq had a laundry list of places inspectors could not go. Iraq was backing out of even this flimsy agreement before the ink was dry.

Washington said almost nothing. Nor did it put muscle behind the embattled chief inspector, Butler, as he was stiffed, insulted and humiliated by the Iraqis. By the summer of 1998, effective inspections were essentially over, and the talents of a first-rate team of international arms experts put on hold. The United States and Britain

bombed Baghdad in December 1998, ostensibly because of Iraqi noncompliance. The last inspectors had been withdrawn by Butler hours before the attack.

Until this year, again under the threat of attack, Iraq never considered allowing them back. A new inspection commission was created late in 2000, in part because of Iraqi complaints about Unsc.

Many diplomats at the United Nations saw the U.S. bombing in 1998 as an easy alternative to tough diplomacy or a more creative policy to deal with the recalcitrant and crafty dictator in Baghdad. The U.S. ambassadorship to the United Nations was left vacant for months on end. When Richard Holbrooke arrived at the United Nations in 1999, he said he was too busy getting a deal to reduce American dues to focus on Iraq. Later Holbrooke would acknowledge that U.S. policy had reached a dead end.

Years were lost. Saddam Hussein is now richer and more belligerent. And there is still no policy but war.

The writer, UN bureau chief for The New York Times from 1994 to 2001, contributed this comment to the International Herald Tribune.

International Herald Tribune
Tuesday, October 1, 2002

Bush nuance sa position

Washington :
de notre correspondant
Jean-Jacques Mével

D'un seul coup, ce n'est plus à prendre ou à laisser. Derrière les coups de menton de George W. Bush, les refus polis de Colin Powell à l'ONU et une façade intraitable contre Bagdad, l'Administration américaine vient de signaler discrètement qu'il reste matière à discuter, à l'exception bien sûr du désarmement de l'Irak.

Le président, soulagé par le soutien acquis au Congrès, a signifié hier à Saddam Hussein qu'il n'a plus beaucoup de temps. Le régime irakien doit savoir que « *le seul choix qui s'offre à lui est l'application scrupuleuse de toutes les résolutions du Conseil de sécurité* ». Faute de s'y plier, la guerre « *pourrait devenir inévitable* ».

Mais trois semaines après avoir sommé les Nations unies d'agir elle aussi, George W. Bush s'est gardé de bousculer ses partenaires étrangers. A contrecœur, la Maison-Blanche tire un premier bilan. Dans la bataille médiatique, Saddam Hussein semble avoir chaque fois un coup d'avance. Sur le front diplomatique, deux pays clés refusent toujours de se laisser tordre le bras : la France et la Russie.

Au Conseil de sécurité, sous le langage byzantin des esquisses de résolution, l'ambiguïté de fond reste à lever. Washington est à la recherche d'un prétexte pour déclencher la guerre, Paris et Moscou feront tout pour l'éviter. Depuis lundi, c'est le feu vert de l'Irak aux inspections internationales qui relance et cristallise le débat.

Officiellement, les États-Unis s'opposent sans appel au tour de passe-passe proposé par Saddam Hussein. Faute d'un mandat neuf et sans faille, les inspecteurs de l'ONU « *se retrouveraient dans les mêmes sables mouvants que tous ceux qui ont précédé* » depuis 1991, explique Colin Powell. En coulisse pourtant, tout laisse penser que la vraie discussion reste à venir, à l'ONU comme entre les cinq capitales disposant du droit de veto au Conseil.

Washington vient de laisser filtrer l'ébauche de la résolution promise depuis près de deux semaines. Les exigences américaines sont implacables. En Irak, les inspecteurs de l'ONU pourraient perquisitionner partout et sans préavis, y compris dans les huit « palais » présidentiels exclus de la résolution 1284, votée en 1999. Afin de se soustraire à tout chan-

tage irakien, ils pourraient se placer sous la protection « *d'une force suffisante de l'ONU* » et instaurer des « *zones et corridors interdits* » aux troupes et à la police de Saddam Hussein.

Avant même le retour des inspecteurs, l'Irak devrait formellement accepter la nouvelle résolution dans un délai de 7 jours et dresser sous 30 jours l'inventaire complet de ses programmes chi-



Hier, devant la Maison-Blanche et entouré des chefs de file du Congrès, George Bush a redit qu'il souhaitait travailler avec les Nations unies. (Photo K. Lamarque/Reuter.)

miques, biologiques, nucléaires et balistiques. Tout oubli, mensonge ou infraction au texte constituerait « *une rupture matérielle des obligations de l'Irak qui (...) autoriserait les États membres à recourir à tous les moyens nécessaires à restaurer la paix et la sécurité dans la région* ».

Voté et écrit noir sur blanc, ce serait un ultimatum. Saddam Hussein le refuse par avance. En filigrane, les États-Unis prennent de solides précautions. La presse dévoile les grandes lignes de l'ébauche, pourtant la diplomatie américaine s'abstient encore de déposer formellement son

projet sur la table du Conseil de sécurité. Signe que les accommodements sont probables des deux côtés, ni la France ni la Russie n'ont encore proposé leur propre version. Une résolution ou deux ? Le secrétaire d'État tempête, mais se garde de fermer la porte : « *Nous verrons bien quel argument finira par l'emporter* ».

Le regain d'intérêt de Washington pour les inspections, fussent-elles musclées et a priori inacceptables par l'Irak, signale une autre inflexion. La Maison-Blanche les a longtemps considérées comme une perte de temps, une péripétie diplomatique inutile avant l'inévitable liquidation *manu militari* du régime de Bagdad. Elles sont pourtant au cœur de l'ébauche publiée par la presse américaine. Ce serait

un ultimatum certes, mais aussi un marché qui laisserait à Saddam Hussein une chance de s'en tirer. George W. Bush parlait hier d'un « *choix* ».

A sa façon, la Maison-Blanche évoque un autre scénario qui lui épargnerait le coût d'une attaque de grande envergure :

l'assassinat du maître de Bagdad, « *pour le prix d'une simple balle, à condition que les Irakiens s'en chargent* », expliquait mardi le porte-parole Ari Fleischer. La formule, dans sa brutalité, risque de plaire à un président qui parle texan. Elle pourrait signaler que l'équipe Bush veut encore croire à d'autres scénarios que celui de la guerre « *inévitabile* ».

Ces nuances s'adressent aussi aux Américains, inquiets de l'imminence du conflit, et à leurs élus. Pour l'heure, le président a tout intérêt là aussi à arrondir quelques angles. Hier, la Maison-Blanche et l'état-major des deux partis de la Chambre se sont mis d'accord sur un texte qui autorise le président à régler le problème Saddam Hussein « *diplomatiquement si c'est possible, militairement si c'est nécessaire* ». Au sénat, la majorité démocrate ne semble plus très loin de se laisser convaincre. La balle, bientôt, retournera dans le camp des Nations unies. Hier, George W. Bush a redit qu'il souhaite travailler avec elles.

Unfazed, Iraqis cling to living

'a normal life'

The Washington Post

BAGHDAD: As the Iraqi Airways Boeing 747 lifted off and banked to the east, the captain took to the public-address system with details of the day's flight. Destination: Basra. Flight time: 50 minutes. Cruising altitude: 25,000 feet. Sit back. Relax. Enjoy the flight.

What went unmentioned, but was eminently obvious to everyone on board, was that the plane would be flying straight through about 240 kilometers (150 miles) of airspace designated by the United States and Britain as a "no-flight" zone. Any Iraqi plane that crosses the 32nd parallel, which was just a few minutes away, is in theory fair game for U.S. and British fighters.

"Don't worry," said Ali Hussein, a suave young man assigned by the Information Ministry to escort foreign journalists through Iraq. "They've been flying this route twice a day for months and nothing's gone wrong."

Nobody else in the first-class cabin of the nearly three-decade-old jumbo jet seemed the least bit fazed. Flight attendants passed out sweet tea and weak coffee. People peeled open newspapers. After living under debilitating economic sanctions and threats since the end of the Gulf War in 1991, Iraqis have a threshold for concern that is not what you might expect elsewhere.

In fact, it is practically impossible to find an Iraqi who is making any personal arrangements for coping with war with the United States. That is partly because Iraqis often depend on food rations. But people just laugh when asked if they keep extra food and water on hand or if they think about heading out of town.

"If we went shopping every time the Americans threatened us, we would always be at the market," said Taha Mahmud Fatah, 39, a jeweler in the northern city of Mosul.

Iraqis say their attitude is born not out of fatalism or foolishness, but a desire to live what several people here call "a normal life."

It is hard to know what normal is after more than two decades of war and sanctions. This is a place where most government employees make less than \$3 a month. The rich use plastic bags as wallets because the largest denomination bill is worth 12.5 cents. The government says it cannot afford to build schools, but there are no taxes on cigarettes.

"The government doesn't want to tax a tranquilizer," one chain-smoking Iraqi said.

It was not always this way. Before 1980, when President Saddam Hussein launched a costly eight-year war with Iran, Iraq was deemed by the United Nations to be one of the world's fastest-developing countries. Saddam spent a greater portion of oil revenue on social programs than any other Arab leader.

Mandatory childhood education and free night classes for adult women increased the literacy rate to nearly 80 percent. Hospitals were stocked with medicines and equipment was imported from Europe. All sorts of products, whether Italian shoes or Japanese television sets, were subsidized by the government. Even midlevel civil servants could afford to take their families on vacations to Paris, London and Rome —

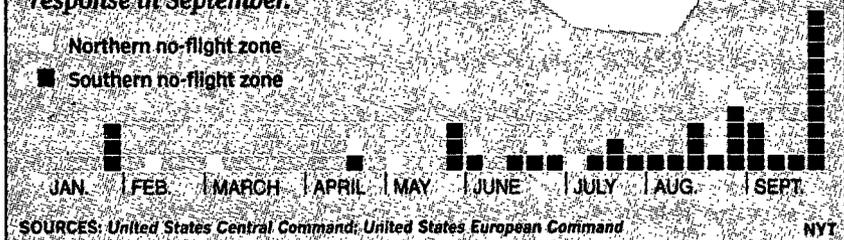
Strikes in the no-flight zones

So far this year, American and coalition aircraft have responded to Iraqi anti-aircraft firings on 34 days in the southern no-flight zone and on 10 days in the northern no-flight zone. Some of the responses were in more than one location.

Targets struck, by week

Iraq has fired on coalition aircraft 67 times since its letter to the UN on Sept. 16, leading to an upsurge of strikes in response in September.

■ Northern no-flight zone
■ Southern no-flight zone



SOURCES: United States Central Command, United States European Command

NYT

destinations once served by Iraqi Airways.

"We had a life that was as good as any European's," said Khalid Hassan, 54, a government employee. "Everything was in our reach."

Baghdad began to look like a large city in the American Southwest, dry and flat, sprawling and scorching, with four-lane expressways and elevated roads. Tall hotels and limestone-walled government ministries sprouted, as did trendy shopping areas and fancy restaurants. Because of generous loans offered by the government and because gasoline was nearly free, many residents bought new cars.

By some estimates, Iraq suffered 375,000 casualties in the war with Iran; billions of dollars in oil revenue were diverted to pay for it. When the war finally ended, in 1988, people hoped for a return to prosperity, but in 1990, Iraq invaded Kuwait, starting a second debilitating war and bringing on tight UN economic sanctions.

The economy went to pieces. With tax revenue scarce, officials opted to print more money to pay salaries, sparking massive inflation.

Multinational firms pulled out, and infant mortality, malnutrition and disease expanded. Children quit school in droves to help their parents put food on the table. "It has been de-development," said Margaret Hassan, country director for the aid organization Care International.

But Iraqis never stopped trying for that "normal life."

PepsiCo may have left Iraq, but Iraqis continue to guzzle sweet, brown, fizzy liquid that comes in Pepsi bottles. The bottling plants are now run by Iraqis, who have tried with surprising success to duplicate the genuine article.

It is the same story for Sheraton Hotels. Starwood Hotels & Resorts Worldwide Inc., the chain's parent company, no longer operates any properties here. But that is not at all evident at the im-

posing Basra Sheraton. The cashier there still stamps a Sheraton logo on each bill.

The Basra airport, a cavernous building designed to accommodate thousands of international travelers, has reopened — to handle two domestic flights a day. The duty-free shop, too, has come back to life, hawking perfumes, spirits and an odd assortment of leather jackets to Baghdad-bound travelers.

Getting out of the country no longer requires a 10-hour road trip to the Jordanian capital, Amman. Royal Jordanian Airlines now zips into Baghdad four

times a week. And a charter carrier called Gulf Air Falcon flies to Syria using a 747 that is unmarked except for an Arabic inscription stating, "We fly by the grace of God."

Today, Baghdad's markets are almost as well stocked as they were before sanctions, thanks to vibrant smuggling rackets with neighboring countries. There are late-model Pentium-powered computers from Jordan, ice-cream bars from Syria, cosmetics from Turkey, Coke from Saudi Arabia and electronics from Asla by way of the United Arab Emirates.

On Thursday morning, warplanes

from the U.S.-British coalition attacked a radar installation at the Basra airport. The Pentagon contends the radar tracked coalition aircraft, but Iraq says it was used only for civil aviation. Iraq accused the United States of a similar attack on Sunday. Now, officials here said, the Iraqi Airways planes will have to land at Basra without radar. But that still does not worry Iraqi travelers.

"After all we've been through, this is nothing," said an Iraqi journalist who is planning to fly to Basra soon. "It is normal."

Saddam's UN gambit

Inspection deal clouds Bush's options

By Glenn Kessler

The Washington Post

WASHINGTON: With Iraq's decision to agree to new weapons inspections, the White House faces difficult choices and complex diplomacy as it races to complete action on both a UN resolution and congressional authorization for military action.

NEWS

Analysis

In the three weeks since President George W. Bush's speech to the United Nations, the Iraqi leader, Saddam Hussein, has proven adept at staying one step ahead of the Bush administration's campaign to isolate him. The agreement Tuesday between Iraq and the United Nations in Vienna, which is based on an earlier UN resolution the U.S. says is flawed, may be an example of that skill.

The agreement will strengthen the negotiating position of Russia and France, two permanent members of the Security Council that have pushed new inspections as a first step to resolve the crisis. Even under the timetable of a new resolution sought by the United States, Saddam conceivably could drag out the process for months.

Confronted with this scenario, the administration now must take its fight to the Security Council, where it will press a resolution aiming to cut short Saddam's delaying tactics and to provide an international imprimatur to possible military action. It also must resolve tensions at the highest levels of the government that have complicated the diplomacy of the past three weeks.

The diplomatic dance over inspections obscures the larger context of the debate in the United Nations: The United States appears to view the inspections process as a path to war, while Iraq and other nations hope to use inspections to thwart war. Russia and France, in particular, appear to be testing the limits of the administration's willingness to take unilateral action to remove Saddam.

Outside the United States and possi-

bly Britain, there is little support for regime change, the stated goal of the Bush administration. Indeed, the White House spokesman, Ari Fleischer, on Tuesday openly invited the assassination of Saddam by the Iraqi people, just one day after the French foreign minister argued in a newspaper column that regime change was immoral.

The administration sees the new Security Council resolution as a building block to a military campaign against Iraq.

Many officials believe even a tough new inspections regime will fail, permitting U.S. military action under the guise of an international coalition. UN backing will also make it easier for the United States to negotiate deals with countries in the region, such as Turkey, Jordan and Saudi Arabia, since the price for their cooperation will surely go up if Washington decides to take action without UN approval.

But many other countries want to avoid a war and hope that inspections will actually result in Iraq's disarmament, or at least enough progress in exposing Saddam's weapons programs that the United States is unable to act.

For these differing reasons, there appears to be a growing consensus within

the Security Council for some sort of new resolution, although opinion differs on its precise language.

France has pushed for a two-step approach. The first step would be to determine if tough inspections result in Iraq compliance. A second resolution would deal with the consequences — such as a military attack — if Iraq failed to cooperate with the first resolution.

The United States, in contrast, is pushing for a one-step resolution that would find Iraq in "material breach" of previous resolutions, demand tough inspections anywhere and anytime in Iraq and threaten consequences if Iraq does not comply.

Patrick Clawson, deputy director of the Washington Institute for Near East Policy, said the U.S. resolution ap-

peared cleverly drawn to address some of the concerns of other members of the Security Council.

He noted, for instance, that the Russians had long complained that the 1998 resolution on weapons inspections was too vague and needed to be clarified.

In the end, many U.S. officials are convinced that, with enough pressure, both France and Russia will eventually agree to accept a U.S. military strike, if only to participate in the riches of a post-Saddam Iraq.

Ivo Daalder, a former Clinton administration official at the Brookings Institution, said that France and Russia will continue to test the U.S. position until it appears they are thwarting an international consensus on the issue. "They will fold at the moment the problem becomes them and not the United States," he said.

Yet an added complexity for the administration's strategy is that the administration still does not appear to be united on its approach. In retrospect, analysts and administration officials say, the president's Sept. 12 speech did not settle the administration debate over Iraq policy, but instead has intensified it. Some officials, especially in the Pentagon, are still wary of being too tied to the UN route.

International Herald Tribune
Thursday, October 3, 2002

IRAQ'S KURDS

Rival factions seek common ground

By Guy Dinmore in Arbil, Iraq, and Najmeh Bozorgmehr in Tehran

For the first time in eight years, Iraq's rival Kurdish factions will today hold a joint session of parliament as they search for a united strategy ahead of an expected US-led military overthrow of Saddam Hussein's government in Baghdad.

The meeting of the National Assembly in Arbil in northern Iraq, just 10km from the front line with Iraqi forces, follows concerted pressure from the US administration on the Kurds to bury their differences and establish their democratic credentials.

The parliament has not met in full session since 1994, when fighting erupted between the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdish Democratic party (KDP), leading to their territorial division of the north.

Jalal Talabani, the PUK leader, is expected to leave his stronghold in Sulaimani

to return to Arbil for a ceremonial opening jointly hosted by his old rival, Masoud Barzani of the KDP.

"This is a major milestone in the reconciliation process between the KDP and PUK," Fawzi Hariri, a KDP spokesman, said. Iraq's neighbours, though no friends of the Baghdad regime, are less than enthusiastic, however.

In Tehran, an Iranian government spokesman said that the meeting was a "very domestic issue for Iraq" and that Iran had declined an invitation to attend as a guest. Turkey and Syria are also expected to stay away.

The three neighbouring countries, with substantial Kurdish minorities of their own, have no desire to promote a process they suspect will eventually lead to a bid by the Iraqi Kurds to set up an independent state.

High on the agenda for the Kurdish parliament is a joint proposal to establish a federal Iraqi state, divided between Kurds and Arabs, once Mr Hussein is removed.

Many Kurds are sceptical, however, that the two veteran Kurdish leaders will be able to settle serious issues, such as unification of their separate administrations and the sharing of revenues.

Today's meeting of all 105 members of parliament follows heightened tension just

'It is not in our interests to have an independent state now. But who knows in the future?'

to the south of Arbil. Three weeks ago observers reported a heavy build-up of Iraqi armour, tank barrels pointed to the north. Some have since withdrawn.

But with Arbil lying north of the 36th parallel and protected by a US- and UK-im-

posed no-fly zone, Kurds appear confident that Baghdad will not intervene and repeat the events of 1991, when a Kurdish uprising was put down with huge loss of life and the flight of 1.5m refugees.

Although the main Kurdish factions have bent to US pressure, there is little sign that the Bush administration plans to use the 30,000 or so combined Kurdish troops to act as a ground force in the event of an assault on the Baghdad regime.

Diplomats say the US has no wish to see the Kurds move just a short distance south and take the oil-rich towns of Mosul and Kirkuk. Nonetheless, there are indications that the Kurds will attempt to do just that if they can reach a power-sharing agreement.

This in turn has prompted widespread speculation in Arbil that Turkish government forces would intervene to secure Mosul, which historically has had a large Turkmen population. Turk-

ish troops already have bases just inside northern Iraq and support from proxy Turkmen forces in Arbil.

"The battle for Kirkuk will be no less bloody than the war in Baghdad," commented an Iranian analyst in Tehran with close ties to the government. Iran's defence minister has stated, however, that Iranian forces have no intention of crossing the border, which would risk US retaliation.

The parliamentary building in Arbil has been spruced up with fresh coats of paint and new panes of glass. Yellow ribbons were cut yesterday to celebrate the inauguration of a closed-circuit television system and the broadcasting of proceedings.

As one delegate commented: "We are waiting, like everyone else, for the attack on Baghdad. It's not in our interests to have an independent state now. Everyone around us is terrified of that. But who knows in the future?"

International Herald Tribune
Friday, October 4, 2002

Paris and Berlin fail to fix gap over Iraq

The New York Times

PARIS: The leaders of France and Germany have jointly stated their opposition to any effort to alter the conditions under which United Nations inspectors will operate in Iraq, but they did not bridge their fundamental policy difference on the commitment of troops to any military action there.

Briefing reporters Wednesday after a dinner at the Elysee Palace with Chancellor Gerhard Schroeder of Germany, President Jacques Chirac of France sought to highlight common ground between the two countries without denying their disagreements.

Addressing German resistance to any military involvement in action against Iraq, Chirac said he could "naturally understand" the German view. "Our approach is the same," he said. "We all desire that Iraq be stripped of arms of mass destruction, and that this can be verified by inspectors, without conditions."

Schroeder, who was having his first meeting with Chirac since his narrow victory in German elections Sept. 22, said he was "touched" by Chirac's understanding of the German refusal of military involvement.

"We respect the French position," he said. "Our positions are close." But he said he remained committed to keeping Germany out of military action.

Chirac said that he and Schroeder remained "totally hostile" to any UN resolution that would "immediately give an automatic character to military intervention."

On that point, he said, "the positions of France and Germany are the same."

The Bush administration has been irked by insistence in Paris that the Security Council approve two resolutions, one that would demand compliance by Iraq with UN inspectors, and a second spelling out the consequences, including strikes, if Baghdad failed to meet the demands.

The position taken by Chirac and Schroeder came on the eve of a Security Council briefing in New York by the chief UN inspector, Hans Blix, on the agreement reached in Vienna this week with Iraq. Asked whether France could approve of the return of the inspectors by force, Chirac replied that the responsibility belonged to Blix.

Berlin's opposition to war has tangled German ties to Washington, and last week Schroeder flew to London, apparently to ask Prime Minister Tony Blair to help mend the rift with the United States.

The Bush administration was also angered over a campaign remark reportedly made by the German justice minister, Herta and Paul Amirani, that compared Bush's tactics to those of Hitler.

Asked Wednesday whether he intended to apologize to Bush, Schroeder replied evasively, "I don't understand the question."

Les Kurdes d'Irak refont leur unité dans la perspective d'une guerre contre Bagdad

Dans un message à leur Parlement, Colin Powell soutient la réconciliation de leurs chefs

ERBIL
(Nord du Kurdistan d'Irak)
de notre envoyée spéciale

A moins de 20 minutes de route des premières lignes de l'armée irakienne, la ville d'Erbil, capitale administrative des Kurdes d'Irak, a vu se sceller, vendredi 4 octobre, la réconciliation entre les deux principales formations politiques kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani qui, depuis une guerre fratricide entre 1994 et 1996, gèrent séparément le Nord (proche de la Turquie) et le Sud (proche de l'Iran) de la région.

« Nous nous engageons à avoir désormais un seul gouvernement, une seule administration », ont déclaré les deux chefs lors de la réouverture du Parlement local, réuni pour la première fois depuis huit ans. Symbole de la réconciliation : les deux chefs kurdes étaient assis, dans l'hémicycle, de part et d'autre de Danielle Mitterrand, l'épouse de l'ancien président français, venue spécialement assister à cette session unificatrice.

Lors d'une allocution très applaudie, celle que l'on surnomme ici la « mère des Kurdes » a salué cette « contribution historique à la paix », elle qui, ces dernières années, refusait de recevoir les chefs des deux

partis - « des fils turbulents », a-t-elle dit en souriant - tant qu'ils n'étaient pas réconciliés.

De son côté, le secrétaire d'État américain, Colin Powell, a adressé un message de félicitations au Parlement : « Je suis content de vous compter parmi les partenaires des Etats-Unis dans la lutte contre la tyrannie et la terreur, vous qui partagez notre vision de l'avenir de l'Irak, celle d'un pays démocratique, pluraliste et uni (...) Puisse votre exemple s'étendre afin que le peuple irakien uni et libre obtienne la liberté et la prospérité qu'il mérite ». Ces propos rappellent combien la main des Etats-Unis est présente dans le processus d'unification amorcé entre les deux factions kurdes.

La réouverture du Parlement et la nouvelle entente entre les deux chefs marquent l'achèvement des accords signés en 1998, sous l'égide de Washington. Mais surtout, ils interviennent sur fond de bruits de guerre en Irak. « Il va se passer quelque chose, c'est sûr. On attend et on craint », ont dit les deux chefs de guerre. « Chacun a peur que Saddam nous vise avec son arsenal biologique, mais chacun espère que l'intervention américaine aura lieu ».

« Les gens disent : si on est débarrassé de Saddam, tout redeviendra normal », explique Saman, un jeune Kurde, employé par une orga-

nisation humanitaire. « Oui, nous voulons que ce régime change. Nous ne pouvons pas vivre avec. Et nous ne sommes pas les seuls : les Arabes, et surtout les chiites irakiens, n'en veulent pas non plus », affirme Zahir Roj Bayani, qui dirige un centre de recherche sur les populations kurdes expulsées de la partie du Kurdistan administrée par Bagdad. En ville pourtant, aucune inquiétude n'est perceptible. Erbil connaît, comme toute la région, un véritable âge d'or. On y construit des écoles, des logements, des mosquées et des routes ; on y vient de Bagdad pour acheter des produits.

« Il va se passer quelque chose, c'est sûr. On attend et on craint »

MASSOUD BARZANI ET JALAL TALABANI

Autonome de fait depuis 1991, jouissant depuis 1996 de 13 % des revenus du pétrole irakien (selon la résolution dite « pétrole contre nourriture »), le Kurdistan d'Irak, avec ses 3,7 millions d'habitants, n'a jamais connu une telle prospé-

rité. La mortalité infantile est en recul (58 pour mille contre 108 pour mille en Irak), l'éducation est une priorité, la criminalité insignifiante, les droits des minorités sont respectés tandis qu'un cadre législatif se met en place.

« Nous allons tirer l'Irak vers la démocratie », déclare Siraj Barzani, chargé des problèmes de déminage au « ministère de l'action humanitaire » de la région. Déportés, maltraités, bombardés, gazés au terme d'une guerre avec le pouvoir central qui dure depuis le début du siècle, les Kurdes - 25 millions de personnes dispersés entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie - sont aujourd'hui la plus grande nation dépourvue d'Etat. Revendiquée en son temps par le chef historique des Kurdes d'Irak, Moustapha Barzani, dont le portrait trône dans toutes les administrations, la création d'un Etat kurde ne semble plus aujourd'hui à l'ordre du jour.

Certes, les Kurdes d'Irak du Nord ont désormais leur drapeau, leur armée et leur police. Mais chacun ici, comme le jeune Barzani, chargé du déminage, ne manque pas une occasion de rappeler que le pays a été conçu dans un cadre fédéral, que les Kurdes souhaitent préserver à la condition qu'ils puissent y trouver toute leur place.

Marie Jégo

KURDISH LEADERS STAND WITH FORMER FRENCH FIRST LADY IN ERBIL

REUTERS
October 4, 2002.



Iraqi Kurdish leaders Jalal Talebani (R) and Massoud Barzani stand with former French First Lady Danielle Mitterrand inside the Kurdish National Assembly building in Erbil on October 4, 2002. As the U.S. and U.N. tried to agree on how to deal with Iraq, in northern Iraq there was a more local attempt to unite as feuding Kurdish groups reopened a long-dormant parliament in the region which has been outside Saddam's control for a decade. Photo by Caren Firouz/Reuters

Les Kurdes irakiens sont sur le pied de guerre

LE FIGARO VENDREDI 4 OCTOBRE 2002

Le débat sur le projet d'une République fédérale d'Irak, incluant l'actuel gouvernement régional kurde, s'ouvre aujourd'hui au Parlement d'Erbil. La menace américaine d'un renversement du régime de Saddam Hussein a poussé les Kurdes du nord de l'Irak à se préparer à une éventuelle contre-offensive irakienne et à s'organiser à la fois militairement et politiquement.

Erbil :
de notre envoyée spéciale
Delphine Minoui

Sur le bitume brûlant de la caserne de Dohok, à l'extrême nord du Kurdistan irakien, quelque 200 soldats défilent au rythme d'une fanfare. Ils ont l'air quelque peu mal à l'aise dans leur tenue de camouflage flamboyant neuve. Cela ne fait pas longtemps qu'ils s'entraînent. Mais la détermination est pourtant bien de la partie, à l'image de leur slogan : « *Le Kurdistan ou la mort !* » Le compte à rebours est lancé. La menace américaine croissante d'un renversement du régime de Saddam Hussein a poussé les Kurdes d'Irak à s'organiser en toute hâte. Dans son bureau d'Erbil, la capitale orientale du Kurdistan irakien, à 270 kilomètres au sud de Dohok, le ministre de la Défense, Hamid Afandi, suit les af-

aires de près. La plupart des quelque 50 000 pechmergas (littéralement, « ceux qui vont au-devant de la mort ») qui sont sous ses ordres ont été déployés aux abords de la frontière irakienne. « *Avec seulement trois tanks et quelques kalachnikovs, notre armée est tout juste capable de se défendre en cas de représailles irakiennes. Il serait très mal placé de nous comparer à l'Alliance du Nord en Afghanistan. Nous devons pourtant nous préparer au pire. Mais contre les armes chimiques, on ne peut pas faire grand-chose* », explique, soucieux, Hamid Afandi.

Les Kurdes d'Irak ont été massacrés et humiliés par Saddam Hussein. Ce dernier est à l'origine de la destruction de plus de 4 000 de leurs villages de 1986 à 1988, dont celui de Ha-



Les chefs des deux partis kurdes, Jalal Talebani (UPK) et Massoud Barzani (PDK), en 1998, au moment de leur réconciliation. La perspective d'un renversement de Saddam Hussein les a poussés à signer, le 8 septembre, un accord sur la « *réunification du Kurdistan libre* ». (Photo AFP.)

labjà. Ils n'ont qu'une idée en tête : se débarrasser du tyran de Bagdad. La politique menée par Washington les laisse pourtant perplexes. « *Il nous est bien difficile de faire confiance aux Américains, qui nous ont déjà dupés à plusieurs reprises au cours de notre histoire* », explique Nasreen Sidik Moustafa, le ministre en charge de la Reconstruction du Kurdistan. Les Kurdes n'ont en effet toujours pas pardonné aux Américains de les avoir lâchés après les avoir exhortés à se soulever contre Saddam Hussein en 1991. Ils n'ont pas oublié non plus les conséquences des

accords d'Alger, signés en 1975, entre l'Irak et l'Iran, sous l'impulsion de Henry Kissinger. Ce plan, qui visait à couper l'herbe sous le pied des rebelles kurdes irakiens soutenus par l'Iran, jeta des dizaines de milliers de Kurdes sur la route de l'exil. « *Quoi que décident les Américains, nous serons pourtant obligés de les suivre. Notre voix n'est pas assez forte pour qu'on se fasse entendre. Nous ne sommes pas un État internationalement reconnu* », raconte Ouchiar Zebari, le responsable des affaires internationales. Et de s'interroger : « *Mais que va-t-il vraiment nous arriver demain ?* »

Des artères étroites du bazar d'Irbil aux couloirs de l'université, cette même question se lit

Un territoire de 42 000 km²



sur les lèvres des 3,5 millions de Kurdes irakiens. Avec cette crainte, omniprésente, de devoir renoncer à cette parenthèse de prospérité, acquise depuis l'installation, en 1991, d'un gouvernement régional kurde, protégé par les Nations unies. Jamais, en effet, les Kurdes d'Irak n'ont bénéficié d'une si grande autonomie. Depuis 10 ans, le survol quotidien des avions américains au-dessus de ce territoire de 42 000 km² (à peine plus grand que la Suisse) a permis d'éviter un nouvel assaut irakien. Grâce

aux 13 % de la manne perçue à Bagdad et gérée par les Nations unies au titre de « *pétrole contre nourriture* », les Kurdes sont parvenus à reconstruire la plupart de leurs villages, y ajoutant des écoles et des usines, avec un accès généralisé à l'eau et à l'électricité. Depuis quatre ans, les antennes paraboliques ne cessent de fleurir sur les toits des petites maisons en brique, construites avec l'aide des agences de l'ONU.

A Erbil et Sulamaniya, les deux principales villes du pays,

les supermarchés et des cafés Internet qui se multiplient sont autant de signes de modernisation. En attendant la reconstruction du Sheraton du Kurdistan, les hôtels quatre étoiles proposent chaque soir de multiples animations culturelles et musicales. L'alcool coule à flots dans les nombreux restaurants. Quant à la presse, elle tranche, en matière de liberté d'expression, en comparaison des voisins iraniens, turcs et syriens. Les quelque 160 publications représentent toutes les tendances politiques et religieuses du Kurdistan. Même tendance démocratique du côté des 9 chaînes de télé locales et des deux télévisions satellites, dont les habitants de Bagdad suivent clandestinement les programmes. De leur côté, les femmes se vantent de bénéficier de tous leurs droits.

Côté politique, l'heure est au compromis et à l'union entre les deux chefs kurdes, Massoud Barzani, leader du PDK (le Parti démocrate du Kurdistan, basé à Erbil) et Jalal Talebani, leader de l'UPK (l'Union patriotique du Kurdistan, basée à Soleymania). Depuis la mini-guerre civile, qui fit plus d'un millier de morts

entre 1994 et 1998, les deux hommes ont fini par se réconcilier. Les perspectives d'un renversement du régime de Saddam Hussein les a même récemment poussés à ranger définitivement leurs différends au placard. Dès le 8 septembre, les deux mentors du Kurdistan ont signé un accord sur la « réunification du Kurdistan libre », préliminaire à la grande réunion de ce jour, rassemblant les 105 députés au Parlement d'Erbil. Au cœur des discussions : le projet d'une Constitution fédérale, faisant du futur État kurde une partie de la Fé-

dération irakienne que projetent d'installer les États-Unis après avoir renversé Saddam Hussein. La « République fédérale d'Irak » comprendrait ainsi deux, voire trois régions : l'une kurde, l'autre arabe sunnite, et la troisième chiite. Depuis plusieurs semaines, les représentants du Kurdistan irakien multiplient également les discussions avec les pays voisins, et plus particulièrement la Turquie. Les Kurdes s'inquiètent en effet des velléités turques de s'octroyer les villes pétrolières de Kirkuk et Mossoul, sur lesquelles ils revendiquent, eux aussi, la souveraineté.

La France et l'Allemagne font front commun contre le forcing américain

UNE SORTE de « front européen » s'est dessinée, mercredi 2 octobre à Paris (même si la Grande-Bretagne n'en fait pas partie), en réponse au durcissement enregistré le même jour aux États-Unis. L'Allemagne, que l'on présentait jusque-là comme isolée sur une position extrême, est apparue comme faisant bloc avec la France. A l'issue de la visite rendue mercredi soir par Gerhard Schröder à Jacques Chirac – la première depuis les élections allemandes –, les deux hommes ont souligné leur communauté d'approche sur l'Irak, en particulier leur commun refus d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui, à ce stade, menacerait Bagdad d'un recours à la force.



« Je me réjouis de la compréhension de Jacques Chirac sur l'Irak »
GERHARD SCHRÖDER

travailliste à Blackpool, avait mis en garde son successeur à la Maison Blanche contre « toute attaque préventive » : « Saddam Hussein a aujourd'hui toutes les raisons de ne pas utiliser ou disséminer ses armes de destruction massive, alors que confronté à une défaite certaine, il pourrait le faire », avait déclaré Bill Clinton.

« Nous voulons avant tout que l'Irak soit dépourvu de tout armement de destruction massive, que les inspecteurs puissent retourner là-bas sans condition (...). Nous sommes tout à fait hostiles à ce qu'une résolution indique dès maintenant le caractère automatique d'une intervention militaire », a déclaré le président français au nom des deux pays.

« Je me réjouis de la compréhension de Jacques Chirac sur l'Irak », a indiqué le chancelier, qui n'en avait pas obtenu autant à Londres, d'où il venait. A partir d'une position « très proche » de celle de l'Allemagne, la France « compte tenu de son rôle de membre permanent du Conseil de sécurité, a besoin de plus de marge de manœuvre. J'ai le plus grand respect pour ce rôle de la France », a poursuivi M. Schröder.

Le président de la République devrait être conforté aussi dans ses positions par Bill Clinton, qu'il recevait jeudi en visite privée à l'Élysée. La veille, l'ancien président américain, s'exprimant devant le Congrès

La solidarité franco-allemande a été d'autant plus affichée que l'on s'attend depuis mercredi soir à un forcing des États-Unis à l'ONU sur une position dure. Le feu vert donné par le Congrès à George W. Bush va encourager les Américains à aller de l'avant et à soumettre rapidement au Conseil de sécurité leur proposition de résolution, qui n'était jusque-là qu'un avant-projet amendable, estimait-on mercredi soir à Paris.

CONTRE-PROJET

Paris faisait également remarquer que la publication dans la presse, grâce à des fuites organisées, de larges extraits de ce texte, notamment le paragraphe le plus contesté sur la menace du recours à la force, rendait beaucoup plus difficile de le modifier par la négociation avant qu'il ne soit officiellement présenté au Conseil de sécurité. Autrement dit, l'espoir de pouvoir s'entendre avec les États-Unis sur un texte a grandement reculé mercredi.

La France n'avait cependant pas

encore mis en circulation jeudi matin le contre-projet de résolution

qu'elle tient prêt, s'en tenant encore au seul ordre du jour prévu pour jeudi au Conseil de sécurité de l'ONU : l'audition du chef des inspecteurs en désarmement de l'ONU. Hans Blix devait rendre compte des discussions qu'il a eues avec les Irakiens à Vienne. Lui estime avoir obtenu de la partie irakienne, y compris à propos des sites dits « présidentiels », tout ce dont il a besoin pour partir à Bagdad. Mais le secrétaire d'État américain, Colin Powell, a fait savoir qu'il s'oppose-

rait au départ des inspecteurs tant qu'une nouvelle résolution ne serait pas adoptée par le Conseil.

La Russie s'est félicitée mercredi, comme la Ligue arabe, l'Égypte et l'Iran, des résultats des discussions de Vienne. « Si des résolutions supplémentaires sont nécessaires à l'efficacité du travail des inspecteurs, nous sommes disposés, bien sûr, à les envisager », après l'audition de Hans Blix, a déclaré le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov.

Claire Tréan

VERBATIM

Ce que demande Washington

VOICI les principaux points du projet de résolution américano-britannique qui n'a pas été officiellement déposé devant le Conseil de sécurité mais qui est en discussion dans les capitales.

Le Conseil de sécurité :
 (...) Décide que l'Irak devra fournir au Conseil de sécurité, avant le début des inspections et pas plus tard que trente jours à partir de l'adoption de cette résolution, une déclaration complète, exacte, et à jour de tous les aspects de ses programmes de développement d'armements. (...)

Décide que l'Irak assurera un accès immédiat, inconditionnel et sans restriction (...) à tous les membres de la Cocovinu (Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies) et de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). (...)

Décide également que la Cocovinu et l'AIEA peuvent, à leur gré, procéder à des entretiens en Irak ou à l'étranger, hors la présence d'observateurs du gouvernement

irakien et que l'Irak doit faciliter le voyage à l'étranger de ceux qui sont interrogés ainsi que leur famille. (...)

- Tout membre permanent du Conseil de sécurité peut être représenté dans chaque équipe d'inspection avec les mêmes droits et protections que les inspecteurs.

- Aura accès aux noms de tous les personnels participant aux programmes de l'Irak – les équipes seront accompagnées sur leurs bases d'un effectif de forces de sécurité suffisant pour les protéger.

- Décide que toute déclaration fautive ou omission dans la déclaration soumise par l'Irak au Conseil et que tout manquement de l'Irak, à n'importe quel moment, à appliquer et coopérer pleinement avec ces dispositions représenteront une nouvelle violation flagrante des obligations de l'Irak et qu'une telle violation autorisera les États membres à employer tous les moyens nécessaires pour rétablir la paix internationale et la sécurité dans la région.

Le Monde

5 OCTOBRE 2002

Turquie : Abdullah Öcalan ne sera pas exécuté

ANKARA. La peine de mort prononcée par la justice turque à l'encontre du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan a été commuée, jeudi 3 octobre, en réclusion à perpétuité après l'abolition, cet été, de la peine capitale, en temps de paix, par le Parlement turc. Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) avait été condamné à la peine capitale, en juin 1999, pour trahison et séparatisme. La décision de la Cour devait être immédiatement notifiée à Abdullah Öcalan sur l'île prison d'Imrali (en mer de Marmara, au sud d'Istanbul), où il est le seul déten-

nu. Agé de 54 ans, Abdullah Öcalan restera derrière les barreaux jusqu'à la fin de ses jours sans espoir d'amnistie, selon la décision du tribunal. Le commissaire européen à l'élargissement, Günter Verheugen, a immédiatement réagi, jeudi soir, à l'annonce de la décision de la justice turque. « Je me félicite de cette décision qui est manifestement conforme à l'esprit des réformes adoptées récemment en Turquie », a déclaré le commissaire européen. - (AFP.)

The Iraq debate I ■ By David Ignatius

Think now about after-Saddam

PARIS
The first time I went to Iraq, in 1980, the authorities there confiscated my Olivetti portable typewriter. That was a nuisance for me as a reporter, but it suggested what frightened Saddam Hussein: an open exchange of ideas, even simple typewritten leaflets, that might foster democracy in Iraq. The moment Saddam has feared for so long may finally be at hand. Democracy is pounding at his door, and a new Iraq is ready to find its voice.

Thinking about postwar Iraq is an urgent task. Yet for some reason, the subject is rarely discussed by the Bush administration amid the daily leaks from Washington about war planning. The time to think about Iraq's future government is now. This is one of those rare chances for history to really turn a page. The next chapters could be triumph or tragedy, but the Iraqi people will write the story themselves, with a little help from their friends.

Many analysts warn of the disasters that await in this postwar Iraq, but frankly I'm not convinced. Yes, Iraq is a country with many ethnic groups that don't always get along. And, yes, there will be a risk of revenge killings and general mayhem as the millions of Iraqis who suffered from Saddam's torturers seek to settle scores.

But these strike me as manageable problems, especially if people think carefully about them beforehand. Maintaining order will be essential in the first months after Saddam and his secret police are gone, and Washington should be training military police who will keep the peace, even as it drills the soldiers who will do the fighting. Yet we hear little of these plans — even though they would encourage Iraqis and other Arabs, and

even Europeans, to feel that the war is worth fighting.

In truth, Iraq is probably more ready for democracy than any nation in the Arab world. That's partly because its people have suffered so much from the cruelty of the current regime. But it's also because the Iraqis are the most likely Arabs to build a truly modern nation. For centuries, Baghdad has been a center of learning, and the Iraqis gained a reputation as the Prussians of the Arab world. It was no accident that Iraq was the only Arab country with the scientific brainpower to mount a serious nuclear weapons program.

And the talk of Iraq's internecine strife is overblown, too. The long-repressed Shiite community forms a majority of its population, which leads some analysts to fear Shiites will create a radical Muslim regime. But the Shiites of Iraq are Arabs who stayed loyal to Saddam through nearly a decade of war against the Persians of Iran. Iraq's Shiite elite have been the country's leading modernizers, supplying more than their share of scientists and engineers.

One Iraqi who is planning for the future is Kanan Makiya, who is heading a project to draft a new constitution, under the sponsorship of the opposition group, the Iraqi National Congress. I first talked with Makiya more than a decade ago, after he bravely published a book called "Republic of Fear," which documented the vicious torture and repression that sustained Saddam and his cronies in power.

Makiya and other Iraqi dissidents describe scenes of unimaginable cruelty — children thrown from helicopters to force their parents to confess to crimes against the regime, for example. It's strange that liberals

haven't paid more attention to the human rights abuses of the Iraqi regime. To quote one horrific passage from the recent — widely ignored — British government report on Iraq: "Prisoners at the Qurtiyya Prison in Baghdad and elsewhere are kept in metal boxes the size of tea chests. If they do not confess they are left to die."

In his recent writings about Iraqi democracy, Makiya illustrates the leap of imagination that is part of the birth of any new government. He calls for a federal state, in which the Kurds of the north, the Sunnis of the center and the Shiites of the south all have local power, but in which the rights of minorities are protected, everywhere.

Other Iraqis have been working on procedures for integrating decent members of Saddam's army, and even members of the Ba'ath party, into postwar life. A new generation is taking power, pushing aside the old men who ruled for so long. You can see this process in China and Russia. And soon, one hopes, in Iraq and the Arab world.

The postwar imaginings of Makiya and others are invigorating stuff. They should help answer the question that is vexing the world: Why go to war against Saddam? For all of President George W. Bush's speeches, it's not clear that Iraq poses an imminent threat that can't be deterred or contained through inspections and other means.

The best argument for military intervention is to support the millions of Iraqi people who want political change. They need, somehow, to show the world they want outside help. For in the end, it's their country, their war and their new vision that will begin to transform Iraq, the day after.

International Herald Tribune
 The Washington Post

International Herald Tribune
 Monday, October 7, 2002

EN COUVERTURE

IRAK Pour ou contre

L'EXPRESS

du 3 au 9 octobre 2002

Volte-face de Saddam Hussein, fin de non-recevoir américaine. Marchandages dans les coulisses du Conseil de sécurité, ultimatums et prophéties apocalyptiques. La période est propice au simplisme, à la propagande, aux outrances, aux fantasmes. De l'arsenal irakien à l'efficacité des inspections, du facteur pétrolier aux convulsions régionales, de l'issue militaire aux énigmes de l'après-Saddam, le moment paraît venu de démêler, en dix thèmes, l'écheveau des arguments, de clarifier les enjeux visibles et cachés, de faire, si possible, la part des certitudes, des hypothèses et des calculs. Le débat ne met pas aux prises bellicistes et pacifistes, mais renvoie à la logique du moindre mal. « Faire la guerre sans l'aimer » : la formule d'André Malraux n'a pas pris une ride. L'aimer ? Il faut n'en rien connaître pour le prétendre. Reste à savoir si l'on doit la faire.



1 L'arsenal irakien, mythes et réalités

Un péril nucléaire improbable à brève échéance ; un danger chimique et bactériologique patent et immédiat. Tel est, en résumé, le verdict livré par le rapport de l'Institut international d'études stratégiques (IISS), à Londres. S'agissant de l'arsenal de destruction massive, ce document d'une centaine de pages, publié le 9 septembre, fournit le diagnostic le plus abouti et le plus fiable accessible à ce jour.

Nucléaire. Bagdad aurait besoin de plusieurs années – de cinq à sept ans – et de concours extérieurs soutenus pour se doter de l'arme absolue. En revanche, les ingénieurs irakiens sont en mesure d'assembler une bombe en quelques mois, pour peu qu'ils obtiennent en quantité suffisante des matières fissiles importées clandestinement, uranium enrichi ou plutonium. D'autant que les équipes d'experts et de techniciens n'ont jamais dételé. Le savoir-faire est là. La volonté, aussi : pour preuve, la poursuite des efforts visant à fabriquer des centrifugeuses, équipement nécessaire à l'enrichissement de l'uranium. Efforts qu'attestent, selon Washington, les tentatives récentes d'acquisition de milliers de tubes d'aluminium haut de gamme. Autre indice préoccupant : l'Agence internatio-

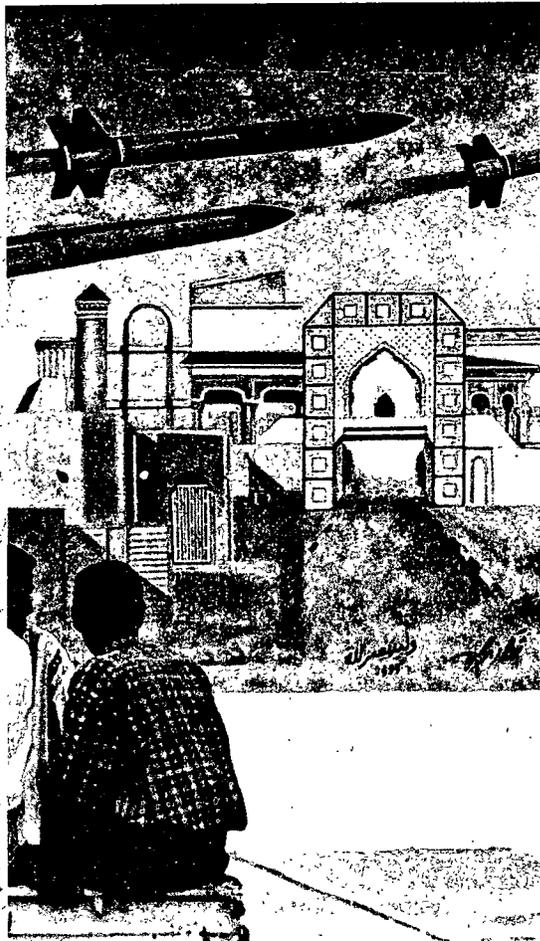
nale de l'énergie atomique (AIEA) a décelé sur des photos satellite l'ouverture de petits chantiers aux abords d'anciens sites nucléaires, neutralisés par ses soins après la guerre du Golfe. Même si l'AIEA, basée à Vienne, admet ignorer la nature des travaux engagés et ne peut tirer « aucune conclusion » de ce constat. Selon le transfuge Khidir Hamza, l'un des artisans du programme atomique irakien, la détention d'outillage piraté allemand et d'uranium venu du Brésil permettrait à Bagdad de produire trois bombes dans les trois mois. Reste que les initiés traitent avec circonspection la prédiction de cet exilé, dont la défection remonte à 1994. Le rapport de l'IISS évoque une autre crainte : l'usage détourné d'isotopes radioactifs à vocation civile, afin d'armer des « bombes sales », ou « *dirty bombs* ». En clair, des projectiles conventionnels – missiles, obus d'artillerie ou largués par avion – pourvus de déchets nucléaires, chimiques ou bactériologiques.

Biologique. Si un épais mystère flotte sur ce type d'armement, le passé ne plaide pas en faveur de Bagdad. Les Occidentaux ont découvert sur le tard, en 1995, l'ampleur d'un programme mené dans le secret le plus absolu. L'Irak détenait alors plus de 19 000 litres de toxine botulique et près de 8 500 litres de culture de bacilles du charbon. De telles sub-

L'armurerie de Saddam pâtit d'un handicap : le manque de "vecteurs"

stances sont faciles à produire et à dissimuler. L'institut londonien juge donc plausible que l'Irak dispose de milliers de litres de toxine du botulisme et de culture de bacilles du charbon, voire d'autres agents infectieux, tels les virus de la variole ou de la fièvre aphteuse. Pour autant, le caractère instable de ces « poisons vivants », sensibles à la chaleur et à l'humidité, rend leur stockage délicat et leur usage aléatoire. Face à des troupes bien équipées, l'utilisation de ces armes n'altérerait pas le rapport de forces. En revanche, employée contre des civils, cibles vulnérables, l'arme biologique pourrait causer des « centaines, sinon des milliers » de morts, et répandre la terreur.

Chimique. Là encore, le recours aux « gaz de combat » serait infiniment plus dévastateur pour les populations que pour les militaires, dûment prémunis. Tout porte à croire que l'Irak détient



Une peinture murale, dans la ville de Tharthar, représente Saddam Hussein observant des missiles Scud.

rache-pied à détourner les restrictions onusiennes qui lui interdisent de construire des missiles d'un rayon d'action supérieur à 150 kilomètres. Ses ingénieurs travaillent ainsi à la mise au point du al-Samoud, capable d'atteindre le voisin koweïtien. Ils s'emploieraient aussi à convertir des semi-remorques en plates-formes mobiles de lancement, quasiment indétectables.

POUR LA GUERRE La panoplie décrite ici suffirait à justifier une attaque préventive. Le temps presse. La maîtrise par l'Irak du feu nucléaire bouleverserait le rapport de forces et offrirait au raïs un terrifiant instrument de chantage, donc la suprématie régionale. C'est précisément parce que l'ennemi est vulnérable qu'il faut le mater maintenant. Le raid israélien sur la centrale de Tamouz (juin 1981) a ruiné pour un temps un programme ambitieux et avancé. En 1990, Saddam Hussein et ses savants étaient à dix-huit mois à peine du but. Autre argument invoqué, l'expérience. Le pouvoir baasiste a maintes fois puisé dans son arsenal. Il a lâché un demi-millier de Scud sur l'Iran dans les années 1980, et près d'une centaine durant la guerre du Golfe, dont 39 sur Israël. Il a ordonné le largage de gaz mortels contre l'ennemi persan – avec, au demeurant, l'aval implicite de conseillers militaires américains – mais aussi contre ses compatriotes rebelles du Kurdistan. Témoin, le carnage de Halabja, en 1988 : 5 000 morts, femmes, enfants et vieillards pour la plupart. Plus on attendra, plus la menace grandira.

CONTRE LA GUERRE Frapper, c'est précipiter la mise à exécution de ladite menace. Depuis Halabja, Saddam Hussein s'abstient d'employer son armement chimique et bactériologique. Même aux abois. Même en 1991, lorsque la débâcle de ses troupes le place dans une position désespérée.

2 Le terrorisme et les liens avec Al-Qaeda

« **A** l'évidence, l'Irak a des liens avec le terrorisme, y compris avec Al-Qaeda. Des membres de ce réseau ont été vus à Bagdad. » Le grief émane de Condoleezza Rice. Même si

elle s'abstient d'invoquer une complicité avec les cerveaux des attentats du 11 septembre, la conseillère pour la Sécurité nationale à la Maison-Blanche alourdit ainsi le dossier Saddam. Suivant en cela l'élan imprimé par le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld : peu après la tragédie des Twin Towers, et sans en aviser le Département d'Etat, le maître du Pentagone envoyait James Woolsey, ancien patron de la CIA, enquêter à Londres sur les liens entre les deux ennemis jurés de l'Amérique meurtrie. Dans un registre plus anecdotique, citons les « confidences » d'une certaine Parisoula Lampos, qui dit avoir été durant trente ans la maîtresse intermittente de Saddam. Reclus à Beyrouth, ce témoin providentiel affirme qu'Oussama ben Laden aurait été reçu deux fois au moins par le raïs. Mentionné dans le document de l'IISS, un scénario noir mérite davantage d'intérêt : Bagdad pourrait fournir à des cellules terroristes, sinon à des kamikazes, des colis piégés peu volumineux – mallettes, bouteilles – chargés d'agents biologiques ou chimiques. Une réserve toutefois : sauf à céder à une pulsion suicidaire, Saddam Hussein n'a aucun intérêt à offrir aux Etats-Unis ou à ses alliés un tel prétexte à une riposte fatale.

Reste un débat, vivace outre-Atlantique. Peut-on mener de front la traque – inachevée – d'Al-Qaeda et la guerre contre Saddam ? Après tout, Oussama ben Laden et le mollah Omar courent toujours, et leurs disciples entravent la pacification de l'Afghanistan. Fragile, la coalition anti-terroriste formée après le 11 septembre survivrait-elle à un assaut massif sur l'Irak ? « Lancer l'offensive, répond Brent Scowcroft, prédecesseur et mentor de "Condi" Rice, ce serait compromettre, sinon anéantir, la campagne globale entreprise contre le terrorisme. » Hier conseiller influent de George Bush père, Scowcroft ne croit nullement à la liaison talibano-baasiste : « Laïque et socialiste, Saddam figure sur la liste noire de Ben Laden. »

POUR Lié à Al-Qaeda, Saddam Hussein est l'un des acteurs clefs de la scène terroriste. Sa neutralisation contribuera à vaincre l'hydre islamiste.

CONTRE Cette liaison n'a jamais été démontrée. Bagdad n'est impliqué dans aucun attentat aveugle commis aux dépens des intérêts américains. S'il fallait stigmatiser tous les pays où des membres d'Al-Qaeda ont été aperçus, la planète entière y passerait.

Il y a pis : une telle agression pourrait susciter, au sein d'une jeunesse arabo-musulmane abreuvée de prêches haineux, des vocations de kamikazes. Et Al-Qaeda profiterait de la dispersion du potentiel militaire américain pour rebâtir ses réseaux. ●●●

IRAK Pour ou contre la guerre: le dossier

3 Les buts de la guerre

Quel est le véritable objectif de l'épreuve de force engagée avec Bagdad ? Imposer le retour des experts en désarmement de l'ONU et de l'AIEA ? Annihiler une fois pour toutes et par tous les moyens l'arsenal de destruction massive de Saddam ? S'assurer la maîtrise du pactole pétrolier irakien ? Instaurer un nouvel ordre géopolitique régional ? La doctrine américaine tient, quant à elle, en une formule : le « changement de régime », épilogue d'un crescendo rhétorique. En janvier 2002, George W. Bush dessine l'« axe du mal » : Irak, Iran, Corée du Nord. En avril, il proclame que « Saddam Hussein doit partir ». Avant de vanter, en juin, les vertus de la « guerre préventive ». L'inflexion date en fait du 31 octobre 1998, lorsque le démocrate Bill Clinton fait adopter par le Congrès l'Iraq Liberation Act ; dès lors, il apparaît clairement que Washington exclut de transiger avec le rescapé de « Tempête du désert ». Un facteur plus personnel peut éclairer l'obstination de Bush : les services américains soupçonnent Saddam d'avoir orchestré une tentative d'assassinat visant, en 1993, George Bush père, alors en visite au Koweït. Complot déjoué à temps.

POUR Une guerre peut obéir à plusieurs impératifs. Armement, terrorisme, pétrole, démocratie : en liquidant le régime irakien, on gagne sur toute la ligne.

CONTRE L'efficacité commande de s'en tenir à un objectif clair. Ainsi validé, l'argument de l'attaque préventive crée un précédent aventureux. Imaginons que l'Inde ou le Pakistan s'empare de cet argument au sujet du Cachemire...

4 A l'épreuve du droit international

Guerre juste, guerre propre, guerre sainte ? L'article 2 de la Charte des Nations unies invite les pays membres à s'abstenir de faire usage de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat. Le recours aux armes est jugé légitime dans deux cas. Washington peut difficilement se prévaloir du droit à l'« auto-défense individuelle ou collective », à



George W. Bush, lors du discours de Kofi Annan à l'ONU, le 12 septembre 2002.

moins d'employer le concept aléatoire d'autodéfense anticipée ; en revanche, George W. Bush peut agir en vertu d'une « résolution spécifique du Conseil de sécurité des Nations unies ». D'où le souci d'obtenir le vote d'un texte autorisant clairement le déclenchement d'une opération militaire dans le cas où l'Irak se déroberait à ses obligations. Pour peu que les liens entre Bagdad et Al-Qaeda soient établis, les Etats-Unis pourraient encore invoquer la résolution adoptée le 14 septembre 2001. Elle leur permet d'« utiliser la force nécessaire et appropriée contre les nations, organisations et individus qui ont décidé, préparé, autorisé, commis ou soutenu des attentats terroristes ». Un hic : sous cette forme, le texte s'applique parfaitement à l'Arabie saoudite ou au Pakistan, alliés de l'Amérique...

POUR Les documents fondateurs de l'ONU et les textes votés à ce jour donnent aux Etats-Unis le droit d'agir. Une nouvelle résolution peut, au besoin, confirmer et préciser leur mandat.

CONTRE Rien n'autorise le recours aux armes sans le feu vert explicite du Conseil de sécurité. Passer outre contribuerait à discréditer le forum onusien. Et la superpuissance américaine verrait forcément son image ternie pour avoir cédé à la tentation hégémonique.

5 L'ONU, sa cohésion et son avenir

Inattendue, la volte-face de Saddam Hussein sur le retour « sans conditions » des inspecteurs a semé le

trouble au sein du Conseil de sécurité, faisant resurgir les lignes de faille traditionnelles entre les cinq membres permanents. Le couple américano-britannique exige le vote d'une résolution extrêmement contraignante, interdisant la moindre entrave aux travaux des experts de l'Unmovic (Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies) et de l'AIEA. « Ils doivent pouvoir se rendre n'importe où, interroger n'importe qui, et cela n'importe quand », tranche le secrétaire d'Etat Colin Powell. Les tenants du compromis soupçonnent d'ailleurs Washington de songer à une formulation piégée, inacceptable vue de Bagdad, ou qui fournirait très vite l'alibi requis pour hâter le châtimement militaire. La nouvelle feuille de route onusienne doit, selon George Bush et les siens, aller très au-delà du renvoi sur place des inspecteurs. Elle dressera la liste des 16 résolutions bafouées en douze ans par l'Irak. Elle doit aussi sommer le régime de mettre fin aux persécutions infligées aux civils et aux minorités, de respecter ses engagements – libération des prisonniers, versement des dommages de guerre – envers le Koweït, de renoncer à tout soutien au terrorisme et au commerce illicite avec les pays voisins. La Russie et la Chine jugent superflue l'adoption d'un nouveau texte. A leurs yeux, la résolution 687, votée en avril 1991, suffit. « L'Irak, indique-t-elle, doit accepter inconditionnellement que soient détruits, enlevés, neutralisés, sous supervision internationale, toutes les armes chimiques et biologiques et tous les stocks d'agents (...), ainsi que toutes les installations de recherche et développement, d'appui et de production ●●●

IRAK Pour ou contre la guerre : le dossier



Des inspecteurs de l'ONU pour le désarmement en mission en Irak.

décembre 1998, des derniers inspecteurs affecte ce tableau de chasse. D'autres handicaps ont altéré la portée de la tâche accomplie. A commen-

cer par la stratégie obstinée de dissimulation de Saddam. Pour contourner l'embargo, Bagdad aurait ainsi mené des transactions secrètes avec 500 entreprises de 40 pays. Pendant huit ans d'un bras de fer exténuant, l'Irak a menti, triché, esquivé, camouflé, escamoté, verrouillé les bâtiments « sensibles ». Dès juin 1991, des soldats tirent des coups de semonce tandis qu'un convoi de camions tente de s'éclipser. Dans les caisses qu'ils transportaient, on trouvera des « calutrons », instruments d'enrichissement de l'uranium. Plus tard, les « hôtes » irakiens interdisent l'accès au ministère de l'Agriculture, puis de l'Immigration. En 1997, Moscou obtient le retour d'équipes fraîchement expulsées. Et, l'année suivante, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, doit venir sur les bords du Tigre négocier un compromis bancal sur l'ouverture des « sites présidentiels ». En clair, les palais de Saddam Hussein, objets en ce début d'automne 1998 d'un nouveau contentieux. Kofi Annan lui-même a admis en 1999 que les accusations irakiennes d'espionnage au profit des Etats-Unis et d'Israël étaient « en partie fondées ». De fait, certains experts ont avoué avoir posé des « mouchards » – micros espions – ou fourni directement des renseignements aux services américains.

Après quatre ans de chômage technique, un chantier énorme attend les inspecteurs : on estime à 700 le nombre de sites à explorer. « Mission impossible », lâche David Kay, un ancien limier nucléaire. Laboratoires souterrains, hangars clandestins, prises d'otages : le risque demeure. Voilà pourquoi la formule de l'« inspection coercitive », imaginée par la Fondation Carnegie, fait son chemin : il s'agirait de flanquer les experts d'une « escorte » armée de 50 000 hommes, appuyée par une force aérienne.

POUR Le oui de Saddam est un coup de bluff. Un traquenard. Il faudrait, au mieux, un an aux nouvelles équipes pour mener à bien leur tâche. Autant dire douze mois de sursis pour Bagdad et ses « Docteur Folamour ». De plus, l'expérience montre que les inspecteurs ne peuvent déjouer tous les stratagèmes irakiens. Bref, une concession vaine et périlleuse. Le cauchemar, le voici : fort du quitus des inspecteurs, Saddam obtient, sans avoir renoncé à ses programmes clandestins, la levée des sanctions et s'adjuge les recettes d'exportation de son pétrole. Bref, il gagne sur tous les tableaux.

●● dans ces domaines, et tous les missiles balistiques d'une portée supérieure à 150 kilomètres. »

Qu'advient-il des risques de veto russe ou chinois ? Ils sont limités. Les « amis de l'Irak » savent que leur opposition ne fléchirait pas la volonté des Etats-Unis. Lesquels détiennent de solides moyens de pression. Le président chinois, Jiang Zemin, qui sera, en ce mois d'octobre, l'hôte de George W. Bush dans son ranch de Crawford (Texas), doit certes cultiver ses amitiés arabes. Mais l'argument de la dépendance pétrolière croissante d'une Chine en plein essor paraît réversible.

Quant à Vladimir Poutine, il tient beaucoup à la retenue dont fait preuve l'Oncle Sam envers la « normalisation » féroce qu'il conduit en Tchétchénie. Autre motif de souplesse : très engagées en Irak, les compagnies pétrolières russes n'ont aucune envie de se voir écartées, à l'heure de l'après-Saddam, du grand partage de l'or noir.

Une autre instance internationale joue gros. Totalement exclue du théâtre afghan, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) éprouve un besoin vital de faire la preuve de son utilité. Elle s'y emploiera en novembre à Prague, à la faveur de son prochain sommet, le premier depuis trois ans.

Les risques de veto des "amis de l'Irak", russes ou chinois, sont limités

POUR En sommant l'ONU d'agir, George W. Bush restaure la crédibilité d'une instance affaiblie.

CONTRE « Ou vous validez ma démarche, ou je passe outre à vos réserves. » Washington relègue le « Machin », soumis à ce dilemme, au rang de chambre d'enregistrement.

6 L'efficacité des inspections

Enjeu crucial. Question piégée. Chacun peut, selon qu'il conteste ou préconise l'option militaire, dresser des missions antérieures un bilan flatteur ou calamiteux. Une certitude : les équipes de la Commission spéciale des Nations unies (Unscop) et de l'Agence internationale de l'énergie atomique ont fourni, entre 1991 et 1998, un travail considérable. L'Unscop a détruit 48 missiles à longue portée, 30 missiles à tête chimique, 20 rampes de lancement, 6 lanceurs mobiles, 690 tonnes d'agents chimiques et 40 000 munitions de ce type. Elle a découvert un programme bactériologique dissimulé quatre années durant, dont un élevage de poulets abritait le quartier général ; à la clef, 40 tonnes de ferments – bacille du charbon, toxine du botulisme – aussitôt confisquées. Quant aux 29 missions d'inspection et aux 1 500 visites de contrôle de l'AIEA, elles ont permis la saisie de matières fissiles et la neutralisation d'équipements nécessaires à la fabrication d'armes nucléaires, démantelant ainsi un réseau intégré capable, à très brève échéance, de livrer une ou deux bombes atomiques d'une puissance légèrement supérieure à celle d'Hiroshima. Prélude à un « trou noir » de quatre années, le départ d'Irak, en

IRAK Pour ou contre la guerre: le dossier

... **CONTRE** Récuser d'emblée le travail de l'Unmovic et de l'AIEA revient à renoncer à toute mission future de contrôle du désarmement. Ce serait aussi dévoyer le combat entrepris contre les arsenaux de destruction massive au profit de l'obsession américaine : soumettre l'Irak.

7 L'issue militaire

Sur le papier, elle est jouée d'avance. Maîtrise du ciel, reconnaissance, transmissions, force de frappe, précision des bombardements à guidage laser ou satellitaire : la suprématie américaine ne fait guère de doute. Même si les Etats-Unis ont besoin, pour en tirer pleinement profit, du concours logistique des pays voisins, qu'il s'agisse d'y stationner ses chasseurs bombardiers ou ses troupes terrestres.

Bizarrement, les réticences émanent, à Washington comme à Londres, des hauts gradés de l'état-major. Généraux et amiraux considèrent, en effet, que la stratégie du *containment* (endiguement) a jusqu' alors porté ses fruits, que l'Irak ne présente pas une menace immédiate et qu'il faut se garder de sous-estimer les écueils d'une campagne longue. Certains d'entre eux soulignent que l'engagement en Afghanistan affaiblit le dispositif, notamment en matière de porte-avions opérationnels et de munitions de haute précision, dont il faut reconstituer les stocks. Il n'empêche : les préparatifs ont commencé. Pour preuve, l'intensification des raids aériens menés dans le nord et le sud de l'Irak au nom du respect des « zones d'exclusion aériennes ».

Autre indice, le transfert imminent au Qatar du QG du Commandement central de Tampa (Floride). A ce jour, une demi-douzaine de plans d'attaque ont fait l'objet de fuites et ont été révélés dans la presse américaine. Deux scénarios émergent. Le premier prévoit un matraquage aérien suivi d'une invasion terrestre massive à partir de la Turquie au nord, de la Jordanie à l'ouest et du Koweït au sud-est. Supposé coûteux en vies humaines, il requiert 250 000 soldats et de six à neuf mois de préparatifs. Assorti de raids aériens ciblés, le second schéma suppose l'engagement de 50 000 hommes environ et repose en partie sur le concours actif des rebelles kurdes au nord et chiites au sud. Fondé notamment sur une analogie hasardeuse avec l'offensive antitaliban, il laisse les cerveaux du Pentagone circonspects.

Au Kurdistan, les 50 000 peshmergas – maquisards – de Massoud Barzani et Jalal Talabani ne peuvent, ni ne veulent,



“Gare au Stalingrad mésopotamien !” prévient un stratège

assumer le rôle dévolu en Afghanistan à l'Alliance du Nord du défunt Ahmad Chah Massoud. Dans les régions méridionales, Washington rechigne à prendre appui sur des combattants soutenus par l'Iran. Une variante a surgi fin septembre : l'option de la guerre éclair destinée à décapiter le régime et à détruire ses arsenaux, sans pour autant viser troupes et infrastructures. Selon de récents sondages, l'opinion américaine jugerait acceptable, dans l'hypothèse d'un succès sans équivoque, la mort au combat de plusieurs milliers de GI. Reste à prouver que cette attitude résisterait au retour au pays des premiers cadavres américains.

L'ampleur du bilan dépendrait bien entendu du degré de résistance et de la stratégie défensive de l'armée irakienne. En douze ans, celle-ci a perdu entre la moitié et les deux tiers de sa capacité de nuisance. Anémiée par les défections, elle compte environ 450 000 combattants, répartis en 17 divisions : 11 massées à la frontière du Kurdistan, province échappant à l'autorité de Bagdad ; 6 dans le sud, bastion chiite. Seuls les 100 000 hommes aguerris de la Garde républicaine, déployés dans la capitale et ses environs, peuvent tenir tête à l'envahisseur. L'allégeance au régime de ce noyau dur, auquel il convient d'ajouter les unités spéciales de la présidence et les « fedayins de Saddam », miliciens redoutés, paraît forte : la plupart viennent

de tribus loyales au raïs. Sur le plan matériel, les forces irakiennes paient au prix fort les effets de l'embargo. La maintenance des chasseurs Mig-25 et des chars T-80 dépend de pièces détachées venues en contrebande d'Ukraine ou de Biélorussie, via la Syrie. Dans une analyse fouillée, la *Jane's Intelligence Review*, publication réputée pour sa rigueur, relève en outre que la mobilité des unités dépend de 25 ponts enjambant le Tigre et l'Euphrate, cibles de choix pour les raids aériens.

Quelle que soit l'option retenue, les « boys » devront agir promptement : il leur faudra clouer au sol avions et hélicoptères et neutraliser très vite les stocks d'armes biologiques et chimiques. D'autant plus que Bagdad pourrait, dans le pire des cas, choisir de larguer avant même l'assaut américain des « bombes sales » sur le Kurdistan, le Koweït, voire l'Arabie saoudite et Israël. Il est peu probable que Saddam rééditera l'erreur de 1990, lorsqu'il avait « enterré » en plein désert ses régiments blindés, ainsi exposés aux frappes des alliés. Tout porte à croire qu'il tentera cette fois de déplacer la bataille vers les centres urbains, quitte à provoquer un carnage parmi les civils. « Gare au Stalingrad mésopotamien ! » prévient un stratège.

POUR Ne négligeons pas une occasion unique de liquider ce tyran. Plus on attend, plus l'opération sera coûteuse et risquée. **CONTRE** Gare à l'excès de confiance ! Déjà enlisée en Afghanistan, l'armée américaine risque de patauger longtemps dans le bourbier irakien. Et l'Amérique comprendrait mal que ses fils aillent mourir dans les sables alors que le spectre terroriste plane toujours sur New York. ...

L'Irak vaincu : sur l'autoroute Koweït-Bassora, le 1^{er} mars 1991.

IRAK Pour ou contre la guerre: le dossier

8 Pétrole et impact économique

Directeur du Fonds monétaire international (FMI), Horst Köhler a livré son verdict. Une opération courte, circonscrite à l'Irak, n'aurait qu'un impact mineur sur l'économie mondiale. Elle pourrait même, en dissipant une incertitude peu propice à l'investissement, produire un « effet positif ». A l'inverse, les conséquences d'un conflit prolongé seraient imprévisibles, d'où un sérieux « risque de récession ». Quelle serait la facture de l'expédition ? De 100 à 200 milliards de dollars, soit de 1 à 2 % du produit intérieur brut des Etats-Unis, avance le conseiller économique de la Maison-Blanche. Une cinquantaine de milliards, nuance le Pentagone. Le vent a tourné : voilà dix ans, les protégés de l'Amérique, Arabie saoudite et Koweït en tête, avaient couvert aux quatre cinquièmes le coût de « Tempête du désert », estimé à 80 milliards de dollars actuels. Sollicitude improbable aujourd'hui, même si les ressources du sous-sol irakien laissent entrevoir, à terme, un « retour sur investissement » enviable.

Nul ne peut prédire les soubresauts du cours du pétrole brut. Les uns voient le baril – qui navigue maintenant aux alentours de 30 dollars – plonger à 10 dollars ou moins. Les autres parient sur un doublement de son prix. A terme, l'émergence, à Bagdad, d'un régime proaméricain peut bouleverser profondément la donne. Selon les études les plus prudentes, le sous-sol irakien recèle 112 milliards de barils de brut, soit les plus vastes réserves prouvées au monde, après celles de l'Arabie saoudite. Au prix d'un long et coûteux effort, la rénovation d'infrastructures en piètre état permettrait de tripler la capacité de production, à présent évaluée à 2 milliards de barils par jour. Soucieux de diversifier leurs sources d'approvisionnement, les Etats-Unis misent sur des fournisseurs tels que le Mexique, la Russie, le Nigeria ou l'Angola. Mais ils cherchent à réduire encore leur dépendance envers la monarchie wahhabite, allié désormais jugé peu fiable, voire suspect de duplicité.

Depuis 1991, Bagdad a conclu des accords de prospection, de forage ou d'exploitation avec des partenaires russes, français, italiens, chinois, indiens, vietnamiens ou algériens. Contrats juteux, suspendus à la levée des sanctions. Mais l'effondrement du pouvoir baasiste pourrait balayer ces promesses. Déjà, le



Exécution de rebelles kurdes par l'armée irakienne, en 1991, à Mossoul.

noir national à un consortium dirigé par ses parrains américains. Au grand dépit de la concurrence. Nul ne néglige cet enjeu. Surtout pas le Texan George Bush ou son vice-président, Dick Cheney, l'un et l'autre venus de l'industrie pétrolière. Ni Condoleezza Rice, qui a siégé, elle aussi, au sein du conseil d'administration d'un géant des hydrocarbures.

POUR Quoique sous-exploité, le pétrole reste une arme aux mains de Saddam. Le retour d'un Irak pro-occidental sur le marché contribuerait à stabiliser les cours.

CONTRE On ne fait pas la guerre pour le compte du lobby pétrolier américain. Européens et Asiatiques n'ont rien à gagner dans un marché de dupes qui ne leur laisserait que des miettes.

9 Les ombres de l'après-Saddam

Après lui, le chaos ? Ou le vertige ? Mosaïque de mouvements rivaux, l'opposition en exil ne suscite que mépris au sein d'un peuple pourtant broyé par un régime honni. C'est en vain que Washington cherche parmi ces dissidents d'opérette, plus familiers des palaces que du maquis, une figure de proue crédible. Point de Hamid Karzaï bagdadien à l'horizon. Quel serait le portrait-robot d'une réplique irakienne du président afghan ? Un officier sunnite, jouissant du respect de la troupe, des chefs tribaux et d'une

Le passé nous enseigne qu'on ne peut accorder le moindre crédit à la parole de Saddam

communauté chiite nettement majoritaire, et qui n'aurait jamais trempé dans les atrocités de la clique déchu. Bref, un Martien. Seules les rébellions kurde et chiite incarnent une authentique résistance. Mais le Kurdistan autonome, qui bénéficie de la protection aérienne américano-britannique, s'accommoderait fort bien du statu quo. Car il tient à sa quasi-souveraineté et à la prospérité que lui vaut le versement de 13 % des recettes de l'or noir que Bagdad exporte, en vertu de la résolution « pétrole contre nourriture ». Sans compter les fruits de la contrebande et des trafics divers. Autre évidence, les Kurdes n'ont aucune confiance en leur mentor américain, coupable de trahison. En 1991 puis en 1996, il les incita au soulèvement avant de les livrer, au prix d'un honteux lâchage, aux terribles représailles des nervis de Saddam Hussein. Ressentiment partagé par les chiites, dont les revendications confessionnelles et le « revanchisme » inquiètent déjà la minorité sunnite, au pouvoir depuis l'indépendance. Les successeurs du président irakien hériteront d'un pays à l'histoire tourmentée. Entre 1919 et 1958, date de la chute de la monarchie, l'Irak a connu huit révoltes kurdes, neuf insurrections chiites et trois pogroms. Depuis, seul le joug baasiste aura contenu les tentations irrédentistes, étouffées en apparence sous un nationalisme ombrageux. Moralité : le succès de la transition suppose le maintien sur place, pen-



Manifestation palestinienne en faveur de Saddam Hussein, à Gaza, en février 1998.

dant plusieurs années, d'un puissant contingent de gardiens de la paix civile. Restera ensuite à jeter les bases d'un Irak unitaire teinté de fédéralisme, et respectueux des droits de l'homme...

POUR Il faut abattre Saddam Hussein pour instaurer en Irak une démocratie digne de ce nom. Dans une région rongée par le fanatisme, l'émergence d'un pôle laïque, progressiste et prospère offrira un précieux antidote. Voire l'amorce d'une contagion qui touchera l'Iran, la Syrie ou l'Arabie saoudite.

CONTRE L'exemple afghan le prouve : on ne peut, au mépris des réalités historiques et communautaires, imposer en terre musulmane un régime pro-occidental. A moins de placer durablement l'Irak sous tutelle. Bref, la guerre nous laissera le choix entre l'anarchie et le néocolonialisme.

vestiges de l'Autorité d'Arafat. Qui écoute encore les conseils avisés de James Baker, hier secrétaire d'Etat de Bush père, convaincu qu'on ne peut se lancer à l'assaut de l'Irak sans avoir obtenu au préalable le retrait des territoires occupés et le gel de la colonisation juive ?

En Arabie saoudite, les harangues des imams contre les « infidèles » coupables de « souiller » la terre du Prophète recueillent un écho croissant. Et le palais s'inquiète de la rumeur qui veut que les Yankees songent à évincer le prince héritier Abdallah pour lui substituer un futur souverain plus malléable. En revanche, la nouvelle donne aurait, vu de Washington, le mérite d'inciter à la retenue l'Iran, coincé dès lors entre un Afghanistan sous contrôle et un Irak normalisé. Pas sûr que l'argument suffise à calmer les angoisses de l'Egypte et des monarchies du Golfe, qui craignent de voir Téhéran annexer le sud d'un pays démantelé, sinon hâter sa quête de l'arme nucléaire. George Bush se doit aussi de ménager la Turquie, porte-avions de l'Otan. Hanté par le spectre du démembrement de l'Irak, pays né du naufrage de l'Empire ottoman, Ankara exige l'instauration, à Bagdad, d'un pouvoir central fort, et menace d'entraver, militairement s'il le faut, l'éventuelle émergence d'un Kurdistan indépendant, susceptible de raviver les élans séparatistes du « Sud-Est anatolien ». Plus prosaïquement, l'allié turc convoite, fût-ce au profit de la minorité turcomane d'Irak, dont il se veut le protecteur, le pétrole de Mossoul et de Kirkouk. Reste que les 31 milliards de dollars accordés par le FMI peuvent le conduire à transiger.

Le nuage israélo-palestinien assombrit à l'évidence l'horizon américain. Et pas

seulement parce que le président irakien, vénéré dans les camps palestiniens, verse des milliers de dollars aux familles des kamikazes ou des « martyrs » de l'intifada. Que resterait-il, dans la sphère arabo-musulmane, du prestige de « l'hyperpuissance » si, au moment où son corps expéditionnaire détrônait le despote, Tsahal humiliait Yasser Arafat et imposait sa loi à toute la Cisjordanie ? Le refrain lancinant du « deux poids, deux mesures » n'a pas fini de résonner dans les souks et les amphithéâtres d'Orient.

POUR Cela fait des lustres qu'on nous prédit une explosion de la « rue arabe » qui ne surviendra jamais. Elle grogne, mais respecte la loi du plus fort. Pour peu que la campagne soit brève et couronnée de succès, les régimes en place survivraient. La victoire offrirait à l'Occident l'occasion de mettre au pas certains alliés incertains. Et de ressusciter le processus de paix, grâce à la chute d'un des boutefeux de l'intifada.

CONTRE Le roi Abdallah II de Jordanie a prévenu, les larmes aux yeux : « Vous ouvrez la boîte de Pandore. » Ce conflit peut plonger la région dans un long chaos. De plus, l'hostilité envers les Etats-Unis n'a jamais été si intense, y compris au sein des élites formées en Occident. Enfin, réduire le conflit israélo-palestinien à un avatar local de la lutte planétaire contre le terrorisme est le plus sûr moyen de le perpétuer.

Ainsi se referme, très provisoirement, la boîte à outils. Chacun peut y puiser de quoi bricoler la thèse à sa convenance. Plaider l'hallali ou le compromis. Défendre tout et son contraire. Les hommes d'Etat, eux, doivent désamorcer deux pièges : la candeur et la légèreté. Le passé nous enseigne que, sauf à pécher par naïveté, on ne peut accorder le moindre crédit à la parole de Saddam Hussein. C'est donc à l'aune des actes et non du verbe qu'il faut le juger. Or ce tyran-là est entêté, mais pas suicidaire. Il tient plus au pouvoir qu'à son credo, et sans doute plus à la vie qu'au pouvoir. Et bat en retraite quand la débâcle le guette. Il faut donc lui adresser une sommation claire, dissiper d'emblée toute équivoque. Ou le rais laisse les inspecteurs de l'ONU s'acquitter de leur tâche sans l'ombre d'une entrave. ou son épopée tragique s'achève sous les bombes. Mais gardons-nous de croire que le feu et la foudre pourront, tel un remède miracle, guérir tous les maux de l'Irak. Qu'il suffise d'abattre le despote pour sauver le pays. A quoi bon une région affranchie de Saddam Hussein, mais livrée au vertige ? La facture sera lourde ; le chemin, tortueux et semé d'embûches. Si George W. Bush l'oublie, il restera de cette énième crise le souvenir d'un gâchis. Pas une guerre juste. Juste une guerre. ● V. H., avec P. C. à New York

10 L'impact régional

Nouvel ordre ou désordre nouveau ? Plus qu'un bouleversement stratégique, la perspective d'une issue militaire inspire une révision des jeux d'alliances. Les Etats-Unis ont pu mesurer le peu d'engouement qu'éveille chez les voisins de l'Irak une croisade jugée périlleuse. Il leur faut d'ailleurs les convaincre d'accueillir sur leur sol troupes, avions et blindés. Tel fut l'objet, les 25 et 26 août dernier, d'une rencontre secrète des chefs d'état-major de 14 pays à Izmir (Turquie). Fragile, le royaume jordanien souhaite la chute de Saddam, mais redoute le courroux d'une opinion, majoritairement palestinienne, outrée par le soutien obstiné qu'apporte Washington à Israël, sur fond de fuite en avant répressive. Tout indique, d'ailleurs, qu'Ariel Sharon profitera de l'obsession irakienne pour anéantir les

U.S. predicts coup if Iraq is attacked

By Walter Pincus

The Washington Post

WASHINGTON: Senior intelligence experts inside and outside government have reached a consensus that President Saddam Hussein of Iraq would probably be overthrown in a coup led by members of his inner circle in the final days or hours before U.S. forces launched a major ground attack.

Faced with an imminent, overwhelming U.S. assault and the choice of either being Saddam's successors or being imprisoned or killed in the fighting, top-ranking officers or a group of

military and other senior officials would take the chance to eliminate the Iraqi leader, several senior administration officials and intelligence experts said in recent interviews.

"Someone will take action and cause it to happen," said a former high-ranking CIA officer with close ties to current thinking among intelligence officials.

It is unclear how widespread this view is within the administration. But with military preparations for a possible attack underway, senior officials, including Defense Secretary Donald Rumsfeld, have recently spoken publicly about Iraqis eliminating Saddam themselves, either through assassination or by sending him into exile.

The White House spokesman, Ari Fleischer, picked up the theme last week, encouraging a coup d'état or assassination in answer to questions about the possible cost of a U.S.-led invasion. "The cost of a one-way ticket is substantially less than the cost of war," Fleischer said. "The cost of one bullet, if the Iraqi people take it on themselves, is substantially less than that."

"Saddam Hussein could decide that his future is limited and he'd like to leave," Rumsfeld told the House Armed Services Committee last month. "Another way to do it would be to persuade enough people in Iraq" that "the world would be a lot better if that regime weren't there and they decided to change the regime."

The "silver bullet" approach — Iraqis eliminating Saddam on their own — has long been central to the CIA's efforts to end the Iraqi leader's dictatorship. Early this year, President George W. Bush directed the CIA to undertake a comprehensive covert program to topple Saddam, including the authority to use lethal force.

It included instructions to increase support and contacts with Iraqi opposition groups and forces outside and inside Iraq. It also authorized expanded efforts to collect intelligence within the Iraqi government, military and intelligence service where pockets of anti-Saddam sentiment have been detected.

The Washington Post reported in June that the director of central intelligence, George Tenet, had briefed Bush and senior cabinet members that the newly au-

thorized covert plan had only a small chance of working unless accompanied by outside military action, or at least by convincing the Iraqis that such action was imminent.

Iraqi officers over the years have watched Saddam order the shooting of his own sons-in-law for temporarily defecting and the brutal elimination of senior colleagues based on rumors that they were disloyal.

These officers "will have to be certain the Americans are coming with overwhelming force before they move," a top government analyst said. "They have been hurt before."

A former senior official in the Clinton administration agreed with this assessment, citing a failed CIA attempt employing Iraqi senior officers to eliminate Saddam in 1996.

"It always has been the view of the intelligence community that there was a low chance of success in the absence of the sound of military footsteps in Baghdad," the official said.

Several officials said one reason for their view that the inner circle in Baghdad would move against Saddam was the Bush administration's vocal, seemingly determined planning to launch a war — with the goal not just of eliminating Iraqi weapons of mass destruction but also of changing the country's leadership.

Senior defense and intelligence officials have spoken openly of their conviction that many Iraqi military units would not defend Saddam in the event of a U.S. attack, or could be persuaded not to do so.

The assessment that a coup in Baghdad would be possible, if not probable, may have helped shape some of the administration's thinking about planning for a post-Saddam Iraq.

It has led many CIA and State Department officials, for example, to oppose recognition of the leaders of prominent Iraqi exile groups as a government in exile, arguing that they would never be accepted to head any new Baghdad government.

"The exiles would be seen as a U.S. quisling government," a senior analyst said, referring to the Norwegian who betrayed his country to the Nazis in World War II and then headed the government under Fascist occupation.

Although U.S. officials have talked of instituting a democratic government in Baghdad, many intelligence officials believe a military-led coup could help keep Iraq together and avoid moves toward separation that could come from its three major ethnic groups: the Shiite majority, Kurdish groups of the north and the Sunni minority that has dominated the country in recent times.

A coup also would leave many of

Iraq's upper- and middle-level bureaucrats in place, limiting the need for major rebuilding of the government, according to the intelligence community's thinking.

One of several clandestine operations the CIA has undertaken in Iraq since the late 1990s has been to identify key officials around Saddam and find ways to contact them, mostly through intermediaries.

The object is to plant the seeds for an eventual coup or possible assassination, according to current and former U.S. officials. Promises of future power or wealth are among the rewards dangled in front of the Iraqis, sources said.

Exiled Iraqi officers and political figures are being used by U.S. intelligence to keep in touch with former colleagues. There are continuing efforts, mostly unsuccessful, to approach and perhaps recruit Iraqis who travel outside the country, officials said.

Saddam is aware of these activities and has regularly shaken up his top officer corps and others with access to him, including those in his own security force. "He came up through the security ranks of the Ba'ath Party and is obsessed with his own security," a senior analyst said.

Saddam's closest aides are often the only ones to see him and he constantly is on the move, sources said. His public appearances are almost never announced ahead of time and it is well-known that he almost never sleeps in the same bed two nights in a row.

The Special Republican Guard and other key security forces are run by Saddam's younger son, Qusay, and they include a large number of members from their tribe in Tikrit, the Iraqi leader's power base in northern Iraq.

Even so, Saddam and his son constantly move key people around "just to keep them off balance," an intelligence official said.

Another official said that these people are so identified with the Iraqi leader that his overthrow would probably include wiping out most of his tribe.

"They have profited from the relationship and they know his death could be theirs," an official said. "That makes them even more loyal."

One of the more curious nuances in the administration's public pronouncements in recent weeks is the idea of Saddam and his family and advisers being sent into exile.

In his testimony to the House last month, Rumsfeld said that one choice Saddam had was "to take his family and key leaders and seek asylum elsewhere. Surely one of the 180-plus countries would take his regime — possibly Belarus."

But most intelligence analysts said they doubted Saddam would take that route. "He knows that if he is not in power, he's dead," one top analyst of the Iraqi government said. "What country would take him and how could he be sure he would be safe?"

Irak : Ankara hésite entre son soutien aux USA et sa hantise des Kurdes



ANKARA, 6 oct (AFP) - 13h29 - Face à une possible attaque des Etats-Unis en Irak, la Turquie hésite entre son soutien traditionnel au grand frère américain et sa hantise non moins traditionnelle à l'égard des Kurdes.

"L'établissement d'un Etat indépendant (kurde) près de nos frontières serait inacceptable", a martelé ce week-end le Premier ministre turc Bulent Ecevit.

Si les Kurdes d'Irak venaient à créer un Etat indépendant, la Turquie prendrait "les mesures nécessaires", a-t-il averti au lendemain d'une réunion du parlement mis en place par les deux factions kurdes qui contrôlent le nord de l'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe.

La Turquie craint que l'apparition d'un Etat kurde à sa frontière ne réveille les velléités de sécession de sa propre minorité kurde dans le sud-est du pays.

Quinze années de guerre contre le Parti des travailleurs du Kurdistan ont traumatisé le pays et expliquent l'intransigeance d'une partie de la classe politique face à la moindre revendication d'une population qui compte de 12 à 20 millions de personnes, soit près d'un habitant sur quatre en Turquie.

Ce n'est que l'été dernier que le parlement turc, soucieux de l'attitude de l'Union européenne que le pays voudrait rallier, a autorisé l'enseignement privé et la diffusion radio-télévisée en langue kurde. Cette réforme demeure toutefois contestée, notamment par les ultra-nationalistes.

Ceci permet de comprendre que les Kurdes irakiens tentent de rassurer Ankara.

"Les Kurdes ne menaceront pas la sécurité et la stabilité de leurs voisins et nous sommes prêts à donner des assurances", affirmait par exemple vendredi Massoud Barzani, leader du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Le PDK et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani veulent créer un Etat fédéral en Irak au sein duquel les Kurdes disposeraient d'une large autonomie.

"Le fédéralisme veut dire l'union, pas la division," affirme Said Ahmed Pire, responsable de l'UPK pour les relations étrangères.

La Turquie, qui maintient depuis plusieurs années des soldats dans le nord de l'Irak, affirme son attachement à l'intégrité territoriale de son voisin, mais n'hésite pas à revendiquer un droit de regard sur cette ancienne province ottomane et le droit d'y défendre les intérêts de la minorité turcomane.

"Les ressources naturelles de l'Irak ne sont pas des ressources qui peuvent être octroyées à tel ou tel élément du peuple irakien", affirmait récemment le ministre turc des Affaires étrangères Sukru Sina Gurel pour lequel il faut empêcher les Kurdes de s'approprier les riches puits de pétrole de la région de Kirkouk.

"Comme nous l'avons fait à Chypre, nous prendrons le moment venu ce qui nous revient de droit à Mossoul et Kirkouk", affirmait plus énergiquement encore samedi le président du parlement turc, l'ultra-nationaliste Omer Izgi.

"La Turquie devrait prendre l'initiative et ses forces armées prendre le contrôle du nord de l'Irak, plus ou moins jusqu'au 36e parallèle" avant toute opération militaire américaine, avance pour sa part le général à la retraite et spécialiste géopolitique Armagan Kuloglu.

Ceci permettrait "d'endiguer l'afflux de réfugiés, de garantir la sécurité des Turcomans et d'empêcher les Kurdes de devenir économiquement forts en prenant la région de Mossoul et Kirkouk", ajoute-t-il, estimant que 30.000 à 40.000 hommes suffiraient à la tâche.

"La Turquie perdra beaucoup si elle ne prend pas une part active" au renversement du président irakien Saddam Hussein, estime lui aussi le général à la retraite Cevik Bir.

Et d'ajouter : "la Turquie devrait se préparer à une opération qui semble inévitable"

Des Irakiens quittent Kirkouk, craignant une offensive américaine (presse)



ERBIL (Irak), 10 oct (AFP) - 17h53 - Les Irakiens installés par Bagdad dans les villages kurdes de la province pétrolière de Kirkouk (nord) retournent dans leurs régions d'origine, au sud et à l'ouest du pays, de crainte d'une frappe américaine, indique jeudi un journal kurde.

Les Arabes installés dans la région ces dernières années retournent chez eux sans informer le gouvernement, face aux menaces américaines d'attaquer l'Irak, selon Birayeti, l'organe du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'un des deux grands partis contrôlant le Kurdistan irakien.

Le journal fait allusion aux craintes des résidents arabes d'être l'objet de représailles de la part des Kurdes.

Le PDK et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) se partagent le contrôle d'une enclave dans le nord de l'Irak qui est hors du contrôle du gouvernement depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

Les partis politiques dans cette zone se plaignent depuis de nombreuses années de ce qu'ils considèrent comme des tentatives du régime irakien de chasser les Kurdes, Turkmènes et Assyriens de Kirkouk, pour les remplacer par des Arabes, changeant ainsi la composition ethnique de la région.

UNION EUROPÉENNE La Commission a donné officiellement son feu vert, hier, à l'entrée de dix nouveaux pays dans l'Union en 2004

Bruxelles lance la réunification du continent

Bruxelles : de nos correspondants Pierre Bocev et Philippe Gélle

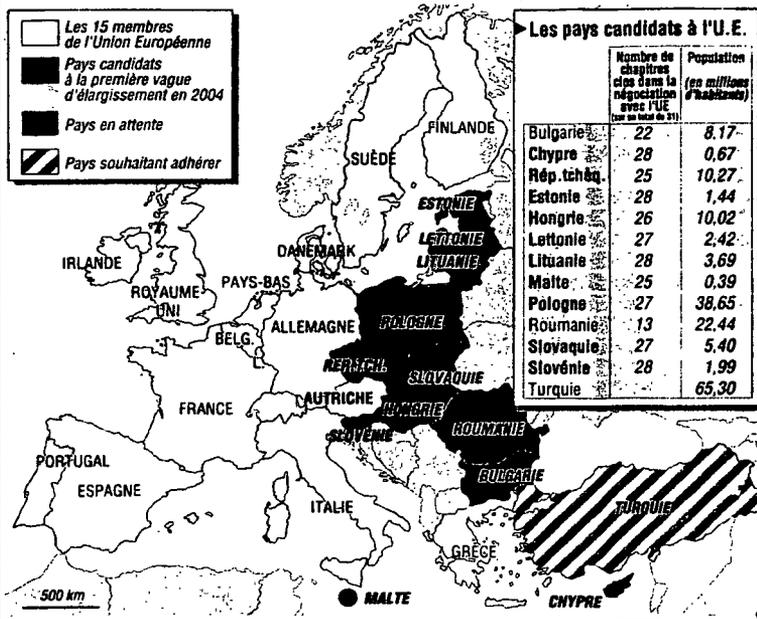
Il y a bien sûr les autocongratulations d'usage. Le choix de dix pays candidats pour adhérer à l'Union en 2004 marque « un acte de réconciliation extraordinaire et sans précédent », se félicite Pat Cox, le président du Parlement européen. Et Romano Prodi, son alter ego de la Commission, d'exalter la « nouvelle frontière du projet européen » ouverte par son « chef-d'œuvre politique ».

Au-delà de la satisfaction jubilatoire, il y a aussi les tentatives plus rationnelles d'expliquer la démarche : « Nous avons fait un pari de confiance par rapport à un objectif politique majeur : la réunification du continent », estime un haut fonctionnaire européen. Sa formule contient tous les ingrédients de la décision de l'exécutif communautaire. La recommandation d'accueillir dix pays (*) se veut le résultat d'une vision de l'avenir étayée par une analyse objective.

« Cette décision n'a qu'une seule justification, a affirmé le commissaire européen à l'Élargissement, Günter Verheugen. « Ces dix pays l'ont méritée, ils respectent les difficiles conditions d'adhésion » au club. Ou plutôt les respecteront à temps, le 1^{er} janvier 2004 : il était « inévitable » de faire aujourd'hui un « pronostic », mais il repose « sur des bases solides ».

Il n'y en a pas moins « des risques et des coûts », convient le président de la Commission, attaché à minimiser les uns autant que les autres. Les périls, fait-il valoir, pèsent « peu par rapport (à ceux du) non-élargissement » : le plus grand marché intérieur du monde bénéficiera d'un nouveau coup de fouet de croissance, et les réformes démocratiques des futurs États membres agrandiront la stabilité du continent. Quant aux

L'Union comptera 75 millions de citoyens en plus



coûts, ils sont pour Romano Prodi « compatibles avec les ressources disponibles ».

La Commission est tout de même sur la défensive pour avoir donné son feu vert à l'adhésion des dix pays, tout en pointant du doigt une impressionnante liste de difficultés à surmonter. Des « capacités administratives » encore trop souvent défaillantes au « phénomène honteux du trafic d'êtres humains ». Mais elle était soumise au mandat défini par les chefs d'État et de gouvernement des Quinze. Malgré quelques arrière-pensées, aucun d'eux n'envisage de s'opposer à l'entrée de l'un ou l'autre des postulants. « Personne ne contestera sérieusement notre diagnostic », veut croire la Commission.

Le travail de titan effectué par ses services (treize rapports nationaux et un rapport stratégique sur quelque 2 000 pages au total) passe au crible les 29 chapitres soumis à la négociation sur les 31 de « l'acquis communautaire », c'est-à-dire 80 000 pages de législation à transposer dans le droit nation-

nal. « Notre approche des faits est de plus en plus fine, plus précise, plus rigoureuse et menée à partir de sources plus diversifiées », souligne-t-on à Bruxelles. C'est pourquoi elle révèle des zones d'ombre. Mais le même exercice effectué sur les États membres ferait aussi apparaître des zones grises.

Aux inquiétudes légitimes suscitées par l'énumération des lacunes des candidats l'exécutif communautaire prétend apporter des réponses techniques : une « clause de sauvegarde » devrait lui permettre d'intervenir en cas d'atteinte sérieuse ou de menace grave sur l'économie de l'Union, le marché intérieur, la sécurité ou le fonctionnement de la justice. Inexistante au moment des adhésions espagnole et portugaise en 1986, cette disposition a été limitée à un an pour celles de l'Autriche, la Finlande et la Suède en 1995. Elle est cette fois-ci portée à 2 ans. Prudence oblige.

En outre, des rapports de suivi seront publiés, le dernier six mois avant la date d'accession prévue, soit à l'été 2003. Il pourrait donc peser sur le pro-

cessus de ratification des traités d'adhésion. « La ratification est un élément de pression jusqu'à la fin », dit-on à Bruxelles.

« Les problèmes qui demeurent sont très peu perturbateurs du fonctionnement de l'Union », assure-t-on à la Commission. Si certaines réformes ne sont pas

menées à bien, les impétrants perdront le bénéfice des aides agricoles ou des fonds structu-

rels. Aux Quinze maintenant de faire leurs devoirs. Car les trois « chapitres » de négociation les plus délicats ne font toujours pas l'objet d'une position commune des États membres actuels. Sans surprise, outre les questions institutionnelles dévolues à la Convention de VGE, il s'agit de l'agriculture et des fonds d'aide (« structurels »), soit les trois quarts du budget.

Tous éléments pris en compte, et notamment les versements des « nouveaux » au budget, Bruxelles propose un débours net d'à peine 10 milliards d'euros pour 2004-2006. Mesquinerie, jugent les postulants. Les « contributeurs nets » comme l'Allemagne s'agrippent au porte-monnaie. Et la France complique encore la donne en s'arc-boutant sur l'intangibilité de la PAC d'ici à 2006.

Les zizanies entre les Quinze seront mises à plat au sommet de Bruxelles, dans deux semaines. Une belle occasion pour Paris et Berlin de faire taire les critiques sur la mort du « moteur franco-allemand ». A ce rendez-vous, les Quinze seront également fixés sur le sort que les Irlandais auront réservé au traité de Nice, point de passage politiquement obligé de l'élargissement. Si c'est à nouveau « non », la crise paraît inévitable.

(*) Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque. Pour la Bulgarie et la Roumanie, la Commission « prend note » du souhait d'adhérer en 2007. Elle ne fixe aucune date de négociation à la Turquie.

EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT
ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ
EUROPEAN PARLIAMENT
PARLAMENTO EUROPEO
PARLEMENT EUROPEEN

PARLEMENT EUROPEEN

LE POINT DE LA SESSION

09-10 Octobre 2002

Bruxelles

IRAK

Déclaration du Conseil et de la Commission sur l'Irak

M. Bertel **HAARDER**, représentant le Conseil, se félicite du fait que les Etats-Unis soient prêts à suivre l'approche des Nations Unies.

M. Chris **PATTEN**, au nom de la Commission rappelle que l'Irak est le point le plus important du débat international depuis plusieurs semaines déjà. Or, la situation a peu évolué depuis le dernier débat auquel il a assisté au Parlement en septembre. Il se félicite néanmoins du souhait exprimé par l'administration américaine de travailler, si possible, avec les Nations Unies. Il relève aussi les efforts du monde arabe pour encourager l'Irak à accepter le retour des inspecteurs des Nations Unies. Mais il exprime ses doutes sur les promesses faites par Saddam Hussein.

L'Union européenne pense qu'il est essentiel de régler le problème dans le cadre des Nations Unies. C'est la meilleure enceinte pour éviter les actions unilatérales. D'autre part, les Nations Unies accordent un sceau moral à des actions parfois nécessaires.

Citant le rapport du Royaume-Uni sur les possessions d'armes par l'Irak et la menace que cela représente, M. **PATTEN** précise que le débat ne met pas en cause le fait que les armes existent.

Actuellement, les Etats membres discutent sur les termes d'une résolution des Nations Unies. Les Ministres en ont discuté lors du Conseil « affaires générales » du 30 septembre. Pour M. **PATTEN** la diplomatie s'intensifie et certaines idées doivent prendre le devant de la scène.

La première est celle de la nécessaire réponse multilatérale à la situation irakienne. C'est l'idée de la plupart des dirigeants internationaux mais également de beaucoup de citoyens. Il faut agir dans le cadre du

système des Nations Unies. La deuxième idée est le raisonnement à suivre pour l'intervention des Nations Unies. La Communauté internationale est confrontée à la possession d'armes par un régime dangereux. Certains affirment que des armes pourraient être livrées à des réseaux terroristes mais d'autres marquent leur scepticisme en la matière. Pourtant, l'utilisation préventive de la force n'est pas nouvelle. M. **PATTEN** rappelle à cet égard l'intervention au Kosovo pour des raisons humanitaires qui avait reçu le soutien de Kofi Anan, Secrétaire général des Nations Unies. Cela a marqué un progrès important pour M. **PATTEN** dans le sens où les peuples et pas seulement les Etats ont des droits. Mais il faut pour cela trouver un cadre dans le droit international. Les actions internationales doivent être orientées par certains principes et certaines justifications. La troisième idée importante à respecter, pour M. **PATTEN**, est que ceux qui envisagent la nécessité d'une nouvelle résolution des Nations-Unies doivent tenir compte de toutes les options. En effet, que se passera-t-il si les résolutions ne sont pas respectées ? L'autorité du Conseil de sécurité serait alors en jeu et il est absolument nécessaire de garantir la crédibilité du système multilatéral. M. **PATTEN** relève l'existence de nombreuses résolutions non respectées, et pas seulement par l'Irak. Face à cette situation, M. **PATTEN** insiste sur le fait qu'il faut être cohérent et objectif. L'affermissement de la position des Nations-Unies est souhaitable.

M. José Ignacio **SALAFRANCA SÁNCHEZ-NEYRA** (E), au nom du PPE-DE, souligne que, indépendamment du fait que M. Saddam **HUSSEIN** possède des armes de destruction massive, le régime irakien en tant que tel représente une menace pour la paix (violations répétées des résolutions des Nations Unies). Cela ne signifie pas pour

autant que l'UE et la Communauté internationale doivent avoir une réaction disproportionnée. La réponse envisagée doit considérer ses répercussions dans le monde arabe. Pour M. **SALAFRANCA SÁNCHEZ-NEYRA**, l'UE représente un système de valeur se basant sur la paix et la solidarité. Si la force doit être employée en dernier recours, il convient de garantir le libre accès aux inspecteurs des Nations Unies et prendre en considération la détermination de la Communauté internationale, en cas de non respect des résolutions des Nations Unies.

M. Jannis **SAKELLARIOU** (D), au nom du PSE, ne conteste pas certaines des questions soulevées sur la situation en Irak. Celle-ci doit remplir les résolutions des Nations Unies sans condition. Les inspecteurs des Nations Unies doivent pouvoir retourner en Irak et remplir leur tâche sans entrave. La réponse au problème irakien est multilatérale et doit être trouvée dans le cadre des Nations Unies. Cependant, sur la question de savoir si les inspecteurs doivent disposer d'un accord avant de se rendre en Irak (nouvelles résolutions du Conseil de sécurité), M. **SAKELLARIOU** soutient qu'une définition de leurs tâches par le Secrétaire général des Nations Unies devrait suffire. Kofi **ANAN** doit examiner la question de l'embargo et élaborer les conditions de sa levée totale. Les bombardements devraient être arrêtés durant le retour des inspecteurs en Irak et les résolutions des Nations Unies doivent être respectées dans leur ensemble et non pas « à la carte ».

Pour Mme Baroness **NICHOLSON OF WINTERBOURNE** (ELDR, UK), une des raisons qui justifie l'intervention en Irak est la recherche d'armes. Mais elle regrette que la résolution prise par le Parlement européen au mois de mai n'ait pas été suivie. Dans cette résolution, le Parlement demandait l'instauration d'un tribunal international *ad hoc* pour juger Saddam Hussein et ses fonctionnaires. Mme **NICHOLSON** pense que toutes les raisons pour une intervention justifiée par des raisons humanitaires et par l'autodéfense existent. Cependant, le Parlement doit aussi penser au peuple irakien. Elle évoque la possibilité d'une mise en accusation de Saddam Hussein et de ses

fonctionnaires au titre de la convention contre le génocide de 1948. Conformément à cette convention, un tribunal peut être mis sur pied et juger tous les responsables de génocide. Mme NICHOLSON rappelle les attaques chimiques, les persécutions contre les juifs et les chrétiens syriens, les persécutions contre les Iraniens et les chiites. D'autre part, beaucoup de personnes sont déplacées en Irak. L'acharnement du régime sur les minorités prouve qu'on peut parler de génocide. Une action est alors possible et nécessaire. Toutes ces raisons justifient une intervention pour Mme NICHOLSON.

Pour M. Francis WURTZ (F), au nom du groupe GUE/NGL, il est permis d'espérer que la nouvelle guerre d'Irak n'aura pas lieu. La résolution en passe d'être adoptée par le Conseil de sécurité n'a plus pour but de légitimer une intervention militaire mais doit assurer le désarmement de l'Irak. Cela prouve, pour M. WURTZ, que les exigences exprimées par les citoyens et les initiatives politiques ont eu une influence sur les idées de beaucoup de chefs d'Etat, dont le Président Bush. Ce dernier demande maintenant le désarmement de l'Irak, comprend l'importance des Nations Unies et précise qu'une action militaire n'est pas « *inévitabile ou imminente* ». C'est le moment pour M. WURTZ de valoriser la mission des inspecteurs des Nations-Unies comme alternative à la guerre. Les inspecteurs ont en effet empêché Saddam Hussein d'acquérir l'arme nucléaire. La levée de l'embargo devrait être alors accordée en échange de la reprise des inspections. D'autre part, le groupe GUE/NGL estime souhaitable une réponse commune du Conseil et de la Commission à la nouvelle doctrine stratégique du Président Bush. Il n'est pas concevable pour M. WURTZ que l'Union européenne soit muette à propos de ce texte. Si ce texte était approuvé, il ruinerait le système de sécurité collective mis en place par la Charte des Nations-Unies. Enfin, M. WURTZ attend le début de la mise en oeuvre de la résolution du Parlement européen sur le Proche-Orient. Il note que la situation au Proche-Orient a un lien avec la situation en Irak et note pendant que, les projecteurs sont braqués sur l'Irak, on oublie la détérioration de la situation entre israéliens et palestiniens. A cet égard, l'Europe doit faire ses preuves. Pour M. WURTZ « *être un acteur mondial cela ne décrète pas, cela se mérite* ».

Pour M. Per GAHRTON (S), au nom des Verts/ALE, si le régime de Saddam HUSSEIN est certes épouvantable, chaque intervention envers l'Irak doit être décidée au sein du Conseil de sécurité. Les inspecteurs au désarmement doivent retourner en Irak et l'UE doit se prononcer en faveur de l'état de droit et de la justice.

Mme Florence KUNTZ (F), au nom de l'EDD, se félicite de la tenue du débat. Elle met en exergue le coût d'une guerre, non seulement du point de vue des vies humaines mais aussi de l'instabilité qu'elle engendrerait dans la région. L'embargo doit être levé. Enfin, Mme KUNTZ souligne qu'il n'existe aucune preuve de l'implication de l'Irak dans les attentats du 11 septembre ou de l'existence d'armes de destruction massive. L'Irak, pour les Etats-Unis, ne fait que représenter une « *anomalie sur la route du pétrole* ».

Pour Mme Alima BOUMEDIENE-THIERY (Verts/ALE, F), le maintien de leurs menaces par les Etats Unis traduit la crise de confiance politique et la crise économique et sociale que traverse le pays. Si elle est d'accord avec la réalité de la menace que représente le pouvoir de Saddam HUSSEIN, le but principal de la guerre recherchée par les Etats-Unis est le pétrole. Les Etats-Unis veulent, selon Mme BOUMEDIENNE-THIERY, mettre la mainmise sur les richesses du Moyen-Orient. et ceci pour garantir la croissance de l'économie américaine. Une autre conséquence, serait de mettre fin aux pouvoirs de l'OPEP, qui est la bête noire des Etats-Unis. Or, cette guerre minerait les efforts des Nations Unies pour le droit international et pour le maintien d'une paix juste et durable. Le soutien d'Ariel SHARON à la politique américaine est un signe qui ne trompe pas pour Mme BOUMEDIENNE-THIERY. Le risque essentiel est que la mise à feu du monde arabe développe le fondamentalisme. L'Europe serait alors la première touchée. La solution qui s'impose est un rejet ferme de la politique unilatérale des Etats-Unis et l'affirmation par l'Union européenne de son combat pour la paix.

M. Dominique SOUCHET (NI, F) relève que l'Irak représente une menace réelle pour ses voisins. Mais il regrette que la stratégie d'endiguement par les Nations Unies soit aujourd'hui abandonnée au profit de la « guerre préventive », selon la volonté des Etats-Unis. Pour lui, le déclenchement d'une guerre relève des Nations Unies. Il ne faudrait pas renouveler l'erreur de la Yougoslavie et se passer de l'aval du Conseil de sécurité. Ceci représenterait un précédent dangereux qui pourrait être utilisé par d'autres pays comme l'Inde ou le Pakistan, par exemple. La guerre ne doit être un recours que s'il y a un refus caractérisé de l'Irak de mettre en oeuvre les résolutions des Nations Unies. Mais il ne faut pas spéculer sur un échec éventuel des inspections. M. SOUCHET s'interroge d'autre part sur l'inertie de la Communauté internationale pendant quatre ans, depuis le départ des inspecteurs en 1998. Cependant, pour M. SOUCHET, une résolution du Conseil de sécurité ne devrait pas exclure le recours à la force. En cela, suivre la position

allemande représenterait un affaiblissement de la Communauté internationale. Il note par ailleurs qu'une guerre préventive pourrait compromettre la lutte contre le terrorisme et mettre fin à la coalition internationale constituée après le 11 septembre 2001.

M. Michel ROCARD (PSE, F) tient à préciser six points. Saddam HUSSEIN est déjà un criminel de guerre constitué. Une chose est sûre, il continuera à perpétrer ses crimes. La question est « avec quels moyens ? » Pour M. ROCARD, il n'existe aucun principe contre la morale publique ou privée pour arriver à la fin que l'on cherche à atteindre, c'est-à-dire la paix et l'établissement de la loi. Par ailleurs, il s'étonne que les conséquences de l'usage de la force soit pour une fois aussi peu prises en considération. L'Union européenne dispose d'une force d'action rapide qui pourrait et devrait y réfléchir. L'Europe a besoin d'une position claire et précise sur la question irakienne. Il s'agit de la définir, de la communiquer au Secrétaire général des Nations Unies et de la rendre publique. Il faut revenir aux règles des Nations Unies, d'une part, en précisant que l'on ne change pas les règles en cours, et d'autre part, avec l'adoption d'une résolution en deux temps. Le premier temps marquant le retour des inspecteurs, le deuxième temps doit envisager qu'en cas de non soumission de Saddam Hussein, le recours à la force doit être possible. M. ROCARD précise que ses remarques ne relèvent pas d'un anti-américanisme primaire mais de l'application du droit. Il s'agit par ailleurs de pousser une administration prise d'ivresse à écouter davantage une opinion publique américaine.

M. Sami NAÏR (GUE/NGL, F) s'étonne que les inspections ayant pris fin en 1998, le Président BUSH n'ait découvert qu'en 2002 que l'Irak représente un danger. En réalité, les Etats-Unis tentent de faire avaliser le principe d'une guerre préventive. Alors que l'Irak a accepté le retour des enquêteurs, les Américains refusent toujours d'abandonner l'idée d'une intervention militaire. Pour M. NAÏR, les Américains veulent mettre la main sur le pétrole irakien pour imposer leurs prix au reste du monde. Une intervention militaire en Irak est un danger pour toute la région car elle favoriserait la montée de l'intégrisme. Elle serait considérée comme une guerre contre tous les pays musulmans. Seule la France et l'Allemagne s'y sont opposées. C'est un honneur pour l'Union européenne. Il faut refuser l'instrumentalisation du Conseil de sécurité des Nations Unies. Enfin, M. NAÏR, s'adressant au Commissaire M. Chris PATTEN, se prononce en faveur d'une prise d'initiative aux Nations Unies de levée de l'embargo envers l'Irak.

M. Georges BERTHU (NI, F) lance un

double appel. Le premier concerne la nécessité de suivre les procédures des Nations Unies. Saddam HUSSEIN est une menace pour la paix et il ne faut pas lui permettre de se poser en victime. Mais il faut, d'autre part, empêcher le régime de nuire. C'est le deuxième appel de M. BERTHU. Il ne faut effectivement pas se laisser prendre aux discours qui inversent les responsabilités et font de Saddam Hussein un innocent persécuté. Ceux-là ne sont que des discours de démission face aux menaces.

Mme Véronique DE KEYSER (PSE, B) rappelle qu'à la suite du 11 septembre 2001, une large coalition contre le terrorisme s'était construite. Elle est aujourd'hui toujours d'actualité. Le discours du Président BUSH du 30 janvier dernier a toutefois étonné un grand nombre de personnes. Le Commissaire M. Chris PATTEN s'est distingué de cette vision manichéiste et s'est prononcé contre une guerre préventive qui se situe hors du cadre du droit international. Pour certains, les intérêts pétroliers sont liés aux armes de destruction massive ainsi qu'à la personnalité de Saddam Hussein. Cet amalgame n'est

cependant pas fait par l'Europe. L'Europe s'est toujours alignée sur les décisions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Une division de l'Union européenne et une guerre entraîneraient un choc entre les civilisations et une augmentation du terrorisme. La crédibilité de l'Union européenne ainsi que de l'ONU est en jeu. Si une intervention militaire devait arriver, le peuple irakien se défendra jusqu'au dernier et les forces internationales n'entreront pas en libératrices à Bagdad.

Pour M. Bertel HAARDER, aucune comparaison ne peut être faite avec l'Irak. Saddam HUSSEIN est particulièrement dangereux. L'expérience montre que si dès le départ, la violence est exclue, toute progression avec ce dernier se révélera impossible. Un accès doit être accordé aux inspecteurs, y compris dans les palais de Saddam Hussein. M. HAARDER déclare que l'UE soutient le Conseil de sécurité qui tente de trouver une solution pacifique. En conclusion, il précise que pour ce qui est de la levée de l'embargo, Saddam Hussein n'a jamais eu recours aux possibilités qu'il détenait pour soulager son peuple. Ses priorités sont ailleurs.

TURQUIE *Le Parlement du Kurdistan sous surveillance*

Ankara menace les Kurdes irakiens

Istanbul : Eric Biegala

Par la voix de son premier ministre et de son chef de la diplomatie, la Turquie vient de réitérer une ferme mise en garde à l'endroit des Kurdes irakiens qui ont réuni leur Parlement dans la zone autonome qu'ils contrôlent au nord de l'Irak.

« Si [ce Parlement] dépasse les bornes, la Turquie prendra toutes les mesures qu'elle estimera nécessaires... Elle interviendra de tout son poids », a déclaré le chef du gouvernement turc à l'occasion d'une conférence de presse ce jeudi. Le ministre des Affaires étrangères a pour sa part prévenu que si les Kurdes irakiens prenaient des décisions « équivalant à une déclaration d'indépendance », la

Turquie se réserverait le droit « d'utiliser la force ».

A Arbil, dans le Nord irakien, le Parlement du « gouvernement régional du Kurdistan » s'est réuni au complet ce vendredi pour la première fois depuis 1996. Les leaders rivaux Jalal Talabani et Massoud Barzani ont convié leurs élus respectifs à entériner l'accord signé en 1998 à Washington pour sceller leur réconciliation.

C'est cette entente des frères ennemis du Kurdistan irakien et surtout sa traduction politique sous égide américaine qui inquiètent manifestement Ankara. Les caciques du régime redoutent en effet qu'un Kurdistan indépendant ne réveille les velléités séparatistes de la minorité kurde de Turquie. Même si « la rhétorique turque donne parfois l'impression de considérer tous les

Kurdes comme des ennemis », écrit le chroniqueur libéral Mehmet Ali Birand, il n'en reste pas moins qu'Ankara entend également faire valoir de très pragmatiques intérêts économiques dans la région...

Les relations entre les Turcs et les Kurdes irakiens, longtemps bonnes, se sont singulièrement détériorées durant l'été, les Kurdes accusant l'armée turque d'occuper le terrain dans le Nord irakien. Le nouveau chef d'état-major turc a récemment admis que ses hommes étaient positionnés en permanence en Irak. Les estimations varient entre quelques milliers et près de 15 000 soldats, appuyés par des chars.

En mars dernier, un conseiller du chef d'état-major turc confiait au *Figaro* que la Turquie pourrait réclamer aux Américains

une partie du pétrole issu des centres de production du Nord irakien en rétribution de son soutien dans le cadre d'une guerre contre Saddam. Une revendication officiellement démentie par Ankara mais qui semble pourtant être au cœur des intérêts turcs dans la région.

Pour préparer « l'après-Saddam », les Kurdes irakiens ont ainsi préparé un projet de Constitution qui envisage un Irak fédéral dans lequel la plupart des avantages acquis durant la période d'autonomie seraient préservés. Cet Irak fédéral comprendrait un Kurdistan élargi à la zone de Kirkuk, aujourd'hui contrôlée par les forces de Saddam Hussein mais généralement considérée comme faisant partie du Kurdistan irakien... Ankara, bien évidemment, ne veut pas en entendre parler.

La presse turque fait ainsi état d'une sorte de contre-projet poussé à bout de bras par Ankara auprès des Américains et dans lequel la zone de Kirkuk serait in fine administrée par les Turcomans d'Irak au prétexte qu'ils y seraient majoritaires.

Go to war with Iraq? Congress weighs costs

8 questions shape debate on resolution

By David Von Drehle

The Washington Post

WASHINGTON: Congress plans this week to debate a joint resolution that would give President George W. Bush broad powers to disarm Iraq, including the authority to invade the country and depose President Saddam Hussein.

The resolution is expected to pass easily, in part because leading Democrats want to get the issue of war behind them, and in part because there is widespread agreement on Capitol Hill that Saddam must be dealt with.

"We begin with the common belief that Saddam Hussein is a tyrant and a threat to the peace and stability of the Middle East," said Senator Carl Levin, Democrat of Michigan, chairman of the Armed Services Committee.

There is also general agreement that, if it comes to war, the United States would win.

But beyond this first level of agreement lie major disputes over important questions — about alternatives to war, timing and, most of all, outcomes.

Although these questions might not be answerable without a crystal ball — experts have debated them without reaching consensus in congressional hearings, op-ed and journal articles — they frame the risks and the assumptions of the U.S. approach.

Here are eight of the most important:

1. Can Saddam be "contained" and "deterred"?

During the Cold War, the United States faced an enemy armed with thousands of high-yield bombs mounted on sophisticated missiles and avoided a direct military confrontation.

How? By "containing" the enemy — that is, trying to prevent Communist expansion — and "detering" attacks with threats of apocalyptic retaliation.

Some experts believe this strategy, applied aggressively, can work with Iraq. Containment and deterrence are the U.S. policy for dealing with Iran, which is widely believed to be more advanced in nuclear capability and deeply involved in supporting terrorists.

Many people — among them President Bush — believe deterrence is no longer enough after Sept. 11, 2001, not when weapons might be delivered secretly to fanatics willing to vaporize themselves in an attack. Senator John Warner, Republican of Virginia, put it this way: "The concept of deterrence that served us well in the 20th century

has changed." And he added, "Those who would commit suicide in their assaults on the free world are not rational and are not deterred by rational concepts of deterrence."

2. Is Saddam in league with Al Qaeda?

Somewhere, there is a cold, hard answer to this, but so far, no one has publicly proved it one way or the other. Though administration officials have charged that Al Qaeda operatives are living in Iraq, the same is believed to be true of more than 50 other countries.

If the answer is yes, it strengthens the case for moving quickly.

3. Is disarmament possible without "regime change"?

No one in the mainstream believes Saddam will disarm voluntarily, but some experts — including Secretary of State Colin Powell — think he might if it is his last hope of survival.

That said, skepticism is very high that the Iraqi weapons problem can be solved while Saddam runs the country. Charles Duelfer, a veteran of previous weapons inspections in Iraq, recently said, "In my opinion, weapons inspections are not the answer to the real problem, which is the regime." Finding and destroying offending weapons would not prevent the regime from developing new ones after the inspectors leave.

Even many proponents of renewed UN weapons inspections see them mainly as a tool for building international support for war. As General Wesley Clark, a former supreme commander of the North Atlantic Treaty Alliance, put it: "The closer we get to the use of force, the greater the likelihood that we're going to see movement on the part of Iraq — even though it's a very small likelihood. And the more we build up the inspections idea, the greater the legitimacy of the United States effort in the eyes of the world."

4. In the event of war, what would Saddam's military do?

Two scenarios, one ghastly, one hopeful. In the first, his commanders fire chemical and biological weapons into Israel, trying to ignite a pan-Arabic war, and lob gas bombs at U.S. troops. In the other, Iraqi officers refuse to commit such futile war crimes in the face of certain defeat and turn on the regime.

"Most of the army does not want to fight for Saddam," a retired air force lieutenant general, Thomas McInerney told a Senate hearing. "We are already seeing increasing desertions from the regular army as well as the Republican Guards." He cited reports that Saddam had arrested or executed scores of disaffected of-

ficers, and would not allow even some elite Republican Guard units into Iraq's cities for fear of a coup. "That's why I think there will not be urban fighting."

General Joseph Hoar, retired commander in chief of the U.S. Central Command, sees it differently. "The nightmare scenario is that six Iraqi Republican Guard divisions and six heavy divisions, reinforced with several thousand anti-aircraft artillery pieces, defend the city of Baghdad," Hoar testified before Congress.

5. What would the Iraqi people do?

One scenario emphasizes the relative sophistication and education of the

Iraqi population, and its hatred for Saddam. These qualities, according to the optimists, would make the Iraqis unwilling to defend him, grateful for the arrival of American liberators and ready to build a new, pro-Western country. "We shall be greeted, I think, in Baghdad and Basra with kites and boom boxes," Fouad Ajami, an Arabist at Johns Hopkins University, has predicted.

The pessimistic view emphasizes the deep divisions in Iraq. There are Kurds in the oil-rich north, yearning for an independent state.

There are Shiite Muslims concentrated in the South and seething at the discrepancy between their large numbers and small influence in Iraq.

In this scenario, the only thing that can prevent a messy breakup of the former Iraq would be a long occupation — a prospect the Bush administration has been reluctant to discuss.

6. How will the Middle East react to war, and to subsequent peace?

There seems to be agreement that rank-and-file Muslims will not like an American war in Iraq. Michael O'Hanlon, a defense analyst at the Brookings Institution, referred to the "Al Jazeera effect" — millions of Muslims watching televised scenes of destruction and death, and blaming the United States.

According to Geoffrey Kemp, director of Regional Strategic Studies at the Nixon Center in Yorba Linda, California, Iranians "worry about a failed or messy U.S. operation that would leave the region in chaos. They would then be on the receiving end for possibly millions of new Iraqi Shi'a refugees."

Against this, there is a school of thought that says a moderate government in Iraq could lead to modernization and liberalization throughout the region. A year after Saddam falls, McInerney recently predicted, "Iran will get rid of the mullahs." He said that "jubilation" in Baghdad would "change the whole tenor of the world, and the sum of all your fears will disappear, I assure you."

7. Would a military campaign in Iraq help or hurt the fight against terrorism?

Sources as diverse as the conserva-

tive Weekly Standard magazine and former President Bill Clinton scoff at the idea that it is too much to pursue Al Qaeda and deal with Iraq simultaneously. However, Clark, the former NATO commander, worries about "a diversion of effort" on the part of U.S. military and intelligence forces.

But the deeper problem, many be-

lieve, is U.S. action in Iraq could spoil the spirit of cooperation with many nations — including many Arab nations — that is essential to fighting terror.

8. In the end, will the United States be more secure?

One's answer to this depends on answers to the previous seven. If Saddam is indeed impossible to deter and will-

ing to engage in terrorism, if a new regime is the only way to eliminate the threat he poses, and if that can be done with a minimum of chaos and relatively few bad consequences — then the case for war might seem strong.

Different answers change the equation dramatically.

Sharif Ali bin Al-Husseïn, membre du Congrès national irakien (CNI, opposition en exil)

« A l'approche des Américains et de leurs alliés, on verra le régime s'effondrer »

LONDRES

de nos correspondants

Comment l'opposition irakienne en exil imagine-t-elle l'Irak après un éventuel renversement de Saddam Hussein ?

Pendant trente ans, nous nous sommes demandés comment nous pourrions renverser le régime de Saddam Hussein. Maintenant, le scénario est différent. Les Etats-Unis semblent décidés à s'engager militairement, très probablement entre novembre 2002 et février 2003. Cela permettra au peuple irakien, à l'armée irakienne, et même à la Garde républicaine, de renverser le régime.

On n'assistera pas à un coup d'Etat classique où un leader émerge et prend le pouvoir en s'exprimant à la radio. On verra le régime s'effondrer. A l'approche des Américains et de leurs alliés, il y aura soudain un vide du pouvoir que l'opposition devra remplir. Dans ce scénario alliant, au même moment, la guerre et la révolution, nous voulons surtout limiter la confusion et les inévitables règlements de comptes. Ce sera très difficile au cours des premiers jours. Il y aura des soulèvements spontanés dans tout le pays.

Il faudra alors une administration provisoire pour faire régner la loi et l'ordre. Il faudra protéger les frontières et les institutions nationales. Nous voulons ensuite élire

une Assemblée constituante. Elle décidera d'une Constitution, qui sera soumise à référendum. Cette administration intérimaire comprendra des opposants de l'intérieur, de l'extérieur et, peut-être, certains responsables du régime actuel qui seront utiles pour administrer le pays.

Quelle est l'ampleur du changement de régime que vous appelez de vos vœux ?

Notre cible est très étroite. Il s'agit d'une poignée de hauts diri-



« Nous demanderons d'augmenter le quota pétrolier de l'Irak. Nous avons le droit de produire plus »

SHARIF ALI BIN AL-HUSSEIN

geants, Saddam et ses proches, soit une douzaine de personnes environ. Ensuite, il faudra voir au cas par cas. Nous savons que la plupart des responsables actuels n'ont pas d'autre choix que d'obéir aux ordres pour survivre. Comment instruire le procès de tel ou tel ministre qui a été contraint d'obéir pour éviter qu'on jette sa femme et ses enfants en prison ? C'est également vrai pour les membres des services de sécurité qui ont commis des crimes sur ordre pour ne pas être tués. Il faudra établir une commission « Vérité et réconciliation », un peu sur le modèle sud-africain, où siégeront des juges professionnels.

Les Américains ont-ils, selon vous, l'intention de maintenir une importante présence dans l'Irak de l'après-Saddam ?

Nous ne sommes plus aussi naïfs que pendant la guerre du Golfe. Nous avons appris à connaître les Américains, à travailler

avec eux. Nous avons conscience des débats qui traversent leur administration.

Pour l'instant, celle-ci semble résolue à aider à établir une démocratie en Irak, si imparfaite qu'elle soit, ce qui implique des engagements de sa part. Nous ne souhaitons ni le maintien d'une présence militaire américaine ni l'établissement d'une sorte de mandat. L'Irak ne sortira pas d'une guerre civile. L'Irak n'est ni le Liban, ni la Yougoslavie, ni l'Afghanistan. L'Irak est un pays riche. En revanche, nous avons besoin d'experts étrangers pour nous aider à reconstruire le pays.

L'Irak devra-t-il être un Etat fédéral ?

Les Kurdes y sont très favorables, ce qui peut se comprendre. Mais le fédéralisme n'est pas l'essentiel, ce qui importe surtout, c'est la démocratie. Le fédéralisme ne garantit pas, à lui seul, la démocratie. Ce qu'il faut, c'est que l'Etat irakien multiethnique garantisse, par exemple aux Kurdes, leur autonomie, leur identité et leur représentation. En outre, l'industrie et l'infrastructure pétrolières exigent un système centralisé.

Avez-vous l'intention de réexaminer les contrats pétroliers actuellement en vigueur entre l'Irak et ses partenaires étrangers ?

Il faudra les réexaminer pour s'assurer qu'ils garantissent les intérêts du peuple irakien. Chaque fois que ce sera le cas, il n'y aura pas de problème. Mais bien sûr, si nous pouvons nous faire des amis en concluant avec eux de nouveaux contrats, nous le ferons. Nous serons réalistes. Cette question n'est pas purement commerciale, mais aussi politique. (...) Le peuple irakien n'a jamais vraiment

bénéficié des revenus du pétrole. La politique pétrolière de l'Irak a été désastreuse, son quota au sein de l'OPEP est ridiculement bas. Il produit tout juste autant que le Koweït, alors que sa population est vingt-trois fois plus nombreuse et ses réserves dix fois plus importantes. Nous demanderons d'augmenter le quota de l'Irak,

Un monarchiste rallié au CNI

Dans l'appartement londonien de Sharif Ali bin Al-Husseïn, à deux pas de Holland Park, les portraits de l'ancienne famille régnante irakienne sont en bonne place. Le chef du Mouvement pour une monarchie constitutionnelle appartient en effet à la dynastie hachémite. Il était âgé de 12 ans au moment de l'assassinat de son cousin, le roi Fayçal II, lors de la révolution de juillet 1958. Elevé au Liban puis en Grande-Bretagne, ce sunnite a mené une carrière de banquier. Son mouvement a rejoint récemment le Congrès national irakien (CNI), qui inclut notamment les deux principales organisations kurdes. Le CNI, dirigé par Ahmed Chalabi, appartient au « groupe des Six », dont les représentants entretiennent des contacts étroits avec l'administration de George W. Bush.

peu importe au détriment de qui. L'Irak a été longtemps absent du marché. Il a d'énormes réserves et une forte population au regard des autres pays pétroliers. Nous avons donc droit à produire beaucoup plus.

Propos recueillis par
Jean-Pierre Langellier
et Marc Roche

Le Monde

MERCREDI 9 OCTOBRE 2002

TURQUIE

Courrier
INTERNATIONAL

DU 3 AU 9 OCTOBRE 2002

Le poème qui a brisé l'ascension politique de Tayyip Erdogan

Le champion islamiste s'est vu interdire de participer aux élections du 3 novembre, à cause d'un poème lu en 1997. Renseignements pris, les vers incriminés – censés avoir été écrits par un poète fameux – étaient des faux !

HÜRRİYET
Istanbul

Le rêve de Tayyip Erdogan, qui voulait devenir Premier ministre, s'est brisé à cause d'un poème. Comme on le sait, le leader du Parti de la justice et du développement (AKP, islamiste) avait récité un poème le 6 décembre 1997, à Siirt, qui faisait allusion aux baïonnettes et aux casques des militaires ("Les minarets sont nos baïonnettes, les coupoles nos casques/les mosquées sont nos casernes, les croyants nos soldats/cette armée divine garde ma religion/allahou akbar, allahou akbar"). Lorsqu'il fut traduit en justice à l'époque [pour incitation à la violence], il s'est défendu en disant que les vers incriminés étaient de Ziya Gökalp [poète officiel, chantre du patriotisme turc], mais sa défense avait été rejetée, et l'inculpé fut condamné à dix mois de prison.

L'interdiction qui vient maintenant d'être prononcée contre Tayyip Erdogan l'empêchera de participer aux prochaines élections en raison de ce poème. L'événement a bouleversé l'agenda politique de la Turquie [le parti islamiste modéré de l'ancien maire d'Istanbul était crédité de 30 % des intentions de vote avant cette interdiction].

Mais on ne savait toujours pas avec certitude à qui appartenaient véritablement les vers qui ont causé l'une des plus grandes polémiques de ces dernières années sur l'échiquier politique turc. J'ai eu la curiosité de faire une petite recherche et je me suis trouvé face à un exemple bizarre de "trucage" et de "montage". Dans aucun des recueils de poésie de Ziya Gökalp ne figure de poème commençant par des minarets qui serviraient de "baïonnettes" et des coupoles qui seraient des "casques".

Les avocats d'Erdogan avaient fourni à la cour une seule source d'où étaient extraits les vers incriminés : un livre publié en 1994 par l'Institut turc des normes (TSE), *Les Turcs et le turquisme*. J'ai demandé au procureur de la Cour suprême de l'époque, Vural Savas, si une enquête avait été



▲ Le leader du parti AKP, Tayyip Erdogan (islamiste, rénovateur). "Pour ceux qui se demandent en quoi nous sommes rénovateurs... nous avons renouvelé la couverture en zinc de la coupole et ajouté un deuxième balconnet au minaret !" Dessin de Musa Kart paru dans Cumhuriyet, Istanbul.

menée pour déterminer le véritable auteur du couplet en question. Celui-ci a confirmé que la seule source qui lui avait été fournie par la défense était ce même livre. En effet, on voyait dans la publication du TSE le nom de Ziya Gökalp en bas du poème, mais il était impossible de retrouver le même couplet dans aucun autre livre consacré à sa poésie.

DES RÉFÉRENCES HISTORIQUES GROSSIÈREMENT ERRONÉES

J'ai interrogé le Pr İnci Enginün, la doyenne de la littérature turque, qui a longuement cherché la source des vers attribués à Ziya Gökalp, mais n'a rien trouvé. Idem pour les publications de Fevziye Abdullah Tansel, auteur de la plus importante étude de l'œuvre de Gökalp. A l'époque où ce poème avait défrayé la chronique, Recai Kutan, actuel rival politique d'Erdogan et chef du Parti du bonheur aujourd'hui [autre parti islamiste], était dans le même parti que celui-ci. Il était parmi les défenseurs de Tayyip Erdogan et racontait dans quelles circonstances les vers incendiaires avaient été écrits par Ziya Gökalp.

Selon Kutan, aux heures les plus sombres de la résistance turque [contre les forces d'occupation, à la fin de la Première Guerre mondiale], le député Hasan Fehmi aurait suggéré à Atatürk de transformer les mosquées en casernes, de faire fondre le plomb des coupoles pour le transformer en balles et d'arracher les croissants au sommet des minarets

pour en faire des baïonnettes ! Ravi de cette solution, Atatürk aurait nommé ministre des Finances l'auteur de ce plan génial. Et ils allaient commencer son exécution par la ville natale du député lui-même, Gümüşane, sur une mosquée construite sous Soliman le Magnifique pendant son expédition en Iran. Très ému par cet événement, Ziya Gökalp aurait composé sur-le-champ le poème en question.

Par quel bout faut-il commencer à rectifier ces énormités ? Kutan ne sait-il pas que Soliman le Magnifique n'est jamais parti en expédition en Iran, mais qu'il est toujours allé vers l'Ouest ? Le député Hasan Fehmi n'est pas devenu ministre des Finances aux heures les plus difficiles de la résistance, mais quand tous les préparatifs de la Grande Victoire de 1922 [c'est ainsi que l'on appelle la guerre gréco-turque remportée par Atatürk] avaient été complétés.

Et je voudrais savoir encore autre chose : lorsque Kutan défendait Tayyip Erdogan, il distribuait un poème supposé être l'intégralité de l'œuvre en question. On y avait non seulement modifié et ajouté des choses, mais, en même temps, on avait tronqué le dernier couplet [à la gloire de l'armée, que les islamistes détestent] : "Les commandants, les officiers sont nos pères/les sergents sont nos frères/l'ordre et le respect sont nos lois/que tu preserves l'armée en bon état Mon Dieu/que tu accordes la supériorité à notre drapeau."

Murat Bardakci

Si le HADEP est interdit, le DEHAP se présentera

Les Turcs sont tellement habitués à voir interdire d'élection des partis ou des leaders politiques qu'ils ne réagissent même plus. Quant aux partis, ils ont tous des noms de rechange, au cas où.

Ceux qui se souviennent de la période qui a suivi le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1981 savent qu'à cette époque il fallait avoir l'accord du Conseil national de sécurité pour être candidat aux élections. Plusieurs leaders de premier rang et plusieurs partis politiques avaient l'interdiction de participer aux élections (y compris Bülent Ecevit et Süleyman Demirel, respectivement Premier ministre et président). Le Conseil mettait son veto selon ses propres critères. Les élections ressemblaient à un spectacle de marionnettes mis en scène par la junte. Aux élections de 1983, il n'y avait plus de Conseil de sécurité : l'institution avait été intégrée dans la Constitution. Et puisque le chef de la junte, Kenan Evren, était au pouvoir en tant que président de la République, les élections n'étaient pas exemptes d'interven-

tions. Il est vrai que ces interventions ont abouti au contraire du résultat escompté. La réaction est venue non pas des partis politiques censés être les secteurs "dynamiques" de la société, mais des électeurs. Ils sont allés aux urnes et ont fait le contraire de ce qui leur avait été dit. Il n'y a hélas pas eu de grand changement en Turquie depuis. La Constitution du 12 septembre est toujours en vigueur, avec des modifications mineures. La mentalité aussi. Elle reste toujours implantée au plus profond de l'appareil d'Etat. Le mécanisme de veto de cette époque continue à exister sous d'autres formes. Le Premier ministre Bülent Ecevit a déclaré récemment, sans provoquer trop de réactions, que l'AKP [Parti de la justice et du développement, islamiste modéré] et le HADEP (parti kurde) constituaient un danger pour le régime. Après quelques petits commentaires, ces propos ont vite été oubliés. Tout le monde se doutait bien que tout était planifié et que le mécanisme de veto allait encore s'enclencher. Pratiquement tout le monde en Turquie est désormais expert en la

matière. Les procès [intentés aux partis politiques] examinés par les plus hautes instances judiciaires, y compris par la Cour constitutionnelle, ne sont plus discutés seulement dans les couloirs du Parlement et dans les médias, mais dans les rues et sur les marchés. Depuis pas mal de temps déjà, on parlait des obstacles probables qui s'érigeraient contre l'AKP et de l'éventualité de l'interdiction du HADEP. Aussi, les leaders qui devinent qu'il y aura un veto contre eux se sont pourvus de suppléants prêts à les remplacer au cas où eux-mêmes seraient écartés de l'action politique. Quant aux partis, ils tiennent en réserve des formations "bis" qui pourraient prendre la relève au cas où une décision d'interdiction frapperait la formation originale. Ainsi, Tayyip Erdogan [le leader de l'AKP] n'est pas plus étonné que ça de voir qu'on l'empêche de participer aux élections. Et on apprend que son parti a des plans offrant plusieurs solutions face à une telle situation. Quant au HADEP, on découvre qu'il était prêt à parer à toute éventualité bien avant d'être

interdit de participation, à la veille des élections. Pour cette raison, il ne participera pas à celles-ci en tant que HADEP mais sous le nom de DEHAP, la formation bis créée "au cas où" il y a déjà bien longtemps. Les candidats du HADEP et de certaines tendances de gauche figurent déjà sur les listes de ce parti suppléant. Ce sont en fait des moyens de s'accommoder de ce système absurde et artificiel. Au lieu d'entreprendre un véritable combat pour apporter une solution de fond au problème et de se mobiliser pour mettre fin à ce système honteux, on agit exactement de la même façon que ceux qui opposent leur veto et qui aiment interdire. Certains cherchent à lutter poliment, sans bouleverser le pays et sans manquer de respect aux "forces profondes". Si le dernier veto en date, celui qui a frappé Tayyip Erdogan, avait été opposé dans un autre pays, il aurait pu faire descendre les foules dans la rue, alors qu'ici on le considère comme l'un des obstacles inévitables à la vie démocratique.

Koray Düzgören,
Yeni Safak, Istanbul

DU 3 AU 9 OCTOBRE 2002

Cobriier INTERNATIONAL

LE FIGARO JEUDI 10 OCTOBRE 2002

TURQUIE Arrestation d'un politique ayant parlé kurde

La police turque a arrêté hier Abdoumelik Firat, candidat aux législatives du 3 novembre, accusé d'avoir parlé kurde lors d'un meeting électoral. Ankara a récemment permis l'utilisation du kurde dans l'éducation et dans les médias radiotélévisés afin de se conformer aux normes européennes en matière de droits de l'homme. Mais la loi électorale interdit toujours aux candidats d'utiliser d'autres langues que le turc.

TURQUIE L'UE condamne Ankara pour traitement inhumain

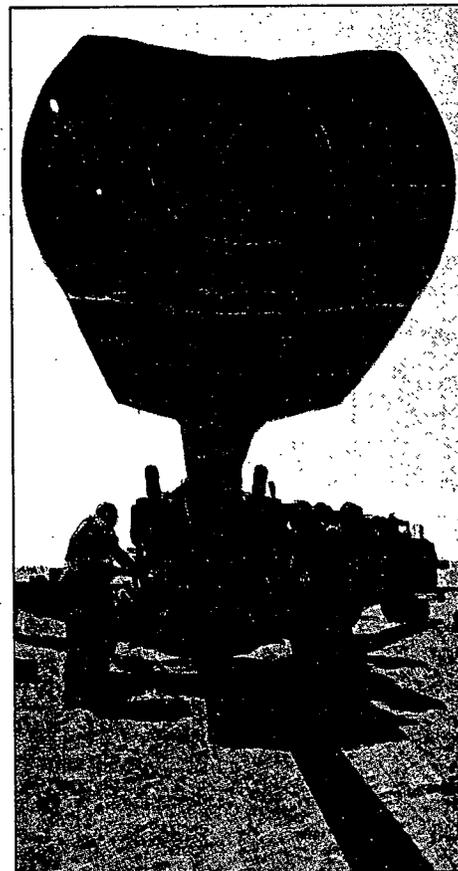
La Cour européenne des droits de l'homme a condamné hier Ankara pour « traitements inhumains et dégradants » en raison du sort réservé en 1995 par la police d'Istanbul à une étudiante de 22 ans, soupçonnée d'appartenir au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Meryeme Algür, qui purge actuellement une peine de quinze ans de prison, s'était plainte d'avoir été torturée à l'électrochoc.

IRAK Raids américains et britanniques : quatre morts

Quatre Irakiens ont été tués et dix autres blessés dans des bombardements aériens américains

et britanniques hier au nord de Bagdad, a affirmé un porte-parole militaire irakien. Selon ce dernier, l'attaque aurait visé des installations civiles et de service dans la province de Ninive (à 400 km au nord de Bagdad), faisant quatre tués et dix blessés.

Des frappes mais pas d'invasion en Irak



LE CAIRE Le chef kurde irakien Jalal Talabani a affirmé que les frappes américaines contre l'Irak auraient lieu début 2003 et s'est dit opposé à une invasion américaine, dans une interview publiée hier par le journal arabe 'al-Hayat'. «L'administration américaine a pris la décision de changer le régime irakien et je crois que la frappe aura lieu au début de l'année prochaine», a déclaré M. Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), au journal édité à Londres. Il a souligné que «si la Turquie intervient, l'Iran interviendra, et vice-versa. Mais si les Américains interdisent aux deux d'intervenir, aucun ne le fera». Le PDK contrôle les zones les plus proches de la frontière turque, l'UPK celles proches de la frontière iranienne.

10 OCTOBRE 2002

metri

Les Américains tablent sur un ralliement des Irakiens, notamment des populations chiite au sud et kurde au nord

Les scénarios d'une intervention contre Bagdad

Isabelle Lasserre

La guerre d'Irak, si elle a lieu, sera-t-elle un remake de la guerre du Golfe de 1991 ? Les experts du Pentagone plangent depuis plusieurs mois sur les scénarios d'une probable intervention américaine contre le régime de Bagdad. Les fuites distillées dans les journaux américains, les déclarations des militaires ainsi que les réflexions des stratèges occidentaux laissent à penser que l'équipe Bush prépare une guerre éclair en Irak, très différente de celle de 1991 et essentiellement dirigée contre Saddam Hussein et son entourage.

Depuis la guerre du Golfe, le contexte politique et militaire a changé. L'Irak n'ayant pas cette fois envahi le Koweït, il n'est plus besoin de libérer un pays occupé. Il s'agit de détruire les sites abritant des armes de destruction massive et de renverser le régime de Saddam Hussein. Pour le spécialiste François Géré, directeur de l'Institut diplomatique et défense à Paris, « les Etats-Unis ne jugent plus la situation globale du Proche-Orient de la même façon qu'en 1991. Aujourd'hui, ils veulent reconsidérer la position et le rôle des différents acteurs régionaux, et notamment de l'Arabie Saoudite ».

Officiellement, on affirme à Washington que le président George W. Bush n'a encore pris aucune « décision ». Mais la guerre d'Irak se prépare dans les états majors américains. Elle se prépare aussi dans les pays du Golfe, où les Américains ont récemment accéléré leurs préparatifs militaires. Ils s'appêtent à transférer au Qatar le quartier général du commandement central de Tampa, en Floride.

Cette guerre devrait théoriquement s'appuyer sur une attaque aérienne brève mais intense et sur une force d'invasion plus petite qu'en 1991 - environ 100 000 hommes - , plus rapide et davantage basée sur les forces

spéciales. Car « il ne s'agit pas d'attaquer un pays, mais un gouvernement », précisait récemment un responsable américain.

La première phase pourrait démarrer à la fin de l'année ou au début de l'année prochaine par des attaques aériennes, probablement effectuées par des bombardiers B2. Objectif : détruire les systèmes de défense antiaérienne et la chaîne de commandement de l'Irak. Cette première mission devrait, selon François Géré, être accomplie plus rapidement qu'en 1991, en raison de la supériorité militaire américaine et « parce que les capacités militaires de l'Irak ont été très affaiblies pendant la guerre du Golfe. L'aviation irakienne est aujourd'hui réduite à quelques MIG ». Sans compter que la guerre a en fait déjà discrètement commencé en Irak : depuis un mois, les avions américains et britanniques ont intensifié les raids qu'ils effectuent, au nom du respect des « zones d'exclusion aérienne », au nord et au sud de l'Irak, contre les centres de commandement et de communication.

Une seconde phase devrait prendre pour cible l'entourage de Saddam Hussein, les symboles de son pouvoir et les institutions qui le maintiennent au pouvoir. Principalement visés par les missiles américains : les palais présidentiels, la garde républicaine, les studios de télévision, les locaux de la police secrète et Tikrit, la ville natale de Saddam, à 150 km au nord de Bagdad, considérée comme l'un des principaux centres de gravité politique du régime.

Contrairement à 1991, les infrastructures irakiennes ne devraient pas être visées. Les troupes irakiennes, notamment, seront sans doute épargnées : les Américains comptent sur leur éventuel ralliement, surtout au sud en zone chiite et au nord, en zone kurde. Les frappes devront aussi être le plus ciblées possibles. Comme l'explique Serge Vinçon, vice-président du Sénat et président de l'Institut diplomatique et défense : « Dans un contexte politique tendu, les Américains veilleront à réduire au minimum les dommages collatéraux. »

Enfin, dernière étape de la guerre américaine en Irak, l'attaque terrestre, sans laquelle il serait vain de vouloir se débarrasser de Saddam Hussein. Pour décapiter le régime le plus rapidement possible, couper la tête d'un système centralisé et hiérarchisé, la force terrestre - environ 100 à 200 000 selon le scénario le plus probable - pourrait pénétrer en Irak à partir du Koweït. Puis lancer des attaques surprises visant à achever la neutralisation des dépôts d'armes et des centres de commandement de l'armée irakienne. A détrôner Saddam Hussein. A éviter, enfin, qu'il n'utilise des armes de destruction massive contre les troupes étrangères engagées en Irak et contre les alliés régionaux des Etats-Unis, dont Israël.

Pour le général Maurice

Schmidt, ancien chef d'état-major de l'armée française pendant la guerre du Golfe, cette dernière phase ne devrait « pas poser de problèmes ». « En 1991, déjà, les objectifs avaient été facilement atteints. Je ne pense pas que la population irakienne ait la volonté de se battre aujourd'hui. Les Américains n'auront sans doute pas besoin d'occuper Bagdad. » Selon ce scénario optimiste, le fruit, déjà mûr, tomberait de lui-même.

En théorie. Car beaucoup dépendra de la stratégie défensive de l'armée irakienne et, surtout, de la capacité de résistance de la garde républicaine et des forces spéciales, censées être loyales au régime. Saddam Hussein pourrait décider de compliquer la tâche des forces américaines. « Les Irakiens ne vont pas exposer leurs forces au feu ennemi dans le désert comme ils l'avaient fait en 1991 », prédit François Géré, le directeur de l'Institut diplomatique et défense.

Pour le spécialiste, la seule stratégie de résistance cohérente pour Bagdad sera « d'enterrer les forces irakiennes dans les villes pour les transformer en bastions. De sorte que pour limiter les capacités de riposte irakiennes, les Américains soient obligés de tirer au milieu des civils ». Depuis

le début de la crise, des généraux américains ont tenté d'avertir le pouvoir des risques d'une intervention terrestre en Irak. Les unités recomposées de la garde républicaine irakienne pourraient pousser les forces spéciales américaines à livrer dans Bagdad une guérilla urbaine potentiellement meurtrière.

Enfin, il restera, selon François Géré, la « véritable question », mais qui relève de la sphère politique : « Que fait-on de l'Irak après s'être débarrassé de Saddam ? » Selon le spécialiste, il serait vain d'espérer pouvoir installer du jour au lendemain à Bagdad « un régime démocratique et proaméricain ».

La seule stratégie de résistance cohérente pour Bagdad serait « d'enterrer ses forces dans les villes pour les transformer en bastions ».

Turkey Must Wait for EU Membership

Oct 8, 2002 By ROBERT WIELAARD Associated Press

BRUSSELS, Belgium (AP) - While the European Union (news - web sites) prepares to open its doors to 10 eastern neighbors, Turkey will be told it has to wait longer Wednesday when the European Union head office unveils its final reports on the candidates.

Forty years after becoming an associate EU member, Turkey remains the EU's most problematic candidate. The Commission does not recommend a date for starting membership talks.

EU spokesman Jean-Cristophe Filori said Friday the EU welcomed recent reforms Turkey but added, "There are still problems" with Turkish membership. The EU Commission's draft report on Turkey cites torture of prisoners, inhuman jail conditions and urges Ankara to impose stronger civilian control over the armed forces.

The Europeans face American pressure to open up to the Turks, at a time when Washington needs NATO (news - web sites)-member Turkey as a key Muslim ally in the war on terrorism.

Turkish membership is "in the strategic interests of the United States, the EU and Turkey," a Brussels-based U.S. diplomat who monitors EU affairs said on condition of anonymity. "We believe Turkey's future is in Europe."

On Tuesday, Turkey's top court rejected a petition from nationalist lawmakers to suspend implementation of laws granting Kurds minority rights and abolishing the death penalty - crucial reforms for Turkey's bid to join the EU.

Turkish Foreign Ministry Undersecretary Ugur Ziyal on Tuesday summoned the Danish, German, British and French ambassadors to express his country's "discomfort" with European doubts about the human rights situation.

Labor Minister Nejat Arseven, whose center-right party supports close ties with the EU, said they were dealing with the issue.

"The human rights issue isn't one that can be solved in a day or two," he said. "But Turkey has shown its dedication to this issue in a very clear way." As part of a final update on the performance of all 13 EU candidates, the European Commission (news - web sites) will commend Turkey for recent economic, financial and political reforms, yet make clear much remains to be done.

It seemed unlikely EU leaders - who meet in mid-December to invite Cyprus, Malta and eight East European nations into their club in 2004 - will set a date for talks with Turkey.

To meet EU norms, Turkey in August granted language rights to minorities and abolished the death penalty. Last February, after a severe financial crisis, Turkey embarked on economic reforms backed by a massive International Monetary Fund (news - web sites) aid package.

New York-based Human Rights Watch, this week, lauded Turkey for abolishing the death penalty and boosting minority language and broadcasting rights.

However, it said, more was needed in refugee protection, ending torture and "support for the return of the hundreds of thousands of people displaced during the 15-year conflict between government security forces and the armed Kurdish Workers' Party (PKK)." The EU now gives Turkey \$172 million a year in "pre-accession" aid to help judicial reforms, small businesses and modernizing the country's civil service. The European Commission is recommending EU governments increase that aid further

EU-Turkish relations have long gone through ups and downs.

Although 96 percent of Turkey lies in Asia and is overwhelmingly Muslim, the EU considers it a European nation. Turkey became an "associate member" in 1963. It formally applied for membership in 1987 but was turned down along with Morocco which also applied at the time.

In 1999, the EU leaders formally declared Turkey a candidate but held off on negotiations while it opened talks the 10 other neighbors.

* * * *

OHAL ends, village guards problem endure

Turkish Daily News October 2, 2002 Esra Erduran

This time it is not the separatist or Hizbullah terror. It is not all the shortcomings that emerged due to the Emergency Rule (OHAL) implementations. But it is directly related to the OHAL era. Village guard system that were formed as a part of the fight against separatist terror caused a brand-new problem in the Southeastern region.

Parliament in a historical move in June, decided to lift the OHAL in Hakkari and Tunceli and to extend "one last time" for four months in the provinces of Diyarbakir and Sirnak. Parliament's decision was viewed as the end of an era in Turkey: the end of terrorism in the Southeast. Turkey has maintained emergency rule, giving police and the judiciary broad powers, in four southeastern provinces since 1987 as a part of Turkey's fight against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Before 1987, the fight against the PKK was carried out under martial law. The rule was first imposed in 13 provinces in 1987 but was gradually lifted as fighting subsided. The military apparently still sees the PKK as a threat in Diyarbakir, the main city in Turkey's southeast, and in Sirnak, a province that borders both Syria and Iraq and are transit points for terrorists based in those countries.

More than 35,000 people died in the 15-year long conflict between the Turkish Armed Forces and PKK, but the clashes rapidly decreased after the capture of PKK leader Abdullah Ocalan in Kenya. The PKK declared a cease-fire but it was rejected by the military.

Most of the PKK terrorists have crossed the border into neighboring Iraq and Iran.

Earlier this year, the PKK announced a name change to Kurdistan Freedom of Democracy Congress (KADEK) before the PKK was included on the EU's list of terrorist organizations. Turkey has been calling on the EU to view KADEK as the continuation of the PKK and include it on its list of terrorist organizations. EU diplomats say normalizing the situation in the southeast is an important part of Turkey's efforts to improve its human rights and democracy record, as it seeks to win a date for starting membership talks with the European Union (EU).

As well as being an important step in Turkey's path to the 15-member block, maintaining peace would be a giant step for the domestic scene. Economic and material cost of terrorism that dominated the southeast region for more than 15 years have harmed Turkey seriously.

It was estimated that the annual economic cost of the fight against terrorism was \$130 billion in Turkey.

Turkey could have built four giant projects similar to the Southeastern Anatolia Project (GAP) or could have cleared its foreign debt. After the total lifting of the OHAL, people of the region were expecting a series of reforms as well as more industrial investment in the Southeastern Anatolia.

Village guard terror is not a new concept

Amid these positive expectations, Southeastern cities and villages were witnessing the emergence of a new terror implemented by the village guards. According to the human rights associations, the village guards terror was the new way to hinder the return to the village project. In July, three people from the same family were murdered by village guards in the southeastern city of Mus's Nureddin Village. A delegation including journalists Oral Calislar, Celal Baslangic, and Ferai Tinc visited the village as part of the operation into the murders.

According to eyewitnesses, some village guards first beat up the family members, who were at the village in order to harvest their land, and then shot them dead. There were a total of 25 village guards in the village and 20 of them were arrested as a part of the investigation.

According to the allegations, families who resisted becoming village guards were forced to leave the village. The Village guards then used the land and houses of those who had left for ten years. After the "Return to Village" project gained speed, village guards resisted to change and were involved in murders in order to not return land and other property.

It is estimated that there are 70,000 village guards in the region. According to a monthly report prepared by the Turkish Human Rights Foundation (THIV), Chairman of Van Commerce and Industry Chamber Zehir Kandasoglu said that Van was one of the cities that played host to those who were forced to immigrate.

According to Kandasoglu, these people have no income as there are insufficient job opportunities in the city. "If the village guards system would be lifted, then people can freely return to their villages and homes. Village guards have guns and all the power. They shot people to death and then claimed that these people didn't obey the rules," Kandasoglu was quoted as saying in the THIV report.

Recent result of village guard terror

The last example of the village guard problem took place in September in Diyarbakir's Ugrak village. Three including an eight year-old, Agit Tekin were killed and five injured as a result of gun fire from village guards. The victims of the event were members of the Tekin family that had returned to their village recently. According to the Human Rights Association (IHD) Diyarbakir bureau, village guards have been using the land of the Tekin family for eight years and settled into the Tekin family house.

IHD Diyarbakir bureau asks: Previously, it was the Nureddin village, today it is Ugrak village that witnessed the village guard terror. Which village is the next?

* * * *

Kurdish groups unite as Turkey watches, warily

By Scott Peterson Christian Science Monitor October 04, 2002

AMMAN, JORDAN With the prospect of an American-orchestrated regime change in Iraq growing closer, rival Kurdish factions in northern Iraq key potential allies of the US in any military action are burying their differences. The joint Kurdish parliament will reconvene Friday in the Kurdistan National Assembly building in the city of Arbil. High on the agenda is the consideration of a new constitution that lays out the Kurdish vision of a future, federated Iraq, post-Saddam Hussein. Weather-worn front lines marked by rocky trenches have separated Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) for most of the past decade. But the civil war, spurred by disputes over sharing revenue and power, and mixed strategies toward Baghdad, went quiet after a US-brokered peace accord in 1998.

The revival of the regional assembly is one of the last key steps of that deal and is the first meeting of the group since 1996, when inter-Kurdish fighting was nearing its peak. "This will send a very powerful message to Baghdad and to our neighbors that the Kurdish front is solid, is unified, and that we will move forward," says Hoshiyar Zebari, a senior KDP strategist contacted in northern Iraq.

"There are some attempts in America, in some quarters, to marginalize the Kurdish role," says Mr. Zebari. "This meeting will convince our American friends, if they had any doubts about the unity of the Kurds, that the strength of the Kurdish front is reestablished." But while Kurdish unity may bring a sigh of relief in Washington as war looms and US war planners look for viable allies on the ground it is rattling Turkey.

Turkish forces have frequently conducted armored operations into northern Iraq to root out Kurdish guerrillas from Turkey of the Kurdistan Workers Party, or PKK. The group waged a bloody campaign for Kurdish rights from the mid-1980s. Several thousand Turkish troops remain inside Iraqi border areas now. "We are there to make sure [the Iraqi Kurds] stay within bounds," says Seyfi Tashan, head of the Turkish Foreign Policy Institute in Ankara. "We are there, and can intervene at any time. We have the capability to do that."

The Kurdish enclave of northern Iraq operates largely beyond Baghdad's control, protected by the US- and British-enforced no-fly zone. Kurdish leaders insist that they see their future as part of a federated Iraq, and long ago gave up as unrealistic the idea of forging an independent Kurdish state. "As we move along, our Turkish neighbors and others will realize they have nothing to fear from our aspirations," says Barham Salih, prime minister of the PUK. "We aspire to have a peaceful, democratic, and federal Iraq, and that is good for them also. We have a flourishing self-government process that can be a catalyst for all Iraq."

It is no secret among Kurdish observers that prospects of regime change in Iraq have brought the rival factions together.

"The timing could not have been better for the Kurds, given all the political maneuvering about the future composition of an Iraqi government," says Michael Amitay, director of the Washington Kurdish Institute. The deal, Mr. Amitay says, "certainly speaks to the US about how the Kurds can play a role or not in their concept of regime change. It's a very clever piece of strategy."

The Bush administration is expected shortly to seek congressional approval to use some \$92 million in unspent funds earmarked for the Iraqi opposition by the 1998 Iraq Liberation Act. The money would pay for the training of up to 10,000 members of the opposition in everything from tactics to laser-spotting for airstrikes.

But Turkey remains unconvinced of Kurdish intentions. Prime Minister Bulent Ecevit warned last week that a "de facto [Kurdish] state is already on the way to being formed. "Plans reportedly under consideration by the Turkish general staff include deploying Turkish troops along a buffer zone that could be up to 50 miles deep, or even a Turkish move to control the oil centers of Mosul and Kirkuk. Mr. Ecevit vowed that Turkey would "react" if Kurds took control of those cities, which are now in Baghdad's hands.

Talk of Kurdish federalism is only a "cover" for plans to create an independent state, Mr. Tashan says. "If there is turmoil as a result of the American intervention, they can get away with it. Kirkuk is not Kurdish property, and they will not be allowed to go there." Kurdish leaders counter that Iraqis will decide the fate of cities like Kirkuk and Mosul. "Turkey is a serious regional power, which should have a vital interest in a stable, democratic Iraq," says Mr. Salih of the PUK.

"We are mindful of their anxieties. But Turkey has been very consistent in the last decade, insisting on the territorial integrity of Iraq. No doubt, any [Turkish] intervention would violate that very sovereignty." The rhetoric may complicate any US or Kurdish war effort. "The Kurds are probably more concerned about the Turks at this point, than they are about the Iraqi regime," says Amitay. And while the outcome is difficult to predict, there are also reasons for inaction.

Sources near the Turkish military say Ankara may be posturing, to ensure its regional dominance. "Turkey will never invade any part of Iraq," says Metehan Demir, the former diplomatic correspondent for Hurriyet newspaper, in Ankara. "Turkey knows very well that northern Iraq is a swamp ... where any country can easily drown." Still, uncertainty is causing the Kurds to make peace with each other, says the KDP's Zebari: "We are feeling the pressure, we are sensing the danger, and both leaderships ... recognize that this is the time to get our house in order."

* * * *

Iraq's Kurdish factions seek united strategy

Financial Times by Guy Dinmore in Arbil, Iraq,
and Najmeh Bozorgmehr in Tehran October 3 2002

For the first time in eight years, Iraq's rival Kurdish factions will hold a joint session of parliament on Friday. They are seeking a united strategy ahead of an expected US-led military overthrow of Saddam Hussein's government in Baghdad. The meeting of the National Assembly in Arbil in northern Iraq, just ten kilometres from the front line with Iraqi forces, follows concerted pressure from the US administration on the Kurds to bury their differences and establish their democratic credentials.

The parliament has not met in full session since 1994 when fighting erupted between the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdish Democratic Party (KDP), leading to their territorial division of the north. Jalal Talabani, the PUK leader, is expected to leave his stronghold in Sulaimani to return to Arbil for a ceremonial opening jointly hosted by his old rival, Masoud Barzani of the KDP.

"This is a major milestone in the reconciliation process between the KDP and PUK," Fawzi Hariri, a KDP spokesman said. Iraq's neighbours, though no friends of the Baghdad regime, are less than enthusiastic, however. In Tehran, an Iranian government spokesman said the meeting was a "very domestic issue for Iraq" and that Iran had declined an invitation to attend as guests. Turkey and Syria are also expected to stay away.

The three neighbouring countries, with substantial Kurdish minorities of their own, have no desire to promote a process that they suspect will eventually lead to a bid by the Iraqi Kurds to set up an independent state. High on the agenda for the Kurdish parliament is a joint proposal to establish a federal Iraqi state, divided between Kurds and Arabs, once president Hussein is removed.

Many Kurds are sceptical, however, that the two veteran Kurdish leaders will be able to settle serious issues, such as unification of their separate administrations and the sharing of revenues. Friday's meeting of all 105 MPs follows heightened tension just to the south of Arbil. Three weeks ago international observers reported a heavy build-up of Iraqi armour, tank barrels pointed to the north. Some have since withdrawn. But with Arbil lying north of the 36th parallel and protected by a US and UK-imposed no fly zone, Kurds appear confident that Baghdad will not intervene and repeat the events of 1991, when a Kurdish uprising was put down with huge loss of life and the flight of 1.5m refugees.

Although the main Kurdish factions have bent to US pressure, there is little sign that the Bush administration plans to use the 30,000 or so combined Kurdish troops to act as a ground force in the event of an assault on the Baghdad regime.

Diplomats say the US has no wish to see the Kurds move just a short distance south and take the oil rich towns of Mosul and Kirkuk. Nonetheless, there are indications that the Kurds will attempt to do just that if they can reach a power-sharing agreement. This in turn has prompted widespread speculation in Arbil that Turkish government forces would intervene to secure Mosul, which historically had a large Turkman population. Turkish troops already have bases just inside northern Iraq and support from proxy Turkman forces in Arbil. "The battle for Kirkuk will be no less bloody than the war in Baghdad," commented an Iranian analyst in Tehran with close ties to the government. Iran's defence minister has stated, however, that Iranian forces have no intention of crossing the border, which would risk sparking US retaliation.

The parliamentary building in Arbil has been spruced up with fresh coats of paint and new panes of glass. Yellow ribbons were cut on Thursday to celebrate the inauguration of a closed circuit television system and the broadcasting of proceedings. As one delegate commented: "We are waiting, like everyone else, for the attack on Baghdad. It's not in our interests to have an independent state now. Everyone around us is terrified of that. But who knows in the future."

* * * *

Turkey and the Iraqi Kurds : Allies from hell

Oct 3rd 2002

The Economist By Amberin Zaman

AS THE American administration accelerates its efforts to drum up international support to unseat Saddam Hussein, it faces open dissent from two of its most prized, and most mutually hostile, allies: Turkey and the Iraqi Kurds. With tension growing between the two, American officials are trying to find a magic formula to satisfy their irreconcilable demands. Turkey, declaring that it will not take part in any operation against Iraq that could result in the creation of an independent state for that country's 3.5m or so Kurds, has vowed to intervene militarily should the Iraqi Kurds make any move in that direction. No matter that the Kurds themselves say they understand that independence is not a realistic ambition. Turkey also says that it is equally opposed to the establishment of the federal zone within a united Iraq that the Iraqi Kurds insist is their right, and that they are demanding in exchange for their support for an American-led operation.

Turkey fears that a federal arrangement would lead to similar demands not just from its own 12m-odd Kurds, but also from Iran's 6m. It would, suggests a Turkish diplomat, "create an inextinguishable inferno of regional chaos and instability." Turkey has economic worries as well. Tarih Aziz, Iraq's deputy prime minister, was in Ankara this week. He reminded his Turkish hosts that, should war break out, Turkey's wobbly economy would be shaken by the loss of Iraqi business. Trade between the two has climbed back to its pre-Gulf war level of \$1 billion a year.

The dilemma for America is that, in a war, help would be needed from both Turkey and the Kurds. Turkish bases are necessary for bombing raids, and the 50,000 fighters under Iraqi-Kurdish control would be useful in overthrowing Mr Hussein. And if American troops were to be deployed in Kurdish territory, they would need to come through Turkey. The Iraqi Kurds are adamant that Turkish forces themselves should not take part in any operation, if for no other reason than that the presence of Turks would invite Iranian intervention. They are even threatening, as a last resort, to cut a deal with Mr Hussein should the Americans ignore their demands. Taha Yassin Ramadan, Iraq's deputy president, told a visiting group of Turkish journalists last month that the Iraqi people would fight alongside "our Kurdish brothers" to keep Turkish forces out of their country.

Mr Ramadan was responding to a claim, made last month by Turkey's defence minister, Sabahattin Cakmakoglu, that Kirkuk, Iraq's main oil-producing region and an erstwhile part of the Ottoman empire, was historically part of Turkey. Kirkuk, which is now under Baghdad's control, is intended by Massoud Barzani and Jalal Talabani, the two Kurdish leaders who have been running northern Iraq since the end of the Gulf war, to be the capital of their proposed federal state. Kirkuk, declared Mr Barzani, could become "a graveyard for Turkish troops just as it had been for Ottoman forces".

Mr Barzani and Mr Talabani are old enemies. But this week they came together to agree on a new draft constitution for their envisaged "zone", and the Kurdish regional parliament is due to reconvene on October 4th for the first time since 1994. This new-found unity is deeply disturbing to the Kurds' regional foes Iraq, Turkey and Iran which for decades backed one Kurdish faction against the other to keep the Kurds weak and divided. Indeed, not so long ago, the Turks and Mr Barzani, whose Kurdistan Democratic Party controls Iraq's 700km (450-mile) border with Turkey, were the best of friends. Aided by Mr Barzani's fighters, Turkish troops would wade into northern Iraq to hunt down separatist Turkish Kurd rebels in their mountain hideouts.

In exchange, Turkey allowed its truck drivers to smuggle in lots of Iraqi diesel on which Mr Barzani's group would levy taxes. Revenue from this illicit trade (to which America turned a blind eye) helped finance the construction of hundreds of new schools, roads and hospitals in KDP-held territory, as well as a fledgling Kurdish army and local police force.

But once Turkey had captured Abdullah Ocalan, the Kurdish rebel chief, in 1999 and he had called off his 15-year insurgency, Mr Barzani ceased to be useful. Instead, he came to be perceived as a threat, not least because he began mending fences with Mr Ocalan's group. In a bid to curb the KDP's influence Turkey banned the flow of Iraqi oil. It has also been courting Mr Talabani, while arming and training militia drawn from an ethnic Turkic minority known as the the Turcomens, which is based in Mr Barzani's territory. The Iraqi Kurds are misguided, say Turkish officials, in thinking that their support is as important to America as Turkey's. "If the Kurds are naive enough to believe that they are in the same league as Turkey, that only proves that they have not learnt from history," says one stern official.

The Iraqi Kurds have not forgotten a rather more recent bit of history. Memories of how America failed to protect them from Iraq's army after encouraging them to rebel against Mr Hussein at the end of the Gulf war is etched in their minds. This, their leaders say, is precisely why they want watertight guarantees of protection in return for their support. And these guarantees, says Safeen Dizayee, a prominent KDP official, "include protection not just against Iraq but against all foreign forces that would destabilise the region."

* * * *

Aziz says Kurdish plans for Iraqi "federal constitution" are "nonsense"

AFP 2 October 2002

Iraqi Deputy Prime Minister Tareq Aziz on Wednesday dismissed as "nonsense" proposals by Kurdish groups in the north of the country for recognition of their autonomous enclave within the framework of an Iraqi "federal republic".

"It's nonsense what they are doing...There is a constitution in Iraq and it is up to the Iraqi people to draw a constitution if necessary," Aziz told a press conference here after official talks with Turkish officials. "We are waiting for them to come to their senses and to cooperate with the Iraqi administration," he added. The two main Kurdish factions running northern Iraq last week drew up two draft constitutions which they will submit to their regional parliament which is due to convene Friday for the first time in six years. The draft constitutional plans were worked out by representatives of Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK), two previously warring factions which have recently sought unite and spearhead Iraqi opposition groups. Draft proposals envisage a future federation made up of an Arab region and a Kurdish region.

Much of northern Iraq, which has been outside Baghdad's control since the 1991 Gulf War, currently enjoys protection afforded by a US and British-enforced "no fly" zone. The Kurdish proposals have also attracted criticism from Turkey which is concerned that the KDP and the PUK could move towards independence if the United States ousts the Baghdad regime. Turkey says a Kurdish state on its doorstep would be unacceptable and fears such a move could rekindle a Kurdish rebellion in its southeastern region.

* * * *

Message from Colin Powell to joint Kurdistan National Assembly session

Brayati October 5, 2002

I congratulate you on this joint historic meeting. You have a long and sometimes difficult way to reach this stage where both of you meet together in the hall of your regional assembly. I know that you are committed to establishing security, prosperity and freedom for all the Iraqi people in your region or in other areas of Iraq.

Establishing a representative government is not easy, because it needs work and sacrifice. This historic session of the assembly proves that you have sacrificed a lot and carried out your tasks until you reached this stage. As a negotiation body, the road ahead is difficult because you want a better future for your people, your area, your region and for Iraq in general.

I support you and encourage you to continue on this path with the same spirit of responsibility, unity and forgiveness that brought you here today. I'm glad that you are against injustice and terrorism. I'm glad that you share our vision of the future of a democratic, pluralistic and united Iraq with its territorial integrity intact and a government that respects the rule

of law and the rights of all Iraqi citizens. May your example spread so that one day all Iraqi people, united and free can finally have the liberty and prosperity they so richly deserve.

Colin Powell United States Secretary of State 4 October 02.

* * * *

Northern Iraq From Ankara's Viewpoint

Turkish Daily News October 10, 2002 by Mete Belovacikli

Ankara has set up a special agenda for itself in the aftermath of Kurdish groups' parliamentary activities in northern Iraq.

For days, top officials of the state have been reviewing the developments and discussing game plans. Ankara's general stance is already clear. This stance can be summarized as follows: "Territorial integrity of Iraq should be preserved; Kurdish groups should not be allowed to set up an independent state in northern Iraq; every ethnic group, including most notably the Turkomans, should be granted representation right in a democratic Iraq."

Hidden in details of this general stance are intense and careful efforts. That the Turkish military presence in the region is now openly mentioned by Turkish officials; that there are efforts to deal with a possible refugee flow within Iraqi borders and finally that preparations to that effect have already started suggest that the Turkish presence in the region will be a lasting one for a while.

And inside the Prime Minister's Office, where all these developments have been taking place, authorities are recently working on a special topic. This topic consists of a new constitution draft that foresees a federal administration for Iraq...

Well, indeed this draft has not yet taken a final shape. Kurdish groups decided that the time was not opportune for issuing a parliamentary approval to finalize this draft. But they did produce a draft in the final analysis. Prime Minister's Office has asked for information and documents on this matter from the Foreign Ministry. Officials of the Prime Ministry and Foreign Ministry have now finished their analysis and interpretation of the draft constitution.

It is possible to summarize Ankara's initial analyses: "First of all, this is a draft and not a final text. Yet, even in this preliminary form, this document is unacceptable." Why?

Because in Ankara's view, this draft virtually destroys Iraq. It grants almost no authority to the central authority. It simply ignores Baghdad. It grants those authorities to northern Iraq, which it denotes as a federate state, that go far beyond the status of a federate state. The status it describes for northern Iraq is close to that of an independent state. Under this draft, there is to be a federal president to whom the authority to deal with security matters is transferred. And the security matters that this president will be authorized to deal with will cover not only domestic but also foreign ones. That implies, in a sense, a standing army. Assyrians and Turkomans are granted certain minority rights.

In addition, Turkish officials stipulate that federation is a matter of domestic law and that it could be established through necessary changes to a country's constitution. In this sense, they argue, that such changes could be carried out in Baghdad, not in Arbil. The draft constitution of Kurdish leaders Mesud Barzani and Jalal Talabani, on the other hand, aims at a confederation between two states, rather than a federation in true sense. Such an interpretation assumes that the Kurdish groups' draft ignores Baghdad and destroys the entity called Iraq.

What if the draft is given parliamentary approval without any change? The answer is quite clear: "Turkey cannot accept it. This draft is not a text acceptable to Turkey. Because it makes reference to Sevres Treaty, which is nothing but a mere part of history. In this sense, it reveals certain intentions that Turkey cannot accept. Turkey will not allow a fait accompli in the region. Turkish authorities have made these points clear several times, telling the Kurdish groups not to overstep the mark. Ankara has been carefully following developments." What if they actually overstep the mark? Or what if Turkey sees developments as tantamount to overstepping of the mark? That means a state of war!

What is more, one needs to take this state of war as a development independent from a possible U.S. operation on Iraq. Irrespective of whether the United States gets what it wants in Iraq... Irrespective of whether Saddam Hussein remains in office...

Developments in northern Iraq will be considered on a totally separate basis and a stance will be taken accordingly.

* * * *

Iraq Invasion Poses Kurdish Dilemma

TIME Azadeh Moaveni takes the temperature of Iraq's long-suffering Kurds Oct. 04, 2002

Bush administration officials have said that if disarming Iraq requires a war, its happiest consequence would be the liberation of the Iraqi people from Saddam's tyranny. But millions of Iraqis have already been liberated from Saddam - the Kurds of northern Iraq who achieved a de facto autonomy from Baghdad after the Gulf War in 1991, and proceeded to build a thriving modern Kurdish society that makes them the envy of their put-upon Kurdish cousins in Turkey, Syria and Iran. But a new U.S.-Iraq showdown threatens to end that sunny interlude: The irony of the Iraqi Kurdish condition is that as long as Saddam remains in power in Baghdad, the Kurds have international backing to live in as a de facto state of their own. But once he's gone, the U.S. and its allies insist that the Kurdish enclave rejoin a post-Saddam Iraq. None of the neighboring allies on whose support Washington depends for Saddam's ouster is willing to see Iraq dismembered, with resistance strongest from those states with their own restive Kurdish minorities - Iran, Syria and, most importantly, Turkey. There may also be some Kurdish skepticism of a new war because of the bitter memories of 1991, when the first Bush administration urged Kurds to rise in rebellion, and then allowed them to be slaughtered by Saddam's armies. But staying out of the war is not an option for the Kurds, whose best hopes of protecting their autonomy in a post-Saddam regime may lie in taking an active role in his ouster. So, the onset of war brings Iraq's Kurds to an historic crossroads, and that has fostered an unusual unity of purpose among rival political factions whose differences have long been exploited by Saddam Hussein.

TIME's Azadeh Moaveni was in the Iraqi Kurd capital of Erbil for a session of parliament last week, and discussed the experience with TIME.com.

TIME.com: How's the atmosphere in Erbil as Kurds contemplate the showdown between Washington and Baghdad?

Azadeh Moaveni: I find it baffling. People obviously express concern over the possibility that they may soon find themselves in the middle of a war, but they're resigned to it. There's no frenetic anxiety, and nobody's behaving in ways you might expect from the residents of a city five miles from Iraq's frontline, which could easily come under attack by Saddam. They're going about their business as usual, and nobody appears to be hoarding food and medicine. Erbil, a stronghold of the Kurdistan Democratic Party of Masoud Barzani, is a relatively conservative city when compared with the more vibrant Sulaimaniya, stronghold of the Patriotic Union of Kurdistan led by Jalal Talabani, which is full of new businesses and restaurants and internet cafes. (The Barzani and Talabani factions have previously fought bloody turf battles, although these days they work together in the region's parliament.)

TIME.com: Barzani has been less enthusiastic than his rival over U.S. plans to topple Saddam...

AM: Publicly, he's being more cautious, more diplomatic than Talabani, who has pledged wholehearted support. Barzani is playing a more calculating game, because he wants definite assurances from the U.S. that his people will be defended before jumps on the bandwagon. But if there's an invasion, he's definitely willing to cooperate. Also, the two finally seem to be serious about putting aside their differences for the greater interests of Iraqi Kurds. They've traditionally always gone through phases of fighting and then making up, there's a real belief here now that they're serious about working together, because the stakes are so much higher than ever. They're dead certain that there's going to be a war, and they believe the only way to get the borders and the federal rights they want is to speak with a single voice. Also, Barzani said today that the U.S. has vowed to protect Kurds if Iraqi forces attack up in the north.

TIME.com: So life has been good for Iraqi Kurds since 1991?

AM: Relatively speaking. They've enjoyed a fair degree of autonomy from Baghdad, and there's a large UN humanitarian infrastructure that has very effectively administered money from the oil-for-food program to fund development. So there's a lot of construction and new business activity - you can see that more clearly in Sulaimaniya, which is livelier than Erbil. There's also a lot more Kurdish-language media now, and Kurds are allowed to study in their own language rather than being forced to speak Arabic, as they were under Saddam. Over the decade you've seen the emergence of a new generation of Kurds in Iraq that has no memory of what it was like to live under Saddam's control.

TIME.com: How does that spectacle of Kurdish autonomy and cultural assertiveness play in Turkey?

AM: The Turks don't believe the Iraqi Kurds' insistence that they don't want a state, only autonomy and cultural rights in a federal Iraq. Turkey fears that those demands are a prelude to a push for full independence. Obviously, even if that's something they'd ultimately prefer, it's not something the Kurds can actually say, because they need U.S. support. And the U.S. won't get the crucial support of Turkey if the outcome of a war would be Kurdish independence in Iraq. So even when asked privately about independence, Kurdish leaders will simply say "It's not in our interests to even talk about that right

now." But it's sensitive, because in their heart of hearts, many Kurds would prefer to live in their own state rather than to be a minority in a post-Saddam Iraq. There is a strong sense of solidarity with Kurds in neighboring countries, but they're very careful about links with any separatist groupings because they don't want to provoke the Turks.

But there's also a flip-side, in the form of the ethnic Turcoman minority in northern Iraq, who have their own political parties in Iraqi Kurdistan but have a troubled relationship with the Kurds. Many Kurds see the Turcomans as a proxy for Turkey. The Turcomans themselves feel like a minority without a place in this big Kurdish fraternity, and they look to the Turks for support. I met with the leader of the Turcoman party, who said frankly that if the Turcomans are in jeopardy, they expect Turkey to come in and help them - which sounds like creating a pretext for Turkey to intervene. In the Kurds' idea of their autonomous region in a future Iraqi federation, they include Kirkuk and part of Mosul, but Turkey may be reluctant to endorse those.

TIME.com: Some Iraq war scenarios had the Kurds playing the proxy infantry role that the Northern Alliance played in the U.S. campaign in Afghanistan. How realistic is that?

AM: Well, they're probably keen to play that sort of a role, but they don't have more than 30,000 armed men. And U.S. planners seem to be moving away from giving them that sort of role. They'd love to be trained and armed by the U.S. because that would strengthen their position in the post-Saddam scenario.

TIME.com: What are they expecting Saddam to do once a war starts?

AM: A couple of weeks ago, Iraq suddenly reinforced its forces in the region, moving a large number of tanks right up to the border as a way of intimidating the Kurds. Then, about a week ago, those tanks were pulled back several miles. They were scared their troops would defect. As the likelihood of an invasion grows, people here are expecting plenty of Iraqi defections. But they don't expect Saddam to attack up here. They think he's going to be too busy defending Baghdad.

* * * *

Barzani and Talabani Joint Press Conference

4 October 2002 Iraqi Kurdistan Dispatch (From Brayati, 3 October 2002)

A joint press conference by Barzani and Talabani on ending differences Kurdistan Democratic Party newspaper, Brayati, in Kurdish, on 3 October 2002

Brayati's editorial: In a press conference, held following yesterday's meetings between [Kurdistan Democratic Party, KDP] leader [Mas'ud] Barzani and [Patriotic Union of Kurdistan, PUK, leader] Mam [honorific] Jalal [Talabani] and KDP and PUK political bureaus, leader Barzani and Mam Jalal talked about the outcome of the meetings and latest steps towards peace and confirmed that the Iraqi Kurdistan regional parliament will convene on 4 October 2002. Following is the text of their statement.

Jalal Talabani: On behalf of the Patriotic Union of Kurdistan, once again I express my pleasure for Kak Mas'ud Barzani's visit and comrades from Kurdistan Democratic Party leadership [to Suleimaniya]. It is a source of happiness and honour for the Kurdish people and us because this visit, like previous visits [by KDP officials] leads to the establishment of peace and brotherhood between the PUK and KDP. This time, the visit of Kak Mas'ud gave a more significant impetus to the peace process and to the objectives and intentions for the implementation of all the previous decisions [taken regarding reunification of Iraqi Kurdistan]. I say with satisfaction that the four committees which were set up [after KDP and PUK leaders meeting on 8 September], have successfully completed their work. Both, Kak Mas'ud and I, are satisfied with the work they carried out. Once again, we thank the brothers at the Higher Committee for Peace, who, within the framework of their efforts, laid the ground [for agreement between the two sides].

Kak Mas'ud's visit is a jubilant event, not only for me, but also for all the brothers at PUK leadership [council]. It made all the agreements [between PUK and KDP] be completed, and we, both, are keen and reaffirm our desire to fulfil our people's aspirations within the framework of a federal and democratic Iraq. With the wish of God, we will visit Kak Mas'ud and [KDP] brothers at the Kurdistan parliament, the Kurdistan National Assembly, in Arbil. We will go forwards together, hand in hand, towards fulfilling the objectives.

Mas'ud Barzani: Me too, on behalf of my [KDP] comrades and myself, I do thank Mam Jalal and all the brothers at PUK leadership [council] for welcoming us so warmly. We are very pleased for this occasion to be Mam Jalal's guest in Dukan.

We [KDP and PUK leaders] signed a historical agreement on 8 September. We sent a strong message to the Kurdish people that we are serious in achieving peace and remove all the obstacles in its way. Our visit today is to give more power to this message. Another message to send to Kurdistan people and their friends is that we are very serious in taking measures to serve our people. The meeting of parliament, which is due to be held in the coming days, is a further step [towards reunification]. We want to reassure the Kurdish people that the two sides are seriously working; they have taken steps and will take other steps to remove all the obstacles and to take the best advantage for the Kurdish people of the existing opportunity, and to gain great achievements for our people.

I join my voice to that of my brother Mam Jalal and thank the Higher Committee for Peace, which produced this outcome. We also thank the committees, which were set up after the 8 September agreement, and which carried out their tasks properly, and we are very pleased with the very positive results they produced. We ensure our people that in future, with the wish of God, we will continue to serve them. Thank you.

JOURNALISTS QUESTIONS:

Appeasing neighbours

As PUK and KDP, what are the steps that you have taken towards the neighbouring countries, which have so far not understood the clauses of the agreement [between KDP and PUK]?

Leader Barzani: This agreement aims at removing all the problems between us, and is to reorganize the Kurdish home. As far as our neighbours are concerned, we reaffirm that we want a friendly relation with them and ask for their friendship, and we reaffirm that this agreement is also useful for them, because if unrest occurs here their security would be threatened. We reassure them that this agreement is not, in any way, against them or their interest. On the contrary, we give them guarantee and reassure them that here [Iraqi Kurdistan region] would not become a source of threat to their security. At the same time we ask them to help us to establish peace and democracy in this country. We also ask them not to interfere in our internal affairs, but do the opposite, by helping us to make this experience successful.

Other political parties

What you, as KDP and PUK, would do regarding Kurdistan political parties and sides?

Mam Jalal: As you are aware, it has been decided to submit the draft [constitution] on federalism [in Iraq] and the two sides views on [the future of] Iraq to the Kurdistan political parties, and then after reviewing, to be submitted to the Kurdistan National Assembly. In other words, we respect all the Kurdistan political parties and all the militants in Kurdistan. We work for cooperation and mutual understanding. The KDP and PUK have never intended to monopolize or work for putting others aside. On the contrary, we have been always supportive, and have so far not relented in this field.

Reunification of the two administrations

Your Excellencies, Mam Jalal and Kak Mas'ud, have you taken any step regarding the reunification of the [KDP-led and PUK-led] administrations, particularly some ministries need to be reunified?

Leader Barzani: These steps [that they have been taken] aims at reorganizing the entire [Iraqi] Kurdish home in all the fields. We believe that the key to [settle] all these issues is the [Iraqi Kurdistan regional] parliament's meeting, on which we agreed, and will be held on 4 October, a historical day in our people's history. This is the first step in reorganizing the whole situation.

Have you discussed the return of KDP branches to PUK areas and PUK centres to KDP areas?

Leader Barzani: Of course this has been discussed and decisions have been taken in this regard.

What are the steps taken in unifying the Kurdish political discourse for the forthcoming Iraqi opposition conference? To what extent have you been successful in this field?

Mam Jalal: As Kak Mas'ud said, very important steps have been taken to reorganize the whole situation. One of the four committees which have been set up, was to reunify the Kurdish discourse and in order to speak with neighbours and people using the same discourse, and having the same stance with the Iraqi opposition and the world. I reassure you we are completely agreed on this issue. I reassure you and give the Kurdistan people the good news that thanks to the efforts exerted by Kak Mas'ud and the brothers at KDP and PUK leaderships all the committees could complete very well their tasks. We both congratulate them, and reassure you that all these have been agreed.

Efforts to achieve peace are taking place at a time when KADEK [Congress for Freedom and Democracy in Kurdistan - Former PKK] declared controlling Media region, which according to their statement, comprises some areas in Badinan and Qandil [in Iraqi Kurdistan]. Would this not have impact on the peace process and create complications?

Leader Barzani: We hope that they will learn from their failed experience. Interference in Iraqi Kurdistan internal affairs cannot be accepted at all, and nobody would be allowed [to interfere]. The best thing is that they learn from their own experience.

Mam Jalal: I have the same opinion and support Kak Mas'ud's views.

Iraq's situation is developing rapidly. Has the issue of Peshmarga [Kurdish armed] forces of the two sides been worked out in the field of coordination and resistance?

Mam Jalal: We cannot reveal everything regarding all the domains. But as I said earlier we reached agreement on all the issues, and we have the same stance regarding Iraq's events, regarding the neighbours and the current events and solution for all issues that you and the people of Kurdistan may think of. But as Kak Mas'ud said, everything is step by step, and the key is in the Kurdistan National Assembly, which will convene the day after tomorrow, in a historical day, the anniversary of proclamation of federalism [by Iraqi Kurdistan parliament on 4 October 1992]. Later, steps will be taken gradually. I want to remind you something: Since 8 September, which is a very short time, we have been able to set up four committees and complete their tasks without any delay. This proves that the two leaderships, particularly Kak Mas'ud and I are keen to implement the agreement and both sides have reached the end result that we should push forward the process properly. Be reassured this is the case of all the other issues.

Iraqi Kurdistan National Assembly

Your Excellency, Kak Mas'ud Barzani, I want to ask you a question regarding the Kurdistan National Assembly meeting. Would it be opened with the same previous composition or this would be changed?

Leader Barzani: I do not really understand what you mean, but the parliament will convene with the attendance of its both [KDP and PUK] groups and the lilac list [Christian parties]. We said before, the parliament is Kurdistan parliament.

Mam Jalal: We have also the right of changing the members.

Leader Barzani: Of course.

Mam Jalal: Each group would be represented according to its [party] list. KDP brothers can choose 51 members from their list and we choose 49 from ours.

Leader Barzani: This is up to each side [to choose its members]

What will happen to the resolutions the KDP brothers have issued [the regional parliament passed in KDP-ruled regional capital, Arbil, where the parliament sits] during this period [since 1996]?

Mam Jalal: The resolutions that the KDP brothers have issued there [in KDP region] apply to that region, and what we have issued here [in PUK region], under the form of decrees, apply to this region until the day the two sides agree fully on reunification in all the fields; and this day is not far. Then we discuss and keep what is positive and abolish what is negative.

When is the latest date for doing so?

Mam Jalal: There is no latest date. We cannot settle things in this way. It is not like an exam we tell you on that day you have to pass it, so get ready. This is an important issue for which, as you know, very important steps have been taken and many have been moved far forward. It is very satisfying for the friends and our people that in this short period, four committees could carry out four chief tasks, regarding federalism, normalization, joint stance and discourse, and security issue, which are very important. This is why this unification is feasible, but we cannot precisely say it would be from that date to that date. Have some revolutionary patience.

Agreements

Are all these agreements that you have reached since 8 September through the work of four committees, signed or some of them remain to be settled?

Mam Jalal: All of them have been signed, and all have been endorsed by the two sides, and, with the wish of God, all would be implemented.

Terrorism

Is there any cooperation between the two ruling parties in Iraqi Kurdistan region against Islamic extremist groups?

Leader Barzani: Of course, and it has not been decided now. It was before the current opportunity and [recent] visits between the two sides. We have the same stance and work together against terrorism. Now, this cooperation will certainly increase

* * * *

Turkey, Mindful of Kurds, Fears Spillover if U.S. Invades Iraq

New York Times 3 October 2002 By CRAIG S. SMITH

The traditionally rebellious Kurds of this hardscrabble hill town live hundreds of miles from the Iraq border, but tensions that bristle so obviously here could erupt into fresh violence against the Turkish government if the United States invades Iraq.

At least, that's what the Turkish government contends.

The virtual autonomy enjoyed by Iraqi Kurds - thanks to American and British enforcement of a no-flight zone over northern Iraq - is likely to increase if the government of Saddam Hussein is ousted

Indeed, Iraqi Kurds are asking for a Kurdish administrative district within an Iraqi federation. That, Turkish officials say, would reawaken Kurdish nationalism here, feeding dreams of the same kind of independence for Turkey's estimated 12 million to 20 million Kurds.

"It's already having an effect on the political atmosphere in southeastern Turkey, and that effect will increase," said Umit Ozdag, chairman of the conservative Turkish policy institute Asam. "Kurds are going to ask for the same political framework in Turkey" that the Iraqi Kurds would enjoy in a post-Hussein Iraq. [Turkey's prime minister, Bulent Ecevit, underscored the government's concerns about Kurdish nationalism in an interview published Tuesday in Hurriyet, a Turkish daily. "Many steps have already been taken toward the establishment of a separate state," he said. "Turkey cannot accept this to be taken further."]

Turkey is pressing the Bush administration to restrict the rights and territory granted Iraqi Kurds in any future Iraqi government, arguing, for example, that the country's northern oil fields should be kept out of Kurdish hands. But many Turkish Kurds insist that northern Iraq has nothing to do with the tension here and that Turkey simply wants to avoid giving them full cultural and political rights.

In August, Turkey's Parliament did approve constitutional changes abolishing the death penalty and legalizing private Kurdish-language education and Kurdish-language broadcasts. The hotly debated changes are required to qualify for membership in the European Union, which Turkey would like to join. But the reforms have yet to be carried out, and Kurds complain that their rights are still being denied.

Turkey fought a 15-year civil war against the Kurdistan Workers' Party, which once hoped to establish an independent Kurdistan. Serious fighting stopped three years ago when the party declared a cease-fire and withdrew its battered forces to the Kurdish regions of Iraq. While some Turkish Kurds warn of a new uprising if Turkish oppression continues, many say they are fed up with war and have abandoned the dreams of independence. Encouraged by a birthrate that suggests they could eventually overtake Turks as the country's main ethnic group, Kurds have turned to politics to pursue full rights.

"Kurds in Turkey don't favor separation, nor are they standing with a request for federation in their hand," said Murat Bozlak, former chairman of the recently disbanded Kurdish political party, Hadep, at the party's headquarters in Ankara. "Their only wish is to be given democratic and cultural rights equal to those of every citizen."

But those rights have been slow in coming, in part, some Turks say, because politicians and the ever-powerful military are reluctant to countenance democracy overall. "Of course there's a danger Kurds may want a federal state in Turkey as well, but that's their democratic right," said Dogu Ergil, a political science professor at Ankara University. "The fear isn't of what

Kurds will say, but of democracy itself." Generations of Turkish leaders have sought to force the Kurds' assimilation into the larger Turkish population. For decades, speaking Kurdish was outlawed and Kurds were officially designated "mountain Turks."

Kurds say the repression is the main reason for more than two dozen revolts in the last 80 years. An estimated 30,000 people died in the fighting that erupted in the 1980's after the Kurdistan Workers' Party took up arms and Turkey responded with emergency rule that turned the southeast into a network of army checkpoints.

Even today, with emergency rule - a limited form of martial law - lifted in all but two Kurdish cities, travelers are stopped and checked by soldiers about every 10 miles, and many towns remain off limits to outsiders without government approval. In Tunceli (pronounced toon-JEH-lee), armored personnel carriers still stand sentry on the approach roads and heavily armed soldiers continue to keep watch from hilltop bunkers.

At the last checkpoint before Tunceli - which residents still call Dersim, its Kurdish name - foreigners are required to sign a form stating that they will not stray from the main road. The town itself is an isolated outpost reminiscent of Wild West towns, and the mood is tense.

A former farmer whose village was burned down eight years ago said the town had been brutalized by the military. In 1996, he said, soldiers dragged the body of a 25-year-old man through the streets as a warning to others after the man was caught giving bread to two Kurdish fighters, who were also killed.

"The government is a criminal gang," said a middle-aged man late one night at a table crowded with bottles and cigarette butts in a Tunceli restaurant. "All we want is democracy and to live peacefully with everyone else."

At the local Hadeş office, a party official, Ali Can Unlu, explained that the Kurds felt robbed of rightful control of their town. When the vote was being counted for mayor three years ago, he and other witnesses say, the police cleared the room with three ballot boxes yet to be opened and the Hadeş candidate leading by 100 votes. The Hadeş candidate lost. "If they start to deny language and cultural rights again, people will return to a revolutionary state," Mr. Unlu said.

To some extent, the denial of cultural rights is routine. Berdan Aşun, for example, a fresh-faced lawyer in nearby Ergani, went to record his son's birth at the local registrar nine months ago. But the office refused to accept the name he had chosen for his child, Hejar Pola, which in Kurdish means "valuable steel." The office director, a woman he had known for years, would not give a reason. The authorities regularly reject Kurdish names. Most people do not want trouble, so they choose another. But after being repeatedly rebuffed, Mr. Aşun is preparing to take his case to court. "He has no name yet," said Mr. Aşun as his son played on the family's living room carpet, "but he will."

The subgovernor of nearby Silopi, Unal Cakici, grew visibly angry when asked about the rules on Kurdish names. "If someone applies to me with a name that I don't understand, I will refuse it, too," he said. "Terrorists are trying to use all sorts of methods to create problems and this is one of them." Mr. Cakici said the outside world had failed to appreciate the depth or viciousness of the threat posed by Kurdish separatists.

Although the Kurdish military threat has largely abated, the European Union finally put the Kurdistan Workers' Party on its list of terrorist organizations this year. In the past, the group assassinated officials and killed entire Kurdish families for collaborating with the government.

Political gains by Iraq's Kurds could revive Turkish separatism and renew that threat, Turkish officials say. Turkish Kurds dismiss the government's fears, saying they are dedicated to finding a political solution. Yet in time that could well include a federal Kurdish state in southeastern Turkey, a prospect that sends shudders through governing circles in Ankara.

Kurdish-language programming produced in Belgium and beamed into Turkey on Medya TV, a Paris-based satellite station, refers frequently to Kurdistan, and occasionally shows maps giving the outlines of the idealized Kurdish state covering parts of Turkey, Syria, Iraq and Iran.

The staff in a small office at Hadeş headquarters in Ankara, listening raptly to the programming, said Turkish Kurds recognized that an independent Kurdistan was an impractical dream.

"Personally," said a young hazel-eyed man, "I think it would be better to have a federal system."

* * * *

Kurdes

L'Express a eu l'excellente idée de consacrer des articles à la Semaine des cultures étrangères (voir *L'Express Le Magazine du 19 septembre*). (...) Dans ce dossier, vous avez bien voulu accorder une place à la présence culturelle kurde à Paris. Malheureusement, l'iconographie accompagnant cette présentation manque d'à-propos. La photo prise dans « un centre de musique turque » n'a rien à voir avec les costumes kurdes. (...) Surtout, nous sommes très choqués d'être présentés sous un petit drapeau turc, d'autant plus qu'une bonne partie de notre communauté est originaire d'Irak, de Syrie, d'Iran ou du Caucase, et que les Kurdes originaires de la Turquie ne portent pas dans leur cœur ce drapeau, symbole d'un nationalisme turc virulent dont ils ont fui les persécutions. (...)

Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris.

Arménie

À la suite des propos de la conseillère de presse de l'ambassade de Turquie (voir *L'Express du 12 septembre*). Les allégations portées contre le génocide des Arméniens de 1915 dans un journal français sont des mystifications. Quant à *Ararat*, d'Atom Egoyan, la diaspora française et internationale d'origine arménienne applaudit ce film, qui a su, sans moralisme et sans revendication, poser la question lancinante : « Pourquoi, aujourd'hui encore, la Turquie ne veut-elle pas reconnaître ce génocide ? » Veut-elle annihiler à jamais ces massacres de chrétiens des provinces de Cilicie et d'Anatolie depuis vingt-cinq siècles et ses 2 300 églises, toutes en activité en

1914 ? Craint-elle que l'on revendique ces espaces arméniens ? A-t-elle peur de reconnaître les actes d'abomination qui ont été commis en 1915 et la cause du départ forcé des Arméniens du sol natal ? Plus de respect de la loi de janvier 2001 serait de mise pour un pays candidat à l'Union européenne.

A. Zobouyan, Leucate.

Décidément, le film *Ararat* secoue une nouvelle fois le négationnisme de la Turquie, pour qui le génocide arménien est un sujet tabou. Quelle est cette Turquie qui se dit démocratique, qui abolit la peine de mort, mais continue la négation du génocide arménien de 1915 ? La réaction de l'ambassade de Turquie au film *Ararat*, d'Atom Egoyan, prouve la fermeture d'Ankara, pour-

tant candidate à l'Union européenne. Où est le respect des valeurs européennes... à commencer par le respect de la mémoire du peuple arménien qui a subi le génocide ? La Turquie prouve en fait qu'elle est très loin de l'Europe. Et le génocide arménien est l'une des premières preuves de cet enfermement dans des valeurs antidémocratiques. De nombreux pays ont reconnu le génocide de 1915... Mais pas le principal criminel, la Turquie, héritière de l'Empire ottoman. **Krikor Amirzayan, président de l'association culturelle Arménia, Valence.**

ÉLARGISSEMENT DE L'UE

Amertume de la Turquie après le verdict de la Commission

LE FIGARO MERCREDI 9 OCTOBRE 2002

Istanbul :
de notre correspondant
Eric Biegalá

« La déception du peuple turc sera telle qu'elle influencera inévitablement les autres aspects des relations entre la Turquie et l'Union européenne », avait prévenu le ministre des Affaires étrangères, Sükrü Sina Gürel. L'amertume est de rigueur après la présentation dans la presse du rapport de la Commission de l'UE sur l'élargissement, dont le texte, officiellement publié aujourd'hui, ne propose pas de date à la Turquie pour entamer ses négocia-

tions d'adhésion. L'argument est idéal pour les eurosceptiques turcs, dont l'actuel chef de la diplomatie.

« L'aventure [européenne] est arrivée à terme », titrait le quotidien ultranationaliste *Ortadogu* ce lundi. Et le journal d'expliquer que « les concessions faites ont été vaines » tout en versant quelques larmes de crocodile : « Nous avons cru qu'avec le vote des lois d'adaptation par le Parlement la lumière était au bout du tunnel... Maintenant que cette lumière s'est éteinte, on se demande quelle excuse les cercles proeuropéens vont inventer. » L'extrême droite, à laquelle se rattache *Ortadogu*, est en effet largement antieuro-

péenne et tente de faire annuler les lois d'adaptation jugées trop favorables aux Kurdes.

Obtenir une date précise pour ses négociations d'adhésion est l'objectif prioritaire de la diplomatie turque depuis le début de l'année. Candidate officiellement reconnue comme telle en 1999, Ankara n'a pas encore commencé ses pourparlers, l'UE attendant que le pays soit en adéquation avec les critères dits « de Copenhague » portant sur les libertés fondamentales et le droit des minorités. Le rapport de la Commission, qui provoque tant d'amertume officielle, épingle le pays, pour la troisième année consécutive, sur les chapitres de la torture,

des libertés d'expression, d'association et de religion ainsi que sur le rôle trop important des militaires.

L'objectif d'obtenir un calendrier de négociations s'explique aussi du fait des problèmes supplémentaires auquel devra répondre Ankara une fois l'élargissement commencé. « Davantage de membres [dans l'Union] signifiera un processus de décision plus complexe et probablement davantage d'objections à la Turquie car son intégration réduirait la part des fonds européens allouée à chaque nou-

Bruxelles estime qu'Ankara doit mettre en œuvre davantage de réformes, notamment sur les libertés

veau membre », expliquait hier le *Turkish Daily News*.

Pour Emre Gönen, qui enseigne les aspects politiques et juridiques de l'intégration européenne à l'université Bilgi d'Istanbul, « le rapport de la

Commission est probablement le plus favorable à la Turquie depuis vingt ans. C'est un texte beaucoup plus équilibré que par le passé ». Observateur attentif des relations turco-européennes et proeuropéen convaincu, Emre Gönen n'en mesure que mieux la distance qui sépare Bruxelles d'Ankara : « Côté turc, les manquements sont évidents et, côté européen, il est clair que la Turquie a toujours été un candidat problématique : trop arriéré économiquement, trop vaste, trop musulman », mais il n'entend pas oublier pour

autant le chemin parcouru... « Depuis 1999, les Européens prennent peu à peu conscience qu'il pourrait y avoir un jour une Turquie européenne : c'est déjà beaucoup, avant on ne se posait même pas la question. Quant à la Turquie, elle évolue de manière extrêmement rapide... Le fait de pouvoir organiser un concert de chansons kurdes dans un grand stade public à Istanbul comme samedi dernier était impensable il y a un an. » En 1999, le chanteur Ahmet Kaya s'était fait molester par les journalistes et avait été jugé pour « incitation à la haine » après

avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, vouloir chanter en kurde.

Volontiers perçu en Turquie comme une fin de non-recevoir, le rapport de la Commission européenne ne fait que se défausser sur le sommet de Copenhague. Ce sont les chefs d'Etat et de gouvernement réunis en conclave dans la capitale danoise le 12 décembre prochain qui décideront in fine d'un éventuel calendrier pour la

Turquie. En attendant, l'absence de perspective risque de donner des munitions aux adversaires résolus de l'europanisation du pays.

C'est cet argument que font valoir les ultranationalistes du MHP (Parti de l'action nationaliste, majorité gouvernementale) avant les élections du 3 novembre. C'est également celui des candidats populistes comme l'homme d'affaires Cem Uzan qui réussit une belle percée dans les sondages avec un discours clairement antieuropéen.

La Turquie regrette le refus de la Commission de recommander un calendrier d'adhésion

ANKARA

de notre correspondante

Sauf en Turquie, la publication officielle, mercredi 9 octobre, à Bruxelles, du rapport de la Commission européenne sur l'élargissement de l'Union a suscité généralement des réactions positives dans les treize pays candidats, malgré les critiques, parfois sévères, de la Commission à l'égard de certains d'entre eux, notamment la Pologne.

Les dix pays d'Europe centrale, de la région baltique, plus Chypre et Malte, qui sont susceptibles de rentrer dans l'Union en 2004, en retiennent surtout l'avis favorable de la Commission à deux mois du sommet de Copenhague où les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze doivent clôturer la négociation. Ils ont généralement fait amende honorable pour les manquements qui leur sont reprochés.

La Bulgarie et la Roumanie sont encouragées, quant à elles, par l'objectif de 2007 qui leur est fixé, une perspective somme toute pas trop lointaine, compte tenu des efforts qu'il leur reste à faire pour se haus-

ser au niveau. La seule à être incontestablement déçue par l'avis de la Commission est la Turquie, le treizième larron de l'élargissement, à laquelle les Européens ont toujours fait des promesses, mais qui sont aujourd'hui bien embarrassés à l'heure du choix. Pour Ankara, le refus de la Commission de lui proposer une date pour l'ouverture des négociations d'adhésion est injuste et ne tient pas compte suffisamment des réformes politiques et économiques introduites au cours de l'année écoulée.

Pour le moment, la Turquie réagit cependant avec modération. « Le rapport de la Commission est loin de répondre à nos attentes, a déclaré Mesut Yilmaz, vice-premier ministre chargé des affaires européennes. Mais le rapport ne peut pas faire obstacle au lancement des négociations d'adhésion, car ce lancement est une décision politique qui sera prise à Copenhague. » Le ministre des affaires étrangères Sükrü Sina Gürel a critiqué le document tout en exprimant le vœu « qu'il n'affectera pas la décision politique. Une date pour les négociations doit être décidée

lors du sommet. Rien de moins ne serait acceptable », a déclaré le ministre.

Les violations des droits de l'homme, la mise en application insuffisante des réformes démocratiques figurent parmi les raisons citées par la Commission pour justifier ses recommandations. Ce qui



« Le rapport de la Commission est loin de répondre à nos attentes »

MESUT YILMAZ

ne l'empêche pas de souligner l'importance des réformes entreprises, notamment l'abolition de la peine de mort, votée en août, qui a conduit les tribunaux à commuer officiellement la peine de mort du dirigeant du PKK Abdullah Öcalan en une peine de prison à vie.

La Turquie n'a pas perdu espoir d'obtenir une date précise, ou au moins un signe positif concret, lors du sommet de Copenhague en décembre. Elle dispose du soutien des Etats-Unis et le premier ministre danois Rasmussen, dont le pays préside actuellement l'Union européenne, a souligné que celle-ci n'avait pas fermé la porte à Ankara. Certains y espèrent que les élections législatives du 3 novembre feront pencher la balance : s'il en émerge un gouvernement fort, tourné vers l'Europe et capable d'accélérer le processus de démocratisation, la Turquie pourrait plus facilement convaincre les Européens de sa détermination à adopter les critères d'adhésion et d'appliquer avec rigueur les réformes introduites. Si, en revanche, elle est gouvernée une fois de plus par une coalition fragile et

divisée sur le projet européen, le processus prendrait vraisemblablement du retard.

Les pro-européens craignent pourtant qu'à trois semaines de ces élections le rapport de la Commission ne fasse l'effet d'une douche froide et renforce la position des eurosceptiques, convaincus que l'Europe chrétienne n'acceptera jamais la Turquie musulmane. Le 8 octobre, la Cour constitutionnelle a rejeté une tentative légale du parti d'action nationaliste de bloquer certaines réformes adoptées le 3 août dernier. Ce parti - le seul qui affiche ouvertement sa méfiance à l'égard des Européens - était jusque-là, à en croire les sondages, plutôt en perte de vitesse.

La réaction tempérée de la Turquie face au document publié par la Commission est en soi une indication d'un changement d'atmosphère. Pendant longtemps, la population turque était restée indifférente au projet européen, qui était mal compris et souvent manipulé par les politiciens à leurs propres fins. Mais le désir d'adhérer à l'Union est désormais réel et ressenti par l'homme de la rue, qui souhaite des conditions de vie meilleures. Ce changement est appuyé avec enthousiasme par de nombreuses organisations non gouvernementales, regroupées en un mouvement « Avrupa 2002 ».

La presse, qui joue souvent la carte nationaliste, a également réagi avec sobriété et souligné le fait que la Turquie doit poursuivre ses efforts pour convaincre du sérieux de ses intentions. « Tous à vos postes, titrait, jeudi, le quotidien *Hürriyet*, il reste 64 jours jusqu'à Copenhague. »

Nicole Pope

Washington fait pression sur les Européens

Les Etats-Unis poursuivent un intense lobbying auprès des Européens pour que des promesses soient faites à Ankara sur un calendrier d'adhésion. Réagissant au rapport de la Commission, le porte-parole du département d'Etat américain, Richard Boucher, n'a pas caché, mercredi 9 octobre, que Washington regrettrait qu'un meilleur sort ne soit réservé à la Turquie, l'un des plus proches alliés des Etats-Unis à l'OTAN et un partenaire stratégique en cas de conflit avec l'Irak.

« Nous pensons depuis longtemps que l'avenir de la Turquie est en Europe. Il est dans l'intérêt stratégique des Etats-Unis et de l'Union européenne, de la Turquie et de l'Union européenne, que la Turquie et l'UE construisent une relation la plus étroite possible », a-t-il déclaré. « Nous espérons que des discussions d'adhésion pourront avoir lieu avec la Turquie le plus rapidement possible », a ajouté M. Boucher, en précisant que Washington « continuera d'être en contact » avec l'Union à ce sujet avant le sommet de Copenhague, en décembre, qui doit officialiser l'élargissement. - (AFP.)

Affrontement franco-américain à l'ONU

Luc de Barochez

Isolée en Europe, la France se bat pied à pied au Conseil de sécurité de l'ONU pour brider la liberté d'action américaine en Irak. La diplomatie française refuse de mettre le doigt dans un engrenage qui la placerait à la merci du clan des va-t-en-guerre de l'administration de George W. Bush.

L'enjeu est considérable. Il y va du sort de la population irakienne, condamnée aux pénuries par l'ONU, tant que son dictateur n'aura pas renoncé de façon probante à ses armes de destruction massive. Il y va, aussi, de l'équilibre d'une région qui est un concentré de dynamite, au milieu d'un arc de crise s'étendant du Proche-Orient à l'Asie centrale. Il y va, ensuite, de l'approvisionnement en pétrole à bon marché de nos économies occidentales et du contrôle des principales réserves mondiales d'or noir. Il y va, enfin, de l'ordre du monde, des relations entre États et de l'anarchie qui pourrait s'installer si Washington imposait son nouveau concept de « guerre préventive ».

Le bras de fer franco-américain se poursuit sans faiblir depuis que Jacques Chirac a exposé, le 9 septembre, son approche en deux étapes. Le président de la République a recommandé l'adoption au Conseil de sécurité des Nations unies d'une première résolution, pour sommer l'Irak de coopérer avec les inspecteurs en désarmement de l'ONU. Si Bagdad refusait toujours de se plier à ses obligations internationales, une seconde résolution serait alors soumise au vote pour énoncer les mesures à prendre, y compris une possible opération armée.

Depuis lors, la France suit sa ligne. La Russie s'est largement rangée à ses côtés, la Chine n'en est plus très loin. Paris, avec l'aide cruciale de Londres, a réussi à recentrer le débat sur le désarmement de l'Irak, plutôt que sur un changement de régime à Bagdad.

Tout porte à croire que le dénouement est proche. En un mois, la donne a évolué et les positions se sont décantées. Le pré-

sident Bush a consenti, le 12 septembre, de s'en remettre à l'ONU, au moins pour le moment. L'Irak a admis, le 16 septembre, le principe du retour sur son territoire des inspecteurs en désarmement, qui n'y ont plus accès depuis 1998. Bagdad a levé, le 1^{er} octobre, tout obstacle à la reprise de leur travail, en concluant un accord avec l'ONU sur les modalités de leur mission. Sous la pression de Washington, les inspecteurs ont suspendu leur retour, en attendant un accord au Conseil de sécurité sur une nouvelle résolution qui pourrait rendre leur mandat plus solide.

L'Administration américaine insiste pour inscrire dans le projet de résolution une clause l'autorisant à recourir à la force si l'Irak entravait le travail des inspecteurs. Elle fait valoir que seule une menace maximale peut amener Saddam Hussein à coopérer. La France s'arc-boute sur son refus. Elle exige que la résolution indique explicitement que, en cas de manquement irakien, il reviendrait au Conseil de sécurité d'arrêter les mesures à prendre. Elle estime que l'unité de la communauté internationale est le meilleur moyen de pression sur Bagdad.

La France cherche à donner l'impression qu'elle ne cédera pas sur sa demande de deux étapes. Washington n'a apparemment pas la majorité de neuf voix sur quinze requise au Conseil de sécurité pour faire passer son propre projet. Si les faucons devaient finir par l'emporter dans l'Administration américaine, le désaccord éclaterait à l'ONU. Les États-Unis pourraient alors mettre à exécution leur menace de régler la question par leurs propres moyens, avec les alliés qui voudraient bien les suivre. La communauté internationale se diviserait. A l'exception notable de l'Allemagne, qui s'est mise hors jeu en excluant à l'avance toute participation à une opération armée, la plupart des Européens, Britanniques en tête, s'aligneraient sans doute sur Washington. Au Proche-Orient, les risques de dérapage seraient multipliés. Ce serait le scénario catastrophe.

Si, en revanche, les diplo-

mates français imposaient leur ligne « de synthèse » au Conseil de sécurité et, si l'Irak acceptait la nouvelle résolution, les inspecteurs pourraient alors reve-

nir à Bagdad. La perspective d'une guerre s'éloignerait, au moins pour quelque temps. Une réunion, mardi soir à New York, des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU n'a donné aucun résultat. De nouvelles consultations devraient avoir lieu aujourd'hui à New York. « *Nous sommes sur le fil du rasoir* », résume un diplomate.

Hier soir, lors d'une conversation téléphonique avec Jacques Chirac, George W. Bush a à nouveau insisté pour que toute résolution de l'ONU spécifie les conséquences pour Bagdad du non respect de la volonté de la communauté internationale.

Pas à pas, les discussions progressent sur la définition d'un mandat plus sévère pour les inspecteurs de l'ONU. La France a accepté, dans une certaine mesure, de durcir les conditions d'inspection des sites présidentiels irakiens. En revanche, aucun accord n'a pu être dégagé sur les demandes américaines d'accompagnement des inspecteurs par des gardes armés, ni sur la revendication de Washington de prérogatives particulières pour les diplomates des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Selon l'ONU, l'Irak aurait accepté une autre exigence américaine, visant à permettre aux inspecteurs d'exfiltrer des témoins clés hors d'Irak pour les interroger. Une chose au moins est acquise : la résolution, si elle finit par voir le jour, aura été l'un des exercices diplomatiques les plus compliqués de l'histoire récente.

LE FIGARO JEUDI 10 OCTOBRE 2002

Bush aides split on calls for a provisional regime in Iraq

By James Dao and Eric Schmitt

The New York Times

WASHINGTON: The Bush administration is considering plans to create a provisional government for Iraq that could provide a base for opposition to President Saddam Hussein and form the core of a new government if Saddam is deposed, senior administration officials said.

But the proposal, which is being pushed by several Iraqi exile groups, has received mixed reaction inside the administration. It has strong support among aides to Vice President Dick Cheney and top Pentagon officials, who want to incorporate it into invasion plans. But the State Department and the CIA have been cool to the idea.

One proposal calls for American troops to seize and defend territory inside Iraq where exile groups could set up an interim capital before or during an invasion to topple Saddam. The proponents of the idea contend that creating an alternative government on Iraqi territory would encourage military commanders and government officials

to break with Saddam during the initial phases of an attack. That, they contend, could hasten the collapse of the Baghdad government.

"It's like the role of the French resistance during World War II," an Iraqi opposition leader said. "The United States stood up De Gaulle, gave him a PR role, gave him credibility, and helped establish a government the French people could rally around."

But senior officials in the State Department and CIA oppose the idea. They maintain that the administration should encourage a homegrown leadership, not impose one. Creating a provisional government would give the exile groups a head start in controlling the country's oil wealth, causing bitter resentment and perhaps even civil war, they contend.

"The idea of a provisional central government is just a power grab, as far as I can see," said a person involved in State Department planning for a post-Saddam government.

The differences over a provisional government exemplify a rift on Iraq policy that has bedeviled the administration of President George W. Bush for

months and disrupted planning for reconstructing Iraq if Saddam is deposed, Iraq specialists and exile leaders say.

Hawks close to the Pentagon blame the disruptions on the State Department, asserting that the agency has been slow to plan for a post-Saddam government because it dislikes the exile groups, particularly the Iraqi National Congress.

But State Department officials contend that it has been difficult to plan for a new government because it has not been clear — and is still not clear, they say — how Saddam may be deposed. Planning for all those contingencies is complex and has only recently begun, the officials said.

"In the end, it's not going to be a made-in-Washington blueprint," the senior official said. "Will we parachute in our government-in-exile and say, 'Here are your new rulers,'" the official asked. "Let's be realistic. People who are inside Iraq are going to decide Iraq's future."

An alternative to the provisional government plan circulating in the State Department calls for creating an interim council representing Iraqis from both inside and outside the country that could

help guide reconstruction. But under that plan, the central government — and particularly the oil industry — would be administered by the United Nations and the U.S. military until a democratic government was created, a process that could take years, officials said.

"Oil is key to holding the country together," said a person involved in planning for a post-Saddam Iraq.

To encourage planning by the Iraqi opposition, the State Department has begun bringing together Iraqi political leaders and intellectuals to develop position papers on a range of topics, including democratic institutions, the judiciary, the media, water and agriculture, oil, health care, education and public finance.

But many Iraqi opposition leaders deride the effort as an academic exercise. Washington should be helping to organize and preparing to recognize a provisional government that can take power the moment Baghdad falls, they contend. They want the administration to endorse a provisional government before a conference of opposition groups that may take place in Brussels this month.

The Pentagon has been developing its own plans for Iraq following an invasion. They include maintaining a large multinational army in Iraq for at least a year to track down and eliminate Iraq's clandestine weapons programs, ensure stability and deal with potential problems in providing assistance to civilians.

In northern Iraq, military forces would probably protect the oil fields around Kirkuk and Mosul to prevent rival groups from trying to seize them. The largest foreign presence would likely be in the central part of the country around Baghdad, Saddam's power base. In addition to military security forces, thousands of military civil affairs specialists, familiar with the linguistic and cultural differences within Iraq, would probably be deployed throughout the country, officials said.

As Congress pushed toward a vote on a resolution authorizing military action in Iraq, two of the Senate's most outspoken critics of the Bush administration's Iraq policy — both prominent Vietnam War veterans — announced for the first time their support for allowing the use of force.

In back-to-back speeches Wednesday, Senators John Kerry, Democrat of Massachusetts, and Chuck Hagel, Republican of Nebraska, said they had come to their decisions after the administration agreed to pursue diplomatic solutions and work with the United Nations to forestall a possible invasion.

"I will vote yes," said Kerry, a possible presidential candidate in 2004, "because on the question of how best to hold Saddam Hussein accountable, the administration, including the president, recognizes that war must be our last option to address this threat, not the first, and that we should be acting in concert with allies around the globe to make the world's case against Saddam Hussein."

Hagel said the administration should not interpret his support as an endorsement of the use of preemptive force to press ideological disagreements.

"Actions in Iraq must come in the context of an American-led, multilateral approach to disarmament," he said, "not as the first case for a new American doctrine involving the pre-emptive use of force."

The New York Times

Friday, October 11, 2002

Bush et le « piège » saoudien

« LES AMÉRICAINS n'ont pas le droit de faire ça ! Tout ce qui les intéresse, c'est le pétrole. Ils nous ont trahis aussi. On a vu le résultat ! » Dans sa retraite parisienne, l'ancien colonel du deuxième bureau iranien ne décolère pas. La croisade anti-Saddam de Bush junior évoque pour lui de cuisants souvenirs. En 1978, la révolution iranienne, assure-t-il, a été orchestrée en sous-main par ses homologues américains à seule fin de remplacer le chah par un homme lige. Motif ? Le pétrole, déjà. Les contrats de partage de production conclus avec les compagnies internationales arrivaient à échéance en 1979 : après cette date, l'Iran devenait seul maître de ses réserves. C'est ce que le chah avait voulu. Pour cela, il devait partir...

Cette thèse, pour le moins contestée, voire paranoïaque, fait sourire les historiens. Mais pas les milieux pétroliers, pour qui elle est familière et terrifiante. Car quelles qu'aient été les arrière-pensées ou les erreurs des Américains, la suite est connue : prise de pouvoir de Khomeiny, second choc pétrolier, guerre, récession mondiale et radicalisation de l'islam... Ce scénario catastrophe peut-il se répéter ? Curieusement, les professionnels du pétrole ne sont pas loin de partager les appréhensions du vieux colonel iranien.

LA PROIE POUR L'OMBRE

« Cette guerre est ombragée par le pétrole, c'est sûr. Mais lequel, pourquoi, comment ? Bush est en train de tout chambouler sans savoir où il va », dit un expert. L'idée que les Etats-Unis, en attaquant Bagdad, cherchent à faire main basse sur son or noir afin de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'Arabie saoudite ; patrie d'Oussama Ben Laden et des terroristes du 11 septembre, fait tiquer les spécialistes. D'un point de vue économique, cela revient de fait à lâcher la proie pour l'ombre. Car, quel que soit le critère retenu, l'Irak ne peut en aucun cas « remplacer » l'Arabie saoudite, véritable « grenier » à pétrole du monde, tout au plus pourrait-il, à terme, contrebalancer son influence, mais à un prix tel qu'on peut s'interroger.

Les réserves irakiennes sont moitié moins grosses, les champs totalement enclavés, les accès à la mer (donc au marché) limités et contingents. Surtout, Bagdad ne pourra jamais jouer le rôle-clé de producteur d'équilibre qui a permis aux Saoudiens depuis vingt ans de maintenir tant bien que mal les cours du brut autour du prix cible de 25 dollars le baril - prix idéal pour les producteurs texans... Comme l'a rappelé récemment le ministre saoudien du pétrole, cette position a un coût

énorme : elle suppose en effet de conserver en permanence un important volant de capacité inutilisée - donc d'investir pour garder du pétrole « sous le pied ». Riyad est aujourd'hui le seul pays au monde à pouvoir augmenter sa production de moitié pratiquement dans l'instant et répondre ainsi à n'importe quelle rupture d'approvisionnement ou sursaut de la demande.

Les Irakiens n'en ont ni le potentiel ni les moyens, et ils ne sont pas près de les avoir. Depuis vingt ans, leurs équipements se sont tellement dégradés que, simplement pour produire à plein régime (3,5 millions de barils/jour environ), deux ou trois ans de travaux seront nécessaires. Pour porter l'extraction jusqu'à 5 ou 6 millions suggérés par l'administration américaine, il faudra encore quelques années (nécessaires entre autres à la construction de nouveaux oléoducs) et des sommes qui donnent le tournis. Quant à égaler les capacités saoudiennes (12 millions dont 8 utilisés), inutile d'y songer.

De surcroît, la mise en coupe réglée du pétrole irakien par les compagnies américaines n'ira pas sans difficulté. Elle suppose d'imposer un pouvoir à la botte mais « démocratique », donc avec l'appui de la population, et aussi de soumettre la technocratie irakienne du pétrole, fort patriote, laquelle a développé des liens avec les Français, les Russes, et les Chinois, tous trois membres du Conseil de sécurité, qui n'ont aucune raison de se laisser supplanter sans mot dire...

En face de ce gain pour le moins incertain, les risques d'une guerre sont énormes, le principal étant de déstabiliser l'Arabie saoudite, coincée entre ses engagements pro-occidentaux et une population travaillée par la propagande islamiste et anti-américaine. Les dirigeants saoudiens ont tout à perdre dans cette aventure : leurs alliés du Golfe (Koweït, Qatar), des tankers, des terminaux ou des puits, et, au pire, leur pouvoir. Ce, au moment même où on aura le plus besoin d'eux pour empêcher les cours du brut de s'envoler, donnant un coup fatal à l'économie mondiale. Les Américains ne peuvent l'ignorer.

Pourquoi passent-ils outre ? Les séquelles du 11 septembre 2001 justifient une tension avec l'Arabie saoudite. Pas le renversement historique d'une alliance qui remonte à 1945, et dont l'industrie et les finances américaines ont été si largement bénéficiaires. En bonne logique, les Etats-Unis devraient plutôt aider les dirigeants saoudiens à combattre leurs extrémistes internes. Au contraire, on assiste à une escalade sournoise, qui, de malen-

tendus en « fuites » organisées, empoisonne chaque jour un peu plus les relations entre les deux anciens alliés.

LE COUP DU CHAH

« Les Saoudiens sont totalement désorientés », assure un dirigeant d'une compagnie. Et de plus en plus méfiants, car en réalité la dégradation a commencé avant le 11 septembre 2001. Et elle n'a qu'une explication logique : le pétrole. « Ils craignent que les Américains ne leur refassent le coup du chah en 1978 », explique le même dirigeant ; en clair que l'objectif réel des Etats-Unis soit, non pas d'aller chercher en Irak d'improbables eldorados, mais bien de reconquérir par la force le contrôle des réserves et des puits que la « saoudisation » leur a fait perdre au fil des années.

Il est loin le temps où Exxon, Mobil, Chevron et Texaco pilotaient l'Aramco, la compagnie nationale. L'expropriation s'est faite sans éclat, au prix de négociations interminables. Mais, depuis 1990, les majors n'ont plus aucun intérêt dans les champs saoudiens. L'état-major de l'Aramco ne compte plus un seul Américain et les compagnies achètent leur brut au même prix que les autres. Bref, les Etats-Unis se sont fait « sortir » en douceur du grenier à pétrole. Pis, ils menacent désormais de s'y voir supplanter... par les Européens.

Le prince Abdallah, qui dirige le pays depuis la maladie du roi Fahd, a en effet lancé, il y a quatre ans, un nouveau round de négociations avec les compagnies internationales. Le projet consiste à mettre en exploitation du gaz, contenu dans le sous-sol de trois zones inexploitées, et de le transformer afin de stimuler l'économie locale et de créer des emplois. Des investissements gigantesques - 25 milliards de dollars - qui, sitôt annoncés, ont mis en ébullition tous les états-majors. Il s'agissait ni plus ni moins de reprendre pied en Arabie saoudite, avec l'arrière-pensée qu'après le gaz pourrait venir du pétrole... Suivant d'après luttes, trois consortiums ont été présélectionnés, au printemps 2001, deux étant pilotés par les majors (Exxon-Mobil), le troisième par des européens (Shell et Totalfina).

Les Américains, gouvernement en tête, raconte un négociateur, ont exercé des pressions « féroces » pour emporter l'affaire, tentant de faire modifier les conditions fixées par les Saoudiens - relativement peu favorables aux compagnies. Sans succès visible. Le second projet est au point mort et le premier achoppe toujours sur la rentabilité espérée (Exxon voulant, à défaut de la propriété des réserves, un retour

sur investissement d'au moins 18 %). En définitive, seul le projet piloté par les Européens semblait avancer jusqu'à ces derniers jours. Ce serait évidemment un revers cuisant pour les majors américaines : pour la première fois des « étrangers » mettraient un pied dans « leurs » plates-bandes...

Cette bataille d'intérêts n'explique pas tout. Mais elle est, assurent les témoins, à l'origine du refroidissement des relations entre les deux pays, et ce plusieurs mois avant le 11 septembre 2001. Jusqu'où l'escalade peut-elle se poursuivre ? Les Etats-Unis sont-ils prêts, comme le redoutent les dirigeants saoudiens, à leur « faire le coup du chah », c'est-à-dire à jouer la déstabilisation pour mettre en place un gouvernement « démocratique » à leur dévotion ? Au risque de récupérer à la place un ayatollah ou un Ben Laden ? Cherchent-ils à provoquer une révolution de palais afin de propulser un prince comme Sultan, ministre de la défense, réputé pro-américain, à la place d'Abdallah, le nationaliste ? Ou ces grandes manœuvres ne sont-elles qu'une étape du bras de fer pétrolier qui oppose Riyad et Washington ? Pour cynique qu'elle soit, cette dernière hypothèse serait, somme toute, la plus rassurante. Car les Saoudiens depuis 1945, ont toujours cédé.

Véronique Maurus

Le Monde

VENDREDI 11 OCTOBRE 2002

Et si l'arsenal de Saddam Hussein n'était qu'un prétexte...

IRAK

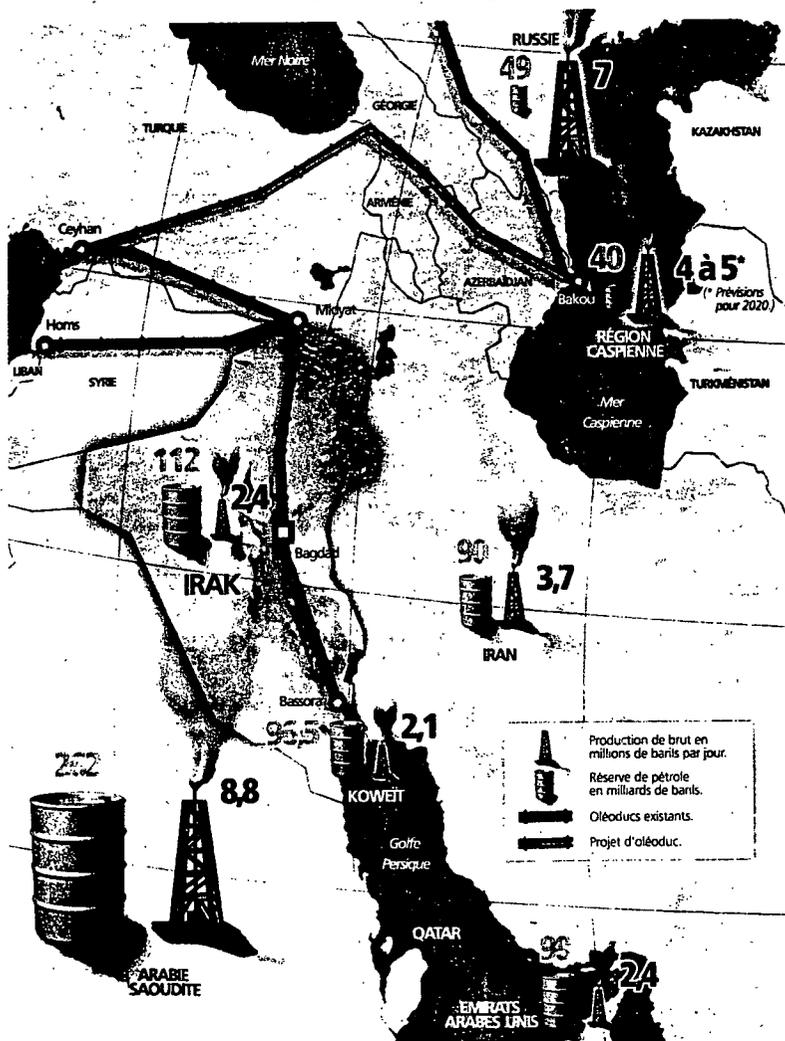
UNE GUERRE POUR L'OR NOIR ?

Est-ce pour éliminer les armes de destruction massive de Saddam Hussein, pour renverser son régime tyrannique ou pour s'emparer des réserves de pétrole de l'Irak que les Etats-Unis veulent faire la guerre à Bagdad ?

L'affaire est entendue : l'intervention militaire contre l'Irak que réclame et prépare George W. Bush sent le pétrole. Car la plupart des spécialistes en conviennent : la raison invoquée par Washington – les armes de destruction massive détenues par Saddam Hussein constitueraient une menace pour l'équilibre de la région – n'est pas une explication suffisante. D'autant que le but de guerre proclamé par le président américain n'est pas seulement la destruction de ces armes mais aussi le renversement du régime de Bagdad.

L'Irak, on le sait, a du pétrole. Beaucoup de pétrole : les deuxièmes réserves du monde. Et son or noir est aussi l'un des moins coûteux à extraire et à exploiter, ce que ne manquent pas de rappeler les Irakiens, qui dénoncent les intentions cachées de Washington. « Les Etats-Unis ont l'objectif stratégique d'étendre leur hégémonie sur les richesses mondiales et se croient capables de contrôler la manne pétrolière dans le monde », affirme le ministre irakien du Pétrole. « Les Etats-Unis croient que, s'ils parviennent à contrôler le brut du Proche-Orient, ils seront capables de contrôler le monde entier », accuse de son côté le dictateur irakien. Bref, l'Irak serait la victime du néo-impérialisme de Washington.

Cette théorie du « complot pétrolier » n'est pas partagée par tous les spécialistes du dossier. Ceux qui la rejettent invoquent notamment les risques liés aux opérations militaires et la déstabilisation du marché de l'or noir, qui pourraient nuire in fine à la sécurité énergétique des Etats-Unis. La course au pétrole est-elle l'une des causes de la crise irakienne ? « Le Nouvel Observateur » a demandé à deux experts aux avis opposés, Pierre Terzian et Pierre Noël, de répondre à cette question et d'exposer leurs arguments.



OUI

PIERRE TERZIAN DIRECTEUR DE « PÉTROSTRATÉGIES »

Objectif : ne plus dépendre des Saoudiens

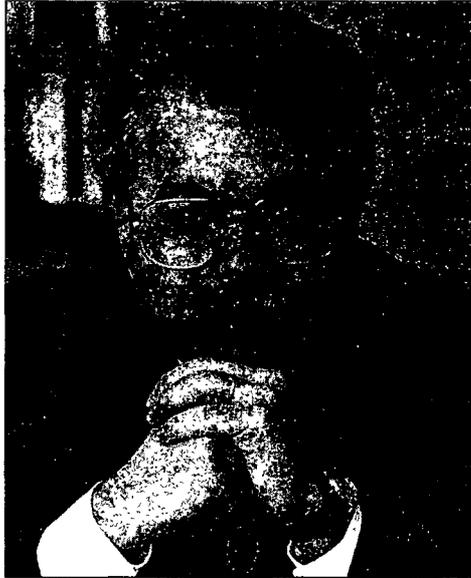
Si les Américains s'installent en Irak, ils contrôleront une région extraordinairement riche en gisements pétroliers, qui s'étend du golfe Persique à l'Asie centrale...

Le Nouvel Observateur. – *Le contrôle du pétrole est-il l'une des causes de la volonté américaine d'intervenir en Irak ?*

Pierre Terzian. – Même si elle n'est sans doute ni la principale ni la seule, c'est certainement une motivation importante. Elle entre dans une stratégie mondiale de Washington, qui veut augmenter les sources de « pétrole ami », diversifier ses sources d'approvisionnement. Car aujourd'hui les Etats-Unis ne se font plus beaucoup d'illusions sur leurs capacités à augmenter leur propre production d'énergie. Pourtant, ce thème avait été l'un des points clés de la campagne de George Bush, qui avait lancé la préparation d'un plan énergie. Mais ce « plan Cheney » est dans l'impasse au Congrès. L'équipe Bush en a tiré les conclusions et met maintenant l'accent sur l'international.

N. O. – *Pourquoi l'Irak ?*

P. Terzian. – En s'installant en Irak, les Américains contrôleraient les deuxièmes réserves



mondiales, mais aussi un pays qui a été traditionnellement favorable à un prix élevé du pétrole. Avec un régime « ami » à Bagdad, Washington encouragerait une hausse de la production, une baisse des prix. En six à sept ans, si des investissements rapides et massifs y sont consacrés, l'Irak pourrait doubler sa capacité actuelle de production, passant de 3 millions de barils/jour à 6 millions. En outre, si les Américains prennent pied puis s'installent en Irak, ils contrôleront une région extraordi-

Directeur de « Pétrostratégies », lettre hebdomadaire d'information et d'analyses sur l'énergie, **Pierre Terzian**, 54 ans, est diplômé en économie du pétrole de l'université de Paris. Chargé d'études pour le Commissariat au Plan et le ministère des Finances, conseiller du gouvernement arménien pour les questions énergétiques, il est notamment l'auteur d'une histoire de l'Opep.

NON

PIERRE NOËL CHERCHEUR À L'IFRI

L'Amérique n'a aucun besoin de cette guerre

S'il s'agissait simplement d'ouvrir des marchés aux pétroliers américains, la levée des sanctions sur l'Iran et la Libye serait plus économique et moins risquée

Le Nouvel Observateur. – *Les Etats-Unis cherchent-ils à prendre le contrôle des ressources pétrolières de l'Irak ?*

Pierre Noël. – Non. Les conséquences pétrolières d'une guerre en Irak, à court terme comme à plus long terme, sont très incertaines. Et même dans l'hypothèse la plus favorable sur le plan militaire, les implications pétrolières ne seraient pas nécessairement conformes aux intérêts américains.

N. O. – *Pourquoi écarterez-vous cette thèse ?*

P. Noël. – L'entrée des compagnies pétrolières américaines en Irak représenterait sans doute un enjeu industriel important pour ces entreprises, mais en soi elle ne changerait rien à la situation énergétique des Etats-Unis. Et s'il s'agit simplement d'ouvrir des marchés aux compagnies pétrolières, la levée des sanctions unilatérales sur l'Iran et la Libye serait beaucoup plus économique et beaucoup moins risquée. Notons que les pétroliers (y compris l'actuel vice-



président Richard Cheney lorsqu'il était chez Halliburton) cherchent depuis six ans à faire lever ces sanctions imposées par le Congrès en 1996, sans aucun succès.

N. O. – *Pourquoi l'Irak n'est-il pas un enjeu énergétique pour Washington ?*

P. Noël. – Le Moyen-Orient couvre 10% de la consommation pétrolière des Etats-Unis, soit 4% de leur consommation énergétique totale. Cela est vrai depuis trente ans et le sera encore dans vingt ans. La part du golfe Persique dans l'offre pétrolière mondiale est aujourd'hui la

Politologue et économiste, **Pierre Noël**, 30 ans, chercheur au Centre français sur les Etats-Unis à l'Institut français des Relations internationales (Ifri), est spécialiste des questions pétrolières et de la politique énergétique des Etats-Unis, à laquelle il a consacré sa thèse à l'Institut d'Economie et de Politique de l'Energie de l'université de Grenoble.

OUI

nairement importante. Ils seraient sur le flanc ouest de l'Irak, déjà encerclé par des bases

américaines en Afghanistan et en Asie centrale, près de l'Arabie Saoudite et du Golfe, proches du Caucase et des frontières de la Russie. A partir de là, les Américains pourraient contrôler beaucoup de brut, pas seulement le pétrole irakien.

N. O. - *En contrôlant l'or noir d'Irak, les Américains veulent-ils ne plus être les otages d'un régime saoudien maître du prix du pétrole ?*

P. Terzian. - Grâce à l'Irak, mais aussi avec l'aide de la Russie, les Américains auraient en effet un moyen de pression sur les Saoudiens. En faisant pression sur l'Arabie Saoudite, les Américains veulent amener le régime de Riyad à être plus coopératif, peut-être dans la lutte contre le terrorisme, mais surtout au sein de l'Opep (1). Les Américains veulent surtout réduire leur dépendance à l'égard de l'Arabie Saoudite en encourageant des productions concurrentes. C'est leur objectif ultime.

N. O. - *Les Etats-Unis veulent-ils tuer l'Opep ou seulement l'affaiblir ?*

P. Terzian. - Même les Etats-Unis, qui veulent un pétrole à 20 dollars, ont besoin de l'Opep. Sans l'Opep, le prix du baril tomberait à 8 dollars. Les Américains chercheraient alors un instrument pour réguler le marché. Car à ce

Les Américains veulent surtout réduire leur dépendance à l'égard de l'Arabie Saoudite.

prix les puits américains ne seraient plus rentables, et la dépendance des Etats-Unis à l'égard du pétrole importé bondirait de 50% à 75%. Washington ne veut pas détruire l'Opep : juste mieux la contrôler.

N. O. - *Mais en mettant le pétrole irakien à bas prix sur le marché, les Etats-Unis risqueraient-ils de rendre non rentables les autres sources d'approvisionnement et de menacer leur sécurité énergétique ?*

P. Terzian. - Aujourd'hui, la nouvelle administration, qui au début de son mandat paraissait favorable à des prix relativement élevés (vers les 25 dollars le baril), demande ouverte-

ment un brut à 20 dollars. Elle pense qu'un prix réduit de l'énergie serait une bonne chose pour son économie, de plus en plus importatrice de pétrole. C'est une approche à courte vue, car si le pétrole baisse, l'autre objectif de la politique américaine - c'est-à-dire une augmentation de la production mondiale de pétrole là où c'est possible et en particulier dans des pays amis des Etats-Unis - pourrait, à moyen terme et sûrement à long terme, être menacé. Car la plupart de ses autres sources (Russie, Caspienne, Afrique) sont coûteuses. Il y a une contradiction, un effet boomerang à long terme.

N. O. - *Cette guerre ne risque-t-elle pas de provoquer une interruption des livraisons en provenance du Moyen-Orient ?*

P. Terzian. - Ce risque est inexistant. Il n'existait déjà pas en 1991, quand certains se demandaient si les Irakiens n'allaient pas bombarder les ports d'exportation, notamment en Arabie Saoudite. Dans les heures qui ont suivi l'attaque de 1991, tout le monde s'est rendu compte que c'était de l'intox, que les Irakiens n'avaient aucune capacité à menacer les exportations des autres pays. Et le cours du pétrole a chuté de 10 dollars dans la journée ! Comment l'Irak, aujourd'hui à genoux, pourrait-il exercer une telle menace ? ■

*Propos recueillis par Jean-Baptiste Naudet
(1) Organisation des Pays exportateurs de Pétrole.*

NON

même qu'il y a trente ans : 27%. Et le contenu en pétrole d'un dollar de PIB américain a chuté de 50%

en vingt ans. L'idée que les Américains font la guerre pour sécuriser leur accès au pétrole du Moyen-Orient n'est pas sérieuse.

En revanche, les risques de cette guerre sont très sérieux. Un enlèvement du conflit, impliquant une déstabilisation des pays voisins, pourrait être catastrophique sur le plan pétrolier. Si l'on perdait tout ou partie de la production saoudienne pendant plusieurs mois, il y aurait un véritable choc pétrolier avec des conséquences majeures pour l'économie mondiale. Les pays de l'OCDE pourraient s'enfoncer dans la récession. Un tel scénario coûterait très cher politiquement à George Bush, à deux ans de la fin de son premier mandat. En 1993, deux ans après que la guerre du Golfe eut fait entrer l'économie américaine en récession, son père a perdu l'élection présidentielle.

N. O. - *Mais si tout se passe bien...*

P. Noël. - Imaginons une victoire militaire facile, l'installation sans heurts d'un nouveau régime au sein d'un Proche-Orient stable. Les conditions seraient réunies pour une augmentation rapide des capacités de production irakiennes. Certains évoquent leur doublement en quatre à cinq ans, grâce à des investissements massifs des compagnies pétrolières transnationales. Je pense que ce scénario est incompatible avec le maintien de l'équilibre actuel du marché pétrolier. On irait vers une « course aux capaci-

tés de production » au Moyen-Orient, car les Saoudiens n'accepteraient probablement pas de perdre massivement des parts de marché au profit de l'Irak. Or ils ont les moyens techniques et financiers de développer leurs capacités de production. Le résultat probable serait une baisse durable du prix du pétrole à moyen terme.

N. O. - *En quoi est-ce un problème pour les Etats-Unis ?*

P. Noël. - Une chute durable des prix du pétrole entraînerait un coup de frein sévère sur les investissements en Caspienne, en Russie, en Afrique, en Amérique latine, l'accélération du déclin de l'exploitation en mer du Nord, la plongée de la production intérieure américaine et l'envolée des importations des Etats-Unis. On assisterait alors à une reconcentration de

Un enlèvement du conflit pourrait être catastrophique sur le plan pétrolier.

l'offre mondiale sur le golfe Persique, après vingt-cinq ans de forte diversification. La sécurité énergétique du monde, et d'abord des Etats-Unis, serait diminuée et non renforcée par une montée en puissance rapide du Moyen-Orient. Par ailleurs, une baisse durable des prix du pétrole serait très préjudiciable à l'industrie pétrolière américaine, qui est un soutien politique important de l'administration Bush.

N. O. - *En installant à Bagdad un régime « ami » qui augmenterait rapidement sa capacité de production, les Etats-Unis priveraient-ils aussi l'Arabie Saoudite - régime dont ils se méfient de plus en plus - de la domination du marché pétrolier...*

P. Noël. - C'est ce que j'entends, mais cela ne tient pas. Tout dépend du développement de la production irakienne. S'il est limité, ou très lent, la situation de l'Arabie Saoudite sur le marché et au sein de l'Opep serait grosso modo inchangée. S'il est rapide et massif, les Saoudiens joueront la concurrence, et le résultat sera la disparition de l'Opep et de tout contrôle du marché pétrolier. L'idée que les Américains, à la faveur de la guerre, pourraient substituer l'Irak à l'Arabie Saoudite comme acteur dominant du marché pétrolier me paraît totalement infondée. En ce qui concerne les grands équilibres pétroliers, je crois que le mieux que puisse espérer le gouvernement américain d'une guerre contre Saddam Hussein, c'est une forme de statu quo. C'est pourquoi je pense que le pétrole n'est pas un motif de ce conflit. ■

*Propos recueillis par René Backmann
et Jean-Baptiste Naudet*

Bagdad, année zéro

Washington se flatte de pouvoir établir une démocratie en Irak. Mais l'histoire de ce pays laisse entrevoir un après-Saddam très incertain.

THE NEW YORK TIMES
New York

Quand je pense au plan du président Bush pour se débarrasser de Saddam Hussein et établir une démocratie en Irak, une question me vient sans cesse à l'esprit : est-ce l'Irak qui est à l'image de son dirigeant ou bien l'inverse ? Plus précisément, l'Irak est-il une dictature totalitaire aux mains d'un homme dur et cruel parce que le pays est une sorte de Yougoslavie arabe – un Etat artificiel et fondamentalement tribal, établi par les Britanniques, et peuplé de chiïtes au sud, de Kurdes au nord et de sunnites au centre – où les vieilles rivalités ethniques ne peuvent être traitées que par un personnage comme Saddam Hussein ?

Ou bien l'Irak constitue-t-il aujourd'hui une véritable nation ? Une nation dont le peuple, talentueux et cultivé, formera une démocratie fédérale une fois le gouvernement musclé de Saddam Hussein remplacé par un régime plus éclairé.

La réponse est cruciale, car une invasion de l'Irak impliquerait que les Etats-Unis se chargent de reconstruire le pays. Si nous envahissons l'Irak, nous en prenons possession. Et, si nous en prenons possession, nous devons le reconstruire. Comme la tâche est colossale, nous devons comprendre avec quels matériaux nous serons amenés à travailler.

Un rapide survol de l'histoire de l'Irak avant l'arrivée de Saddam Hussein peut être instructif à cet égard. La situation n'avait rien d'idyllique. C'était une saga d'intrigues, d'assassinats et de

coups d'Etat incessants perpétrés par les différents groupes ethniques et politiques rassemblés par les Britanniques à l'intérieur des frontières irakiennes. En juillet 1958, le roi Fayçal II est abattu dans la cour de son palais par un groupe de militaires dirigés par le général Abd al-Karim Kassem et le colonel Abd al-Salem Aref. Quelques mois plus tard, Kassem évince Aref, jugé trop proche des nationalistes arabes, favorables à l'union avec l'Egypte de Nasser. Vers la même époque, le jeune Saddam participe à une tentative manquée d'assassinat contre Kassem. En 1959, ce dernier exécute lui-même un grand nombre de nationalistes irakiens à Mossoul. En 1963, Aref rentre d'exil et abat Kassem. Quelque temps plus tard, avec des radicaux du parti Baas, il fait sauvagement assassiner et torturer des milliers de communistes dans tout le pays. Il gouverne jusqu'en 1966, date à laquelle il trouve la mort dans un accident d'hélicoptère. Son frère lui succède, mais son gouvernement est renversé en 1968 par Saddam Hussein et son clan du village de Tikrit. C'est alors que Saddam commence à envoyer ses opposants dans la prison Qasr al-Nahiya, le "palais de la dernière heure". Depuis 1958, tous les régimes militaires de Bagdad dominés par les sunnites ont commencé par entretenir de bonnes relations avec les Kurdes du nord du pays et fini par les combattre.

Le problème, dans le cas de l'Irak, est qu'il faut partir de zéro. Le pays est riche en ressources naturelles et son peuple est relativement instruit, mais il est dépourvu des bases de la société civile ou de l'Etat de droit qui nous ont permis, dans l'Allemagne et le Japon

en ruines, de construire rapidement une démocratie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le dernier dirigeant irakien favorable à l'Etat de droit a sans doute été Hammourabi, le roi qui a fondé l'empire de Babylone au XVIII^e siècle avant notre ère. Une fois Saddam Hussein parti, on peut donc s'attendre à un vide du pouvoir et à un regain des vendettas meurtrières et des tensions ethniques entre les Kurdes, les sunnites et les chiïtes.

Ce n'est certes pas une raison pour ne pas chasser Saddam Hussein. Mais c'en est une pour préparer le peuple américain à un processus de reconstruction long et coûteux et pour s'assurer le soutien du plus grand nombre possible de pays alliés. On ne peut éviter l'opération d'édification, car, pour s'emparer des armes de destruction massive irakiennes, il faut démanteler le régime, puis le reconstruire.

L'inquiétant, avec l'équipe Bush, c'est qu'elle semble beaucoup plus habile à détruire qu'à construire. Pour édifier une nation, il faut être doté d'un certain optimisme naïf. Je crains que le gouvernement Bush ne soit trop cynique pour cela.

Un ami irakien bien informé m'a dit être convaincu que, le lendemain d'une invasion américaine, nos troupes seraient bien accueillies par le peuple irakien et que le régime ne tarderait pas à tomber. Mais c'est le surlendemain que nous devons préparer. Dans le meilleur des cas, un homme fort "sympathique" sortira des rangs de l'armée irakienne pour présider la transition vers un régime démocratique, tandis que les Etats-Unis se contenteront de lui apporter leur soutien. Dans la pire éventualité, l'Irak sera entièrement détruit et se désintègrera entre nos mains, avec toutes les tensions internes qui le minent, en particulier celles qui opposent de longue date la minorité sunnite au pouvoir et la majorité chiïte mécontente. Dans ce cas, George Bush devra devenir l'homme fort de l'Irak – la main de fer qui préservera l'unité du pays, redistribuera progressivement les richesses pétrolières et supervisera une transition beaucoup plus longue vers la démocratie.

Selon mon ami irakien, celui qui se targue de connaître le scénario qui va se produire ne connaît pas l'Irak.

Thomas Friedman

Dans le Sud, le scénario du chaos

THE NEW YORK TIMES
New York

Vengeance des chiïtes contre les représentants de Saddam Hussein, montée en puissance de l'Iran : les conséquences d'une intervention américaine seront difficilement contrôlables.

DE NAJAF (IRAK).

Dès que les soldats américains défilèrent dans les palais de Saddam Hussein, il est fort probable que la cité sainte chiïte de Najaf, à quelque 150 kilomètres au sud de Bagdad, sombre dans une orgie de violences. Les chiïtes, qui représen-

tent 60 % de la population du pays mais n'ont jamais été au pouvoir, déferleront dans les ruelles étroites de la ville. Gardant en mémoire les rumeurs qui couraient sur le marché et qui racontaient comment les séides de Saddam Hussein avaient brûlé la barbe d'une personnalité importante du chiisme local, Mohammed Bakr al-Qadr, puis comment ils avaient violé et tué sa sœur sous ses yeux avant de l'exé-

cuter en lui enfonçant des clous dans le crâne, les rebelles mettront en pièces quiconque sera soupçonné d'être lié au parti Baas.

Dans chaque ville chiite, il faudra s'attendre à des affrontements entre les insurgés et l'armée, à des appels répétés à l'établissement d'une théocratie à l'iranienne et peut-être à une véritable guerre civile. Ces derniers jours, je me suis rendu dans ces villes chiites, Karbala, Najaf, Bassorah. Sur les marchés, la tension est palpable.

Alors quoi, après Saddam le déluge* ? C'est précisément ce qui s'est passé à la fin de la guerre du Golfe, en 1991. Le pouvoir central commençant à vaciller, les chiites se révoltèrent à Bassorah et le soulèvement s'étendit rapidement. Ici, à Najaf, les rebelles jetèrent par les fenêtres les représentants du parti Baas qui finirent déchiétés par la foule. Les émeutiers violèrent et assassinèrent des enfants devant leurs parents. Deux semaines plus tard, tandis que les forces américaines restaient l'arme au pied, la répression de Saddam Hussein fut tout aussi brutale,

les rebelles furent pendus aux réverbères ou traînés derrière les chars. Nassim Jawad, un joaillier de 40 ans, se souvient : "Ils [les rebelles] ont brûlé les supermarchés, détruit les laboratoires, les écoles, les hôpitaux." Il défend prudemment la thèse officielle qui veut que la rébellion ait été déclenchée par des provocateurs iraniens et qu'elle ne puisse plus se reproduire aujourd'hui, mais je suis convaincu du contraire.

A Bassorah, j'ai demandé à un haut responsable du parti s'il ne craignait pas que sa famille et lui soient pris à partie par la foule en colère. Il m'a opposé des protestations si véhémentes que je n'ai pu m'empêcher de me dire que cette seule idée devait souvent le priver de sommeil. Si les Etats-Unis imposent la démocratie en Irak, cela reviendra à arracher le pouvoir aux 17 % de sunnites qui contrôlent l'armée et l'administration pour le confier aux 60 % de chiites-avec comme résultat une influence accrue de l'Iran. C'est ici, à Najaf, que l'ayatollah Khomeyni a vécu treize ans en exil. Les

conservateurs iraniens doivent saliver à l'idée que les Etats-Unis engendrent en toute naïveté un Irak chiite, ce qui permettrait aux deux pays de mettre en commun leurs ressources nucléaires et de fabriquer la bombe ensemble.

Certes, on peut aussi envisager des scénarios moins sombres. L'Irak s'enorgueillit d'un taux d'alphabétisation de 95 % et abrite une classe moyenne laïque qui pourrait éventuellement servir de terreau à une démocratie qui, à son tour, jouerait un rôle de modèle pour le monde arabe. Donc, c'est très bien de croire en la démocratie, mais il faut aussi se préparer au risque d'une guerre civile. Si nous envahissons l'Irak, faisons-le en toute connaissance de cause. Le défi le plus épineux auquel nous sommes confrontés n'est pas de renverser Saddam Hussein, mais de gérer pendant les dix ans qui suivront le bouleversement qu'aura déclenché sa chute.

Nicholas D. Kristof

* En français dans le texte.

V U D'ISRAËL

Un Irak fédéral et démocratique ?

Dans une tonalité inhabituelle, le grand journal populaire israélien envisage un avenir démocratique pour l'Irak et recommande d'y parvenir par la concertation.

Dans quelques mois, le régime de Saddam Hussein entrera vraisemblablement dans l'Histoire. Il appartient dès lors aux Arabes et aux Américains de décider à quoi devra ressembler le nouvel Irak. Crucial, son avenir ne peut être laissé aux seuls aléas de la guerre, quel qu'en soit le coût humain. Il ne s'agit pas ici du seul avenir de l'Irak, mais aussi de celui des autres régimes totalitaires du Moyen-Orient. Une démocratie irakienne devrait idéalement servir de modèle à toute la région.

Le régime irakien est connu pour être particulièrement barbare, une barbarie qui repose entre autres sur la structure démographique du pays. Les Britanniques avaient, au début du xx^e siècle, décidé de confier à la minorité arabe sunnite le contrôle et la répression des deux grandes communautés qui constituent la majorité du pays : les Arabes chiites et les Kurdes. Dans cette logique, les sunnites se débarrassèrent ensuite rapidement de deux minorités confessionnelles : les chrétiens assyriens, massacrés en masse dans les années 30, et les juifs, contraints à l'exode au début des années 50. A ce jour, sunnites, chiites et Kurdes n'ont jamais fait l'expérience concrète d'un projet politique commun, et il est dès lors difficile de parler d'une identité

nationale irakienne. Ce n'est pas une raison pour que les Etats-Unis ne tentent pas l'expérience inédite d'un régime irakien fondé sur la démocratie. Cette expérience devrait être concertée avec de nouveaux dirigeants irakiens, et surtout pas imposée sous la forme d'un diktat néocolonial.

Il faut certes tenir compte de l'environnement géographique de l'Irak et des inquiétudes qu'ont les Etats voisins. Toutefois, il serait impensable de maintenir un système fondé sur le pouvoir exclusif de la minorité sunnite. Prôner la restauration de la monarchie sunnite hachémite (renversée en 1958), est hors de propos. Il faut donc envisager sérieusement le scénario d'un système fédéral fondé sur la reconnaissance de trois communautés ethno-confessionnelles constitutives. Ce dont l'Irak a besoin, c'est d'un régime parlementaire et d'un gouvernement représentatifs, et non plus d'une dictature monarchique ou républicaine.

Les deux dirigeants kurdes d'Irak, Massoud Barzani et Jalal Talabani, ont déjà fait savoir qu'ils accueilleraient favorablement une réforme de l'Irak sur le mode fédéral, garantissant ainsi la sauvegarde des frontières politiques du pays. Si les intentions d'une direction chiite décapitée sont moins claires, il y a toutefois lieu de supposer que les Arabes chiites préféreront se consolider un statut en Irak plutôt qu'envisager une annexion de facto à l'Iran voisin, certes chiite, mais pas arabe. Les sunnites seront évidemment les perdants politiques de cette

redistribution des cartes, mais peut-être comprendront-ils qu'ils ne peuvent plus s'imposer par la seule force du glaive.

Il est permis de douter de la capacité de l'opposition irakienne en exil à imprimer un tel changement. Elle est trop divisée, vit depuis trop longtemps en exil et est considérée par beaucoup comme un instrument au service d'intérêts étrangers. L'expérience et la logique indiquent plutôt que, en cas d'attaque américaine, nombre d'officiers irakiens rendront les armes ou se soumettront aux chefs de la guérilla kurde, tandis que les dirigeants chiites sortiront du bois lorsqu'ils sentiront vaciller le régime tyrannique de Saddam Hussein.

Dans une région qui n'a jamais connue la démocratie, une réforme de cette ampleur ne s'instituera peut-être pas du jour au lendemain, mais il faut tenter d'en jeter les bases. Un nouvel Irak, démocratisé et réconcilié avec l'Occident, pourrait servir de modèle à tous les Etats arabes. Il ne faudrait même pas exclure que ce nouvel Irak noue des relations normales avec Israël, tant le trinôme jordano-irako-israélien semble constituer un ensemble géopolitique naturel. De l'Empire babylonien à nos jours, cette région a toujours été un pôle mondial, régional et arabe. Il n'y a donc aucune raison pour qu'une nouvelle civilisation ne puisse pas naître et fournir un nouvel espoir aux peuples arabes.

Guy Bekhor, Aharonot, Tel Aviv

Représente-t-il une menace pour la paix ? Dispose-t-il d'armes de destruction massive, et est-il prêt à les employer ? Quels sont ses liens avec le terrorisme ? Mais aussi, quelle est la vraie personnalité de ce despote aux allures de père tranquille ? Comment tient-il son pays ? Que sait-on de sa vie privée, de sa fortune ? Quelle est sa popularité en Irak et dans le monde arabe ? **Tout sur l'homme que l'Amérique s'est juré d'abattre**

LE VRAI

Saddam

● par Saïd Aburish

Un tyran si timide

« Saddam Hussein est un grand timide. Il est peu à l'aise avec les autres. Il a une poignée de main molle, presque efféminée. En tête à tête, il évite toujours le regard de son interlocuteur.

En public, il parle mal. A la différence de Nasser, l'autre grand leader arabe du XX^e siècle, ce n'est pas un orateur enflammé. Il a une voix fluette qui fait rire les Irakiens. Saddam est aussi un homme terriblement violent, et en cela il est un pur produit de l'Irak. Dans le monde arabe, les Irakiens sont réputés pour leurs terrifiants accès de brutalité. Cela peut s'expliquer par la tension extrême créée par la



Né en 1935 à Bethany, près de Jérusalem, **Saïd Aburish** est un journaliste et écrivain palestinien naturalisé américain. Il est considéré comme

l'un des meilleurs spécialistes de l'Irak et du Moyen-Orient. A la fin des années 1970, il était consultant et a travaillé à Bagdad. Depuis, il a publié de nombreux livres, dont une biographie de Saddam Hussein : « Saddam Hussein, the Politics of Revenge », Bloomsbury, 2000, 400 p.

présence dans ce pays de 23 millions d'habitants de plusieurs peuples et de plusieurs religions (Kurdes, Arabes, sunnites, chiites, chrétiens...).

Saddam (prénom rare signifiant « le fonceur », « le bagarreur ») croit en cette maxime irakienne dont la traduction pourrait être : « Si tu tues un homme, tue aussi tous ceux qui pourront parler de ce crime », c'est-à-dire sa famille, ses amis, sa tribu... Il y croit et il l'applique. Saddam a assassiné plusieurs personnes de ses propres mains. Dans les années 1960, quand il n'était encore qu'un gros bras du parti Baas, il a exécuté lui-même bon nombre d'opposants. Parvenu au sommet du pouvoir, il a continué. Il a abattu le ministre de la Santé

d'une balle dans la tête, et ce en plein conseil des ministres. Sa brutalité est sans limite : quand on a essayé de l'assassiner, en 1982, la ville où s'est déroulé l'attentat, Dujail, a été rasée et son nom effacé des cartes d'Irak.

De ses origines très pauvres Saddam garde un étrange fétichisme : les chaussures. Jusqu'à l'âge de 10 ans, il marchait pieds nus. Aujourd'hui, il a des dizaines de paires de chaussures italiennes magnifiques. C'est, semble-t-il, le seul luxe personnel qu'il s'accorde - outre les cigares cubains que Castro lui envoie régulièrement.

A la différence de beaucoup d'autocrates, Saddam n'a pas, semble-t-il, une vie sexuelle débridée. On ne lui connaît pas d'aventures de courte durée. Il a eu quelques histoires extra-conjugales longues et stables, en particulier avec la femme du président d'Iraki Airways, dont il fera sa seconde épouse et avec laquelle il aura son troisième fils, Ali. Comme cette femme est blonde, la première épouse de Saddam, Sajida, qui est très brune, s'est fait décolorer les cheveux...

Etrangement, Saddam, qui a fait très peu d'études (et très tard), et qui vient d'un village misérable où il n'y avait ni électricité ni eau courante, est aussi un fou de technologie. Ce fils de Bédouin sédentarisé, très attaché à sa tribu et à ses codes ancestraux, a envoyé un

missile dans l'espace et a presque réussi à fabriquer une bombe atomique. Saddam vit donc en permanence dans cette sorte de schizophrénie « sociologique ». Cela explique, sans doute, nombre de ses comportements.

Mais, bien entendu, la psychologie profonde de ce tyran demeure un mystère. Pour mieux la

comprendre, des psychiatres devraient analyser plusieurs épisodes de sa vie. Ainsi, quand il s'est autoproclamé président, en 1979, il a fait exécuter un tiers des membres du Conseil de Commandement de la Révolution et 21 chefs du parti Baas, tous opposés à sa prise de pouvoir. Parmi les suppliciés, il y avait son ami le plus proche, Adnan Hamdani. Après le meurtre de Hamdani, Saddam s'est enfermé dans un de ses palais. Il en est sorti au bout de deux jours, les yeux rouges de larmes, et a demandé à être conduit auprès de la veuve de sa victime, son « ami » Hamdani. Plusieurs personnes ont alors assisté à une scène incroyable : Saddam, assis au côté de cette pauvre femme, lui disant : « *Il faut comprendre : Adnan était comme mon frère, mais il devait mourir.* »

Un autre épisode éclaire étrangement sa psychologie. Au début des années 1960, alors qu'il faisait le tour des prisons (il était chargé d'interroger puis éventuellement de tuer les opposants), il s'est arrêté devant une cellule, a désigné un homme dépenaillé, à l'air misérable, et a ordonné qu'on lui donne des habits propres, un peu d'argent et qu'on le libère sur-le-champ. Des années plus tard, cet homme, réfugié en Israël (il était juif), a ouvert un journal et a vu une photo de Saddam adolescent. Il s'est exclamé : « *Je comprends enfin pourquoi il m'a relâché : Saddam était ce petit vendeur de* »



Koussai Saddam Hussein

A 36 ans, le fils cadet de Saddam est aussi son dauphin. S'il arrivait malheur au raïs, c'est lui qui serait appelé à le remplacer.



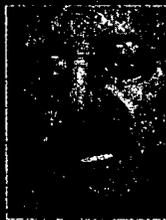
Izzat Ibrahim al-Dori

Compagnon de longue date du président irakien, il co-dirige le Conseil de Commandement de la Révolution. Sa fille a été mariée à Oudai Saddam Hussein.



Taha Yassin Ramadan

Originaire de Mossoul, ce fondateur de « l'armée du peuple », une des formations paramilitaires du régime, est vice-président de la République depuis 1991.



Najib Sabri al-Hawithi

Ministre des Affaires étrangères. Comme tous les ministres, il ne dépend que de Saddam. Il n'a aucune latitude et peut être révoqué à tout instant.



Tarek Aziz

Vice-Premier ministre, porte-parole du régime, chrétien chaldéen de la région de Mossoul tente depuis vingt ans de donner un visage avenant au régime de Saddam.

Les hommes du raïs Saddam Hussein



Ali Hassan al-Majid

Le cousin de Saddam répond au doux surnom d'« Ali le chimique », car il a participé à la campagne de déportation Al-Anfal au cours de laquelle l'arme chimique a été utilisée.

cigarettes auquel je donnais toujours un pourboire ! » Saddam, ce tortionnaire, ce bourreau, est donc aussi capable parfois de compassion. Voilà bien un cas pour les psychiatres, n'est-ce pas ?

Staline, son modèle

Staline est le héros, le modèle de Saddam, cela ne fait aucun doute. Il a étudié sa vie et son œuvre. Dans ses palais, il a des centaines de livres sur le « Petit Père des peuples ». Plusieurs personnes qui l'ont connu au début de sa carrière m'ont raconté qu'il disait souvent à ses camarades du parti Baas : « *Quand j'aurai pris le pouvoir, je ferai de l'Irak un Etat stalinien.* »

Dans la vie et l'irrésistible ascension de ces deux dictateurs hors du commun, il y a de singulières ressemblances. Comme Staline, Saddam a été élevé dans la misère. Comme Staline, il a fait très peu d'études et a longtemps été tenu à l'écart par les leaders du parti, qui étaient pour la plupart des intellectuels. Comme Staline, il était un rural : à la différence de ses collègues du parti, il ne connaissait rien à la ville. Pour compenser son ignorance, il a dû travailler comme un forcené. Staline aussi.

Ce n'est pas tout. Comme Staline, Saddam hait l'armée, mais il s'est autopromu général puis maréchal. Comme Staline, il a fait carrière grâce aux services secrets, les seuls organes de l'Etat auxquels il fasse confiance. De même, Saddam a eu son Lénine, dans l'ombre duquel il a grandi : le général Bakr, président de l'Irak de 1968 à 1979. Comme Lénine, Bakr a voulu, au bout de quelques années, se séparer de son dauphin, dont il se méfiait. Il était trop tard : comme Staline, Saddam avait petit à petit pris toutes les rênes du pouvoir. Et c'est lui qui renversera son tuteur en juillet 1979. Puis il tiendra parole : il mettra en place un régime totalitaire.

Le culte du Grand Oncle Saddam

Comme Staline, Saddam instaure, dès sa prise de pouvoir, un culte extrême de la personnalité. Il n'en a jamais existé de tel dans le monde arabe. Des millions de posters du nouveau président sont imprimés et collés un peu partout. Des panneaux géants à son effigie envahissent les villes et les villages. Saddam est représenté en Bédouin, en costume kurde, en touriste, en militaire, et même en habit tyro-

lien... Le Grand Oncle, comme il se fait appeler, est partout : sur des montres, des tableaux, des décorations d'appartements, sur les pierres de palais, à la une de tous les quotidiens, au début de chaque journal télévisé... Toutes sortes de bâtiments, d'édifices publics, de rues, de stades portent son nom. Des poèmes, des chansons, des livres sont écrits à sa gloire. Ses écrits et ses dires sont devenus vérités d'Évangile. Une blague circule à Bagdad. A l'école, un élève demande si les éléphants peuvent voler. « *Ta question est absurde* », lui répond l'institutrice. Le gamin insiste : « *Mais notre*

Ce Kamel a en effet un frère, qui épousera une fille du maître de Bagdad. Les deux frères feront défection en 1995 et révéleront aux Américains l'étendue du programme d'armement bactériologique de l'Irak. Saddam leur ayant promis sa clémence, ils accepteront, quelques mois plus tard, de rentrer à Bagdad, où ils seront, bien entendu, exécutés.

Aujourd'hui, le culte de la personnalité de Saddam Hussein a atteint un degré quasiment religieux. On le voit à la télévision : lorsqu'il reçoit ses ministres ou les membres du Conseil de la Révolution, ceux-ci ne l'embrassent plus sur la joue, mais sur les deux côtés de sa poitrine. Un tel hommage n'est rendu qu'aux hommes révéérés comme des saints... Pour affirmer sa grandeur, il exige aussi que l'on sorte de son bureau en reculant et en baissant la tête.

Son obsession de l'assassinat

De sa vie au jour le jour on connaît peu de choses. Cet homme de 65 ans, traqué, isolé, vit dans la peur constante d'être assassiné. Les personnes qui savent où il se trouve se comptent sur les doigts d'une main : ses deux premiers fils, Koussaï et Oudaï, son secrétaire, Abed Amid Mahmoud, originaire du même village que Saddam, et peut-être un ou deux autres fidèles. Le jour, il change constamment de bunker ; la nuit, il ne dort jamais au même endroit. On lui prépare son dîner dans cinq ou six lieux différents. Il a plusieurs goûteurs, qui s'assurent que la nourriture n'a pas été empoisonnée. Il ne sort jamais sans son gilet pare-balles.

Il a la même manie que le milliardaire Howard Hughes : il se lave les mains chaque fois qu'il a dû serrer la main de quelqu'un ; il craint d'être empoisonné par un produit déposé sur les doigts de son invité...

Afin d'être à la fois omniprésent et caché, Saddam a de nombreux sosies, qui le remplacent lors de diverses cérémonies. Peu de gens sont capables de reconnaître le vrai du faux. La seule façon est de s'approcher suffisamment de l'homme et de regarder son visage pendant un moment : le maître de Bagdad a un tic presque imperceptible sous l'œil droit – un tic qu'il est, à mon avis, impossible d'imiter.

Son obsession sécuritaire empêche Saddam de pratiquer les exercices recommandés par ses médecins. Il souffre gravement du dos, et il



1^{er} octobre : dans une école, préparation au référendum du 15 octobre

leader [Saddam] dit que oui. » La maîtresse regarde autour d'elle, l'air très inquiète, et dit : « *En fait, c'est vrai, ils peuvent voler... mais pas longtemps.* »

Saddam fait écrire sa biographie – totalement mythifiée – en 19 volumes. En 1983, il demande au cinéaste Terence Young (celui des premiers « James Bond ») de réaliser une série télévisée de six heures sur l'histoire de sa participation – en réalité fort modeste – à la tentative d'assassinat du général Kassem [NDLR : le président de l'époque] en 1959. Six heures ! Il est drôle de noter que l'acteur qui joue Saddam Hussein est un certain Saddam Kamel, dont il sera beaucoup question des années plus tard.

y a eu des contacts entre de hauts responsables irakiens et des membres d'Al-Qaida. » Donald Rumsfeld, le ministre de la Défense, a, lui, affirmé qu'un dirigeant de l'organisation de Ben Laden (il a refusé de dire lequel) se serait récemment réfugié à Bagdad et qu'il y avait des preuves, « *en béton* » dit-il, de cette collusion entre Saddam et Al-Qaida. Mais pour l'instant l'administration américaine n'a présenté aucune de ces preuves. Refuse-t-elle de les révéler pour ne pas mettre en danger des sources et des méthodes de renseignement ? Ou bluffe-t-elle ? Mystère.

V. J.



Quel est son arsenal d'armes interdites ?

◆ Peu d'experts doutent de la volonté de Saddam Hussein de reconstituer son gigantesque arsenal d'armes de destruction massive qui a été en grande partie détruit par les inspecteurs de l'ONU dans les années 1990. Toute la question est de savoir où en est son programme clandestin. Le 24 septembre, Londres a rendu publiques les évaluations des services de renseignement britanniques en la matière. Les principales conclusions sont les suivantes : 1) L'Irak continuerait de produire, en grande quantité, des agents chimiques et bactériologiques à usage militaire, et l'état-major aurait des plans d'utilisation de ces armes biochimiques ; celles-ci demeureraient sous le contrôle de Saddam Hussein (et peut-être de son fils Oudai) et pourraient être opérationnelles en 45 minutes. 2) L'Irak disposerait de 20 missiles al-Husseïn d'une portée de 650 kilomètres (capables donc d'atteindre Israël, le centre de la Turquie ou Chypre), avec des têtes chimiques ou bactériologiques. 3) L'Irak, qui a rappelé ses ingénieurs atomistes, serait en mesure de mettre au point une bombe nucléaire en un ou deux ans, si Bagdad parvenait à acquérir de la matière fissile à l'étranger. Même s'ils ne sont pas en désaccord avec les estimations britanniques, beaucoup de pays considèrent que Londres n'a pas apporté là les preuves d'une menace immédiate, justifiant une guerre préventive.

devrait marcher deux heures par jour et nager très souvent, ce qu'il fait de moins en moins. Manifestement, sa lombalgie s'est aggravée : à la télévision, il apparaît de plus en plus figé, comme bloqué par la douleur. Sans doute pour compenser ce manque d'exercice, il se soumet à un régime très sévère : il a maigri de 10 kilos en quelques mois. Il exige d'ailleurs de son entourage et de ses ministres d'en faire autant.

Comment il tient l'Irak

Au fil des ans, Saddam a instauré un régime tribal, un de plus au Moyen-Orient. C'est sa famille et sa tribu, les Takritis (originaires de la ville de Takrit, au nord de Bagdad) qui tiennent le pays. Les instances officielles, le

Conseil de Commandement de la Révolution, le parti unique (le Baas) ne sont plus, depuis longtemps, que des chambres d'enregistrement, composées d'hommes sans envergure, totalement soumis à Saddam et qui n'exercent aucun pouvoir. Son collaborateur le plus proche, celui en qui il a toute confiance, est son deuxième fils Koussaï, 36 ans, qui dirige le redoutable appareil de sécurité. Aucune photo de lui n'est parue dans la presse depuis cinq ans, peu de personnes peuvent donc le reconnaître : c'est une manière de le protéger, lui, l'héritier désigné. Koussaï est un homme calme, très secret et déterminé. Son frère aîné, Oudai, qui a longtemps été le dauphin de Saddam, est un psychopathe. Il dirige néanmoins toutes sortes

d'institutions, des journaux, des entreprises - notamment celles qui exportent illégalement du pétrole (voir p. 26) -, et même le comité olympique irakien. Des cousins de Saddam occupent des postes clés dans l'armée, pour essayer de tenir une institution en laquelle il a très peu confiance. Des hommes de son village, Al-Awja, souvent à peu près illettrés mais d'une fidélité sans limite, ont eux aussi été nommés officiers supérieurs, au grand dam des militaires de carrière. La grande peur de Saddam, c'est l'armée régulière, qui a été humiliée pendant la guerre du Golfe et dont une partie s'est mutinée au début des années 1990. Il la craint tellement que les unités autour de Bagdad n'ont pas de munitions et doivent le prévenir de tout mouve-

V. J.

ment au moins trois jours à l'avance. Pour parer à toute défaillance des troupes régulières, Saddam a créé plusieurs unités d'élite composées de soldats issus de sa tribu ou de tribus associées : la garde républicaine, la garde spéciale, les Fedayin de Saddam... Jusqu'à présent elles lui ont été totalement dévouées.

C'est l'appareil de répression, dirigé par Oudaï, qui tient le pays. Composé d'au moins cinq polices secrètes, il est l'un des plus élaborés au monde. Il associe les techniques et les outils les plus modernes aux pratiques tribales les plus odieuses. Ces services secrets quadrillent le pays ; partout ils créent un climat de terreur et de suspicion. Ils utilisent la délation et la corruption pour diviser tribus et familles. Les chefs locaux de la sécurité font circuler des cassettes montrant des exécutions et des tortures. Façon de dire à la population : voilà ce qui arrive à ceux qui s'opposent à notre leader Saddam.

Pourquoi il a fasciné les Arabes

Au début, dans les années 1970, quand il n'était que vice-président, Saddam a lancé le programme de modernisation le plus ambitieux qu'un pays arabe ait jamais imaginé. Grâce à la hausse vertigineuse des prix du pétrole, il a disposé d'une manne formidable, et a entrepris d'industrialiser, d'éduquer et d'armer son pays pour le faire entrer dans le xx^e siècle. Les Arabes de ma génération – j'ai deux ans de plus que Saddam – étaient orphelins de Nasser. Vers quel autre leader que Saddam, quel autre pays que l'Irak pouvions-nous nous tourner ? L'Arabie Saoudite ? C'était le Moyen Age. Saddam offrait un futur, un rêve. Son programme d'éradication de l'illettrisme, peut-être le plus réussi de l'histoire de l'humanité, a reçu un prix de l'Unesco. Il a embauché 60 000 enseignants de tous les pays arabes. Des femmes sont devenues pilotes de chasse. Il a fait venir en Irak les plus grandes entreprises du monde. Il a construit des routes, des chemins de fer, développé des mines de phosphates, de soufre. Selon lui, l'Irak devait devenir un modèle pour le monde arabe, un aimant qui attirerait les autres pays de la région et ferait de lui le leader incontesté du Moyen-Orient.

On ne voulait pas voir l'envers du décor. Pendant ces années-là, les opposants étaient enlevés, assassinés. Des Kurdes, des commu-



410 000
hommes
(plus 625 000
réservistes).



2 500
chars.



2 000
pièces
d'artillerie.



1 500
batteries
de missiles
antiaériens.



255
avions de
combat (dont
38 Mirage).

Que reste-t-il de son armée ?

Les experts sont unanimes : l'armée irakienne est en piteux état. Démoralisée, ruinée, sans véritable chef, elle ne devrait pas résister longtemps à une attaque massive des Américains. Les seules forces véritablement équipées et encadrées sont les unités d'élite : la garde républicaine (50 000 hommes) et la garde républicaine spéciale (20 000). Il semble que Saddam commence à se méfier de la première et l'aurait éloignée de la capitale ; il n'aurait désormais confiance qu'en la seconde pour défendre le clan et tenir Bagdad le plus longtemps possible.

V. J.

Source : Center for Strategic and International Studies.

nistes, des chiites étaient torturés de la pire façon qu'il soit. Des milliers de personnes croupissaient en prison pour des motifs aussi futiles que d'avoir omis de faire précéder le nom de Saddam Hussein, alors numéro deux du régime, de son titre complet. Et puis il s'est autoproclamé président en 1979, et la face noire du régime a progressivement effacé tout le reste, son ambition pour le monde arabe, la perspective qu'il nous offrait.

Pourquoi et comment les Occidentaux l'ont aidé

Dans les années 1970, les Occidentaux ont eux aussi été fascinés par l'Irak de Saddam. Ils étaient surtout intéressés par l'argent de son pétrole. Ils lui ont vendu beaucoup de choses, y compris des armes. La France, qui était son premier fournisseur, lui a fourni des Mirage F1 (Jacques Chirac, le Premier ministre de l'époque, a accepté de réduire le prix exigé par Dassault de 1,7 million de dollars pièce) ; et en 1976 Paris a vendu à Bagdad deux réacteurs nucléaires, qui pouvaient servir, on le sait, à la fabrication de plutonium militaire (celui d'Osirak a été détruit par les Israéliens en 1981). La France a aussi, on le sait moins, assuré la formation de 600 ingénieurs et techniciens atomistes irakiens.

Tous les grands pays occidentaux ont parti-

cipé à son programme d'armes de destruction massive. Celui-ci a commencé en 1974. Il était financé par le comité dit « pour le développement stratégique », instance secrète qui recevait 5% des revenus du pétrole sur un compte en Suisse. Pour installer les usines chimiques militaires, les laboratoires bactériologiques ou les sites d'essai de missiles, Saddam a fait venir en Irak plus de 4 000 scientifiques arabes – Egyptiens, Palestiniens, Jordaniens... De grandes firmes européennes et américaines ont vendu les matériaux nécessaires. Et leurs gouvernements étaient tout à fait au courant.

Après sa prise de pouvoir en 1979, alors qu'il établissait un Etat tortionnaire et totalitaire au vu et au su de tout le monde, l'Occident a continué de soutenir Saddam. Pour Paris, Washington ou Londres (comme pour beaucoup de chefs d'Etat arabes de la région), il était le rempart contre Khomeïni, qui avait renversé le chah la même année et qui entendait exporter sa révolution islamiste. Saddam, lui, était un laïque, un défenseur de l'Etat-nation. Peu importaient ses crimes, son soutien au terroriste Abou Nidal. Il fallait l'aider – on l'a donc surarmé.

Dès le début de la guerre contre l'Iran (qu'il a déclenchée), les Etats-Unis l'ont assisté – secrètement d'abord, car officiellement l'Irak était sur la liste des Etats soutenant le terrorisme. Des pilotes irakiens porteurs de

Sa fortune personnelle

◆ Selon l'agence d'enquêtes financières Kroll, la cassette personnelle de Saddam Hussein et de sa famille avoisine les 10 milliards de dollars. Dont 1 milliard de dollars serait investi dans des sociétés européennes, parmi lesquelles Hachette (1). Saddam n'a cessé de s'enrichir sous l'embargo : en le contournant. 90% de ses revenus proviennent ainsi du commerce illicite du pétrole – sous la houlette de son fils aîné Oudaï. Chaque jour, c'est près de 600 000 barils qui échappent au contrôle de l'ONU, soit un quart des exportations irakiennes de brut. C'est ce qui explique, selon un spécialiste des affaires irakiennes, que le troisième partenaire commercial de l'Irak soit désormais tantôt la Suisse, tantôt le Lichtenstein... Plus de 900 entreprises pétrolières travaillent avec Saddam en toute illégalité. D'obscures compagnies, mais aussi de grands pétroliers comme Shell. Pour la plus grande prospérité du raïs et de sa famille.

S. D.

(1) Selon Coalition for International Justice.



Koussai et Oudaï, les deux fils de Saddam

passports jordaniens ont été entraînés en Amérique. En mars 1982, le patron de la CIA, Bill Casey, est venu à Bagdad : les services américains allaient fournir des renseignements secrets et des photos satellite sur l'Irak. Puis, en 1983, Washington a repris publiquement contact avec Saddam. Devinez qui était alors l'envoyé de Ronald Reagan ? Donald Rumsfeld, l'actuel ministre de la Défense de George W. Bush, celui qui veut absolument attaquer l'Irak ! En 1984, les deux pays ont renoué des relations diplomatiques, et l'Amérique a livré de grandes quantités d'armes à Saddam. Quand il a fait gazer 5 000 Kurdes en 1988 à Halabja, les Américains n'ont rien dit – ou si peu.

La France de Mitterrand a suivi la même politique que celle de Giscard et de Chirac. En 1983, elle a prêté à l'Irak cinq avions Super-Etendard équipés de missiles Exocet, avec lesquels Saddam a détruit le terminal pétrolier iranien de Kharg. Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures dans ces années-là, tutoyait le maître de Bagdad. Et durant toute la décennie 1980, cohabitation ou pas, Paris a continué à vendre des armes à l'Irak, et ce jusqu'à la veille de l'invasion du Koweït.

C'est à ce moment-là, lorsqu'il a attaqué le Koweït, qu'il a passé les bornes aux yeux des Occidentaux. Saddam a cru que les Etats-Unis lui avaient donné le feu vert pour une telle agression. C'était un pari stupide et la marque d'une grande inculture géopolitique : il était impossible que Washington accepte qu'il contrôle le flux du pétrole du Golfe, et son prix.

Une fois qu'ils l'ont fait reculer, qu'ils ont humilié son armée, les Américains l'ont de nouveau soutenu. Dès la fin de la guerre, en 1991, plusieurs régions se sont soulevées contre le régime de Saddam. Elles répondaient à l'appel à l'insurrection lancé par le président Bush. Mais celui-ci a pris peur – les chefs

arabes de la région aussi. Et l'armée américaine a laissé Saddam mater les rébellions, dans le Sud chiite en particulier : elle a empêché les mutins de s'emparer des armes et a même autorisé l'armée irakienne à franchir les lignes alliées pour aller frapper les insurgés chiites. Quant aux Kurdes, également en rébellion, ils ont finalement été protégés par les Occidentaux – probablement parce que les médias étaient présents dans le nord de l'Irak.

Est-il toujours populaire ?

Qu'on le veuille ou non, la popularité de Saddam est toujours immense dans le monde arabe. Il est adulé en Jordanie, en Palestine, en Syrie, parmi les étudiants du Caire et dans toute l'Egypte. Dans ces pays, on ne comprend pas pourquoi un leader arabe ne pourrait pas, à l'instar d'Israël, avoir la bombe atomique. Au sein de ces masses arabes, Saddam est un héros. Pour elles, il est celui qui tient tête à l'Occident, à l'Amérique, celui qui les défie depuis onze ans. Ces peuples ne voient pas l'autre facette de Saddam. Ils ne souffrent pas de son régime sanguinaire.

En Irak, en revanche, il est haï par une grande majorité de la population. Combien le soutiennent ? Difficile à dire. 20% des Irakiens, 1 million de bureaucrates et leurs familles, vivent peu ou prou du système Saddam. Ils sont donc légitimistes. Combien seraient prêts à mourir pour lui ? Très peu, à mon avis.

Comment le renverser ?

Au milieu des années 1990, des officiers ont déjà essayé avec l'aide de la CIA, mais Saddam a découvert le complot, et les officiers mutins – plus de 200 – ont été exécutés. Une autre tentative de ce genre peut réussir.

Il faut inciter le peuple à se débarrasser lui-même de son tyran. La communauté internationale doit s'adresser aux Irakiens et leur dire qu'ils auront plus de nourriture, plus de médicaments si Saddam est renversé ; faire comprendre à ceux qui bénéficient du système Saddam qu'ils ne souffriront pas d'un nouveau régime. Si le peuple est sûr que les choses iront mieux sans Hussein, que le pays ne sera pas fractionné ni colonisé, qu'il n'y aura pas de personnes emprisonnées, cela ouvrira la voie au renversement de Saddam.

Je l'ai dit, peu de gens sont prêts à se faire tuer pour lui. Son cercle de pouvoir est désormais extrêmement étroit. Aucun dictateur des temps modernes n'a été aussi isolé. Pour diriger le pays, s'occuper des forces de sécurité, des ministères, de l'administration, il faut plus que six ou sept personnes de confiance. Son système ne peut plus tenir très longtemps ainsi. Il est trop fragile. Le peuple peut le faire tomber.

Mais une intervention militaire extérieure pourrait avoir des conséquences terribles. Saddam a probablement des armes de destruction massive. S'il est acculé, encerclé à Bagdad, il menacera de les utiliser. Et il est tout à fait capable de le faire, même si cela doit au passage coûter la vie à des milliers d'Irakiens. Comme nombre d'autocrates, Saddam souffre du complexe de Samson : quand tout sera perdu, il préférera que le « *le Temple s'écroule sur [lui] et ses ennemis* ».

On ne le prendra jamais vivant. Un jour, il a réuni les chefs de la sécurité et leur a montré un film sur le procès et l'exécution de Ceausescu [le dictateur roumain renversé en décembre 1989]. A la fin de la projection, il a dit : « *Ici, une telle chose n'arrivera pas.* »

Propos recueillis par
SARA DANIEL et VINCENT JAUVERT

A-t-il essayé de tuer Bush père ?

◆ Dans son discours à l'ONU durant lequel il a dressé la liste des horreurs commises par Saddam, George W. Bush a affirmé que le leader irakien avait essayé en 1993 de faire assassiner l'ex-président des Etats-Unis, George Bush senior. Il aurait pu ajouter qu'en représailles à cette supposée tentative de meurtre, Bill Clinton, alors président en exercice, avait, le 26 juin 1993, fait lancer 23 missiles Tomahawk contre le siège des *mukharabat*, les services secrets irakiens, à Bagdad. Ces explosions ont causé la mort de huit civils, dont un célèbre artiste irakien. En réalité, cette affaire demeure bien mystérieuse, et une partie de la presse américaine avait, à l'époque, émis de sérieuses réserves sur les preuves avancées par la Maison-Blanche. La version officielle était la suivante. Alors que George Bush senior était en visite au Koweït, la police de ce pays avait arrêté plusieurs « terroristes irakiens » qui, selon leurs propres aveux, s'approprièrent à faire sauter une bombe au passage de l'ancien président. Ces hommes affirmaient avoir agi sur les ordres de services secrets de Bagdad. Ils ont été exécutés. La première remise en question de cette thèse vint du « *Boston Globe* »,

qui, juste après les représailles américaines, a publié un rapport confidentiel de la CIA révélant les doutes de l'agence sur toute cette affaire. Les espions estimaient que le rapport du FBI qui avait convaincu Bill Clinton d'agir comportait beaucoup d'incertitudes. Puis l'enquêteur le plus réputé des Etats-Unis, Seymour Hersh, a découvert des faits troublants. Comme preuve de la collusion entre les services irakiens et ces « terroristes », la Maison-Blanche a publié les photos des détonateurs retrouvés dans la voiture des extrémistes et des clichés de détonateurs identiques saisis en Irak pendant la guerre du Golfe. Ces instruments étaient donc la signature de Bagdad. En réalité, Seymour Hersh révéla dans le magazine « *New Yorker* » que les détonateurs en question étaient fabriqués en série à Taïwan, et qu'ils ne constituaient en rien une preuve de la complicité des *mukharabat*. Il notait également que le Koweït avait très bien

pu, par la torture, soutirer des aveux à de pauvres diables. L'objectif des Koweïtiens aurait été d'éviter tout rapprochement entre Bagdad et Washington, deux ans après la fin de la guerre du Golfe – rapprochement souhaité, semble-t-il, par une partie de l'administration américaine.

Hersh n'en concluait pas que Saddam n'avait pas planifié un attentat contre son ennemi George Bush père, mais simplement que les preuves étaient trop minces pour bombarder Bagdad et tuer 8 civils. V. J.



Avril 1993 : George Bush père au Koweït

La France et l'Irak

LE DÉBAT sur l'Irak à l'Assemblée nationale, mardi 8 octobre, a confirmé plusieurs vérités. La première est qu'il est fondamental que les représentants du peuple aient leur mot à dire en politique étrangère. C'est essentiel quand il en va de la paix et de la guerre dans une région proche de l'Europe, le Moyen-Orient. Et c'est impératif quand la France pourrait y être associée à des opérations militaires. La qualité du débat, mardi, a, de ce point de vue, réconforté tous ceux qui jugent, à raison, que le gouvernement doit rendre compte à l'Assemblée de la politique extérieure de la France.

La deuxième vérité est que l'ensemble des interventions, de la droite à la gauche, a manifesté sur l'Irak une sensibilité commune. Elle exprime un

rejet d'une certaine approche américaine, celle qui consiste à voir le monde « en noir et blanc », en « Bien et Mal », celle qui, au nom de l'action préventive, envisage la guerre comme un premier recours, celle qui estime que les Etats-Unis ne sont pas liés par le droit commun international. Le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, a parfaitement exprimé cette sensibilité.

Il a repris à son compte le mot d'Hubert Védrine sur la « vision simpliste » de Washington ; il a jugé qu'il fallait toujours donner une chance aux alternatives à la guerre ; il a estimé que la seule légalité internationale procédait du Conseil de sécurité de l'ONU, et que les résolutions de ce dernier devaient s'appliquer à l'Irak mais aussi au conflit israélo-palestinien. C'est d'autant plus notable que

M. Raffarin vient d'une famille politique « atlantiste », où l'on a toujours attaché du prix à la solidarité avec les Etats-Unis.

Appuyé par Alain Juppé et Edouard Balladur, deux anciens premiers ministres, M. Raffarin a refusé l'automatisme de la guerre contre Saddam Hussein. La France veut deux résolutions ou une résolution à double détente : d'abord laisser leur chance aux inspecteurs du désarmement de l'Irak ; ensuite, décider de l'action à entreprendre au cas où l'Irak ferait obstruction aux inspections. Etant entendu que la France conçoit les inspections comme un exercice réel et non comme l'habillage diplomatique précédant une guerre décidée à l'avance.

Mais là paraît s'arrêter l'unanimité. La gauche a semblé lais-

ser entendre que la France devrait s'opposer à toute opération militaire contre l'Irak. M. Raffarin s'y refuse. Il ne veut « exclure aucune option » face à un Saddam Hussein récalcitrant, dès lors qu'elle aurait l'appui du Conseil. M. Juppé a rappelé la position du président Jacques Chirac, « prêt à examiner toutes les options ». Le ministre des affaires étrangères, Dominique de Villepin, explique que le mécanisme des deux résolutions permettrait de faire « la pédagogie » de l'opinion, dans l'hypothèse d'une intervention militaire. M. Balladur, qui préside la commission des affaires étrangères, demande qu'une « éventuelle intervention soit bien préparée et justifiée ». Sur fond sonore commun, à l'Assemblée, les partisans n'étaient pas tout à fait semblables.

LE FIGARO JEUDI 10 OCTOBRE 2002

Éditorial

Irak, la France confortée

LA BATAILLE que la France mène pour sauver les Nations unies est encore loin d'être gagnée. Mais, grâce à elle, une convergence paraît enfin possible entre les membres du Conseil de sécurité à propos de l'Irak.

Les Etats-Unis ont - au moins pour le moment - renoncé à imposer la loi du plus fort. Depuis que l'on a pu l'entraîner sur le terrain de l'ONU, le président Bush ne parle plus de « guerre préven-

tive » ni de « changement de régime » à Bagdad. Dans son discours de Cincinnati, il n'était plus question que du vrai problème : les armes de destruction massive irakiennes et la nécessité d'obtenir de Saddam Hussein qu'il désarme. La guerre ne serait plus, à entendre George W. Bush, « ni imminente, ni inévitable ».

Depuis les rodomontades belliqueuses de l'été, le chemin parcouru est considérable. Il reflète les hésitations d'une opinion américaine moins va-t-en-guerre que la classe politique. Mais les Etats-Unis ont aussi fini par comprendre qu'ils ne sauront être efficaces s'ils s'entêtent à agir seuls. Sans doute se sont-ils rendu compte que l'entreprise risquait de déstabiliser tout le Proche-Orient si un maximum de précautions n'était pas pris avant de la lancer.

Dès le début, la France a énoncé une position de bon

sens à laquelle chacun est en train de se rallier : aucune faiblesse, aucune complaisance à l'égard de Saddam Hussein ; mais, en retour, une défense tout aussi intransigeante de la légalité internationale. En conséquence, le recours à la force, s'il a lieu, devra être décidé par le Conseil de sécurité de l'ONU, et lui seul.

Tandis que la Chine reste un observateur distant, la Russie a fait sa part du chemin. Elle accepte maintenant qu'il y ait une nouvelle résolution précisant les conditions de l'envoi en Irak des observateurs en désarmement. La Grande-Bretagne, elle-même, a cessé de justifier les exagérations américaines, et insiste sur le passage obligé par l'ONU. Enfin, l'Allemagne a dû s'appuyer sur la France pour sortir de l'isolement dans lequel ses positions pacifistes à tous crins l'avaient conduite pendant la campagne électorale récente.

En raison des excès de cha-

cun, Paris est devenu l'interlocuteur privilégié. Les convergences confortent l'idée française d'une démarche en deux temps : d'abord, muscler les inspections de l'ONU, et, ensuite seulement, prévoir un recours aux armes, uniquement dans l'hypothèse où Saddam Hussein tenterait de s'y soustraire.

L'épreuve de force continue avec les Etats-Unis. Les Américains veulent une clause qui les autoriserait, eux, à agir en cas de manquement irakien. Paris résiste. Il lui faut rallier à sa cause les indécis, tout en maintenant Washington dans le jeu de l'ONU.

L'exercice est périlleux. Il a été mené jusqu'ici avec adresse. Mais l'enjeu est tel qu'on ne lui donne encore qu'une chance sur deux de succès. Il en va de la crédibilité du Conseil de sécurité et de l'ensemble du système des Nations unies.

Pierre Rousselin

■ ANALYSE

La Turquie européenne ?

« LA TURQUIE, par son histoire, et pas seulement par la géographie, et par ses ambitions, est européenne » : combien de chefs d'Etat et de gouvernement parmi les Quinze seraient prêts, aujourd'hui, à reprendre à leur compte l'affirmation de Jacques Chirac lors du sommet européen d'Helsinki, en décembre 1999 ? Et qui, au sein de l'Union, n'envisage pas sans inquiétude la perspective de voir un jour quelque 68 millions de Turcs, à 95 % musulmans, entrer au sein de la « Communauté », où leur pays deviendrait, vers 2010, le plus peuplé de l'Union ? Poser ces questions, c'est y répondre : la vérité est que la Turquie fait peur, et qu'elle embarrasse de plus en plus les Quinze, qui lui ont fait des promesses jugées aujourd'hui inconsiderées par beaucoup.

En décembre, lors du sommet européen de Copenhague, l'Union va accueillir officiellement dix nouveaux Etats membres. L'affaire est entendue, même si, dans bien des capitales, nombreuses sont les Cassandre à s'alarmer des conséquences d'un élargissement bâclé, mal compris, voire redouté des opinions publiques. Cette démission pédagogique des chefs d'Etat et de gouvernement s'illustre dans l'approbation de plus en plus chancelante des Européens en faveur de l'élargissement, en particulier en France. Dans ces conditions, envisager l'entrée de la Turquie dans l'Union, c'est risquer d'augmenter les préventions de l'opinion publique européenne envers la « grande Europe ».

La Turquie a-t-elle vocation à en faire partie ? Une telle interrogation revient à poser la délicate question de l'« identité européenne » d'un pays qui se situe à la charnière de l'Europe et de l'Asie. Pour les gouvernements européens, celle-ci est d'autant plus déstabilisante qu'elle ouvre la boîte de Pandore d'un débat, qu'ils n'ont jamais osé aborder franchement, sur les « frontières de l'Europe ».

La Turquie, si l'on se rappelle qu'à la mort de Soliman II, en 1566, les frontières de l'Empire ottoman s'étendaient jusqu'au nord de Budapest, englobant la Hongrie, la Moldavie, la Serbie, la Bulgarie et la Grèce, a des racines européennes à faire valoir.

Sauf que l'origine et l'appartenance géographiques, ethniques

et culturelles de la pauvre et immense Anatolie sont sans conteste proche-orientales et asiatiques. Européenne, Istanbul l'est en partie, mais probablement pas plus que Moscou. Et si demain la Turquie, après-demain, qui ? Dès lors que la Bulgarie et la Roumanie sont dans la file d'attente, suivies par la Croatie et d'autres pays balkaniques, l'Ukraine, qui piaffe d'impatience pour rejoindre l'UE et l'OTAN, a-t-elle ses chances ? Et quid de la Biélorussie et de la Moldavie ? Si l'on réfute l'idée que l'Union est un « club chrétien » en admettant la Turquie musulmane, le Maroc peut-il revenir à la charge ?

Il ne sera pas répondu à ces questions à Copenhague, mais les Quinze ne pourront cependant éviter d'adresser un signal positif à la Turquie. Lors du sommet européen de Laeken, faisant le bilan

des progrès accomplis par Ankara, ils avaient imprudemment souligné que « la perspective de l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie s'est rapprochée ». Les Turcs ont habilement exploité leur avantage : avec une célérité que nul ne soupçonnait, ils ont adopté trois réformes, importantes et symboliques, sur lesquelles les Européens avaient insisté : l'abolition de la peine de mort ; la suppression de l'état d'urgence en vigueur dans plusieurs provinces ; l'ouverture de l'enseignement aux langues minoritaires, en particulier le kurde.

Là Commission européenne s'est livrée à un exercice d'apaisement dans son rapport sur l'élargissement, consistant à saluer ces progrès et à mettre l'accent sur les graves carences en matière de démocratie et de droits de l'homme (la torture reste couramment pratiquée et, via le Conseil national de sécurité, c'est l'armée qui continue d'exercer la réalité du pouvoir), sans se prononcer sur le calendrier de la candidature d'Ankara. En prévision de l'échéance électorale turque du 3 novembre, il fallait à la fois conforter le camp europhile sans se lier davantage les mains par une date d'ouverture des négociations d'adhésion, et ne pas donner des prétextes au puissant lobby nationaliste et militaire, hostile à l'entrée dans l'Union.

Si les Quinze se contentent de

temporiser, par exemple en proposant à Ankara une simple « clause de rendez-vous » afin de fixer une date de négociations, sur la base d'une nouvelle évaluation politique, la réaction de la Turquie risque d'être brutale. D'ores et déjà, Ankara tient la dragée haute aux Quinze sur deux dossiers : la division de Chypre, et la conclusion des « arrangements permanents » entre l'Union européenne et l'Alliance atlantique, qui sont indispensables à la défense européenne.

LE PROBLÈME DE CHYPRE

Si Chypre entre divisée au sein de l'Union, les Quinze n'éviteront pas une crise ouverte avec la Turquie. Celle-ci a annoncé qu'elle procédera à une annexion militaire de la partie nord (turque) de Chypre. En pratique, ce plan est déjà réalisé, mais, sur le plan diplomatique, une telle proclamation serait lourde de sens : dans la mesure où la communauté internationale n'a jamais reconnu la partition de fait de l'île, cela signifiera qu'un Etat membre de l'Union (Chypre) sera occupé illégalement par une armée étrangère. Les Quinze pourront-ils fermer les yeux ?

Où résident les intérêts à long terme de la Turquie ? A Chypre ou au sein de l'Union européenne ? C'est à cette question que le nouveau gouvernement turc devra répondre. Comme toujours, il sera épaulé par les Etats-Unis. Ceux-ci jouent un jeu compliqué avec

Ankara : par souci de « stabiliser » l'Europe, ils souhaitent que la Turquie entre dans l'Union, et multiplient les pressions en ce sens sur les Quinze. Plus soucieux de leurs intérêts stratégiques que de hâter le processus démocratique, ils cajolent l'armée turque, pourtant largement hostile au rapprochement avec l'Union européenne. « Les préventions des Européens contre la Turquie sont aussi motivées par la crainte que celle-ci devienne un jour un "sous-marin" de Washington au sein de l'Union », relève un diplomate européen.

Allié essentiel de l'Amérique au sein de l'OTAN, chef de file de la force de l'ISAF en Afghanistan, la Turquie laïque « est un exemple pour le reste du monde musul-

man », soulignait, il y a quelques jours, à Bruxelles, Stephen Hadley, adjoint de la conseillère pour la sécurité nationale du président George Bush, Condoleezza Rice. Tête de pont pendant la guerre du Golfe, elle est appelée à jouer de nouveau un rôle majeur en cas d'offensive contre l'Irak. Les pressions américaines vont donc s'accroître en décembre, puisqu'il est probable que la réunion des Quinze coïncidera avec l'accélération des préparatifs militaires de Washington. A Copenhague, la « question turque » risque de faire de l'ombre au défi historique de l'élargissement.

Laurent Zecchini

Le Monde

DIMANCHE 13 - LUNDI 14 OCTOBRE 2002

En mars 1988, Saddam Hussein avait utilisé ses armes chimiques contre la petite ville du Kurdistan

Le spectre de la mort hante toujours Halabja

LE FIGARO MERCREDI 16 OCTOBRE 2002

Longtemps ignorée par la plupart des pays occidentaux, la catastrophe de Halabja réapparaît au grand jour, sur fond de débat autour du retour des inspecteurs de l'ONU à Bagdad. Quatorze ans après le bombardement chimique orchestré par Saddam Hussein, les habitants de Halabja vivent entre leurs souvenirs du passé et l'angoisse d'une nouvelle tragédie.

Halabja :
de notre envoyée spéciale
Delphine Minoui

Derrière les étals du bazar, remplis de melons juteux, de vieux airs folkloriques s'échappent d'une boutique de disques. Au-dessus de la porte colorée, on peut lire en lettres kurdes : « La joie » (« Shadi ») ; cette même joie qui avait fait la réputation de la petite ville verdoyante et paisible de Halabja dans les années 60 et 70.

Aujourd'hui, derrière le sourire des quelque 35 000 habitants de Halabja, il y a cette blessure indélébile que ni la musique ni le temps ne sauraient réparer : celle du gazage chimique, orchestré par Saddam Hussein en mars 1988, et qui coûta la vie à plus de 5 000 personnes.

« Cette blessure va nous coller à la peau jusqu'à nos derniers jours », raconte Mala Nazif, une mère de famille d'une cinquantaine d'années. Le sifflement de sa voix, qui la force à reprendre son souffle entre deux phrases, n'a jamais pu être soigné. Comme beaucoup de rescapés, Mala souffre de troubles respiratoires, de brûlures cutanées et de dépression chronique. Elle passe son temps allongée sur le petit matelas en plumes de son modeste salon.

« Depuis quatorze ans, je vis au quotidien avec la mort. Le bombardement chimique a tué 35 membres de ma famille. Il y a deux ans, j'ai perdu ma sœur, une belle femme robuste, décédée des suites de la contamination provoquée par le gazage chimique. A quand mon tour ? », s'interroge Mala.

Du bombardement, elle ne garde que quelques souvenirs flous. « Je me souviens des pre-

mières attaques de missiles irakiens, un matin ensoleillé de mars 1988. C'était quelques jours après l'occupation de la ville par les pasdarans iraniens. Nous sommes allés nous réfugier dans la cave de nos voisins. Nous étions environ six cents entassés les uns sur les autres. Vers 14 heures, ce fut le silence total, entrecoupé de bruits sourds d'avions qui semblaient patrouiller le ciel. Au bout de quelques minutes, nous avons été soudain envahis par une douce odeur de pomme, une odeur étrange, inhabituelle. J'ai alors entendu crier mon frère. » Puis, c'est le grand trou noir.

Quelques jours plus tard, Mala se réveille dans un hôpital de Isfahan, en Iran. Ses yeux brûlent. Elle est entourée de nombreux rescapés qui, comme elle, n'ont aucune nouvelle de leurs proches. Il lui faudra attendre deux mois pour retrouver la vue et rentrer chez elle. De retour à Halabja, elle apprend que sur les 600 personnes réfugiées dans la cave, 500 sont mortes asphyxiées par le gaz chimique. Son mari et trois de ses cinq enfants en font partie. Ils reposent dans une sinistre fosse commune à la périphérie de Halabja.

Longtemps ignorée par la plupart des pays occidentaux, occupés à l'époque à soutenir Saddam Hussein dans le conflit qui l'opposait depuis huit ans à la République islamique d'Iran, la catastrophe de Halabja réapparaît aujourd'hui au grand jour, sur fond de débat autour du re-

tour des inspecteurs de l'ONU à Bagdad. « Il est temps que la communauté internationale prenne conscience des crimes commis par Saddam Hussein », s'exclame le docteur Fouad Baban, directeur du département médical de l'hôpital de Soleymania, la capitale méridionale du Kurdistan irakien. Après des années d'enquêtes menées sur le terrain, ce médecin originaire de Halabja a récemment publié un rapport révélant les preuves que les armes chimiques de Saddam Hussein ont été utilisées contre les habitants de 281 villages kurdes entre 1987 et 1988.

« Les inspecteurs de l'ONU feraient bien de venir ici pour constater les dégâts », dit-il, en ajoutant : « Aujourd'hui, des milliers de personnes souffrent encore en silence des troubles causés par le gazage chimique : leucémie, cancer du colon, infertilité, fausses couches et désordres psychologiques ».

Le gros problème, c'est que, à Halabja, les médicaments font cruellement défaut. Impossible, bien sûr, d'aller se faire soigner à Bagdad. Seules les familles les plus fortunées peuvent envoyer leurs malades en Europe ou aux Etats-Unis. Et Fouad Baban de s'interroger sur le bon fonctionnement des agences des Nations unies,

largement présentes au Kurdistan : « Sur les 13 % des revenus du pétrole irakien reversés aux Kurdes,

au titre du programme « pétrole contre nourriture », depuis la résolution 986 appliquée en 1998, notre population n'a pu profiter que de 3,5 milliards de

dollars. Aujourd'hui, quelque 5 milliards dorment encore à la banque, par manque de compétence de l'ONU qui ne débloque pas l'argent. Or il y a un besoin urgent de cet argent pour reconstruire les villages et soigner nos nombreux malades. »

Dans son bureau de l'hôpital central de Halabja, le docteur Daniel Saadi Hamid voit défiler les patients : « Je comprends leur peine, je comprends leur douleur. Mais que faire ? ». Lui-même ne peut oublier cette tragédie qui, le temps d'une journée, a volé pour toujours l'âme de Halabja. « Comment oublier, dit-il, ces images de corps inanimés, ces femmes étalées, comme endormies sur le sol de leur cuisine, sans la moindre égratignure. Comment accepter ce crime contre l'humanité, qui a tout détruit sur son passage, y compris les animaux et les arbres ? »

A côté des cinq modestes hôpitaux de la ville, l'unique ONG présente à Halabja ne traite que de problèmes de déminage.

Et, pourtant, les problèmes causés par le gazage restent nombreux à résoudre. Quatorze ans après le bombardement, personne ne peut dire si l'eau et la terre sont encore contaminées, et si, dans cette région qui fut l'une des plus fertiles du Kurdistan, l'agriculture est redevenue saine. « Seule une aide étrangère pourrait nous aider à mener une véritable enquête médicale », explique le docteur.

En attendant, Mala Nazif, comme tous les habitants de Halabja, continue à écouter les airs folkloriques du bon vieux temps, achetés à la boutique de la Joie.

Mais le spectre de la mort est présent à tous les coins de rue. « Il y a quatorze ans, dit-elle, Saddam Hussein a tué nos familles. Nous savons de quoi il pourrait être capable. Il n'a jamais voulu nous laisser vivre. Que la communauté internationale nous aide au moins, cette fois-ci, à survivre ! ».

« Seule une aide étrangère pourrait nous aider à mener une véritable enquête médicale »

La chute du dictateur risque d'ouvrir la boîte de Pandore **Après Saddam, qui ?**

● **par Pierre-Jean Luizard***

Revue de détail d'une opposition querelleuse, minée par les rivalités ethniques et religieuses

Le Nouvel Observateur. – *Combien y a-t-il de partis d'opposition au régime de Saddam ?*

Pierre-Jean Luizard. – La scène politique irakienne est éclatée à l'extrême. Chaque mois on assiste à la création de deux ou trois nouveaux groupes. Bien sûr, certains ne représentent qu'une personnalité ou une famille. Reste qu'il y a aujourd'hui plusieurs dizaines de partis, pour un pays qui n'excède pas 25 millions d'habitants. Toutes les familles politiques se sont divisées.

N. O. – *Comment s'explique cette atomisation ?*

P.-J. Luizard. – Cette opposition a toujours

été divisée. Chaque communauté a son ou ses partis, qu'il s'agisse des communautés ethniques (Arabes et Kurdes, pour ne citer qu'eux) ou confessionnelles (sunnites et chiïtes). Depuis dix ans, le phénomène n'a fait que s'accroître. En 1991, au lendemain de la guerre du Golfe, les opposants chiïtes et kurdes au régime de Saddam se sont soulevés. Ce fut l'« intifada irakienne ». Mais les Etats-Unis n'ont pas soutenu cette insurrection. Ils ont laissé le régime de Saddam la réprimer. Les opposants, ceux qui avaient une légitimité, ont dû s'exiler. Et l'on sait à quel point l'exil favorise la

division. Enfin, troisième facteur de dispersion : tous les pays voisins de l'Irak se sont mis à soutenir tel ou tel parti selon leurs intérêts propres. Téhéran a appuyé le mouvement religieux chiïte ; la Syrie et l'Egypte, le mouvement nationaliste arabe ; les pays occidentaux, la Turquie et l'Iran ont renforcé la cassure au sein du peuple kurde. Sous l'influence des uns et des autres, les partis ont éclaté en factions.

N. O. – *La communauté chiïte – actuellement écartée du pouvoir – représente environ 60% de la population musulmane. Les Américains accepteraient-ils de lui voir jouer un rôle dans « leur » Irak ?*

Les hommes contre



Photos AP-Sipa / D.R.

Ahmad Chalabi

Issu de la bourgeoisie chiïte, il incarne le Congrès national irakien. Créé en juin 1992, le CNI devait représenter toute l'opposition irakienne : religieux et laïques, Kurdes et Arabes. Mais la plupart de ses leaders ont fini par désertier cette organisation, basée à Londres. Poursuivi pour une affaire de corruption en Jordanie, il a été longtemps soutenu par la CIA. Aujourd'hui, les Américains se méfient de « leur » homme.



Cherif Ali

Héritier de l'ancienne dynastie régnante, ce sunnite, cousin du roi Fayçal II, a quitté l'Irak en 1958. Il vit un exil doré à Londres. Certains espèrent le voir devenir le futur « Zaher Chah d'Irak », mais c'est peu probable : aux yeux des Irakiens, la monarchie s'est trop compromise avec le système colonial.



Nizar al-Khazraji

Chef d'état-major de l'armée irakienne au moment de l'invasion du Koweït, il a quitté le pays en avril 1996 et vit aujourd'hui au Danemark. Il ne peut se rendre aux réunions de l'opposition organisées par les Etats-Unis, car il redoute d'être poursuivi pour sa participation à l'opération Al-Anfal, au cours de laquelle des milliers de Kurdes ont été gazés à Halabja. Khazraji reste pourtant un homme clé pour les Américains...



Massoud Barzani (PDK) et Jalal Talabani (UPK)

Depuis 1988, les frères ennemis du Kurdistan ont réussi à imposer une trêve à leurs armées. Massoud Barzani règne sur le Kurdistan du Nord, région montagneuse et rurale dont la capitale est Erbil ; Jalal Talabani, sur le Kurdistan méridional, plus urbain, dont la capitale est Sulaymaniya. Les divergences entre ces deux partis portent surtout sur les droits de douane : la zone de Barzani, qui tient la frontière avec la Turquie, est favorisée.

Ayatollah Sistani

Ce religieux quiétiste réside à Najaf, le Vatican des chiïtes. Il est considéré comme un *marja*, un guide spirituel, par la majorité des chiïtes irakiens comme iraniens, y compris les islamistes radicaux.



Muhammad Baker al-Hakim

Né à Najaf en 1937, il dirige l'Assemblée suprême de la Révolution islamique irakienne (Asrii). Installé à Téhéran, ce parti est le principal vecteur de la politique iranienne en Irak. Il dispose d'unités armées, les forces Badr, la troupe la plus importante de l'opposition irakienne. 40 000 soldats entraînés et équipés par l'Iran. Mais Al-Hakim ne parvient pas à s'imposer dans sa communauté chiïte.

TORTURES, EXÉCUTIONS SOMMAIRES, AMPUTATIONS... Amnesty accuse

Membres amputés, lobes arrachés, bouteilles cassées introduites dans l'anus des prisonniers : au fil des ans, Amnesty International a recueilli des centaines de témoignages de victimes de tortures en Irak. La torture est utilisée pour obtenir des aveux et pour punir les crimes. Le plus souvent, elle est pratiquée à Al-Hakimiya, siège des redoutés *mukharabat*, les services secrets irakiens.

Ce sont les chiïtes, bêtes noires de Saddam, qui ont le plus à souffrir de la cruauté du régime. Parmi eux, les étudiants de Hawza Al-Imiya, à Najaf, une des écoles religieuses les plus prestigieuses du chiïsme. En février 1999, le meurtre de l'ayatollah Mohammad Sadeq al-Sadr et de ses deux fils a provoqué des manifestations de colère chez les chiïtes. La répression a été terrible : exécutions par centaines, détentions abusives. Et tortures, que décrit le rapport d'Amnesty : chocs électriques, sévices sexuels, yeux exorbités,

parents torturés devant leurs fils... Les femmes ne sont pas mieux traitées. En octobre 2000, des douzaines de femmes accusées d'être des prostituées ont été exécutées. Les Fedayin de Saddam, la milice du plus cruel des fils du président irakien, Oudaï, leur ont tranché la tête à l'épée devant leurs maisons. En réalité, ces femmes avaient souvent des liens avec des opposants. L'une d'entre elles, Najat Haydar, était un médecin qui avait dénoncé la corruption des services médicaux. Une autre, Um Haydar, était la femme d'un opposant en fuite. En décembre 2000, les Fedayin sont venus la chercher dans le district de Karrada. Traînée dans la rue, elle a été décapitée devant ses enfants et ses voisins, son corps et sa tête ont été placés dans un sac en plastique. Les enfants ont été emmenés par les gardes et on ignore ce qu'ils sont devenus. En 1994, le Conseil révolutionnaire irakien a adopté de nouveaux châtiments corporels. Trente crimes, au nombre desquels certains

vols, la désertion ou la pratique de la chirurgie plastique, étaient désormais passibles d'amputations : amputation de la main droite, puis du pied gauche en cas de récidive. Les condamnés pour ces crimes étaient marqués au fer d'une croix sur le front. Un certain nombre de soldats en exil portent aujourd'hui les stigmates de ces châtiments. En septembre 2000, un homme a été amputé de la langue par les Fedayin de Saddam : il avait calomnié le président. On l'a ensuite exhibé dans les rues de Bagdad, tandis qu'un haut-parleur expliquait son crime aux habitants. Mais les Fedayin ne sont pas, eux non plus, à l'abri. En août 1998, six d'entre eux ont été amputés des mains sur ordre d'Oudaï. Ils étaient accusés d'avoir détroussé des voyageurs à Bassora.

En novembre 1997, le Comité des Droits de l'Homme des Nations unies a exprimé son inquiétude et exigé que les punitions « cruelles, inhumaines et dégradantes comme les amputations » cessent. En vain. Aujourd'hui, l'Alliance internationale pour la Justice, qui coordonne un réseau de 275 ONG luttant contre le régime de Saddam, demande la création d'un Tribunal pénal international pour juger les crimes des dirigeants irakiens. ■ S. D.



Exécution de rebelles kurdes

P.-J. Luizard. – Les Américains ont beaucoup évolué à l'égard des chiïtes. Longtemps, ils ont considéré l'opposition religieuse chiïte comme un groupe de terroristes, fer de lance de l'anti-américanisme. Da'wa, qui était le premier parti d'Irak dans les années 1990, figure toujours dans leur liste des groupes soutenant le terrorisme, au même titre que le Hezbollah. Mais les Etats-Unis ont fini par réaliser que les chiïtes se trouvaient au cœur de l'identité de l'Irak. C'est en outre la seule communauté où l'on trouve une bourgeoisie capitaliste, une classe paysanne, une classe ouvrière et un clergé : toute une société civile qui n'existe pas chez les sunnites irakiens. De plus, les Américains ont pris conscience de la nécessité de trouver des alliés. Ils savent qu'ils ne pourront pas, seuls, imposer un régime de leur choix. Or le principal protagoniste dans la région, c'est l'Iran chiïte. Cela dit, je doute fort que les

Américains acceptent une remise à plat du système politique irakien, qui seule pourrait donner aux chiïtes la place qu'ils méritent.

N. O. – *Alors qui pourrait être l'homme de l'après-Saddam ?*

P.-J. Luizard. – Les Américains peuvent sortir un homme providentiel de leur chapeau. Après tout, Karzaï, le nouveau président afghan, n'était ni très charismatique ni très représentatif. Mais aux Etats-Unis il y a des gens qui

disent : on ne peut compter sur aucun membre de l'opposition, pas même sur les militaires, ces gens ne sont pas fiables. Alors pourquoi ne pas jouer la carte Koussaï, le propre fils de Saddam ?

N. O. – *Il a été approché ?*

P.-J. Luizard. – Non, en Irak, on ne peut pas être approché comme ça. Mais c'est une solution plausible, dans la mesure où les Etats-Unis ont privilégié jusqu'à présent le maintien de Saddam. Ils pourraient très bien se contenter demain d'un régime de Saddam sans Saddam. Le fils du raïs, homme du sérail, jouerait un rôle de transition, sans changer les bases du système en place. Beaucoup aux Etats-Unis continuent de penser qu'il faut éviter de tout bouleverser. Ils ont peur d'ouvrir la boîte de Pandore.

*Propos recueillis par
SARA DANIEL et VINCENT JAUVERT*



Pierre-Jean Luizard

Spécialiste du monde arabe au CNRS, auteur de « la Question irakienne », Fayard, octobre 2002.

RELIGION

Carrying the Flame

After centuries in the shadows of the Sunni majority, Turkey's Alevi community finds its voice in Europe

By STEVE ZWICK BERLIN

ON THE TOP FLOOR OF A DECONSECRATED Evangelical church in Berlin's Kreuzberg area, İsmet Dertli puts the finishing touches on the curriculum for a new subject being offered in the city's public schools. It's a course that hasn't previously been taught in any government-sanctioned school, at least not for a few centuries: Turkish Alevism.

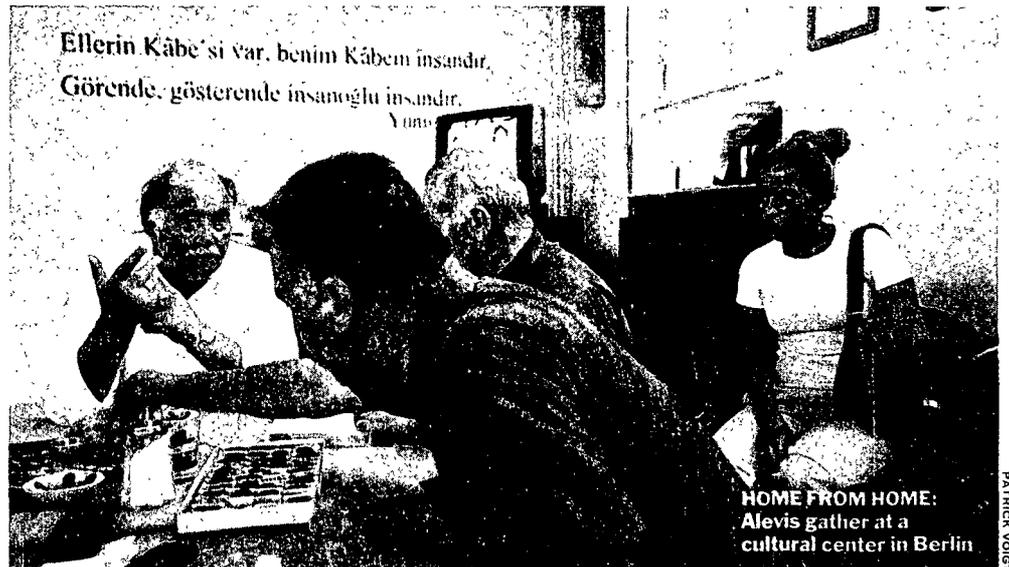
This mystic brand of Islam is practiced by 25% of the more than 2.5 million Turks in Germany and up to 30% of Turkey's 66 million people—though you won't find them in any census. That's because Turkey, mindful of its fractious past, forbids large minorities from formally identifying themselves as anything other than Turkish Muslim. "As a result," says Dertli, "most Europeans don't even know we exist."

The building is Berlin's Anatolian Alevi Culture Center, one of nearly 300 such facilities scattered across Europe. Delegates from 165 centers converged on Brussels this summer to form a pan-European Alevi Union, something unheard of

"The older generation get really choked up when they see these Alevi culture centers popping up all over the place, and the school thing is big news back in Turkey," says İraz Karan, 27, a Berlin-born Alevi whose parents come from Turkey. "The traditions that became Turkish Alevism exist all over the Arab world and are very diverse." Alevi follow the Shi'ite path laid down by Muhammad's cousin and son-in-law Ali, but with a twist.

Turkey and began putting their oral traditions on paper. "The core of Alevism is simple and humanistic," Küçük says. "That means we don't bog down in matters of dogma concerning this verse or that one. So we've found it easier to become somewhat unified in Europe, as well as to integrate into European society." That humanism is personified in Haji Bektash, a 13th century Alevi holy man who, according to Alevi lore, encouraged people to turn the other cheek and love their neighbors. Alevi generally embraced Kemal Atatürk's separation of church and state in the 1930s, but their outsider status drew many to leftist politics.

The Alevi in Germany started organizing politically in July 1993, after a mob in the Turkish city of Sivas torched a hotel where satirist Aziz Nesin, known for lam-



“The core of Alevism is simple and humanistic ... we've found it easier

back home. Turgut Öker, who heads the union, hopes the organization's existence will speed the process of reform and help bring Turkey into the European Union.

Non-Muslims enjoy religious freedom in Turkey, but the 98% of the population who are Muslims must study a Sunni-based Islamic curriculum designed by Turkey's Department of Religion. In Germany, however, public schools provide religious instruction in accordance with the country's "religious communities." That once meant Catholic or Protestant, but most German school districts have introduced Islamic studies as well. In Berlin, parents can choose from curricula offered by several recognized religious communities. Result: 10 schools with Alevi classes and 20 for Sunnis.

to integrate into European society”

"Orthodox Shi'ites say the entire Koran is the word of God," says Metin Küçük, director of the Berlin center. "But we differentiate between Muhammad's inspired verse and the rules he came up with later on, when he was an administrator and warrior."

That means no mosques, no five daily prayers, no separate worship for men and women, and no facing Mecca. Instead, Alevi pray in a circle, facing each other. In place of Islamic law, they have a 40-step process for achieving the mystical sense of oneness preached by Muhammad in the Koran's early verses. To create a single curriculum for Germany, the Alevi recruited a panel of people drawn from various parts of

pooling religious extremism, was entertaining at an Alevi function. Thirty-seven people died, and images of the "Sivas Martyrs" quickly appeared on the walls of Alevi culture centers across Europe. Says Karan: "Those of us who were born in Germany began to wonder about our identity, and young parents began to realize they wanted to pass something on to their kids."

The Sivas incident remains a sore point in Germany, where a man convicted of instigating the attack has been granted political asylum and the applications of two others are pending. Alevi leaders are using their newfound political muscle to fight for the perpetrators' extradition to Turkey. But many of the younger Alevi have raised the question: What would Haji Bektash say? ■

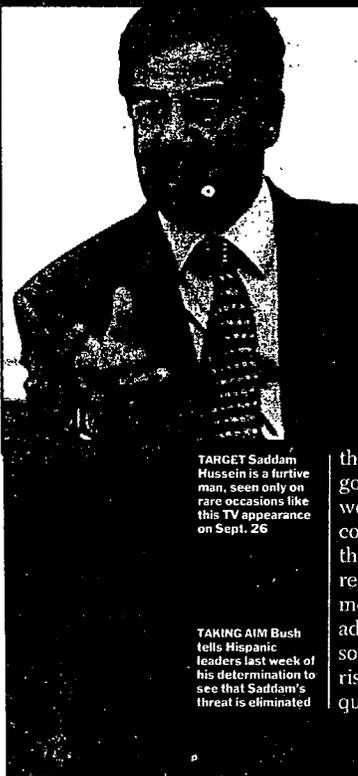
TIME

OCTOBER 14, 2002

IRAQ: THE DEBATE

7 QUESTIONS TO PONDER

By JOHANNA MCGEARY



TARGET Saddam Hussein is a furtive man, seen only on rare occasions like this TV appearance on Sept. 26

TAKING AIM Bush tells Hispanic leaders last week of his determination to see that Saddam's threat is eliminated

THINK ABOUT THIS. TWO MONTHS AGO, YOU HAD NO idea that war with Iraq was necessary. Now, combat seems to be just around the corner. As Washington debates military action, do you know where you stand? One man who has clearly made up his mind is George W. Bush. The President has been masterful at speeding events over and around hurdles toward the point of no return; he massaged a resolution authorizing the use of force against Iraq just enough to win bipartisan support in the House of Representatives last week. The U.S. Senate, where many lawmakers harbor misgivings about Bush's drive to overthrow Saddam Hussein, has begun to give the arguments their most thorough airing yet. But by the time the debate's up and votes are cast, the Senators too are likely to grant the President approval to fight. Simultaneously, at the United Nations, other countries are wrestling with their roles, under intense U.S. pressure to underwrite a rapid go-ahead. Yet for the rest of America, the how-far-should-we-go-in-curbing-Saddam debate is just beginning to percolate. The choice isn't clean: questioning Bush's plans is not the same as calling for the continued survival of an odious regime. The President this week intends to dwell in ever more demonizing detail on "Saddam's evil bag of tricks," as an adviser put it. But most Americans already get that. What sometimes is lost in the debate is a clear-eyed analysis of the risks and benefits of going after Saddam. Here are seven questions worth considering in the days ahead.

Photograph for TIME by Christopher Morris—VII

1 COULD INSPECTIONS ALONE DO THE TRICK?

THE WHITE HOUSE IS CERTAIN THAT REnewed U.N. inspections won't end the threat of Saddam continuing to accumulate weapons of mass destruction and that only his demise will do the trick. Former U.N. inspectors tend to agree. In eight years of policing the country, they found and destroyed sizable quantities of his weapons of mass destruction, but not all of the ones he was known to have. Since inspections broke off in 1998, Saddam is widely believed to have retooled and restocked chemical and biological agents and brought his nuclear program back into high gear, while vastly improving his capacity to hide it all. His history of deception and game playing makes a fresh attempt to root out the arsenal in this way difficult. Saddam, says former inspector David Kay, "will always defeat a U.N.-type of inspection made up of 100 to 300 people in a country as large as Iraq."

Nevertheless, almost everyone outside the most committed hard-liner thinks inspections should be given one last chance. Bowing to that reality, the Administration's fallback is to demand that the U.N. prescribe a new regime for unfettered inspections that is so in Iraq's face that it might work. And if it doesn't, as the Administration frankly would prefer, it would give the U.S. a legitimate pretext for war. In its view, either inspectors would find something that would trigger action, or they would be blocked by Saddam: either would be cause for green-lighting the bombers.

Much of Western Europe and the Arab world clings to the hope that war can still be avoided if unhindered inspections expose and destroy Saddam's arsenal. But they agree that Iraq gives way only when under dire threat. The issue has come down to how tough a new resolution on inspections the Security Council will write. There's an emerging consensus that stringent new rules are needed. The U.S.-British

OPTIONS

The U.S. military seems ready to move quickly, but it may not be needed

DISCUSSION

Debate on a resolution authorizing the use of force on Iraq began in the Senate last week

DECISION

The debate will continue into this week. A vote in both Houses of Congress could come fairly quickly

OCT. 19

Inspectors from the U.N. were to arrive in Iraq by this date. That schedule is now unofficially on hold until a more aggressive Security Council resolution—palatable to the U.S.—is hammered out

Sources: Reporting by Mark Thompson/Washington and Stewart Stogel/U.N.

draft proposes tough terms calling for Iraq to comply in 30 days, opening everything, including Saddam's highly suspect presidential compounds, giving the inspectors armed guards to facilitate searches—and, most important, authorizing force if Iraq makes a misstep.

Washington says only such a definite promise of force could make inspections work. Critics see these terms as ones that no one could accept. France and Russia, with veto power in the council, are leading the campaign to tone down the terms enough to give inspections a chance. Both balk at writing in an advance approval for war; France wants to reserve that for a second resolution, in the event Iraq fails to fulfill the first. The Administration now seems resigned to working out a program that most of the council—the U.S. needs nine yeses, no vetoes—can live with. But no matter what the U.N. does to disarm Iraq, it would be extraordinary if the U.S. were to pause in its push to depose Saddam. In very few instances has the Bush Administration allowed the international community to change a core U.S. policy.

2 HOW BADLY DOES THE U.S. NEED THE U.N.?

THE BUSH TEAM SAYS IT VERY MUCH WANTS U.N. support but that it will go to war alone if it has to. This is both true and a negotiating posture. The Administration believes only the fear that the U.S. will act alone can squeeze approval out of the Security Council. But if the U.S. does not get a resolution that fits Bush's criteria, the Administration means it when it says it will go to war anyway.

As a practical matter, the U.S. wants and needs allies. U.N. approval confers legitimacy that even a superpower can't claim by itself, and such approval is essential in the Middle East. Nations such as Saudi Arabia might not agree to serve as staging bases without U.N. backing, and

Bush can't place all the troops he'll need for the war on aircraft carriers. Other friendly Arab nations like Jordan, Egypt and Qatar need U.N. cover to deflect accusations that they are party to an attack on a brother Arab country. With U.N. sanction, it will be easier to convince ordinary Arabs that the war is legitimate and the fault is Saddam's. If the U.N. doesn't come through, the Administration is instead preparing to lead a "coalition of the willing." Italy, Australia, Poland, Spain, Qatar, Kuwait and, of course, best-pal Britain might all agree to take part in military action without a Security Council mandate.

3 IF IT'S WAR, WILL SADDAM COLLAPSE QUICKLY?

THE ADMINISTRATION CLAIMS THE FIGHTING should produce a swift, relatively painless victory, with Saddam gone in weeks. That's based largely on the presumption that his power is brittle, large segments of his army will surrender and his command will be decapitated before he can unleash his weapons of mass destruction. While outside experts say the war will probably go

well, given U.S. air and technological superiority, they warn that the U.S. can't assume easy success.

Saddam lost about 40% of his conventional force in the 1991 Gulf War. His current 375,000-man army is of uneven quality, his air force mostly grounded and his navy nonexistent. The CIA says he can't project his power very far and has trouble moving his tanks and artillery swiftly. Does that mean Iraq will crumble on impact? Not necessarily. "You have to anticipate the worst-case scenario—that it will be a vicious, ferocious fight," says Nebraska's Republican Senator Chuck Hagel, a Vietnam veteran. The outcome probably turns on how vigorously the 60,000-strong Republican Guard fights. Most experts say it would be foolhardy to write off Saddam's most

loyal, best-trained troops, especially if the fighting comes to the streets of Baghdad.

The dollar costs, meanwhile, will be pretty steep. The Congressional Budget Office (CBO) last week estimated it would cost \$9 billion to \$13 billion to deploy forces, \$6 billion to \$9 billion a month to prosecute the war and then \$5 billion to \$7 billion to transport GIs back home. Add a peacekeeping mission that the CBO estimates would cost \$1 billion to \$4 billion a month, and the total for three months of combat plus five years of occupation would be \$272 billion.

4 WHAT ARE THE ODDS OF HIS FIGHTING DIRTY?

IN THE LAST WAR, SADDAM GUARANTEED his survival by refraining from using his weapons of mass destruction. But in a war aimed directly at killing him off, he would have no incentive to play nice. He'll lose if he doesn't use them.

Pentagon war plans assume that precision air attacks with smart bombs can find and safely destroy hidden caches of bio-chem agents that inspectors have failed to uncover. The plans also presume that this can be done before Saddam unleashes any of those weapons. The bombers also need to take out Saddam's 20 to 30 Scud missiles (which they were not able to do in 1991) before he can fire warheads loaded with conventional explosives or perhaps chemical agents at Israel or his Arab neighbors. Even if all these pre-emptive measures are taken, Saddam could still try a crude pre-emptive strike of his own, using chem or bio agents against U.S. forces as they gather. But chemical weapons are hard to control on the battlefield; shifting winds could blow them back on Iraqi soldiers. U.S. forces will go into battle in full protective gear. And the Administration says it plans to warn Iraqi generals and colonels who might order the use of bio-chem weapons that they will be



arrested and tried for war crimes if they do.

Although it rarely says so out loud, the Administration intends to kill Saddam—or capture him, if it must. Some in the Arab world say it might not be so easy: his inner circle will protect him, knowing they either hang together or hang separately. But others say if Baghdad falls, someone close to Saddam could step in to finish him off. In the end, Saddam could very well elude all his enemies thanks to his doubles, his secret hideaways and his nomadic way of life.

5 IF SADDAM DOES GO, WHAT BECOMES OF IRAQ?

BUSH LONG SCORNEO NATION BUILDING. But to hear Vice President Cheney tell it, good times

dominated by Sunni Muslims, a minority, since well before the monarchy fell in 1958; meanwhile, the Kurds in the north and the majority Shi'ites mainly in the south have long sought autonomy, if not outright independence. The opposition in exile is an unruly assortment of factions with different objectives, rival patrons and geographically separate constituencies back home. There is no ready-made unifying figure whom the U.S. can install and no prescription for power sharing among the factions. Arab leaders are worried that ineffectual nation building would encourage separation into warring zones such as the enclaves that tore up Lebanon for 15 years.

Iraq's neighbors are just as petrified that a post-Saddam Iraq will fly apart. The Kurds, now virtually autonomous under the protection of U.S. and British jets, trouble Turkey. That faithful U.S. ally has its own restive population of Kurds, which Ankara fears might be attracted to join an independent Kurdistan. At the same time, Iran might see an opportunity to make league with Iraq's 64% Shi'ite population in the south, especially

since that territory is home to the holy cities of Karbala and Najaf.

To ward off such consequences, the U.S. needs the sticking power for a long, rough occupation. That will almost certainly require stationing upwards of 50,000 troops in Iraq, as well as billions of dollars for reconstruction. Critics point to Washington's historical fickleness when it comes to nation building. "Is America going to sit in Baghdad for five years to rebuild institutions?" asks a gulf diplomat. "Washington won't have the stomach for it."

6 WILL THE MIDDLE EAST BE BETTER OFF OR WORSE?

WHENEVER THE U.S. INTERVENES IN THE Middle East, it's warned of the dangers of Arab reaction. The Administration seems to shrug that off. There were dire predictions that the Arab street would explode during the first Gulf War and during the

Afghan campaign, but it didn't, really, in either case. Still, diplomats and leaders in the Middle East say it would be wise to take such possibilities into account. There's anxiety that a war would unite Arab nations against the U.S., especially in an atmosphere charged by the unresolved Palestinian crisis. Bombing, refugees and casualties will fill Arab television screens in a way that was not possible 11 years ago, when networks like al-Jazeera did not exist. Some in the Administration, for their part, think that a democratic Iraq would act as a beacon of stability to the Middle East. The gravest concern in Arab capitals is that Israel will step in. Israeli Prime Minister Ariel Sharon has made no secret of his readiness to hit back if Iraq strikes his country. That would "Zionize" the war and perhaps broaden it to the whole region.

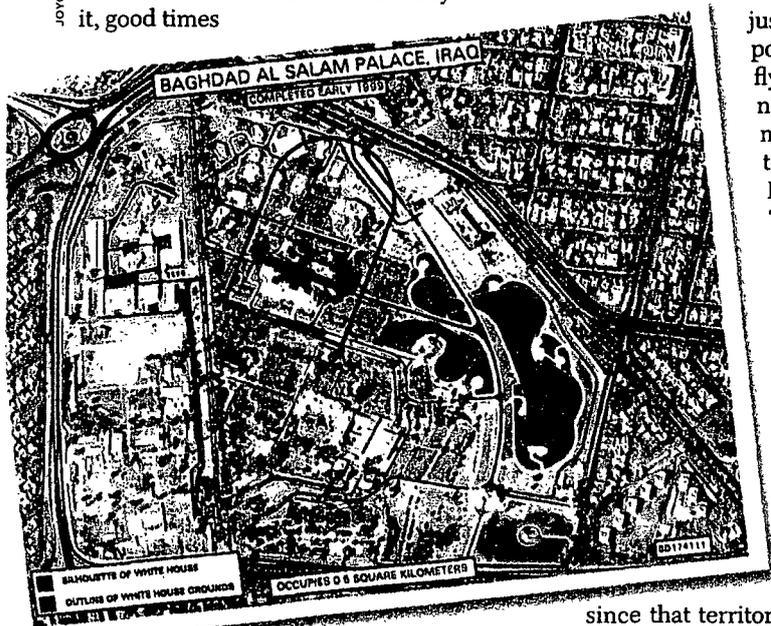
7 WHAT WOULD OSAMA BIN LADEN MAKE OF ALL THIS?

TOPPLING SADDAM WILL NOT HAVE THE same effect on al-Qaeda as ousting the Taliban from Afghanistan. But the Administration argues that Saddam's departure will deprive terrorists of a potential source of unconventional weapons. Others think terrorists might more readily pick up the stuff amid the chaos of war.

The Vice President has suggested that a successful strike against Saddam would discourage Arab zealots from embracing terrorism: "When the gravest of threats are eliminated, the freedom-loving peoples of the region will have a chance to promote the values that can bring lasting peace," he said. But images of Americans killing Iraqis, say experts like Daniel Benjamin, a former National Security Council adviser on terrorism, might "further the jihadist cause" by "confirming bin Laden's argument that the U.S. is at war with Islam." The first Gulf War, he adds, "was a catalytic event for the Islamists who formed al-Qaeda" because it stationed U.S. troops permanently on sacred Islamic soil.

One side argues this war could stanch terrorism, while another argues it could breed it. The debate is abstract for now. But it is better to have it, with all of its frustrating hypotheticals, than to leave things unsaid. Bush may have handled the doubters masterfully so far. But he may find he needs them—and everyone else—in his corner if the war turns ugly.

—Reported by Massimo Calabresi, John F. Dickerson and Douglas Waller/Washington and Scott MacLeod/Calro



TARGET A recent satellite image of Baghdad with a suspect presidential palace silhouetted in red at left will bloom in Iraq as soon as the shooting stops. "In other times, the world saw how the U.S. defeated fierce enemies, then helped rebuild their countries," he said, calling to mind the wondrous effect of the Marshall Plan in Europe. The U.S., says Cheney, will shape an Iraq "that is democratic and pluralistic, a nation where the human rights of every ethnic and religious group are recognized and respected." Yet Washington sometimes gives the impression that it isn't much worried what the next government will look like. Asked by TIME about the shambolic state of the Iraqi opposition, a senior Administration official replied, "Personally, I don't care."

But the U.S. will have to care. Iraq has no experience with democracy and no cohesive society. The country has been

Les Etats-Unis prévoient une administration militaire de l'Irak

WASHINGTON

de notre correspondant

Au terme d'une guerre dont l'issue serait le renversement de Saddam Hussein et de son régime, comment et par qui l'Irak serait-il gouverné ? La question a reçu un début de réponse, vendredi 11 octobre, avec la révélation, par le *New York Times*, d'un projet de la Maison Blanche qui consisterait à placer l'Irak sous l'autorité de l'armée américaine, en s'inspirant de l'administration militaire installée au Japon en 1945 et qui a géré ce pays jusqu'à 1952.

Selon le quotidien de New York, les dirigeants irakiens seraient jugés pour crimes de guerre et l'armée américaine administrerait le pays, en organisant une transition vers un pouvoir civil irakien, processus qui prendrait plusieurs mois, voire plusieurs années. Le journal cite un discours prononcé, le 5 octobre, par Zalmay Khalilzad, conseiller spécial du président George W. Bush pour le monde arabe et l'Asie méridionale, selon lequel « la coalition assumera (...) la responsabilité de la défense territoriale et de la sécurité de l'Irak après la libération ».

Le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, a largement confirmé les informations du *New York Times*. Il a expliqué que le souci de l'exécutif est l'unité et la stabilité de l'Irak. Parmi les options étudiées, a-t-il dit, il y a « la possibilité

que les services des affaires civiles des forces armées soient engagés dans l'Irak de l'après-Saddam Hussein ».

Le porte-parole a précisé que la question de l'administration de l'Irak après la défaite du régime actuel est envisagée aussi « dans le cadre d'une coalition internationale et dans le cadre de l'ONU », en fonction des situations qui se présenteront selon que les Etats-Unis agissent sur la base d'une résolution des Nations unies ou bien seulement avec les alliés qui acceptent de les suivre. Il a marqué clairement que l'exécutif se prépare à ce que les forces armées américaines assument des responsabilités, en Irak, au-delà de la guerre elle-même.

Interrogé sur la radio publique NPR, Colin Powell, le secrétaire d'Etat, a indiqué que sont étudiés des plans s'inspirant de « différents modèles historiques », dont celui du Japon, mais aussi celui de l'Allemagne, après la seconde guerre mondiale. Dans le cas de l'Allemagne, des zones d'occupation avaient été délimitées entre les quatre pays alliés contre le nazisme. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France avaient fusionné leurs zones et organisé le transfert des responsabilités administratives à un pouvoir civil, en 1948, en réponse à la fermeture de la frontière avec la zone soviétique. Au Japon, le général Douglas MacArthur, nommé gouverneur en 1945, avait dirigé le pays

jusqu'à son limogeage en 1951.

Le général Tommy Franks, chef du commandement central, qui serait chargé de la guerre contre Saddam, deviendrait-il le MacArthur de l'Irak ? Ces dernières semaines, les désaccords entre le département d'Etat et le Pentagone avaient paru se réduire. Les réunions d'opposants irakiens, organisées à Washington, avaient été prises en charge con-

ke, a insisté sur le rôle qui doit être celui des Irakiens eux-mêmes et sur l'importance de l'INC.

Richard Perle, le président du Defense Policy Board, organisme consultatif du ministère de la défense, soutient les opposants irakiens qui veulent constituer un gouvernement provisoire en exil, capable d'assurer la direction du pays après la défaite du régime aujourd'hui en place à Bagdad. M. Perle avait regretté l'absence de représentant officiel de l'exécutif au cours d'une journée de débats sur l'après-Sad-

dam, organisée, le 3 octobre, par un institut de Washington. Henry Kissinger, qui siège au Defense Policy Board, a mis en garde contre l'« occupation prolongée » d'un pays musulman par une ou des puissances occidentales.

La question du futur gouvernement de l'Irak a aussi donné l'occasion à la Maison Blanche de préciser la façon dont elle envisage le jugement des dirigeants irakiens accusés de crimes de guerre, à commencer par Saddam Hussein. M. Fleischer a expliqué que cette tâche ne pourra pas être confiée à la Cour pénale internationale (CPI), que les Etats-Unis rejettent. Il faudra créer, a-t-il dit, une juridiction spéciale, telle que le tribunal de La Haye, chargé des crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie. Il est vrai que les crimes dont sont accusés, à ce jour, les dirigeants irakiens sont antérieurs à la création de la CPI.

Patrick Jarreau

Henry Kissinger a mis en garde contre l'« occupation prolongée » d'un pays musulman

jointement par les deux ministères, jusqu'alors en conflit au sujet de la représentativité de ces opposants et, notamment, du Congrès national irakien (INC), dirigé par Ahmed Chalabi. Le ministère de la défense plaide en faveur de M. Chalabi et de son organisation, alors que M. Powell et son équipe étaient nettement plus réservés sur la confiance qu'il convenait de leur faire.

Cette divergence resurgit, puisque l'idée de confier les responsabilités du pays aux militaires vient du département d'Etat, de la CIA (Agence centrale de renseignement) et de la Maison Blanche. Lors de son point de presse, le porte-parole du Pentagone, Victoria Clar-

« Un message pour la France »

L'attaque du pétrolier français *Limburg* est « un message pour la France [...] et pour les alliés de Washington dans sa guerre et contre la nation islamique », assure un document diffusé hier matin par un site Internet islamiste et

attribué à Al-Qaïda. Si l'authenticité du texte est avérée, cela remettrait en cause la thèse du ministère français de la Défense, selon laquelle les terroristes auraient fait une « erreur » de cible en s'attaquant à un navire français.

Le 6 octobre dernier, le *Limburg* au large du Yémen.



AFP

L'Irak de nouveau au centre des débats des Nations unies

La question irakienne continue d'agiter les débats des délégués aux Nations unies. Depuis hier après-midi et jusqu'à ce soir, pas moins de 67 intervenants doivent s'exprimer au cours d'une séance publique du Conseil de sécurité pour donner leur sentiment sur la crise. La majorité d'entre eux devrait s'opposer à l'automatisme du recours à la force, réclamée par les Etats-Unis, en cas de non-coopération de l'Irak avec les inspecteurs en désarmement. Techniquement, les intervenants ne pèsent pas sur le vote des 15 membres du Conseil. Mais ils peuvent influencer sur la

teneur de la future résolution sur l'Irak. Le Conseil devrait en effet hésiter à adopter une option minoritaire. Hier, avant l'ouverture des débats à New York, Jacques Chirac a réaffirmé qu'il était « tout à fait hostile » à un recours automatique aux frappes. Si l'Irak dissimule des armes prohibées, il appartiendra alors au Conseil de se réunir à nouveau. L'objectif est de décider d'une action sur la foi d'un rapport des inspecteurs, « et non pas sur l'impression des uns ou des autres », a ajouté le Président. Un projet auquel Moscou a réitéré hier son soutien.

L'"arabisation", la politique anti-kurde de Saddam Hussein



BENSWALA (Irak), 15 oct (AFP) - 10h22 - Abdel Jabar Mohammad s'est vu tout confisquer: sa maison, ses meubles, sa voiture et son gagne-pain.

Son crime, explique-t-il, est d'être un Kurde à Kirkouk, ville du nord irakien riche en pétrole et contrôlée par le gouvernement central, et de s'entêter à refuser de "corriger" son appartenance ethnique pour devenir Arabe.

"Le mois dernier, la police et des officiers du parti Baas sont venus chez nous et nous ont dit de partir", raconte-t-il dans sa nouvelle habitation, une baraque dans un camp de déplacés à Benschwala, dans le désert, à la sortie de la ville d'Erbil, contrôlée par les Kurdes.

"Quatre de mes frères sont portés disparus depuis 1988. J'avais le choix entre me faire chasser ou me faire tuer", ajoute-t-il.

Comme des dizaines de milliers d'autres Kurdes, Abdel Jabar a été victime de "l'arabisation", une politique du régime irakien visant à modifier l'équilibre démographique en faveur des arabes sunnites dans des régions stratégiques comme Kirkouk, qui renferme environ un tiers des réserves pétrolières du pays.

Même si cette politique n'est pas nouvelle en Irak, pays gouverné d'une poigne de fer par des sunnites depuis 1920, les Kurdes dans le camp de Benschwala affirment que Saddam Hussein a accéléré à grande vitesse cette politique de "nettoyage ethnique".

L'année dernière, un décret présidentiel de Saddam Hussein donnait aux Irakiens "non-Arabes" -surtout les Kurdes, les Turkmènes et les Assyriens du nord- le droit de "corriger" leur appartenance ethnique pour devenir arabes.

S'ils refusent, ces "non-Arabes" vivant dans des régions contrôlées par le pouvoir central dans le nord sont forcés à partir dans le Kurdistan qui échappe au pouvoir de Saddam Hussein depuis 1991 et où vivent aujourd'hui environ 3,6 millions d'habitants.

Ensuite, une famille arabe, souvent originaire du sud, s'approprie de leur maison, "cadeau" de Saddam Hussein.

Même ceux qui veulent continuer de mener une vie sans problèmes à Kirkouk, se trouvent piégés par les autorités, souligne Abdel Jabar, 52 ans.

"Si vous acceptez de devenir arabe, vous êtes de toute façon envoyés dans le sud et chassés de votre maison", dit-il ironiquement. Selon lui, de jeunes Kurdes ont été enrôlés dans "les Brigades de Jérusalem", une armée de volontaires créée par Saddam Hussein.

"Ce n'est pas vraiment un choix mais c'est mieux que d'être gazé", lance Abdel Jabar.

Alors il raconte avoir signé un bout de papier disant souhaiter remettre aux autorités sa maison de cinq pièces, un petit terrain appartenant à la famille depuis des générations, son taxi Volkswagen et quasiment tout ce qu'il possède. Et il promet de ne plus jamais revenir à Kirkouk.

Abdel Jabar prend alors la route, avec comme seul bagage ses habits, 200 dollars dissimulés dans ses sous-vêtements et quelques poulets. Destination: le camp de Benschwala qui abrite plusieurs de ses parents et proches.

Aujourd'hui, lui et sa famille, nourris de rations de base en vertu d'un programme humanitaire de l'ONU, passent leur temps à essayer de trouver du travail ou "à penser à leur foyer".

"Pourquoi les pays étrangers ne réagissent pas ?", se lamente le frère d'Abdel Jabar, Abdel Rahman Mohammad, 60 ans, qui a vécu "la vie type d'un kurde irakien": expulsions, oppression et silence de la communauté internationale.

"J'ai entendu à la radio qu'il y avait en Europe ce qu'on appelle nettoyage ethnique et ils l'ont stoppé. Nous avons la même chose ici", dit-il.

Selon le parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui contrôle l'ouest du Kurdistan, environ un million de Kurdes sont partis dans le nord depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, et près d'un quart de ces personnes ont été victimes de "l'arabisation".

Les chiffres sont impossibles à vérifier, mais dans ce camp, où vivent quelque 5.000 personnes, les familles, les unes après les autres, racontent des histoires semblables à celle d'Abdel Jabar.

Des Kurdes arrivés récemment dans le camp indiquent que la police irakienne ne prend même plus la peine de leur demander de s'arabiser.

"Ils veulent nous chasser le plus rapidement possible", raconte Nahru Nasser Fateh, qui habitait Kirkouk. "Ils arrêtent un membre de ta famille et te somme de partir. Quand tu traverses le dernier point de passage, l'otage est libéré".

Des responsables du PDK estiment que 75% de la population de Kirkouk est aujourd'hui arabe sunnite. Elle était à majorité kurde.

Mais des résidents du camp restent optimistes. Ils espèrent que les Etats-Unis, déterminés à en finir avec Saddam Hussein, passeront à l'acte et ainsi la politique "d'arabisation" des Kurdes, qui forment 23% de la population irakienne, sera de courte vie.

L'Iran opposé à la création d'un Etat kurde en Irak



ISTANBUL, 15 oct (AFP) - 12h08 - Le président iranien Mohammad Khatami a affirmé mardi que la création d'un Etat kurde dans le nord de l'Irak constituerait une menace pour toute la région, rapporte l'agence Anatolie.

"Nous sommes opposés à la création d'un gouvernement par tout groupe, ethnique, religieux ou tribal. Ceci mettrait en danger la sécurité des pays de la région", a affirmé M. Khatami à la presse après des entretiens avec les présidents afghan Hamid Karzaï et tadjik Emomali Rakhmonov.

Les trois présidents ont participé lundi à Istanbul à un sommet de l'Organisation de la Coopération Economique (ECO) qui regroupe 10 pays allant de la Turquie au Pakistan.

M. Khatami a souligné que quatre pays de la région --l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie-- comptent une importante minorité kurde.

"Nous mêmes, la Turquie, l'Irak et la Syrie sommes opposés à ce qu'ils (les Kurdes) fassent sécession pour créer leur propre gouvernement", a affirmé le président iranien.

Les deux factions kurdes, qui contrôlent le nord de l'Irak depuis le fin de la guerre du Golfe en 1991, viennent de tenir une réunion de leur "parlement" et ont appelé à une nouvelle constitution fédérale pour l'Irak.

La Turquie a averti à plusieurs reprises qu'elle interviendrait militairement plutôt que d'accepter une entité indépendante kurde à sa frontière.

La Syrie s'interroge sur les conséquences d'une guerre en Irak



DAMAS, 17 oct (AFP) - 10h07 - La Syrie s'interroge avec anxiété sur les conséquences régionales d'une intervention militaire américaine contre l'Irak qui pourrait entraîner le morcellement de ce pays et l'émergence d'un Etat indépendant kurde.

Une frappe américaine contre l'Irak ne serait "que le début d'un scénario élaboré aux Etats-Unis pour redessiner la carte géopolitique" du Proche-Orient, a affirmé un analyste syrien qui a voulu garder l'anonymat.

Selon lui, "la Syrie est lucide. Elle tient compte des développements futurs", en particulier près de sa frontière est, dans le Kurdistan irakien, contrôlé depuis la guerre du Golfe en 1991 par deux factions kurdes.

Raison pour laquelle Damas a réservé un accueil chaleureux à des dirigeants kurdes irakiens, invités depuis vendredi par le parti Baas au pouvoir en Syrie.

"Les Syriens se sont montrés compréhensifs. Ils respectent notre spécificité", a commenté un responsable de la délégation conduite par le "Premier ministre" du Kurdistan irakien Burhum Ahmad Saleh.

Celui-ci a été reçu par des officiels syriens de premier plan, dont à deux reprises par le vice-président Abdel Halim Khaddam.

Une coopération économique entre des entreprises syriennes et le Kurdistan irakien a même été envisagée.

La Syrie n'a aucun intérêt à voir émerger un Etat kurde indépendant voisin de ses régions à forte concentration kurde. Cela pourrait servir d'exemple à sa population kurde estimée à près de deux millions de personnes, a estimé en substance un diplomate étranger.

Il est clair qu'après la chute éventuelle du régime irakien de Saddam Hussein, objectif annoncé par Washington, la Syrie "sera opposée à défendre le sien contre les critiques israéliennes et américaines", a affirmé ce diplomate.

Les médias syriens, exprimant le point de vue officiel, mettent en garde d'ailleurs contre "une réorganisaion de la région au profit d'Israël".

Selon le journal du parti communiste syrien Annour, qui fait partie de la coalition au pouvoir dirigée par le parti Baas, "la Syrie n'échappera pas à une attaque militaire après l'Irak".

"Elle subira d'intenses pressions" américaines pour qu'elle s'engage dans "le plan israélo-américain" prévu pour la région, ajoute Annour.

Cette inquiétude est palpable dans les journaux syriens qui n'en finissent pas de dénoncer "les interventions américaines insolentes" dans les affaires intérieures arabes.

Ces mêmes journaux dénoncent "les provocations américaines en série", y compris une loi en discussion au Congrès américain prévoyant des sanctions contre Damas s'il poursuit son soutien aux organisations radicales palestiniennes, et les "préoccupations" américaines au sujet d'une éventuelle coopération nucléaire russo-syrienne.

Des pays du Proche-Orient comme "l'Egypte, la Syrie et l'Arabie saoudite sont considérés par les Etats-Unis comme berceaux du terrorisme et vont perdre leur importance politique, selon une nouvelle vision américaine du Proche-Orient", écrivait récemment le journaliste britannique Patrick Seale, un spécialiste de la Syrie, dans le quotidien arabe al-Hayat, basé à Londres.

"La Syrie, dépossédée de son rôle régional, s'estimerait heureuse si elle échappait à une frappe après l'Irak", ajoutait M. Seale.

Pierre-Jean Luizard, chercheur au CNRS et auteur de « La Question irakienne »

"Le régime irakien n'a aucune base sociale, il s'effondrera facilement en cas de guerre"

CET ENTRETIEN a été relu et amendé par Pierre-Jean Luizard, chercheur au CNRS et auteur de *La Question irakienne* (Fayard, oct. 2002, 368 p., 20 €).

Pourquoi, dans votre livre, qualifiez-vous la guerre annoncée contre l'Irak de « faux pas » américain ?

D'abord, parce que les Américains risquent de se retrouver avec un pays ingérable, où les *assabiyya*, les solidarités tribales ou familiales, seront instrumentalisées par tous ceux qui ont un intérêt politique en Irak – la Turquie, l'Iran, les Saoudiens, etc. –, suscitant un immense désordre. Ensuite, parce qu'il y a dans la volonté guerrière américaine une composante irrationnelle. Le 11 septembre a tout modifié. On entend dire que les Américains vont faire la guerre pour le pétrole. Je ne le crois pas. Pour contrôler les flux et les prix pétroliers, la situation antérieure était, de leur point de vue, idéale. L'Irak était muselé et, par les sanctions, les Etats-Unis étaient maîtres du jeu pétrolier global. La guerre annoncée est une fuite en avant où, en développant une logique de puissance, les Américains semblent avoir perdu tout discernement de leurs intérêts.

Dans votre ouvrage, vous expliquez que le régime irakien a réinstauré la prédominance sociale du système tribal. Comment le président Saddam parvient-il à gouverner ainsi ?

Le « facteur extérieur » explique qu'un clan, et même une seule famille, impose sa volonté à toute une société. Le régime de Saddam tient non par ses ressorts internes mais par son environnement, dominé par les Etats-Unis. Les gens ont le vif sentiment que leur destin leur échappe. Les choix décisifs se faisant ailleurs, la société a cessé d'être le protagoniste de son propre sort. Tout part de l'écrasement sanglant du soulèvement chiite en 1991, après la guerre du Golfe. Washington a alors sciemment favorisé Saddam. Férocement réprimée, la société irakienne arabe – pour les Kurdes, c'est différent – était déjà délitée avant 1991 ; après l'écrasement des chiites, la tribu est apparue comme l'ultime refuge lorsque tout s'est effondré.

Quel rôle a joué l'embargo ?

Il a favorisé le repli tribal. L'embargo renforce le régime dans son rôle d'unique distributeur de richesses. En Irak, on ne fait vivre sa famille que si l'on collabore avec le pouvoir. Le contrôle social de la dictature s'effectue désormais via les structures traditionnelles, les alliances et les allégeances familiales. L'économie d'embargo, sa pénurie sélective, dans une société résignée à la terreur où l'Etat est omnipotent, expliquent que l'apolitisme est devenu, de loin, le premier parti d'Irak. La classe moyenne est moribonde, les élites intellectuelles sont en exil.

Saddam Hussein garde-t-il une base sociale ?

Non. Hormis son clan et quelques alliances, le régime n'a aucune base sociale. Il s'effondrera facilement en cas de guerre avec les Etats-Unis. Mais une partie de la Garde républicaine, des Fedayins de Saddam, des Forces spéciales, qui ont trempé dans ses basses œuvres, pourraient offrir une résistance acharnée si le vainqueur ne leur offre aucun sanctuaire. Ces forces prétorienues du régime ne forment pas un bloc homogène. Le noyau dur sera beaucoup plus petit. Ces milices recrutent désormais selon des clivages tribaux. Les tribus Dulaymi et les Joubouri, qui ont subi des purges sanglantes, reprochent au régime d'avoir détruit la solidarité entre sunnites et devraient faire défection. Il y a même un réel danger de guerre entre ces milices surarmées, aux identités tribales affirmées, dans l'après-Saddam.

Pour conquérir l'Irak, les Etats-Unis ne peuvent pas compter sur les seuls Kurdes pour alliés. Que représentent les guérillas chiites encore actives dans le

sud du pays ?

Il reste des combattants dans les marais, mais le gros de l'opposition chiite est en Iran. L'avenir de l'Irak dépend énormément des tractations actuelles entre Américains et Iraniens. Pour éviter une situation ingérable, les Etats-Unis doivent trouver des alliés chez les chiites, très majoritaires parmi les Arabes irakiens et dont les liens religieux et culturels avec l'Iran sont importants. La contradiction majeure est que les partenaires potentiels de Washington, hormis les Kurdes, ont tous une tradition politique anti-occidentale.

Qui pourraient être les « partenaires chiites » de Washington ?

Il peut y avoir des surprises. Des tractations ont lieu. Bakr al-Hakim, le leader de l'Asrii – le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak –, se dit aujourd'hui favorable à une intervention américaine. Or il entretient des relations privilégiées avec Ali Khamenei [le Guide de la République islamique d'Iran]. En août, pour la première fois, l'Asrii a été reçue à Washington. Si ces tractations échouent, les Américains apparai-

tront vite comme de nouveaux occupants, comme le furent en leur temps les Britanniques [1916-1930].

Qui d'autre pourrait soutenir les Américains ?

Voici un exemple typique de désespoir et de fatalisme irakien. Un ancien dirigeant de gauche, historiquement très anti-américain,

me disait récemment : « Avec Saddam, nous avons et la dictature, et la dépendance. Quitte à rester sous tutelle, au moins la guerre nous permettra d'en finir avec la dictature. »

Un Etat irakien fédéral ne pourrait-il constituer une solution à l'avenir ?

Hormis le PC, toutes les composantes de l'opposition rejettent l'idée fédérale. Chiites et sunnites y voient le premier pas vers le partage du pays. Une fédération à



« Pour éviter une situation ingérable, les Etats-Unis doivent trouver des alliés chez les chiites »

trois, séparant Kurdes, chiites et sunnites, institutionnaliserait le confessionnalisme. Cela paraît impraticable. Une fédération à deux, Arabes et Kurdes, risquerait de paver la voie à la séparation. Aucun Etat arabe irakien n'acceptera de céder Kirkouk, Mossoul et la zone pétrolière à un Etat kurde, même fédéral, et Ankara n'en veut pas. Enfin, le fédéralisme implique un niveau de culture démocratique dont l'Irak est très loin.

Que pensez-vous des « plans » de future administration militaire américaine de l'Irak ?

Si, comme on l'entend, les Etats-Unis se préparent à rester quinze ans pour assurer leur domination, cela signifiera le retour à l'époque du mandat international. On sait ce qui est advenu. Les forces historiques qui ont alors balayé une monarchie identifiée aux intérêts étrangers se reconstitueront, et elles sont toutes d'autant plus anti-occidentales que le mouvement religieux chiite y a remplacé le Parti communiste.

Propos recueillis par
Sylvain Cypel

IRAK En dépit du plébiscite lors duquel « 100 % » des électeurs ont accordé hier

un nouveau mandat de sept ans à Saddam Hussein

Les habitants de Bagdad entre l'épuisement et la peur

Bagdad :
de notre envoyée spéciale
Isabelle Lasserre

Il n'aurait sans doute jamais osé faire ce geste il y a quelques mois. Mais avec la perspective de la guerre qui se rapproche, il lui arrive de dévoiler ses véritables sentiments pour le régime irakien. « *Saddam Hussein ? Ras-le-bol. On n'en peut plus* », dit-il en faisant glisser un doigt sur sa gorge. Avant d'ajouter : « *Mais je ne peux pas encore le dire tout haut, je ne veux pas être arrêté.* »

Ce « citoyen irakien » qui lève discrètement les yeux au ciel devant les portraits de Saddam Hussein qui marquent tous les bâtiments officiels, n'a pas peur de la guerre américaine contre le régime irakien. Ce qu'il redoute c'est « *le chaos* » ou la guerre civile qui pourraient s'en suivre. Mais cela ne l'empêche pas de rêver tout haut lorsqu'il est certain de ne pas être écouté, d'un Irak débarrassé de Saddam Hussein. Une confession rare parce que dangereuse pour l'intéressé. Qui intervient à un moment où l'ambiance à Bagdad commence doucement à suggérer que la fin du régime irakien approche.

Officiellement, bien sûr, les autorités affirment que le peuple irakien est soudé derrière son leader avec lequel il ne fait qu'un. Et que ce peuple se lèvera comme un seul homme le moment venu pour repousser « *l'envahisseur américain* ». Peu importe pour Bagdad que les États-Unis aient émis de sérieux doutes sur le caractère démocratique du référendum qui a reconduit mardi avec 100 % des voix le président Saddam Hussein au pouvoir. Pour Izet Ibrahim, le numéro deux du régime, l'« *objectif n'était pas de convaincre l'Administration américaine ou les autres nations hostiles à notre peuple du caractère démocratique de notre pays.* »

Mais plutôt de montrer à quel point « *les relations qui unissent ce peuple au président sont profondes et sans limites.* »

Ce résultat « *naturel* », cette « *expérience unique au monde que les étrangers ne peuvent pas comprendre* » ont été fêtés hier à Bagdad par des soldats et des membres du parti Baas qui ont tiré des salves d'honneur dans la ville. Il a aussi longuement été salué par le pouvoir. « *Les Irakiens, poursuit Izet Ibrahim, par leur oui courageux et sacré, ont choisi une vie heureuse, les valeurs nobles contre l'infidélité, la lumière contre les ténèbres, un avenir radieux.* »

La perspective d'une installation provisoire des Américains à Bagdad évoquée par le secrétaire d'État américain Colin Powell aurait également contribué à renforcer l'unité du peuple irakien autour de Saddam Hussein. Comme l'explique Sadek Aziz, chef du département français à la faculté de Bagdad : « *Le peuple irakien, c'est un peu comme un seul foyer, une seule famille. Quand le pays est menacé, qu'il est au bord de la guerre, il n'y a pas d'autre choix que de dire oui au référendum. Avoir un occupant étranger à Bagdad ne serait pas une bonne chose. Les gens d'ici sont attachés à leur terre, c'est la patrie qui compte. Nous avons derrière nous des milliers d'années de civilisation et de culture.* »

Mais derrière cette langue de bois officielle, les Irakiens sont surtout épuisés par les guerres successives, un embargo inefficace, la misère, et le joug du régime baasiste. « *L'idéal jadis représenté par le parti Baas n'existe plus. La classe moyenne qui se reconnaissait dans ce parti qui avait permis une vraie redistribution des cartes en Irak est aujourd'hui complètement appauvrie. Les Irakiens n'iront pas se battre pour défendre leur leader* », explique un observateur occidental.

Les célébrations organisées



Selon le discours officiel des autorités, comme en témoigne cette manifestation organisée hier à Bagdad, le peuple irakien est soudé derrière son leader. (Photo AP)

par le régime n'ont pas attiré foule le jour du référendum qui a reconduit au pouvoir pour sept ans le dirigeant irakien. A Bagdad le « *musée du Triomphe du leader* » consacré à la vie de Saddam Hussein et aux cadeaux qui lui ont été offerts par des délégations étrangères est quasiment désert. Les salles fermées à double tour qui exhibent les excellents bulletins de salaire du dirigeant irakien, les portraits qui lui ont été consacrés et des photos le représentant en compagnie des grands de ce monde n'accueillent que quelques curieux et des étrangers.

« *Ma conviction profonde est que Saddam Hussein ne changera jamais* », affirme un expert

occidental sous-entendant ainsi que le raïs persistera dans la stratégie du pire qui caractérise sa politique depuis plus de dix ans, rendant ainsi la guerre et sa chute inéluctables. Avant de poursuivre : « *Son seul but est désormais de se maintenir au pouvoir tout en essayant de*

désamorcer l'attaque américaine. »

Inquiet sans doute des réactions que pourraient avoir les chiites au Sud, les Kurdes au Nord et les différentes tribus en cas d'attaque américaine, le régime s'est récemment acheté de nouvelles loyautés destinées à renforcer son contrôle sur la population et à éviter que certains clans fassent défection et basculent du côté occidental. Depuis plusieurs semaines, les rumeurs de purges dans l'armée et dans certaines régions sont récurrentes. Saddam a également propulsé l'un de ses fils, Oussai, le patron de la Sécurité, en qui il a toute confiance, sur le devant de la scène politique. Des mesures qui selon les bons connaisseurs de l'Irak ne suffiront ni à sauver le régime ni à convaincre la population de faire corps avec lui contre les Américains.

U.S. split with France deepens over use of force in Iraq

By Julia Preston and Eric Schmitt

The New York Times

UNITED NATIONS, New York: The impasse between the United States and France over military action in Iraq has deepened in recent days after an effort to reach a compromise stalled, with the French insisting that the Americans must come back to the UN Security Council before they can use force, according to diplomats.

President George W. Bush spoke of the United Nations in conciliatory terms Monday, insisting that the negotiations were still moving forward.

"We are working with all the parties to get a resolution done," he said. "Anything we do must make it very clear that Saddam must disarm, or there will be consequences."

However, Bush said, "The use of the military is my last choice, is my last desire."

As part of their effort to explore all options short of war, senior administration officials said that they were trying to foment an uprising in Iraq, a strategy they had dismissed as recently as last spring.

Congressional officials said that the CIA had already begun covert operations in the Kurdish area of northern Iraq. And military officials said the Pentagon planned to start a psychological-operations campaign, which would probably include broadcasts and leaflet-drops in coming weeks urging Iraqi military leaders to defect or rise up against President Saddam Hussein.

The steps were being taken as diplomats at the United Nations reported that more than a month of top-level diplomacy had so far failed to bring the major powers on the Security Council closer together on the tough resolution favored by the United States and Britain.

The United States and Britain want one resolution that includes tough new conditions for weapons inspectors in Iraq and an authorization to use force should the Iraqis refuse to disarm. France wants any authorization to use force in a second resolution. Russia and China have leaned to the French view.

As the veto-bearing permanent members of the Security Council, these five nations are crucial to the effort to forge an internationally accepted policy on Iraq. While both France and the United States continued to press their positions, diplomats from several council nations said that they still hoped to avoid a damaging, permanent rift over Iraq.

The diplomats said they wanted to see a resolution come to a vote before the end of next week.

France has prepared an alternative proposal to that of the United States but has been using it primarily to try to coax Washington closer its position, diplomats said. Both sides believe they could win a majority of the 15 council votes.

Diplomats said that repeated telephone calls from Bush to other presidents of veto-bearing council nations, including Jacques Chirac of France and Vladimir Putin of Russia, and almost daily conversations between top diplomats from those countries have produced no significant movement.

French and American diplomats searched for compromise in talks last week, council diplomats said, discussing word changes in the U.S. draft resolution that would soften the threat of force to a warning of "serious consequences."

But they did not reach agreement, as France

was not convinced that the new terms meant Washington was ready to come back to the Security Council for another vote before launching a military assault, the diplomats said.

Several permanent council members do not agree with Washington's proposals for security guards from other countries for the inspectors and for the council members to attach their own experts to the UN weapons teams.

Pressure is mounting for the United States to come forward officially with the resolution it drafted with Britain.

The nations that do not hold seats on the 15-member Security Council have pushed the council to hold an open debate on Iraq; this is scheduled to begin on Wednesday. Hans Blix, the head of the UN weapons inspections team, has said he hopes to get to work in Iraq as close as possible to an Oct. 19 date that Baghdad offered for the advance team to arrive.

Meanwhile, American officials say they are exploring options short of war. One official who was involved in drafting Bush's speech a week ago in Cincinnati said that an appeal to Iraq's generals not to use chemical or biological weapons had been inserted "quite deliberately."

The president's remarks followed a suggestion from Bush's press secretary, Ari Fleischer, that "a single bullet" could be a quick way for the Iraqi people to avoid a major conflict with the United States and its allies.

The shift toward encouraging a coup contrasts with statements last spring, when officials were openly dismissive of any hope of prompting a rebellion within Iraq, noting that it had been tried unsuccessfully at least six times in the 1990s.

Now, their tone has changed as the administration pursues what it says is an effort to exhaust all options short of war.

International Herald Tribune
Wednesday, October 16, 2002

Saddam talks of U.S. threat in rare interview, Iraqis say

Reuters

BAGHDAD: President Saddam Hussein on Wednesday gave a rare interview to Qatar's Al Jazeera satellite television, discussing the Palestinian situation and the threatened U.S. military action against Baghdad, the official Iraqi press agency said.

The agency, INA, did not say when the interview, the first with Saddam since the 1991 Gulf War, would be broadcast.

"The Qatari Al Jazeera channel conducted an interview with President Saddam Hussein that tackled the political situation in the Arab nation and the world and Iraq's stand toward Arab's vital issues, in the forefront of which the Palestinian cause and the uprising of our brave people against the Zionist occupation," the agency said.

INA said Saddam presented his vision for the future of the Arab region

under the U.S. threats of military attack on Iraq and the effects of the U.S. military presence in the Arab region on stability and security.

"The president tackled during the interview with Mohammed Jassim Ali, head of the channel and Faisal Qassim presenter of the 'Opposite Direction,' relations between Iraq and the United Nations and the importance that the Security Council honors its pledges and commitments towards Iraq," the agency said.

INA said that Saddam explained the "real" objectives behind escalation of the U.S. administration of threats to use force against Iraq.

He shed light on Iraq's acceptance for allowing UN inspectors back into Iraq, it said.

On Monday, President George W. Bush told Americans that the Iraqi threats to the United States were grow-

ing, but said that military action was not necessarily imminent.

Washington accuses Iraq of trying to develop weapons of mass destruction. Bush pledged Monday to build an international coalition against Saddam if he defied demands to disarm.

The Qatar-based Jazeera previously gained attention for broadcasting several exclusive videotaped comments by Osama bin Laden and senior aides in his Al Qaeda network.

■ Vote set to endorse president

More than 11.5 million Iraqis will cast ballots in a referendum to endorse the presidency of Saddam Hussein for another seven-year term on Oct. 15, Iraq's state radio said Wednesday.

It quoted the Planning Ministry as saying 11.6 million voters would take part in the referendum, which comes as the United States is accusing Iraq of

seeking arms of mass destruction and is calling for Saddam's ouster.

Iraq announced plans for a secret-ballot referendum on Sept. 8.

A 1995 referendum was the first such vote in Iraq since it became a republic after the 1958 revolution, which toppled the monarchy.

Government figures say that in 1995 Saddam won 99.9 percent of more than eight million valid votes cast on a turnout of 99.4 percent.

Annan tells Iraq this is last chance to comply

But UN leader's call is not 'trigger option' demanded by Bush

By Brian Knowlton

International Herald Tribune

WASHINGTON: As an open debate on Iraq was starting Wednesday in the United Nations, Secretary-General Kofi Annan for the first time publicly backed passage of a new Security Council resolution to toughen the UN weapons inspectors' mandate, warning Baghdad that it had a "last chance" to comply.

If Iraq failed to comply, Annan said in a statement read by a deputy, the Security Council would "have to face its responsibilities." The statement came at the start of a two-day open meeting of the Security Council at which scores of members without seats on the Security Council had asked to speak, many in opposition to the U.S. line on Iraq.

The secretary-general did not say, as President George W. Bush has demanded, that a single resolution should both lay out the new mandate and authorize war if Iraq impeded inspections. "He's not sanctioning a trigger option," said a UN spokesman in New York.

But Wednesday's statement was Annan's most explicit public call for a new resolution, rather than for the resumption of the inspectors' work under the authority of past resolutions.

The inspectors left Iraq in 1998 amid complaints of interference with their work and charges from Baghdad that some of the inspectors were spying.

Whatever language emerged in a new resolution needed to be "firm, effective, credible and reasonable," Annan said. "What should not happen," added a spokesman, "is a resolution that's geared toward failure."

Annan's language thus appeared a step closer than before to that sought by Bush, who said Wednesday at the White House that Baghdad must grant absolute freedom to weapons inspectors.

If Iraq failed to disarm and to comply with other demands, Bush said — and he offered a long list of those demands — a U.S.-led "global coalition" would disarm the country. "The time has arrived once again," he said, "for free nations to face up to our global responsibilities and confront a gathering danger."

But Annan appealed for UN members to work together for a comprehensive Iraqi solution "that includes the suspension and eventual ending of the sanctions that are causing such hardship for the Iraqi people." The end of sanctions has been a key Iraqi demand.

Bush made his remarks at an event in the White House attended by about 100 of the senators and representatives who last week voted for a war-authorizing resolution.

The event, and Bush's remarks, were clearly aimed at pressuring the Security Council to action. For weeks the council has been divided between the United States, supported by Britain and a few other countries, and the three other permanent members of the council: France, China and Russia.

Determined opposition to Bush's approach was voiced Wednesday at the UN, where dozens of members planned to register their dissent, and elsewhere.

Russia again rejected the U.S. demand for a single resolution, saying it leaned toward the French preference for a war-authorizing resolution only if Iraq remained defiant. President Vladimir Putin called for the earliest possible return of inspectors, Interfax news agency reported from Moscow.

President Jacques Chirac of France, whose country is playing a pivotal role in the council debate, took issue with Bush's assertion, as justification for possible war, that Iraq had ties to the

Qaeda militant network, which the United States accuses of organizing the attacks of Sept. 11, 2001, and other attacks.

"To my knowledge, no proof has been found, or in any case officially made public, of a link between Iraq and Al Qaeda," Chirac told a Lebanese newspaper, *L'Orient le Jour*, ahead of a visit to Beirut.

He further warned that a U.S.-led war on Iraq could be used as justifying new attacks on Western targets. Anti-U.S. feeling could spread through the Middle East, Chirac said, and "it's the whole region that is threatened."

Bush had hoped, by making a show of his congressional support for tough action on Iraq, to add to the pressure on the sharply divided Security Council to

support his approach.

A new resolution requires the votes of nine of the 15 members, and any of the five permanent members could veto it. Diplomats told Reuters on Wednesday that the French proposal for two resolutions probably had majority support on the council, leaving Washington with an uphill battle.

Days after both houses of Congress gave him strong backing, and considerable leeway, to act on Iraq, Bush warned Baghdad to disarm and comply with a series of other demands or face a U.S.-led "global coalition" that, he said, would disarm it.

But the president's remarks came as the Security Council was hearing a string of strong denunciations of U.S. policy.

Ambassador Dumisani Kumalo of South Africa, representing the Non-Aligned Movement, insisted that UN inspectors had to be given a chance to return to Iraq and to resume inspections before any military action. So long as Baghdad was cooperating in the inspectors' return, he said, unilateral military action would be illegal.

Ambassador Mohammed Aldhouri of Iraq told the council that the United States wanted "a blank check to occupy Iraq — not only Iraq, but the entire region" as part of a plan "to subject the entire world to American hegemony."

International Herald Tribune
Thursday, October 17, 2002

Comment Saddam verrouille l'Irak

Bagdad Pour assurer ses arrières, il cajole les chefs de tribu et finance des mosquées. Un comble pour le tenant d'un nationalisme arabe laïque. **DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL EMMANUEL SAINT-MARTIN**

Jusqu'alors, l'homme de la sécurité jouait les importants. Stature imposante et balafre impressionnante, on l'aurait juré prêt à abattre sur-le-champ quiconque lui manquerait de respect. Bref, l'incarnation au bas de l'échelle du pouvoir selon Saddam... Mais le voici qui change de figure. Tout à coup, il n'est plus que dévotion devant l'homme qui vient d'entrer. En tunique et turban blancs, celui-là affecte la simplicité qui sied aux gens vraiment puissants, et c'est à l'empressement de la petite cour qui l'entoure qu'on perçoit son aura. Le cheikh Ghazi Alhanish est un chef de tribu. « *Un personnage très influent* », murmure son entourage. Sa tribu, celle des Altaï, compterait « *1 million d'hommes en Irak*, assure le cheikh, sans compter ceux de l'étranger, plus nombreux encore ».

C'est le pouvoir traditionnel, ancestral, qu'on voit à l'œuvre. A priori, on est loin de Saddam Hussein, des uniformes

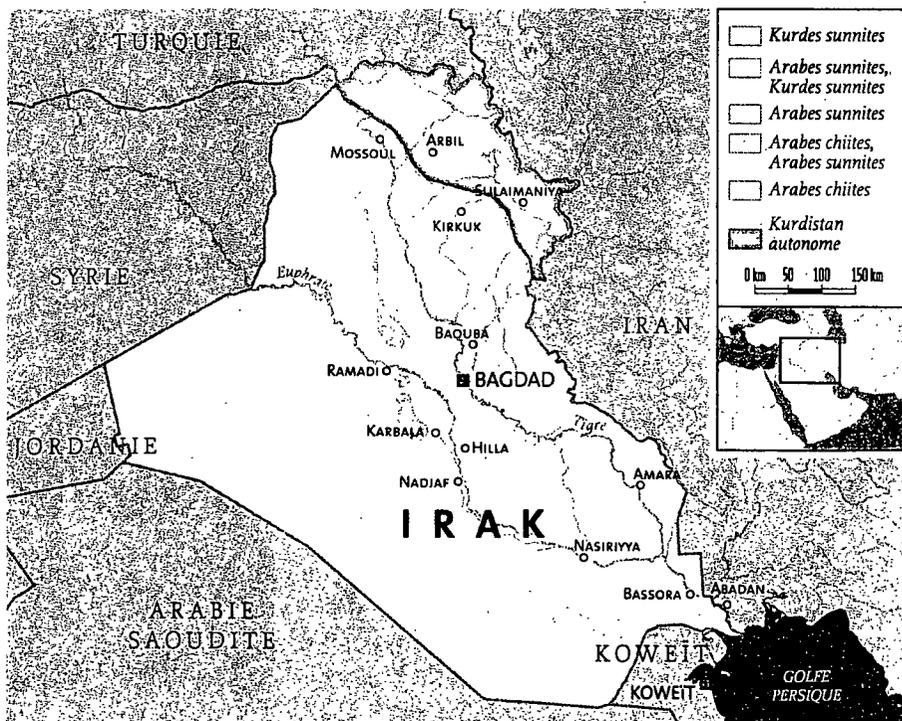
verts du parti Baas et de son projet socialiste et « moderniste ». On est pourtant au cœur de l'Irak d'aujourd'hui. Un pays où les structures sociales traditionnelles ont repris de la vigueur, tout comme la religion. A Washington, on compte même beaucoup sur les tribus pour aider, le moment venu, à construire un « après-Saddam ». Les alliés britanniques se sont d'ailleurs déjà mis au travail. Reproduisant la méthode utilisée en Afghanistan pour préparer la chute des talibans, diplomates et espions de Sa Gracieuse Majesté auraient entrepris de réactiver de vieux contacts. Car la tutelle anglaise sur l'Irak n'est pas si ancienne : elle n'a véritablement pris fin qu'en 1958, avec la chute de la monarchie hachémite. Et, comme dans toutes leurs entreprises coloniales, les Britanniques avaient appuyé leur pouvoir sur les chefs tribaux.

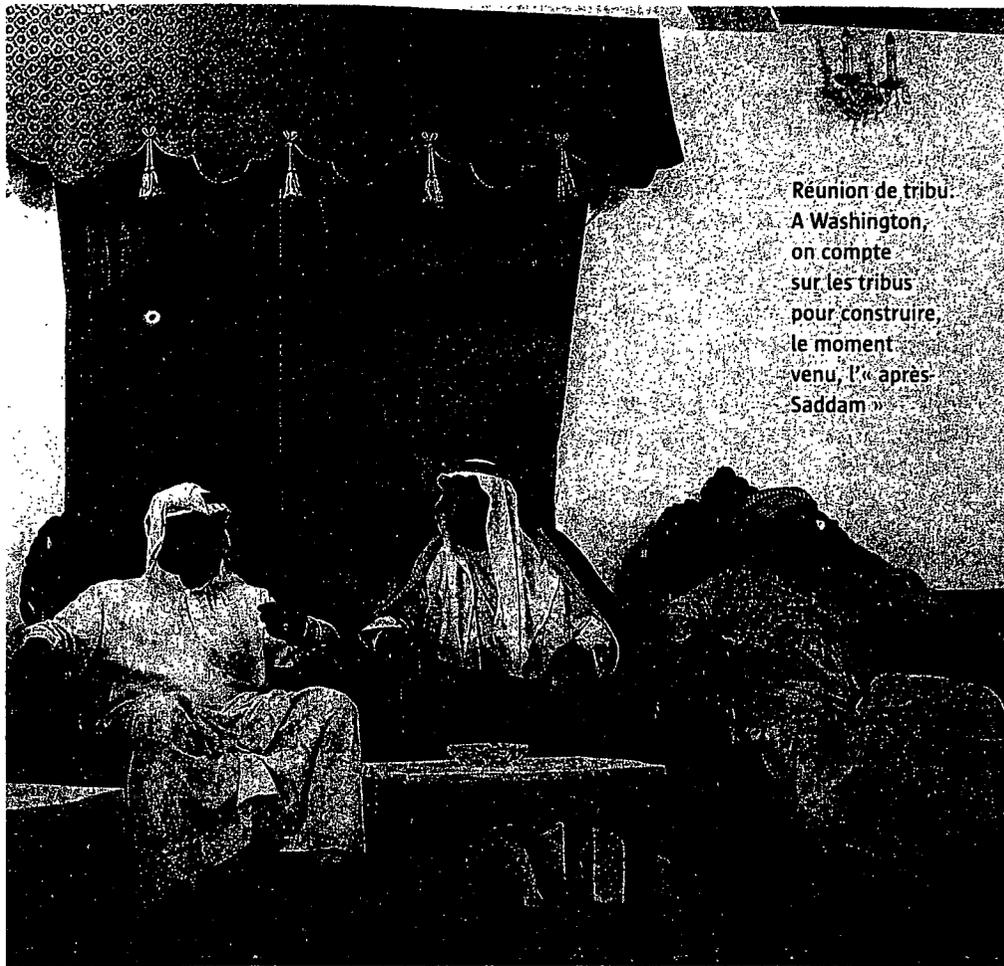
Seulement, les démarches anglaises n'ont pas eu la discrétion souhaitée. Et



le leader irakien n'a pas tardé à en avoir vent... Il y a déjà plusieurs mois, il a donc réuni tous les chefs de tribu, les sunnites du Nord d'abord, puis les chiites du Sud, « *et a manié la carotte et le bâton* », confie un observateur occidental. Promesses de « récompenses », donc, pour acheter le soutien des cheikhs, et menaces, précises et vigoureuses, pour qui collaborerait avec les Anglais...

On ne sait s'il faut y voir l'effet de la carotte, du bâton ou encore de sincères convictions, mais, en écoutant le cheikh Ghazi, on se dit qu'Américains et Anglais auront bien du travail... Sans que jamais ne le quitte un sourire bienveillant, le chef de tribu dit à quel point « *tous les Irakiens soutiennent Saddam* ». « *Même les Kurdes* », affirme-t-il sans sourciller. Lui, le chef d'une tribu arabe, l'assure, jamais l'entente avec les Kurdes n'a été aussi bonne. Car la question est, ici, particulièrement sensible : nous sommes à Mossoul, ville du nord de l'Irak, à quelques dizaines de kilomètres de la zone contrôlée par les partis kurdes UPK et PDK, sous la protection de l'Onu, et des avions américains et anglais. Et s'ils n'y sont pas majori-





Réunion de tribu.
A Washington,
on compte
sur les tribus
pour construire,
le moment
venu, l'« après-
Saddam »

SAUJINER/GAMMA

taires, les Kurdes sont nombreux à Mossoul. Pour les chefs des tribus arabes, cette proximité du turbulent Kurdistan est une aubaine. Bagdad a besoin d'eux pour s'assurer le contrôle de la région et surtout des puits de pétrole, qui pululent.

Retour vers le passé

La réussite des nouveaux riches, profiteurs de l'embargo, ne s'étale certes pas à Mossoul comme dans certains quartiers du centre-ville de Bagdad. N'empêche, la deuxième ville irakienne, 1,5 million d'habitants, vit une certaine prospérité, bien éloignée de la misère qui règne dans le sud du pays. Il faut y voir « les effets conjugués de la politique du régime, qui privilégie ses clientèles confessionnelles (les arabes sunnites du Centre et du Nord), et du trafic avec la Turquie, la Syrie et le Kurdistan », explique le chercheur Pierre-Jean Luizard, spécialiste de l'Irak (1).

Les puits de pétrole, qui se résument souvent à de simples forages munis de vannes, sans le moindre derrick, tant l'or noir est ici facile à exploiter, ont en effet assuré bien des prospérités, depuis l'embargo. Sur l'autoroute qui

relie Mossoul au Nord, une noria de camions-citernes, souvent turcs, s'en vont livrer leurs cargaisons vers la Turquie ou la Syrie. Pour évoquer leur fortune, les chefs de tribu, comme le cheikh Ghazi, ne parleront que de leurs fermes ou des immeubles qu'ils possèdent... Sans insister sur les profits qu'ils tirent du pétrole, et plus largement de l'embargo.

Pour ces chefs, c'est un retour inespéré vers le passé. Et un processus inattendu, car Saddam Hussein et son régime continuent de se réclamer d'un « nationalisme arabe » qui se proposait justement d'éradiquer les vieilles structures féodales et tribales. Pendant des années, le Baas au pouvoir s'est escrimé à détruire le tribalisme. Jusqu'à la guerre du Golfe : « En 1991, il y a eu un tournant quand, face au soulèvement chiite dans le Sud, Saddam s'est rendu compte qu'il contrôlait mal toute une partie du pays », souligne un observateur occidental. Fort à Bagdad et dans les grandes villes, le Baas était beaucoup moins présent dans le reste du pays.

Du coup, le raïs irakien s'est mis à choyer les chefs de tribu. Ils reçoivent désormais argent, véhicules et armes lé-

gères, le pouvoir fermant les yeux sur les trafics divers. De manière officielle, les cheikhs retrouvent même une parcelle de leurs anciens pouvoirs locaux. On voit réapparaître des cas de justice tribale, auparavant sévèrement combattue. Le nom patronymique, qui marque l'appartenance à la tribu, dont l'usage est officiellement interdit depuis 1976, a fait sa réapparition.

Comme à son habitude, le dictateur irakien met soigneusement en scène ce « retour » en grâce. Il reçoit les cheikhs dans ses palais, assiste à certaines fêtes bédouines. Et assure que « le Baas est la tribu des tribus ». Il faut dire qu'au-delà de la fiction du discours officiel Saddam s'est, dès son accession au pouvoir, comporté lui-même en chef de tribu, s'entourant de représentants des clans de sa région d'origine. Et quand, en 1995, il lui a fallu régler la fameuse affaire de ses deux gendres, et cousins, qui avaient fait défection en Jordanie, il a appliqué les lois tribales : convaincus de revenir en Irak, ils ont été exécutés par leur propre famille.

La cinquantaine, commerçant à Bagdad, Abou Nour appartient, lui, à une tribu chiite. Mais il l'assure, « tout ça n'est pas très important. Nous sommes tous ira-



Le cheikh Ghazi, chef de la tribu Altaï ■

SAUJINER/GAMMA

kiens... » Avant de livrer, finalement, le fond de sa pensée : « Les rivalités entre tribus, tout comme la lutte entre chiites et sunnites, c'est à cause de la pauvreté, des gens mal éduqués. » Si les tribus ont retrouvé de l'importance, elles ne le doivent pas en effet seulement à Saddam. Onze ans d'embargo ont laissé une société totalement désintégrée, qui a fait de la tribu l'ultime recours. Le développement économique, fruit de la manne pétrolière, avait donné naissance à une importante classe moyenne. Celle-ci est aujourd'hui anéantie, condamnée à se replier sur les structures

Les chrétiens irakiens en danger

En ce vendredi, jour férié, ils sont venus en nombre passer l'après-midi dans la cour de ce monastère des environs de Mossoul. Trouver un peu de réconfort. Ils le confient furtivement, comme à regret : pour les chrétiens d'Irak, les temps sont durs. « *Le pouvoir, lui, nous protège, s'empresse de préciser*

leurs », ont assuré les autorités. Les chrétiens de Mossoul, berceau du christianisme dans le pays, sont, eux, persuadés que la religieuse était visée pour sa foi. Car ils racontent aussi ce vilage chrétien de la région, attaqué par une bande de fanatiques musulmans, ou encore ces fidèles

ficiellement, rien n'a changé. Mais, pour ne pas se voir accusés d'être des mécréants, les hommes du Baas ne prennent plus le risque, comme par le passé, de réprimer les manifestations antichrétiennes.

L'instrumentalisation de l'islam par le dictateur irakien depuis la guerre du Golfe

accusent d'être dans le camp des Américains, et de leur "croisade" », confie un chrétien de Mossoul.

Chef de l'Eglise catholique d'Irak, le patriarche Raphaël I^{er} Bidawid qui, il y a peu, dissuadait tous les fidèles tentés par l'exil, a aujourd'hui renoncé à le faire. Le mouvement semble maintenant irréversible. Dans les premières années de l'embargo, l'exil avait d'abord des causes économiques. Appartenant très souvent aux professions libérales et intellectuelles, les chrétiens avaient été les premiers touchés par l'effondrement économique. Ils disposaient, en outre, plus que la moyenne des Irakiens, des moyens suffisants pour tenter l'expatriation.

Ces dernières années, leur inquiétude a accéléré cet exode silencieux. Et il pourrait s'accroître : plus que tous les autres Irakiens, les chrétiens craignent un éventuel après-Saddam, qui mettrait fin à la laïcité officielle de l'Etat »
E. S. -M.

religieuse est sensible partout, singulièrement en dehors de Bagdad. Les minorités chrétiennes en sont les premières victimes (*lire encadré*), mais elle concerne toute la société. A Mossoul, par exemple, on ne voit guère de femme sans le *hijab*. Dans ce pays qui faisait jadis figure d'îlot de laïcité, où le régime baasiste revendiquait l'émancipation des femmes, la régression est spectaculaire. Pour la première fois, pendant le dernier ramadan, on a vu à Bagdad des policiers armés de bâtons poursuivre les fumeurs.

Le maillon faible chiite

Geste symbolique parmi une multitude d'autres, Saddam Hussein a, voilà quelques jours, annoncé le don de 1 milliard de dinars irakiens (500 000 euros) pour la réfection du mausolée de l'imam Hussein à Kerbala, une des villes saintes du chiisme. C'est que les manifestations de piété du leader irakien s'adressent d'abord aux chiites, considérés comme le point faible du régime. Leur soulèvement, en 1991, n'avait été maté que par une sanglante répression. C'est d'ailleurs au cours de celle-ci que le mausolée de Hussein avait été endommagé, alors qu'au moins 30 000 personnes étaient tuées dans la ville. Saddam est persuadé qu'avec le soutien de l'Iran, protecteur des chiites, les Etats-Unis vont à nouveau tenter de soulever les tribus chiites du Sud.

Et, visiblement, il ne fait pas confiance à la seule religion pour s'assurer leur loyauté. Tout en ménageant les chefs de tribu, le régime renforce comme jamais son contrôle de la région. A Kerbala, dans chaque mosquée, les hommes du Mukhabarat, les services secrets, seraient omniprésents, prêts à faire taire promptement tout prêche véhément. A Bassora, un nouveau gouverneur vient d'être nommé. Il est le plus proche collaborateur de Qousaï, fils et dauphin désigné de Saddam.

Une main sur le Coran, l'autre sur le fusil, un œil sur les tribus, le président irakien tente de prévenir tout risque d'éclatement. Reste que, le jour de la guerre venu, ce sont les armes qui trancheront. Là, la supériorité américaine ne fait aucun doute. Mais, en réveillant les tribus et en remettant la religion au centre de la vie politique, le raïs pourrait avoir amorcé des bombes à retardement. De quoi faire de l'après-Saddam un véritable champ de mines »

1. « La question irakienne », de Pierre-Jean Luizard (Fayard).



Au monastère de Darmati. L'exode des chrétiens pourrait s'accélérer ■

une sœur. Mais, dans le peuple, chez les gens peu éduqués, c'est très différent. » Il y a moins d'un mois, dans la région de Mossoul, une religieuse de 72 ans a été égorgée dans son sommeil. Arrêtés, les trois agresseurs ont été condamnés à mort, et exécutés. « Des vo-

agressés alors qu'ils sortaient d'une église. En Irak, ces manifestations d'intolérance religieuse sont récentes. Attaché au dogme de la laïcité de l'Etat, Saddam Hussein mettait au contraire un point d'honneur à se poser en protecteur des minorités religieuses. Of-

a en fait beaucoup compliqué la vie des quelque 700 000 chrétiens d'Irak, répartis entre catholiques, pour la plupart chaldéens, et orthodoxes. « Avec les menaces américaines, nous sommes de plus en plus souvent pris à partie par nos voisins musulmans qui nous

ancestrales, qui retrouvent leur rôle de distribution sociale. « *Chez notre cheikh, il y a une grande boîte où chacun met de l'argent selon ses moyens, pour aider les pauvres* », explique Abou Nour.

Mais l'argent ne va pas aux seuls pauvres. Avec quelques amis, Abou Nour vient justement de réunir 5 millions de dinars (environ 2 500 euros), afin de répondre à une souscription lancée par son chef de tribu pour la construction d'une mosquée. L'emprise de la religion ne cesse de s'accroître

en Irak. C'est l'autre carte que joue Saddam depuis la guerre du Golfe. « *Il veut éviter que les chiites et les islamistes puissent l'affaiblir en l'accusant d'être un mécréant* », observe un diplomate occidental. Dès 1993, il lançait une « grande campagne de piété ». Depuis, les mosquées nouvelles ont surgi de partout.

Fruit de cette « conversion » brutale de Saddam, et surtout de l'effondrement d'un système éducatif qui fut le plus performant de la région, la crispation

イラク攻撃

カギ握る「悲劇の民」

米国がフセイン・イラク政権打倒に向け軍事攻撃の準備を着々と進める中、イラク北部に居住するクルド人の動向が注目されている。クルド人がイラク体制変革に果たす役割や今後のイラク情勢などについて、中立的なクルド文化団体として知られる「パリ・クルド研究所」のケンダル・ネザン所長(52)に写真に聞いた。

パリ・クルド研究所 ネザン所長

クルド人自身はイラク攻撃を望んでいるか。

イラクのクルド人にとっては現状維持が望ましい。イラクの石油収入の13%が自治区で使われているほか、事実上の「独立政府」があるからだ。米国がイラク攻撃に走れば、トルコやイランがそれを口実に軍事的に介入する危険がある。

軍事行動でイラクの体制を変えられるか。

イラク国民にはフセイン体制への不満が高まっている。大規模な軍事行動があれば、共和国防衛隊、パース党支持の一部兵士を除けば、イラク軍の大半は反撃に出ないだろう。「米国は本気で、体制崩壊の可能性がある」と感じれば、住民も立ち上がる。アフガニスタンではタリバン政権崩壊後も地方支配に苦慮している。だが、イラク現体制は極度に中央集権化されており、「頭」を切り離すだけで十分だ。(現実的に判断する)中産階級が発達したイラクでは体制転覆がより成功する確率が高い。



イラク反体制組織の動き

米国は反体制派諸組織の幅広い連合を目指しているが、各組織の見解は多様だ。反体制派連合は短期的にはフセイン政権崩壊後の暫定政府の土台になり得るが、問題をほらんでいる。

米国は今月末に反体制派の総会を欧州で開催する予定で、クルド各派も参加する。総会では①イラク新政府の性格②新憲法の内容などを決めるが、軍事的役割までは担えない。米英両軍の戦略は大規模かつ、目的を絞った軍事介入だ。だが、介入後の新体制作りでは、クルド人の要求も満たさなければ「米国にとっての平和」は長続きしない。

クルド人にとって望ましいイラク新体制は、①すべてのイラク反体制組織は「議会民主主義に基づく非宗教的な連邦国家」創設という点で一致している。連邦制の性格については①クルド人、アラブ人などの民族に基づく連邦②イラク各州を基礎とする地域に立脚した連邦などの意見があり、議論が続いている。

自治強化のクルド人 望みは現状維持

対イラク攻撃への「橋頭堡」として米国が支援を強める中、これまで対立してきたイラク北部の2大クルド人組織は統一の動きを強めている。これに、トルコなどが「クルド独立」への動きと神経をとがらせており、その動向は、中東地域の變動につながる「台風の目」となりそうな雲行きだ。

【樋口直樹】

米国は「先兵」に支援

クルド人は、イラク北部のクルド自治区に約370万人、フセイン政権支配地域に約200万人が居住。他にトルコ、イランなどの国境に広がる山岳地帯や欧州への移民を含めると、推定約300万人にのぼる。4000年の歴史を持つながら、周辺国の介入などで独立国家を持ってない「悲劇の民」と言われる。イラク北部のクルド人は、91年の湾岸戦争終結後、フセイン体制に反乱を起こしたが、米国などの支援を得られず、イラク軍に鎮圧された。イラク北部に拠点を置くクルド民主党(KDP)とクルド愛国同盟(PUK)だ。湾岸戦争後の92年民主党と愛国同盟は独自選

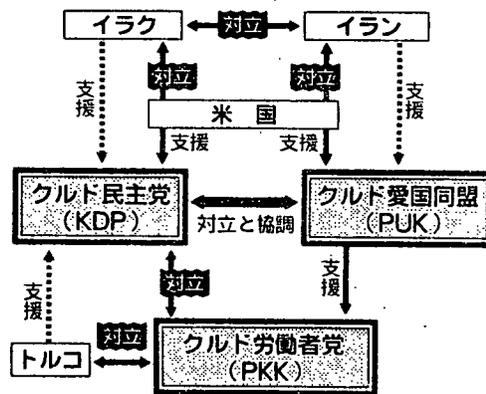
挙でクルド民族議会を導出したが、石油資源配分などをめぐって対立。イラクとトルコは交易路確保のため、国境地帯を事実支配する民主党と一定の関係を保った。愛国同盟はイラクと対立するイランを頼る一方、トルコからの分離・独立を目指し、イラク北部側へ逃れてきたクルド労働者党(PKK)メンバーをかくまうようになった。

トルコ「独立」に警戒

フセイン政権はクルド人組織への優柔策に余念がない。米紙はフセイン大統領がクルド自治区を経由する物品への課税自由化を容認する代わりに、米国の攻撃に協力しないよう求めたと報じた。だが、イラク軍による化学兵器攻撃で88年、数千人の犠牲を出したクルド人は、フセイン政権に対抗する気などない。「クルド統一は誰かを

敵対者として想定したものではない」。今月4日、約6年ぶりに再開されたクルド民族議会で、タラバニ愛国同盟議長は強調した。バルザニ民主議長も「クルドは隣国の安全と安定に脅威とならない」と訴えた。これは、一連の動きが約1400万人にのぼる自国内のクルド人を刺激しかねないと懸念するトルコを意図した発言だ。

イラク北部の主なクルド人組織相関図



【おこわり】 「外国人の目」は休

La Turquie en porte-à-faux

Ankara craint par-dessus tout la création d'un Etat kurde à ses frontières. Mais ses menaces ne font trembler personne.

YENI SAFAK
Istanbul

A lors que la classe politique turque s'empêtre dans de futiles querelles de procédure à propos des élections législatives du 3 novembre prochain, les Etats-Unis, eux, se préparent pour lancer une opération militaire qui devrait déboucher sur un remaniement complet du Moyen-Orient et qui se traduit actuellement par une certaine activité dans le nord de l'Irak. Ainsi les leaders des deux principaux partis kurdes irakiens, Massoud Barzani et Jelal Talabani, planchent sur un projet de constitution d'un Irak post-Saddam Hussein. Ils se sont ainsi mis d'accord sur la mise en place d'un Etat kurde fédéré centré sur la ville de Kirkouk dans le cadre d'un Etat fédéral irakien. Ils semblent également s'être accordés sur les frontières de cette entité kurde fédérée ainsi que sur le type de relations qui caractérisera ses rapports avec le futur Etat irakien.

La réaction turque à ces derniers développements est venue de la bouche du Premier ministre Bülent Ecevit, qui les a qualifiés d'"inquiétants" et qui a déclaré : "Nous ne resterons pas les bras croisés devant ce qui se passe dans le nord de l'Irak." Que signifie donc cette phrase ? Dans le "Manifeste de la sécurité nationale", document officiel turc censé rester secret mais dont le contenu a été révélé dans la presse l'an dernier, il est écrit que "la

constitution d'un Etat kurde indépendant dans le nord de l'Irak" serait considérée par la Turquie comme un "casus belli". Cette approche fait naître un certain nombre d'interrogations. En effet, du point de vue du droit international, appliquer le principe de casus belli au cas où un Etat kurde serait constitué dans le nord de l'Irak ne sera facile ni à défendre, ni à faire accepter. D'ailleurs, à qui cette sentence de casus belli devrait-elle être adressée ? A Bagdad ? Cela n'aurait aucun sens. Dès lors, dans la mesure où cette entité kurde se trouverait sous la protection des Américains, alliés numéro un de la Turquie, qui pour protéger les Kurdes d'Irak utiliseront encore la base aérienne turque d'Incirlik, faudra-t-il déclarer la guerre aux Etats-Unis ? On se retrouve donc dans une impasse. La Turquie peut-elle ainsi s'opposer à un futur Etat fédéral irakien recouvrant l'ensemble du territoire irakien actuel, alors qu'elle soutient une solution de la question chypriote fondée sur une formule "confédérale" ou "fédérale" ? En réalité, toutes ces interrogations s'expliquent par l'absence d'une véritable vision politique d'Ankara sur le dossier irakien. La Turquie s'avère dès lors incapable d'influencer en quoi que ce soit les Etats-Unis. Partir d'emblée sur des a priori négatifs et se contenter de dire "Non, ce n'est pas possible" ne tient pas lieu de politique.

La faiblesse de la Turquie apparaît surtout sur la question turkmène [population turcophone] en Irak. Il y a peu, un diplomate turc

me disait : "La Turquie a des intérêts en Irak. Nous avons au moins 1 million de nos frères qui vivent là-bas." Je lui ai demandé à qui il faisait allusion. "Mais aux Turkmènes, bien sûr", m'a-t-il répondu. Je lui ai alors posé cette question : "Mais, dans la mesure où nous avons en Turquie des millions de concitoyens kurdes, les Kurdes d'Irak ne doivent-ils pas eux aussi être considérés comme nos frères ?" "Oui, bien sûr, eux aussi", a-t-il balbutié, mais il était évident qu'il n'avait jamais pensé en ces termes.

Dans l'esprit officiel turc, les Kurdes d'Irak sont perçus comme une menace contre le caractère indivisible du territoire turc, face à laquelle les Turkmènes deviennent alors un atout. Pourtant, on ne comprend pas très bien ce que la Turquie veut faire précisément pour défendre ces Turkmènes. Certes, dans les déclarations officielles, on évoque systématiquement "la défense des droits des Turkmènes". Pourtant Mustafa Kemal Yayçili, président d'honneur du Parti national turkmène irakien, se plaint de l'inconséquence de la Turquie à l'égard des siens. "Nous attendions plus de la Turquie. Aucun parlementaire n'est jamais venu nous voir pour nous demander ce que nous voulions." Dans ce contexte général, les réactions violentes du gouvernement turc par rapport à la situation en Irak peuvent-elles vraiment être prises au sérieux ? On ne peut répondre que par la négative. La Turquie n'a pas de politique irakienne. La seule chose qu'elle sait faire pour le moment, c'est de réagir en menaçant.

Cengiz Candar

■ L'ami kurde ?

La violence des termes utilisés en Turquie pour évoquer le "danger" de l'émergence d'un Etat kurde dans le nord de l'Irak risque de résonner comme un amalgame auprès de nos

concitoyens kurdes. Notre paranoïa vis-à-vis de la menace supposée du séparatisme kurde nous rend aveugle. En ne craignant pas ses citoyens kurdes et en considérant désormais

les Kurdes d'Irak comme des alliés plutôt que comme des ennemis, la Turquie sera beaucoup plus influente en Irak, suggère Mehmet Ali Birand dans *Hürriyet*.

DIPLOMATIE

Neutralité à l'iranienne !

Chaque fois qu'un leader irakien arrive en visite officielle à Téhéran, l'image de Ceausescu est présente dans les esprits. Au printemps 1990, Nicolae Ceausescu se rendit à Téhéran alors que son régime était en train de vaciller. Dès qu'il revint à Bucarest, les événements se précipitèrent, conduisant à sa chute et à son exécution. Le même état d'esprit règne aujourd'hui après le séjour du ministre des Affaires étrangères irakien, Naji Sabri al-Hadithi. Pourquoi donner aux Etats-Unis des arguments leur permettant de nous accuser de faire partie de l'"axe du mal" ?

Avons-nous déjà oublié les crimes de guerre commis par les Irakiens à notre rencontre ? Toutefois, les déclarations des hauts responsables iraniens qui ont rencontré Al Hadithi ne donnent pas l'impression qu'ils parient sur le régime de Saddam Hussein. L'Iran n'a signé aucun accord avec l'Irak. Le président Khatami et son ministre des Affaires étrangères, Kamal Kharazi, ont simplement essayé d'obtenir ce qu'ils pouvaient sur les dossiers liés à la guerre Iran - Irak (1980-1988). Il est probable que la plupart des capitales de la région, de même que Téhé-

ran, souhaitent le renversement du régime irakien. Toutefois, toutes craignent qu'il crée une sorte de dynamique touchant les autres Etats de la région. Des voix se font entendre à Téhéran pour que l'on ne laisse pas passer l'occasion de renouer le dialogue avec les Etats-Unis. Si les Iraniens réussissent à adopter le même genre d'attitude avec l'Irak que pendant l'offensive américaine contre l'Afghanistan (soutien tacite à l'offensive américaine), ils pourront peut-être en tirer quelques avantages. C'est ce que les Iraniens appellent la "neutralité". Salem Mashkout, *An Nahar*, Beyrouth

Bagdad cherche à rallier les opinions musulmanes et arabes à sa cause

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Son « triomphe » au référendum présidentiel du mardi 15 octobre (100 % de « oui ») n'y a rien changé : le candidat unique Saddam Hussein n'est pas apparu en public, le lendemain, pour célébrer ce plébiscite pourtant présenté par ses fidèles comme un modèle de procédure démocratique. Sa dernière apparition devant une foule remonterait à la fin de l'année 2000. A l'époque, par crainte d'un assassinat, il avait pris soin de placer quelques diplomates étrangers à ses côtés. Cette fois, alors que la menace d'une guerre aurait pu l'inciter à quitter enfin ses palais, c'est à l'un de ses hommes de confiance, le vice-président du conseil du commandement de la révolution, Izzat Ibrahim Al-Douri, qu'a été confiée la mission d'annoncer la « bonne nouvelle » aux médias. Cette conférence de presse n'a rien apporté de vraiment nouveau sur le scrutin de la veille, ni sur la question du retour en Irak des inspecteurs de l'ONU.

M. Ibrahim s'est contenté de saluer la position de la France et de la Russie, tout en adressant une énième mise en garde aux Etats-Unis. Son intervention s'est en revanche avérée riche d'enseignements sur la stratégie actuelle des autorités irakiennes. A l'évidence, Bagdad cherche à rallier à sa cause les opinions publiques à dominante musulmane. Le vice-président a évoqué à plusieurs reprises les « masses

arabes » et, au-delà, le reste de l'Islam. Cet appel a trouvé écho dans la salle. Plusieurs personnes, présentées comme des journalistes en provenance du Soudan, du Pakistan, de Syrie ou des territoires palestiniens, ont applaudi avec ferveur la victoire du « grand homme » et clamé leur solidarité avec le « peuple d'Irak ». N'est-il pas temps de mobiliser les masses arabes ?, ont suggéré en substance ces intervenants au discours militant. « Oui, je le crois », a répondu M. Ibrahim, avant de mettre en garde les régimes arabes qui ne se rangeraient pas aux côtés de son pays : « Ils seraient en danger. »

« LES AFFAIRES DE DIEU »

La tonalité très religieuse du discours n'a pas manqué de surprendre, dans un pays qui revendique si souvent sa laïcité et abrite une forte minorité chrétienne (600 000 personnes). Le vice-président a multiplié les références à l'Islam, aux « croyants », voire à la « guerre sainte » contre les « forces du Mal ». A l'entendre, les Etats-Unis auraient le tort de vouloir « intervenir dans les affaires de Dieu le Créateur ». Ces propos ont confirmé l'islamisation grandissante d'un pays où de nouvelles mosquées, financées par le régime, se construisent sans cesse. L'ordre vient d'en haut : M. Ibrahim n'a-t-il pas laissé entendre, dans un élan quasi mystique, que Saddam Hussein était un descendant du Prophète ?

Philippe Broussard

M. Bush autorise Israël à réagir à des tirs irakiens

WASHINGTON

de notre correspondant

Pour leur septième rencontre depuis qu'ils sont arrivés l'un et l'autre au pouvoir dans leurs pays respectifs, George W. Bush et Ariel Sharon n'ont parlé que très peu des Palestiniens.

L'entretien, tel qu'il a été reflété dans les réponses des deux dirigeants aux journalistes, a porté essentiellement sur l'Irak et sur le risque que présente, pour Israël, une offensive militaire américaine contre Saddam Hussein. Le président américain a répété, d'abord, qu'il espère « parvenir à désarmer le régime irakien pacifiquement » et que la guerre n'est pas « la première option », mais « la dernière ». Ensuite, il a déclaré que, si l'Irak attaquait Israël, « il y aurait une réponse appropriée ». « Je pense que le premier ministre répondrait. Il a le désir de se défendre lui-même », a dit M. Bush, tandis que M. Sharon restait silencieux.

Les indications données officiellement des deux côtés sont que les dirigeants américains ont assuré leurs visiteurs qu'en cas de guerre ils feraient tout pour garantir la sécurité d'Israël. La zone d'où les Irakiens pourraient lancer contre Israël des missiles, éventuellement pourvus de charges chimiques ou biologiques, serait la cible des premières attaques aériennes et terrestres. Comme en 1991, des missiles antimissiles seraient employés par les Américains pour couvrir le terri-

toire israélien. Cependant, à la différence de ce qu'avait fait son père, le premier président Bush, il y a onze ans, le chef de l'exécutif ne demande pas à Israël de ne pas réagir à des tirs de missiles irakiens. M. Sharon avait fait savoir à l'avance qu'il refuserait de prendre un pareil engagement. La Maison Blanche semble s'être résignée au risque d'escalade que comporterait donc, pour toute la région, un affrontement militaire avec Saddam Hussein.

« LES MEILLEURES RELATIONS »

Dans la seule déclaration qu'il ait faite après son entretien avec M. Bush, le premier ministre israélien a souligné la qualité exceptionnelle des relations actuelles entre les deux pays. « Aussi loin que je me souviens (...), je pense que nous n'avons jamais eu, avec aucun président des Etats-Unis, des relations telles que celles que nous avons avec vous ni de coopération, dans tous les domaines, telle que celle que nous avons avec l'actuelle administration », a dit M. Sharon. Il a accepté un accord avec les Etats-Unis, prévoyant la restitution à l'Autorité palestinienne du produit des taxes qui devaient lui revenir au terme des accords d'Oslo. Les Américains se sont engagés à s'assurer que ces fonds ne seront pas utilisés pour financer « des activités terroristes de quelque sorte que ce soit ».

Patrick Jarreau

The opposition ■ By David L. Phillips

Iraqis are trying to get together

LONDON
Transforming Iraq from a rogue state into a viable democracy will require more than military action. Critics of regime change warn that without a strategy for governing Iraq, a power struggle between ethnic and religious groups could tear the country apart.

At a meeting I recently attended in Britain, Iraqi opposition leaders discussed strategies for a smooth transition. By having a plan in place, they hope to reduce the risk that military action will unleash deeply rooted animosities, resulting in fragmentation and fratricide similar to what happened in Bosnia. Iraq's multiethnic mosaic includes Arabs, Kurds, Turkmen and Assyrians. More than 60 percent are Shia Muslims who resent the country's Sunni domination.

Since the Ba'ath Party took over, Saddam Hussein's Sunni circle from Tikrit has entrenched its power and wealth by smuggling oil and controlling the civil service. It dominates the Republican Guard, infamous for atrocities against Marsh Arabs and poison gas attacks on Kurds. Kurds and Turkmen experienced ethnic cleansing during the recent Arabization of Kirkuk.

Opposition leaders share a common purpose: overthrowing Saddam. They also have a common vision. Their Sallahuddin Declaration of 1992 describes a federal democratic republic.

Iraqi pro-democracy activists envision devolving power from the central government to local authorities. Special arrangements, such as the use of local language in education and the media, will help promote the rights of nationalities, especially Turkmen and Assyrians. In mixed cities like Mosul and Irbil, police will reflect the ethnic composition of local communities. To avoid creating ethnically homogeneous zones, federal units will be demarcated geographically. A population census will be conducted, and a bicameral legislature established.

While opposition groups demand strict limitations on executive authority, they do not want to leave the central government with no role. Baghdad will retain control of defense, foreign affairs and monetary policy, including customs and taxation. Iraq's energy sector will be managed by the National Oil Ministry, with revenues redistributed to the regions.

Democratization will also require ending the

Ba'ath Party's domination of the armed forces. The worst offenders will be prosecuted for atrocities, but it is important to guard against revenge and vigilantism. A truth and reconciliation process is planned, to spotlight abuses and promote national healing.

Given the collapse of democratic institutions and civil society under Saddam, future leaders will rely heavily on the international community in the post-conflict transition period. America's full commitment is essential to provide security after regime change. In addition, the United Nations can assist by providing an interim civilian administration.

While Iraqi opposition leaders welcome the international community's help, they also insist on a timetable for transferring responsibility to Iraqis. They maintain that the country's recovery will benefit from many skilled professionals in Iraq, as well as Iraqis living and working abroad.

In wanting to avoid an open-ended involvement, the United States should not make the mistake of replacing Saddam with another military strongman or nationalist leader just to keep the country together.

It should also resist establishing a government in exile or appointing a figure from the exile community to lead the country. Picking the wrong person would exacerbate divisions.

Despite progress by opposition groups, it is important not to sugarcoat differences. Opposition leaders are debating the need for a single, joint or rotating presidency. There are divergent views about the number of provinces to be established in Iraq's federal system, and when to conduct local elections. Some Islamists do not want Iraq to be a secular state.

Iraqi opposition groups are sobered by the respon-

sibility that would come with regime change. They approach federalism as a movable feast. Its malleable definition can help resolve competing claims, and accommodate the interests of Iraq's many factions.

The writer, a senior associate and deputy director of the Center for Preventive Action at the Council on Foreign Relations, contributed this comment to the International Herald Tribune.

Harsh terrain for democracy

Iraq's fragmented society and blood-soaked political history should make anyone wary of predicting the swift creation of a viable democracy there. Monitored and oppressed since 1958, Iraqis have turned inward to the safe harbor of tribalism and religious and ethnic factionalism. Every community fends for itself. Civil society has been crushed and the middle class has been decimated, thanks mainly to the UN-led sanctions since 1991. The building blocks and institutions necessary for a functioning polity, let alone a democracy, do not exist.

Initially, a military liberation of Baghdad could unleash joy in the streets of Iraq. But unless the United States is willing to forcefully police the new order for many years to come, Iraq will fracture and descend into chaos, destabilizing its neighbors and giving rise to new jihad groups that will attack Americans. Not only will there be no democracy in Iraq but U.S. vital interests will be endangered.

— Fawaz A. Gerges, author of the forthcoming "The Islamists and the West," commenting in The Washington Post

A Damas, Chirac évoque la crise irakienne

LE FIGARO

21 OCTOBRE 2002



Jacques Chirac a été accueilli chaleureusement par Bachar El Assad à son arrivée en Syrie, hier.

(Photo P. Kovarik/AFP.)

Damas :
de notre envoyée spéciale
Anne Fulda

Avant de regagner Paris, Jacques Chirac, tout auréolé du succès qu'ont remporté ses positions sur la crise irakienne et le conflit israélo-palestinien, au cours du neuvième sommet de la francophonie, a bouclé, hier, sa tournée au Proche-Orient par

deux visites éclair en Syrie et en Jordanie.

Tapis rouge à l'aéroport de Damas, puis entretien en tête-à-tête avec Bachar El Assad, dans un salon de l'imposant palais présidentiel tout en marbre et granit. Tapis rouge encore, et haie d'honneur avec soldats en tenue d'apparat, à Amman, où,

Jacques Chirac a été accueilli par le roi Abdallah II, avant de dîner avec lui au palais royal... Sur le contenu de ces deux rencontres, le président français et son entourage ont été très discrets.

En revanche, lors de la courte conférence de presse qu'il a donnée, à l'aéroport d'Amman, Jacques Chirac, faisant allusion aux discussions en cours à l'ONU, a tenu à réaffirmer qu'il ne situait pas les relations entre

la France et les Etats-Unis « en termes de rapports de force ». Alors qu'on lui demandait si la menace d'une guerre en Irak s'éloignait, il a répondu, prudent, qu'il est « tout à fait prématuré de faire un tel pronostic ». « Mais, a-t-il ajouté, à défaut de pronostic, ma conviction est qu'il serait souhaitable qu'une crise s'éloigne. » « Tout mon espoir, toute la raison me conduisent à

tout faire pour éviter qu'une circonstance de telle nature survenne », a-t-il encore indiqué.

Le président français qui, il y a deux ans, avait été le seul chef d'Etat occidental à assister aux obsèques d'Alfiez El Assad, effectuait sa première visite en Syrie depuis l'accession à la présidence de Bachar El Assad, en juillet 2000. « Tous les sujets relatifs au Proche-Orient et les relations bilatérales » ont été abordés. Et le dirigeant syrien, qui affirme apprécier « la position équilibrée défendue par la France », a fait part de ses craintes sur les conséquences économiques et politiques qu'entraînerait une intervention armée en Irak.

Jacques Chirac effectuait également sa première visite en Jordanie depuis l'accession au pouvoir d'Abdallah II.

Irak : George Bush renonce à un recours automatique à la force

Les Etats-Unis ont accepté un compromis aux Nations unies et ont repris à leur compte une partie des propositions françaises. Si Washington assure toujours pouvoir agir sans l'aval de l'ONU, le Conseil de sécurité voit ses prérogatives renforcées dans la gestion de la crise irakienne

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Si rien ne dit qu'elle a gagné la bataille contre la guerre, la France pourra au moins se prévaloir d'avoir remporté la bataille du paragraphe 10, ce qui n'est pas rien. Jeudi 17 octobre, un accord franco-américain a été conclu sur l'Irak. Les Etats-Unis ont proposé à leurs partenaires français une formule de compromis sur cet article qui stipule ce que compte faire l'ONU en cas d'incident dans le processus de désarmement de l'Irak.

Tirant les leçons de quatre semaines de blocage autour du projet de résolution et de deux jours d'un débat public au Conseil, où seuls la Grande-Bretagne et Israël ont publiquement déclaré leur total soutien – sur 70 orateurs –, Washington a renoncé à obtenir de l'ONU le feu vert pour répliquer dès le premier incident. « Le nœud gordien a été tranché », a commenté un diplomate.

Cette nouvelle proposition prend sans complexe le contre-pied de la position défendue jusqu'ici par l'administration Bush et, jeudi après-midi encore, par son représentant à l'ONU. Il n'est plus question d'autoriser les Etats membres à utiliser « tous les moyens nécessaires » pour rétablir l'ordre. Il n'est plus fait mention des conséquences « sérieuses » ou « sévères » (euphémisme diplomatique pour bombardements), qui attendent Bagdad s'il essaie de jouer au plus fin avec les inspecteurs (lire ci-dessous). Washington propose désormais, en cas d'incidents, de réunir le Conseil de sécurité, lequel « considérera la situation ».

L'offre de compromis a été présentée par l'ambassadeur américain, John Negroponte, à son homologue français, Jean-David Levitte, sous la forme de deux paragraphes. Le fameux OP-10 (*operative paragraph*) a donc été scindé en deux (OP-9 et OP-10), comme pour satisfaire la revendication par Jacques Chirac d'une démarche en deux temps. A défaut de deux résolutions, les Français obtiennent deux paragraphes, mais ceux-ci leur donnent satisfaction sur l'essentiel : en cas de refus de l'Irak d'obtempérer, le chef des inspecteurs de l'ONU, Hans Blix, fait un rapport au Conseil ; celui-ci se réunit immédiatement et « considère » la situation.

AUCUNE PUBLICITÉ

Le fait que le Conseil, dans cette proposition, ne soit que chargé de « considérer » les événements, au lieu de « décider » de la réponse appropriée – un terme qui a été refusé par la délégation américaine – a chagriné plus d'un exécutif. Et Colin Powell, qui est arrivé soudainement à New York, avec quelques heures d'avance sur un programme prévu de longue date, n'a pas fait mystère de la relative importance qu'il accordait à la résolution onusienne. « Les Etats-Unis agissent actuellement en vertu de l'autorité donnée la semaine dernière par le Congrès », a-t-il souligné.

Ayant conclu un compromis, les Américains n'en ont organisé aucune publicité – « Nous n'avons pas encore publié de projet de résolution ! » s'emportait un porte-parole. Ils se sont employés à rappeler que le Congrès américain a de toute façon donné au président la liberté d'engager les forces armées si nécessaire sans avoir à consulter l'ONU. « Toute résolution qui émergera des discussions entre les membres du Conseil laissera au président américain, si les Nations unies ne sont pas décidées à agir, le droit d'agir en autodéfense avec d'autres nations qui pensent comme nous », a insisté le secrétaire d'Etat qui, dès son arrivée, s'est entretenu avec Hans Blix, le chef des inspecteurs du désarmement.

Après de nombreux coups de fil entre Paris, Moscou, Londres et même Pékin, la France a jugé que cette nouvelle proposition américain

ne représentait un « pas important ». L'ambassadeur de France est donc allé porter, jeudi, cette nouvelle à l'hôtel Waldorf Astoria, où réside son homologue américain. Puis les deux ambassadeurs sont revenus lire leurs discours, préparés d'avance, dans la salle du Conseil. D'une voix déterminée, John Negroponte a lu un texte qui répétait comme si rien ne s'était passé les exigences américaines : « une » résolution à la fois « ferme, non ambiguë » et faisant comprendre à l'Irak qu'« il y aura des conséquences ».

Pour les Français, il reste encore à voir l'ensemble du texte. « Après l'OP-10, il y a encore les articles de 1 à 9 », ironise un spécialiste du dossier. Mais on indique de bonne source que les Français accepteraient

certaines des termes honnis, le compromis obtenu résidant sur la confiance qu'aucun mot ne peut être « interprété comme un feu vert à une action militaire ».

INSISTANCE

L'exemple le plus significatif est l'expression « *material breach* », que l'on traduit par « violation patente ». Elle figure dans chacun ou presque des discours des responsables américains. En langage diplomatique, elle correspond à une suspension d'une convention antérieure. Dans le cas de l'Irak, elle viendrait suspendre l'accord de cessez-le-feu d'avril 1991. Les Américains y tiennent particulièrement, car elle leur permet d'arguer de ce qu'ils n'ont pas besoin d'une nouvelle autorisation puisque le cessez-le-feu est suspendu dès lors que l'Irak est en violation patente de ses obligations.

« *Material breach* » figurait dès le premier paragraphe du premier projet anglo-américain de résolution. Elle devrait se trouver dans le texte de compromis, mais la France a choisi de s'en accommoder.

Il reste aussi à étudier les modalités du régime d'inspection. Hans Blix n'étant pas favorable à la militarisation de ses inspecteurs, la proposition d'encadrer les équipes sur le terrain devrait disparaître. Sur la question des interrogatoires de scientifiques irakiens, que M. Bush a souhaité voir se pratiquer hors d'Irak, le diplomate suédois aurait proposé d'étudier cette formule au cas par cas.

Le principal obstacle étant levé, les Américains devaient soumettre un projet de texte aux cinq membres permanents du Conseil, probablement dès vendredi. Optimistes, certains diplomates envisageaient qu'une résolution puisse être votée par l'ensemble du Conseil avant la fin de la semaine prochaine.

Corine Lesnes

Le Monde

SAMEDI 19 OCTOBRE 2002

Saddam Hussein : « Le sang appellera le sang »

Saddam Hussein a emprunté à George W. Bush sa formule de lutte entre le bien et le mal pour s'attaquer aux Etats-Unis, en prêtant serment, jeudi 17 octobre, pour un nouveau mandat de sept ans à la tête de l'Irak. « La question irakienne n'est plus une question qui concerne l'Irak, elle n'est plus une question arabe, mais elle est désormais au centre de la lutte entre le bien et le mal », a déclaré le président irakien dans un discours devant les plus hauts dignitaires du régime, retransmis à la télévision et salué par des rafales d'armes automatiques à Bagdad. Evoquant une possible guerre entre l'Irak et les Etats-Unis, il a averti que « le sang appellera le sang », et a accusé « les administrations américaines successives d'avoir été un jouet aux mains du lobby sioniste ». En prêtant serment, la main droite sur une copie du Coran, Saddam Hussein a eu la gorge nouée par l'émotion et s'y est pris à deux fois pour commencer sa lecture. Il a ensuite reçu des mains du numéro deux du régime, Izzat Ibrahim, une épée et un crayon, symbolisant le sabre et la plume. – (AFP.)

Decreeing broad amnesty, Saddam empties the jails

Many Shiite opponents of regime are freed

By Rajiv Chandrasekaran

The Washington Post

BAGHDAD: President Saddam Hussein announced Sunday an amnesty for most of the country's prisoners, setting free tens of thousands of convicts, including political dissidents, in an effort to bolster domestic and international support in his confrontation with the United States.

Moments after the amnesty decree was read on state television Sunday morning, the authorities threw open the gates of the country's most notorious prison, the high-security Abu Gharib complex on the outskirts of Baghdad, allowing several thousand dazed and scruffy men to walk out of their cramped cells and into a throng of cheering and wailing relatives who had surrounded the vast penitentiary.

Among those released from Abu Gharib were scores of young Shiite Muslim men, several of whom said they had been imprisoned on charges of opposing Saddam's government. "We were political prisoners," whispered a man who gave his name as Walid and said he was a carpenter from the Shiite-dominated southern city of Najaf. "There were many like us in there — people who talked bad about the government."

More than a dozen other Shiites interviewed outside the presence of government officials on the dusty road leading away from Abu Gharib also said they had been held on what they called "political" charges.

Saddam's government, which is dominated by Sunni Muslims, has long been concerned about dissent among Shiites, who comprise more than 55 percent of the country's population but enjoy comparatively little political clout. Thousands of Shiites participated in a 1991 revolt against Saddam in southern Iraq, a rebellion which Iraq claims was instigated by neighboring Iran.

Iraqi political observers said Sunday that the government's decision to include Shiite dissidents in the amnesty might reflect confidence in security measures installed over the past decade to prevent another insurrection. They said it also quite likely was an overture to Iran, whose government is dominated by Shiites and has long been critical of Iraq's treatment of its Shiite population.

Iraqi officials have been trying to ensure that Iran, a country with which Baghdad fought an eight-year war in the 1980s, will crack down on Shiite opposition groups that operate along the border and will refuse to provide assistance to the United States in the

event of a military attack.

"Saddam seems to be trying to send an olive branch to the Iranians," a diplomat here said.

Iraq also took a step Sunday toward trying to mend relations with Kuwait, a country that Iraq's army invaded in 1990, sparking the Gulf War. Fulfilling a promise it made earlier in the year, Iraq began handing over 2 tons of official documents it had seized from Kuwait's national archives during the invasion. The transfer of the documents took place at a demilitarized border zone and was supervised by the United Nations.

Iraqi officials said the amnesty applied to every person in the country's prisons except those convicted of spying for the United States or Israel. A judge supervising the events at Abu Gharib said the amnesty also applied "without exception" to foreigners being held in Iraqi prisons.

Officials did not mention whether Kuwaitis allegedly imprisoned in Iraq were among those released. The U.S. and Kuwaiti governments accuse Iraq of failing to account for more than 600 people, most of them Kuwaitis, who disappeared after Iraq's 1990 invasion of Kuwait. Iraq maintains that it has released all its prisoners of war.

"Just handing over documents will not be sufficient," a senior Kuwaiti official said in an interview this month. "For us, the prisoners of war are the most important thing."

Although Kuwait has said it opposes any unilateral U.S. military action against Iraq, the Kuwaiti government has allowed the U.S. military to build up its forces in preparation for a possible attack. Privately, Kuwaiti officials said they support Saddam's ouster and would not interfere with a U.S. invasion, which they said they cannot prevent under the terms of their defense treaty with the United States.

Iraqi officials did not reveal the number of prisoners freed under the decree, but the flow of people out of Abu Gharib witnessed by this correspondent and television footage of other releases suggested that the total figure was in the tens of thousands.

Officials said all pardoned prisoners would be released within two days.

Secretary of State Colin Powell dismissed the amnesty as a political ploy.

"This is typical of this man's use of human beings for these political purposes of his," Powell said on ABC Television. "This is the kind of manipulation he uses to try and paint himself as

something other than what he is: a brutal dictator."

International human-rights groups accuse Iraq of holding tens of thousands

of political prisoners. Many are tortured and executed, the groups contend. The British government last week accused Iraq of having "probably the worst human-rights situation anywhere in the world."

The Iraqi government invited journalists to cover the release at Abu Gharib, which usually is off-limits to foreigners.

The event initially was cloaked in secrecy, with officials telling journalists to assemble at the Information Ministry building for a news conference. Then they told the journalists to get in their vehicles and follow a government car, which resulted in a high-speed chase through the streets of Baghdad and on two highways leading out of the city.

The first wave of prisoners to leave Abu Gharib appeared to have been well scrubbed — and well rehearsed. Carrying their belongings in metal trunks and plastic sacks, they shouted: "We sacrifice our souls for Saddam." Others said they were ready to "defend our great leader."

Saddam said the amnesty was a gesture of thanks for the support he received in a referendum last week giving him another seven-year term as president.

In light of the result, he said in a statement read on television by Information Minister Mohammed Saeed Sahaf, "we show mercy rather than punishment."

As news of the release spread, thousands of people descended on the low-slung Abu Gharib complex. Family members, many of them crying, rushed to the front gates, some waving photos of their incarcerated relatives.

International Herald Tribune
Monday, October 21, 2002

La majorité ne rêve que de la chute de Saddam Hussein, et est prête à payer le prix.

Et qu'en pense la population d'Irak?

par HALKAWT HAKEM



Un des multiples et luxueux palais bâtis par Saddam Hussein. Ici au-dessus des ruines de Babylone.

Les Irakiens vont payer le prix le plus lourd de ce conflit, beaucoup moins par les bombes alliées que par les canons et les armes biologiques et chimiques de leur propre régime.

21 OCTOBRE 2002



Trente-quatre ans de règne sans partage. Les clés de cette longévité sont toujours la terreur et l'élimination physique de tous les opposants. Neuf ans de guerre contre les voisins et quinze ans contre une partie de son peuple, les Kurdes, en révolte contre la politique d'arabisation forcée. Plus d'un million de morts, sans compter les blessés et les morts vivants.

Ce bilan sommaire suffit-il à un peuple pour connaître la nature du régime qui le gouverne. Ces années-là ont appris aux Irakiens que leur Président, pour se maintenir au pouvoir, n'hésitait pas à sacrifier une partie d'entre eux et, s'il le faut, la gazer. Saddam Hussein a souvent répété haut et fort pendant la guerre contre l'Iran que ceux qui viendraient après lui ne verraient qu'une terre sans hommes. Aujourd'hui encore, le grand danger qui menace les civils vient de lui. Dans le débat actuel sur la guerre contre le régime, on parle peu de la population irakienne. Dans le monde arabe, le mutisme sur les souffrances que le régime panarabiste inflige à la population est parfaitement conservé.

C'est la population irakienne qui va payer une fois de plus le prix le plus lourd de ce conflit, beaucoup moins par les canons et les missiles alliés que par les canons et fort probablement les armes biologiques et chimiques de son propre régime. Malgré ce spectre, l'immense majorité des Irakiens sont aujourd'hui pour une frappe américaine contre le régime de Saddam Hussein. Les représentants des six plus importants partis d'opposition, reçus officiellement aux Etats-Unis en août, ont souhaité qu'au moment des attaques les infrastructures et la population soient épargnées. Même les groupes et les partis qui se déclarent contre la guerre, peut-être parce qu'ils n'étaient pas conviés à la réunion de Washington, admettent que les populations sont pour les frappes. Un journaliste arabe tunisien écrivait récemment que le monde arabe sera impressionné de voir les Irakiens accueillir les soldats américains comme des libérateurs.

En 1991, 14 départements sur 18 se sont révoltés contre le régime après sa défaite au Koweït. Seuls historiquement les bastions de la minorité arabe sunnite lui sont restés entièrement fidèles. Aujourd'hui, il n'est même pas assuré de la loyauté de ces derniers, qui dirigent le pays depuis sa création en 1921. La répression a atteint

une partie non négligeable de leurs habitants. Même les clans de la ville natale de Saddam Hussein - Tikrit - qui avaient dans les années 70 et 80 les commandes de l'Irak, boudent depuis des années déjà leur protecteur d'hier. La fureur du Président ne les a pas épargnés. Elle a atteint même sa propre famille, notamment ses deux beaux-fils, tués avec leur sœur et plusieurs de leurs enfants.

La misère frappe de plus en plus les gens et les classes moyennes sont véritablement réduites à la pauvreté. Selon les experts internationaux, le

régime, qui distribue les revenus de la résolution «Pétrole contre nourriture», en dérobe plus de 60 % pour le distribuer à ses milices ou le revendre au marché noir. Cependant, les 13 % des mêmes revenus ont considérablement amélioré le niveau de vie dans la région kurde, qui échappe avec ses quatre millions d'habitants au pouvoir de Bagdad.

Les autorités kurdes ne bénéficiant pas d'une reconnaissance internationale, la distribution se fait directement par l'ONU.

Le régime irakien a perdu sa base populaire des années 70. La mascarade de référendum du 15 octobre est mise en scène à l'adresse de l'opinion de la rue arabe et pour justifier, de son point de vue, la répression sauvage qu'il va mener contre sa propre population lorsque les alliés passeront à l'attaque. Parallèlement au plébiscite à bulletin levé, le régime envoie ses milices sillonner le Sud, rassembler les notables et les faire jurer, la main sur le Coran et en présence de la population, qu'en cas d'attaque personne ne se lèvera contre le régime, comme en 1991. Lorsque sonnera l'heure de la libération, on verra combien pèse la parole de Mahomet!

Saddam Hussein ne compte désormais que sur les milices, les gardes républicaines et les services secrets, dirigés tous par un cercle restreint de la famille de Saddam Hussein, notamment ses deux fils Oudaï et Quesaï.

Ce cercle s'appuie sur des clans familiaux plus ou moins proches pour contrôler tous les secteurs économiques juteux du pays, du trafic de pétrole au change des monnaies. Il frappe

une monnaie avec des photocopies performants et fabrique un billet que la population appelle le «dinar falsifié». Seule la région kurde utilise la vraie monnaie nationale.

En dehors de cette région, la plupart des Irakiens ne mangent pas à leur faim, tandis que le

pouvoir vit dans l'opulence au vu et au su de tout le monde. Pour fêter son anniversaire, le président irakien dépense chaque année plusieurs millions de dollars, et les festivités sont retransmises par tous les médias du pays. Il vient de bâtir dans le cimetière historique de Tikrit, également ville natale de Saladin, un mausolée à la mémoire de son père, disparu en 1937 à l'âge de 35 ans dans des circonstances non éclaircies jusqu'à nos jours; son corps n'a jamais été retrouvé. Ce mausolée, dessiné par le président lui-même, s'étend sur 500 m². Son toit repose sur 35 colonnes, indiquant l'âge de son père au moment de sa disparition. Sa coupole est haute de 28 mètres, pour rappeler le jour de la naissance du fils-président (28 avril 1937).

Les dépenses faramineuses du cercle présidentiel continuent au moment où des milliers de familles envoient leurs enfants travailler tous les jours pour gagner quelques sous aux dépens de leur scolarité et de leur santé. Pour nourrir leurs enfants, des milliers de femmes se prostituent dans les quartiers privilégiés de Bagdad ou dans les villes de Jordanie... Combien de vies ont été brisées pour assouvir la soif de pouvoir et de domination d'un mégalomane dont la haine à l'égard de son propre peuple ne connaît pas de limites? Probablement nous aurons quelques réponses le jour où le régime sera renversé.

Certes, des gens affarés, apeurés ne peuvent pas changer un pouvoir convaincu que sa survie passe uniquement par la terreur. En 1991 les Irakiens, toutes confessions et ethnies confondues, étaient tout près de renverser le régime, entre autres, à la demande des Américains. Mais ces derniers ont préféré un Saddam Hussein affaibli à toute autre option. Aujourd'hui, le choix semble différent. Les Irakiens, surtout dans le nord et le sud, ont terriblement peur d'être les cibles des armes de destruction massive de leur dictateur. Mais leur espoir est plus grand de s'en débarrasser une fois pour toutes ●

Halkawt Hakem est maître de conférences à l'Institut national des langues et civilisations orientales.



Entraînement hier au Koweït. Des marines américains s'exercent à monter une tente de protection contre les armes chimiques. Le Pentagone repositionne ses forces autour de l'Irak depuis plusieurs mois.

Un nouveau texte a été présenté hier devant le Conseil de sécurité

Bush résolu à attendre le feu vert de l'ONU

Washington veut imposer «un régime sévère d'inspection» à Saddam Hussein et le menacer de «conséquences» s'il refuse.

Washington
de notre correspondant

Après plusieurs semaines de discussions, la nouvelle résolution de l'ONU sur l'Irak est prête. Pour la première fois, les Américains ont présenté hier au Conseil de sécurité un texte complet et rédigé. Jusque-là, les discussions ne portaient en effet que sur des brouillons incomplets. Hier, à New York, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Russie, Chine), qui disposent d'un droit de veto, se sont réunis pour examiner le document américain. Les dix membres non permanents en seront saisis «le plus tôt possible», selon Richard Boucher, porte-parole du Département d'Etat, qui a estimé qu'*«il est temps de boucler tout cela»*. La veille, Colin Powell, le secrétaire d'Etat américain, qui s'est rendu sur plusieurs plateaux de télévision, a expliqué que la résolution proposerait «un nouveau régime sévère d'inspections» tout, en pré-

voyant des «conséquences» (euphémisme pour une action militaire) si d'aventure l'Irak ne s'y pliait pas. La semaine dernière, les principaux membres du Conseil de sécurité avaient trouvé un compromis sur leur principal différend. Si elle prévoit des «conséquences», la résolution n'autorise pas formellement l'usage de la force contre l'Irak: les Français ont obtenu que le Conseil de sécurité soit consulté à nouveau si les Irakiens ne coopéraient pas. Le diable étant dans les détails, la semaine devrait ne pas être de tout repos pour les diplomates qui s'activent à l'ONU. Avant l'été. Les Américains tentent d'imposer une mission d'inspection qui soit à la fois de courte durée et musclée. Si la guerre contre l'Irak doit avoir lieu, Washington souhaite la mener en hiver, et en tout cas avant les grosses chaleurs de l'été. Les troupes devront se déplacer avec des combinaisons pour se prémunir contre l'usage éventuel d'armes chi-

miques et bactériologiques par les Irakiens. Au sein de l'administration Bush, les «faucons» suggèrent d'accompagner les inspecteurs onusiens d'une force armée et d'inclure des inspecteurs américains. Mais ces propositions sont jugées inutilement provocatrices par la plupart des autres nations du Conseil de sécurité. Les Américains souhaitent également que les inspecteurs puissent aller où ils veulent, quand ils veulent. Le président Bush a lui-même suggéré que les témoins puissent être emmenés à l'étranger, ainsi que leur famille, pour y être interrogés. Tous ces points sont à finaliser. La tâche des Américains est d'autant ardue que plusieurs des accusations portées contre l'Irak s'effilochent. Saddam Hussein a vidé ce week-end ses prisons de dizaines de milliers de prisonniers (lire page 4), et restitué au Koweït les archives nationales que ses troupes avaient «confisquées» il y a douze ans, après l'invasion de la petite monarchie pétrolière.

Par ailleurs, la principale «preuve» des liens entre Bagdad et les terroristes du 11 septembre, la prétendue rencontre à Prague entre le «cerveau» Mohamed Atta et le diplomate irakien Ahmad Khalil Ibrahim Samir al-Ani, s'est dégonflée: le président Václav Havel a lui-même informé Washington que l'information

naguère transmise par les services de renseignement tchèques était sans fondement. Enfin, les révélations sur le programme nucléaire nord-coréen (qui s'avère bien plus avancé que celui, hypothétique, de l'Irak) ont relativisé la menace que fait peser le régime de Bagdad.

Régime. La position des Américains étant plus fragile, la situation étant plus complexe, l'homme qui prend de plus en plus de poids est le chef de la diplomatie, Colin Powell. Il a entrepris de désamorcer les propos guerriers de ses collègues. Dimanche, sur NBC, il a ainsi minimisé l'objectif d'un «changement de régime» en Irak. «Nous pensons que les Irakiens se porteraient mieux avec un autre dirigeant, un autre régime (...) mais notre principal problème est le désarmement», a-t-il déclaré. Hier, Bush a affirmé que l'objectif de la politique américaine restait d'arriver à un changement de régime en Irak. «Nous donnons encore une chance à la diplomatie. Je crois que le monde libre, s'il le veut, peut désarmer cet homme (Saddam Hussein, ndr) pacifiquement...» George W. Bush

«Nous pensons que les Irakiens se porteraient mieux avec un autre dirigeant, un autre régime (...) mais notre principal problème est le désarmement», a-t-il déclaré. Hier, Bush a affirmé que l'objectif de la politique américaine restait d'arriver à un changement de régime en Irak. «Nous donnons encore une chance à la diplomatie. Je crois que le monde libre, s'il le veut, peut désarmer cet homme (Saddam ndr) pacifiquement...» a-t-il déclaré, ajoutant que si Saddam se plie à toutes les exigences de l'ONU «cela serait en soi la preuve que le régime a changé».

Powell, dimanche, a rappelé que le président américain George W. Bush gardait toute latitude pour attaquer l'Irak, s'il le ju-

geait nécessaire, «pour défendre le peuple américain». Mais rares sont ceux qui imaginent que l'administration Bush

pourra partir en guerre contre l'avis de l'ONU. «George W. Bush aboie avec les durs de son équipe, mais il ne mord pas», jugeait la semaine dernière un expert français ac-

compagnant la ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie, en visite à Washington ●

PASCAL RICHE

57 000 hommes déjà sur place

Les Etats-Unis renforcent leurs troupes au Moyen-Orient.

Depuis un an, le Pentagone repositionne lentement mais sûrement ses forces à travers tout le Moyen-Orient, c'est-à-dire autour de l'Irak. A chaque nouveau mouvement de troupes, le Pentagone évoque des exercices de «routine». L'idée est, semble-t-il, de faire monter la pression sur Saddam Hussein, mais aussi de réduire la durée de la préparation d'une offensive sur Bagdad, si le président américain en prenait la décision. En 1990, les Etats-Unis avaient mis six mois à mettre en place la reconquête du Koweït. Aujourd'hui, le commandement central dispose déjà de plus de 57 000 soldats dans cette partie du monde. En 1991, lors de la guerre du Golfe, la coalition en avait déployé 700 000. Mais le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, estime que grâce aux armements modernes, beaucoup plus précis et meurtriers, une guerre aujourd'hui nécessiterait un nombre de soldats bien moins élevé que par le passé.

Deux porte-avions patrouillent déjà dans la région (l'*Abraham Lincoln* et le *George Washington*). Un troisième, le *Constellation*, basé à San Diego, en Californie, est sur le départ avec 72 avions à bord. Il a été envoyé dans la région deux mois plus tôt que prévu. Un quatrième porte-avions, le *Harry S. Truman*, basé à Norfolk (Virginie), doit appareiller début décembre. Dans ce dispositif, le Koweït est une importante base arrière. Le Pentagone vient d'ordonner à une unité importante de l'armée de terre, le Cinquième Corps d'armée, basé à Heidelberg (Allemagne), de partir pour le Koweït. Il est composé de 41 000 soldats, et comprend plusieurs divisions spécialisées dans les combats au Proche-Orient. Une partie du Premier Corps expéditionnaire des marines, basé à Camp Pendleton, en Californie, a lui aussi reçu l'ordre de rejoindre le Koweït, tout comme une unité d'hélicoptères chasseurs de chars Apache. Plus de 5 000 GI's sont

déjà au Koweït, pour la plupart à Camp Doha. Les 600 personnes chargées de l'Irak, au commandement central, basé à Tampa en Floride, déménageront pour le Qatar le mois prochain. Cette équipe, qui dépend du général Tommy Franks, commandant des troupes américaines au Moyen-Orient et en Asie du Sud (Afghanistan y compris), devrait rester sur place indéfiniment. Il dispose déjà d'un commandement naval au Bahreïn et aérien en Arabie Saoudite. Le Pentagone s'apprêterait à commander plusieurs centaines de milliers de combinaisons de guerre bactériologique. Sa porte-parole, a indiqué qu'un programme de vaccination contre la variole pourrait commencer dès le mois prochain. L'armée américaine devrait à la même date entraîner de 5 000 à 10 000 opposants irakiens aux Etats-Unis. ●

P. R. (à Washington)

22 OCTOBRE 2002

libération



Dans les prisons irakiennes, la plus grande belle de l'histoire

A l'annonce d'une amnistie générale par Saddam Hussein, des dizaines de milliers d'Irakiens se sont rués sur les prisons irakiennes, dimanche, pour s'assurer de la libération de leurs proches. Débordés par la foule, les

gardiens du tristement célèbre centre pénitencier d'Abu Ghraib, au nord-ouest de Bagdad, ont dû laisser sortir l'ensemble des détenus alors que la grâce présidentielle excluait les -espions à la solde d'Israël-

et les condamnés pour meurtre. -Il ne reste plus aucun prisonnier sur l'ensemble du territoire irakien. Les prisons ont été fermées, après s'être vidées de leurs occupants-, a reconnu hier un ministre irakien.

After Saddam ■ By Nicholas D. Kristof

Iraqi democracy is a pipe dream

Listen to the hawks after a few glasses of wine and you might be seduced into thinking that after overthrowing Saddam Hussein, we Americans are going to turn Iraq into a flourishing democracy.

But I'm afraid it's a pipe dream, a marketing ploy to sell a war.

We haven't even been able to nurture full democracy in modern, bustling Kuwait, where women still cannot vote, or in Saudi Arabia, which is more egalitarian — where neither men nor women can vote. I had a nice insight into the limits of democracy in Kuwait the other night when I was at the palatial home of a Kuwaiti sheikh.

A cell phone rang, and my hosts beamed and informed me of the arrest of Mohammed Mulaifi, a young government official who had been quoted in *The New York Times* a few days earlier as gushing sympathetically about two terrorists who had shot an American marine to death and wounded another. I asked the sheikh what the charges were against Mulaifi.

Speaking too openly to an American journalist? Insulting the Great Father Across the Sea?

The arrest underscored the risks of expressing a dissident view publicly at a time when Kuwait was shocked and embarrassed by the killing of the marine. The episode is a reminder that while Kuwait is one of the freest countries in the Gulf region, with a lively press that dares scold even members

of the ruling Sabah clan, it is also a family-run venture that falls well short of being a full-fledged democracy.

In the immediate aftermath of the Gulf War, the first Bush administration leaned on the Sabahs, and the result was a restoration of a Parliament that the emir had dissolved in 1986. The Parliament has since grown more important, with members periodically trying to do their best to embarrass cabinet members in the finest tradition of democratic rule. But the United States soon lost interest in prodding the Sabah family, and so 11 years after the war progress has been modest.

Then there's Iraq. A central challenge is that democracy would effectively take power from the 16 percent Sunni Muslim minority that has always run Iraq and hand it to the 60 percent Shiite population, and this transfer could be very bloody.

"You can't expect to have a real democracy in Iraq, such as we're dreaming of," notes Abdullah Sahar, a political scientist at Kuwait University. Building a democracy in Kuwait is "very easy," he says, compared with doing the same in Iraq. (Perhaps it's a bit odd for the not entirely democratic Kuwaitis to scoff at prospects for democracy in their neighbor, but most do so.)

Even if we could find an Iraqi version of Hamid Karzai (no, no, Ahmed Chalabi, don't leave London yet), and even if Iraq were ready for democracy, there would be another huge obstacle — the neighbors.

"There will not be a democracy in Iraq, not a real democracy," said Mohammed Jassem, editor of the newspaper *Al Watan* in Kuwait. "That would mean allowing a Shiite state. America and the Gulf countries cannot afford that." The rise of a Shiite state in Iraq could strengthen Iran and lead to clashes with Shiite minorities in Kuwait, Saudi Arabia and other countries, he warned.

Actually, it seems to me that the risks of democracy are smaller than the risks of military rule. But that may be academic, because odds are that the neighboring governments would do their best to block popular rule from ever emerging in Iraq.

Kuwaiti rulers seem to think, based on assurances from U.S. officials, that Shiite domination is potentially so destabilizing that democracy is not even an option for Iraq.

As Kuwait sees it, the possibilities range from a Tommy Franks viceroyalty to the installation of a Sunni Hashemite king, some relative of Jordan's King Abdullah II. Jordan already seems to be quietly lobbying for this outcome.

"Democracy is just not in the cards there," one Kuwaiti official said.

Of course, even a nicer tyrant — Saddam Lite — would be a huge improvement for the Iraqis. But I'm afraid that the prattle about creating a democratic model on the Tigris is just a shrewd White House marketing attempt to bait and switch.

The New York Times

AMNISTIE

Changement de tactique

L"amnistie générale" qui vient d'être décrétée par Saddam Hussein pour les Irakiens détenus ou condamnés pour des crimes de droit commun et pour des raisons politiques est loin de convaincre les observateurs que l'on assiste à un changement du régime irakien en matière de droits de l'homme. A peine le décret promulgué et les images de prisonniers libérés apparues sur le petit écran, l'opposition irakienne affichait son scepticisme. Pour Ezzedine al-Majid, le cousin exilé de Saddam Hussein, "personne ne peut garantir que les opposants politiques en exil de retour à Bagdad ne seront pas exécutés". C'est ce qu'il a déclaré à *Al Hayat*, faisant allusion aux deux gendres déserteurs de Saddam Hussein assassinés dès leur retour à Bagdad, alors que le dictateur irakien leur avait pourtant promis la vie sauve. Cette amnistie survient juste après la déclaration du vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz faite la semaine dernière à Beyrouth : "Nous avons commis l'erreur d'entrer en conflit avec

les mouvements nationalistes, de gauche ou islamistes, et nous n'avons pas suffisamment prêté attention à notre ennemi commun que sont les forces impérialistes et sionistes." La réplique de l'opposition irakienne ne s'est pas fait attendre. Dans les colonnes d'*An Nahar*, plusieurs opposants notent que cet "aveu est bien tardif et ne résulte pas de sérieuses convictions". Il est vrai qu'en matière de répression l'Irak détient l'un des plus tristes records du monde. Le régime ne sévit pas seulement contre les opposants, mais aussi contre leurs familles. Amnesty International cite les cas de 56 femmes décapitées en 2001, "probablement en raison de leur parenté avec des opposants". Dans un long reportage sur les réfugiés irakiens en Jordanie, le *Jordan Times* raconte comment Jutyar al-Salihi, frère du sosie du fils de Saddam Hussein, a été kidnappé au cœur d'Amman par les services secrets irakiens et ramené à Bagdad.

La société laïque que soutenaient les Occidentaux contre l'Iran n'existe plus

Saddam impose l'islamisation à marche forcée

Bagdad :
de notre envoyée spéciale
Isabelle Lasserre

Avec ses quatre minarets qui ressemblent à des missiles Scud et son bassin épousant les formes du monde arabe, la mosquée Um Al Maarik (« La mère de toutes les batailles », celle qui célèbre l'invasion du Koweït en 1990), est sans doute le plus impressionnant des grands chantiers religieux engagés par Saddam Hussein ces dernières années. Au centre du lac artificiel, dans une pièce climatisée tout en marbre dont seul l'imam possède la clef, l'un des bijoux de Bagdad vient tout juste d'être achevé : un Coran écrit avec le sang de Saddam. « Deux ans de travail par le meilleur calligraphe du pays et 13 litres de sang présidentiel », explique fiè-

rement l'imam.

Régime laïc fondé sur les principes du parti Baas (liberté, unité, socialisme), seul pays arabe de la région à avoir résisté à l'influence du wahhabisme saoudien, soutenu par l'Occident contre le khomeynisme iranien, l'Irak a longtemps fait figure de modèle de tolérance et d'ouverture pour la jeunesse dorée des pays arabes éprise de mode de

L'un des bijoux de Bagdad vient tout juste d'être achevé : un Coran écrit avec le sang de Saddam

vie occidental. Dans les années 80, celle-ci se pressait dans les cabarets de Bassorah, au sud du pays, où l'alcool coulait à flots et où l'on trouvait des filles fa-

ciles et légèrement vêtues. A l'époque, se souvient un Irakien nostalgique, « Bagdad, avec ses boîtes de nuit, son Moulin-Rouge et son esprit de fête, concurrençait Beyrouth. C'était la perle du monde arabe ».

Aujourd'hui les mosquées ont remplacé les cabarets. Il s'en construit dans chaque ville, dans chaque province. Saddam Hussein a lancé ses architectes sur un projet titanesque, dont les minarets, récemment sortis de terre, donnent l'ampleur : le plus grand sanctuaire musulman du monde. Il sera inauguré, comme le sont toutes les nouvelles mosquées, le jour de l'anniversaire du président irakien.

L'alcool a été banni par le pouvoir. Les femmes se sont peu à peu voilées, elles ont rallongé leurs robes. La plupart des symboles de l'Occident ont été interdits. Dans les rues de Bagdad, des barbous imposent discrète-

ment le respect de la morale islamique. L'apprentissage du Coran a été rendu obligatoire dans les écoles et au parti Baas, le pilier du régime. Dernières lois édictées par les autorités : l'interdiction de donner des noms chrétiens aux nouveau-nés, la suppression des cours de gymnastique mixtes à l'école, l'obligation pour les journaux de consacrer une page aux affaires religieuses. On est encore loin de l'Afghanistan des talibans et de nombreux Irakiens font fi de ces interdictions. Mais quand même...

Longtemps considéré à l'Ouest comme un dirigeant laïc et modernisateur en terre d'islam, Saddam Hussein, qui a fait, dit-on, de Staline son héros, se fait désormais comparer au prophète Mahomet, dont il serait le descendant. Sans que personne ne s'offusque de cette liberté prise avec l'islam, qui interdit les représentations humaines des personnages saints.



Longtemps considéré à l'Ouest comme un dirigeant laïc et modernisateur en terre d'islam, le président irakien se fait désormais comparer au prophète Mahomet. Instrumentalisée, la religion lui permet de mieux contrôler la société. (Photo Karim Sahib/AFP.)

La prestation de serment de Saddam Hussein, prononcée au lendemain du référendum qui l'a reconduit au pouvoir la semaine dernière, était truffée de références au Coran. En posant sa main sur le livre saint, le dirigeant irakien avait les yeux humides.

Que s'est-il passé au pays de Saddam ? « Dans les années 80, le régime a cassé les tribus pour imposer la laïcité, l'un des principaux objectifs du parti Baas. Dix ans plus tard, il a instrumentalisé les tribus et la religion pour mieux contrôler la société », résume un diplomate occidental. Le point de départ de la campagne religieuse orchestrée par le régime remonte à la guerre du Golfe. Afin de rallier à sa cause la oumma, la communauté des croyants, Saddam Hussein a fait rajouter « Allah Ouakbar » (Dieu est grand) sur le drapeau irakien. Le tournant religieux a ensuite été accentué avec l'embargo de l'ONU et la révolte des chiites, majoritaires dans le pays, qui se sont soulevés contre le régime au lendemain de la guerre du Golfe.

« Après avoir écrasé leur rébellion dans le sang, le régime a voulu ménager les chiites et apaiser les islamistes en leur accordant des gages religieux. Depuis, la religion est devenue le ciment supposé du régime », poursuit le diplomate. La pratique de l'islam est encouragée dans tout le pays. Les provinces sont exemptées d'impôts lorsqu'elles construisent une nou-

velle mosquée. Les « récompenses » pleuvent sur les imams fidèles au régime : voitures neuves, résidences somptueuses.

Le régime justifie également son grand écart idéologique par la « trahison » américaine. Comme le dit un expert français : « Bagdad reproche à l'Occident et aux États-Unis d'avoir utilisé sa laïcité pour lutter contre l'État théocratique irakien, avant de se retourner contre lui. Aujourd'hui les Irakiens se disent : puisqu'on ne peut plus compter sur l'Occident, rapprochons-nous de nos frères arabes. »

Ces arguments politiques sont écartés d'un geste par le secrétaire général de la conférence islamique, le D^r Abdulatif Humaine, pour qui « l'islam progresse en Irak car il progresse dans le monde entier ». Le responsable religieux avance ses arguments en égrenant son collier passe-temps : « Après avoir essayé le marxisme et le capitalisme, les musulmans sont arrivés à la conclusion que leurs problèmes ne pouvaient pas être résolus par ces deux systèmes et qu'il fallait tenter une troisième voie, un mélange d'islam et de modernité. Après la chute de l'URSS, la politique américaine, devenue unilatérale, a tenté d'imposer ses valeurs dans le monde, tentant de gommer l'identité des musulmans. L'inégalité entre le Nord et le Sud s'est creusée. Enfin, les musulmans ont décidé de prendre leur destin en main, de participer à la marche du monde plutôt que de la subir. »

A Bagdad, l'islamisation progressive de la société provoque des grincements de dents chez ceux qui avaient cru aux idéaux

laïcs et socialistes du parti Baas. « Nous avons le sentiment d'avoir été trahis par le président, qui avait promis de ne jamais se mêler des affaires religieuses. Aujourd'hui il encourage les mollas et propulse sur le devant de la scène politique des hommes potentiellement dangereux, qui restreignent nos libertés civiques », accuse l'un d'eux. Même rancœur chez les gens de peu, écrasés de misère, qui « n'obtiennent pas une miette des millions de dollars dépensés pour construire des mosquées pharaoniques ».

Le dissident anonyme s'en prend aussi à l'Occident : « Les dégâts de l'embargo sont illimités : baisse des salaires, dégradation de l'environnement, pénurie d'ordinateurs, retour de l'illettrisme. La misère économique, sociale et morale est exploitée par les islamistes. » Quant aux chrétiens, ils ont récemment fait part de leurs inquiétudes au pouvoir irakien. L'assassinat de trois religieux chrétiens l'été dernier a aggravé le malaise et accéléré l'exode de la communauté, en perte constante de vitesse.

L'imam sunnite Abdullah, à la mosquée Um al Maarik, en est certain : la mort de l'État laïc irakien a déjà été consommée. « Les cabarets, l'alcool, la guerre contre l'Iran, tout cela avait été fomenté par les ennemis de l'islam. Mais c'est terminé. L'islam est redevenu ce qu'il doit être en Irak. Il aura le dernier mot dans le monde. »

Pour justifier leur projet de guerre contre l'Irak, les responsables de l'Administration américaine ont établi un lien entre Al Qaida et les responsables irakiens. Ces accusations font sourire les spécialistes occidentaux

de l'Irak, qui considèrent au contraire le pays comme l'un des plus sûrs de la région dans ce domaine. « La dictature irakienne, affirme l'un d'eux, n'a pas que des inconvénients. Elle a permis au pays de rester hermétique aux influences iraniennes et saoudites. Les imams irakiens sont tenus à 100 % par le régime. » Ces derniers mois, plusieurs chefs religieux sunnites entrés en dissidence ont d'ailleurs été expulsés d'Irak. Ils se sont réfugiés en Arabie saoudite.

Le danger, pourtant, est bien réel. « Si Saddam Hussein est renversé demain, que les frontières sont ouvertes, tout peut arriver. Le terreau est favorable à l'implantation du fondamentalisme. La campagne religieuse lancée par Saddam Hussein à des fins politiques a amorcé la pompe islamiste. Si les Américains sont maladroits, si leurs actions sont uniquement motivées par le pétrole, le chaos peut dégénérer en guerre civile entre laïcs et religieux, ou permettre une pénétration d'Al Qaida en Irak », prévient le spécialiste.

Engagée au nom de la lutte antiterroriste, la guerre de Bush contre Bagdad serait ainsi le meilleur moyen de doper le fondamentalisme religieux en Irak. C'est aussi l'opinion d'Abdulatif Humaine, le secrétaire général de la conférence islamique : « Si les États-Unis renonceraient à attaquer, le pays restera laïc. Sinon, l'Irak s'alignera sur les tendances les plus dures de l'islam, sur les courants extrémistes les plus dangereux. Il est donc dans l'intérêt du monde, aussi bien que dans celui du peuple irakien, que cette guerre n'ait pas lieu. »

LES ENNEMIS DE NOTRE ENNEMI

Des islamistes alliés des Etats-Unis !

Dans un communiqué paru sur le site de l'opposition irakienne, le mouvement islamiste chiite s'explique sur sa surprenante alliance avec Washington.

Nous pensons, au nom du Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, que, cette fois-ci, les Américains semblent avoir des intentions sérieuses. Si nous ne prenons pas nos responsabilités maintenant, les massacres perpétrés à l'encontre de la population par le régime risquent d'être encore pires que ceux commis lors du soulèvement du peuple irakien à la fin de la guerre du Golfe, en 1991. En nous joignant à la

délégation de l'opposition irakienne qui s'est rendue à Washington, nous pouvions sentir les intentions réelles de l'administration américaine et faire en sorte que les forces vives de la population irakienne soient associées au renversement du régime dictatorial irakien, qui ne doit pas se faire sur le dos du peuple irakien. Le Conseil supérieur de la révolution islamique n'a pas signé d'accords secrets avec les Etats-Unis. La présence de représentants du Conseil supérieur de la révolution islamique dans la délégation irakienne est également le résultat d'une reconnaissance par l'administration américaine du rôle fondamental que nous

jouons désormais au sein de cette opposition, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Irak. Toutefois, contrairement à certains opposants, nous nous sommes gardés de multiplier des contacts inutiles. Nous sommes allés à Washington dans le cadre des résolutions des Nations unies, dont l'application devrait permettre la chute du régime sans nécessairement une intervention extérieure. Ainsi, aucun membre de l'opposition n'a demandé aux Américains d'intervenir militairement, étant entendu que ce sont les Irakiens qui doivent en premier lieu se libérer du régime criminel de Saddam Hussein.

Bayan Jabr, The Iraq Foundation

Kurdish Dream of Nation Is a Nightmare for Turkey

The Los Angeles Times
25 October 2002 by Jeffrey Fleishman

Many messy sideshows are expected in a war to topple Saddam Hussein, but few will be more dangerous than in the mountains of northern Iraq, where Turkey's national security will collide with Kurdish dreams of a homeland.

As diplomats bicker over the language of U.N. resolutions, tensions are hardening along the 220-mile Turkish-Iraqi border. Tents are being shipped in for refugees as the Turkish government prepares for possible deployment of thousands more troops. These forces, according to Western diplomats and Turkish military analysts, probably would seize control of northern Iraq shortly after missile strikes on Baghdad, to prevent the creation of a Kurdish state.

The focus is on the future of 3.5 million Kurds who are protected from Iraqi troops in the "no-fly" zone in the north. For generations, the Kurds have wanted their own country, and, with the protection of U.S. planes, they have formed a de facto state in the mountains. The prospect of an independent Kurdistan emerging from war's ashes, however, is unacceptable to Turkey, which has spent billions fighting separatists among its own 13 million Kurds. "If the Kurds declare an independent entity, it wouldn't last more than a couple of days," one Western diplomat said. "The Turkish army will go in and shut it down. How would the U.S. respond? What's more important to the U.S. -- an independent Kurdistan or a valuable, strategic ally like Turkey?"

The dilemma is sensitive for Washington. More than 50,000 Iraqi Kurd fighters could help defeat the Iraqi president. But Washington's relationship with the Kurds is angering Turkey, a North Atlantic Treaty Organization partner with airbases and staging grounds for U.S. forces. Turkey is pressuring the U.S. to make participation in the war more palatable by reining in the Iraqi Kurds and by providing economic aid to offset costs Turkey cannot afford.

U.S. Army Gen. Tommy Franks met with Turkish military officials this week to discuss what role their nation would play in an Iraq invasion. The talks came as Turkish leaders expressed reluctance to join a conflict that would destabilize the region and create more economic turmoil. And they complained that Washington has sent mixed messages about its intentions for war and has provided no plan for the aftermath of any ouster of Hussein's regime. The Turks want a clear signal from Washington that the Iraqi Kurds will be held in check. Turkey already has 3,000 to 5,000 troops in northern Iraq to contain the remnants of the Kurdistan Workers Party, or PKK, rebel group that fled Turkey after a cease-fire in 1999. In one possible scenario, these soldiers, along with thousands of others, would seal off northern Iraq, preventing the escape of Iraqi soldiers and allowing the Turks to crush any Kurdish move toward independence.

The Iraqi Kurds appear to sense the risks of declaring independence too soon after a war. Members of their two main political parties -- the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party -- have been shuttling to Ankara, the

Turkish capital, in recent weeks in efforts to calm tensions. The Kurds say they are only seeking an autonomous enclave in a postwar Iraqi federation. "We want a federal structure to safeguard our people so that no government in Iraq can conduct war or genocide against us," said Safeen M. Dizayee of the Kurdistan Democratic Party. "We want to keep Iraq unified.... So long as Kurds do not have the ambition of an independent state, it should not bother our neighbors."

But it does. Turkey worries that the Iraqi Kurds will claim independence in the chaos of war. "That is the nightmare scenario," said Ilnur Cevik, editor of the Turkish Daily News.

The Kurds are this region's orphans. Nearly 22 million Kurds are scattered across Turkey, Iraq, Syria and Iran. They have longed for an independent homeland, but language, political infighting and the Middle East's existing borders have made it impossible. Turkey fears that if Iraqi Kurds are granted too much autonomy or independence, it will stoke similar aspirations among its own Kurdish population. More than 37,000 people, mostly Kurds, were killed and hundreds of villages were destroyed in Turkey's 15-year war with the PKK. Iran also is worried that its 6 million Kurds will become restive.

The prospect of granting Iraqi Kurds a special status could incite unrest among ethnic populations across the region, said Hasan Koni, a political science professor at Ankara University.

"When you look at the Middle East, you are looking at a place of ethnic tribes," Koni said. "If one tribe gets a federation, they'll all want federations and this means a whole resettlement of the Middle East will occur. If you give something to one ethnicity, you have to give it to all. This is the danger." The Turkish government is also loath to accept an independent Kurdistan carved out of Iraq that would include the oil-rich towns of Mosul and Kirkuk, once part of the Turkish Ottoman empire and a rallying cry for Turkish nationalists.

"Turkey will not tolerate the Kurds controlling the oil fields because that will give them economic power, which will lead them to independence," said Armagan Kuloglu, a retired Turkish general and Middle East analyst. He is urging that Turkish forces push 200 miles into northern Iraq to protect Kirkuk.

Turkey doesn't like the idea of another war in its neighborhood. Lost trade from economic sanctions against Iraq has cost Turkey between \$40 billion and \$60 billion over the last decade. This nation of 67 million has a 35% inflation rate and a \$210-billion debt. The economy will suffer further if war brings an estimated 350,000 Iraqi refugees streaming toward Turkey, most of whom will be kept in camps the Turkish military will control within Iraq.

"So," Kuloglu said, "Turkey has to have something from the U.S. for taking part in this costly war."

U.S. and Turkish officials are negotiating a \$4-billion to \$6-billion military aid package for Ankara. Turkey is requesting more U.S. investment. And it has asked for Washington's help in Turkey's entry into the European Union and in securing low-interest loans from the International Monetary Fund and the World Bank.

Ansar al-Islam continue de harceler les kurdes irakiens



VALLEE DE DARACHICH (Irak), 23 oct (AFP) - 10h52 - Le groupe islamiste extrémiste Ansar al-Islam, soupçonné de liens avec le réseau terroriste Al-Qaïda, continue d'être un casse-tête sécuritaire pour les officiels kurdes dans le nord de l'Irak malgré l'arrestation de son chef, selon des responsables.

Ansar al-Islam (Partisans de l'islam en arabe) est accusé d'être à l'origine de plusieurs attentats et assassinats dans le Kurdistan irakien, qui échappe depuis 1991 au régime de Bagdad, et de recevoir des fonds mystérieux de l'étranger.

Les membres d'Ansar al-Islam "sont bien implantés et ont disséminé des mines dans toute la région" sud-est du Kurdistan, indique Ramazan Dikoni, un responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dont les miliciens tentent de mettre au pas ces combattants extrémistes.

"Ils possèdent un important arsenal militaire: des mitrailleuses lourdes, des mortiers et des munitions. Nous pensons que le régime irakien leur fournit ces armes, peut-être même l'Iran, mais nous ne pouvons confirmer cela à 100%", ajoute-t-il.

Ansar al-Islam, une alliance de combattants extrémistes dont le noyau dur est constitué d'Arabes ayant combattu en Afghanistan et liés à Al-Qaïda, est retranché dans une région montagneuse du Kurdistan, frontalière de l'Iran.

Selon des responsables locaux, le groupe compte près de 1.000 combattants et impose des règles strictes, similaires à celles des talibans afghans, dans les régions qu'il contrôle.

"Cette alliance compte des Arabes de Syrie, du Liban, de Jordanie et du Koweït", ajoute le responsable de l'UPK qui partage avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) le contrôle du Kurdistan.

Ansar al-Islam, qui a succédé à un groupe appelé Jound al-Islam (les soldats de l'islam), contrôle une vallée et des montagnes situées entre la frontière iranienne et la ville kurde irakienne de Halabja, bombardée au gaz par des avions du régime irakien en 1988 qui tuèrent 5.000 personnes.

Le groupe islamiste, qui a massacré en 2001 42 peshmergas (combattants kurdes) faits prisonniers, a obligé l'UPK à renforcer ses contrôles, ce qui ennuie la formation kurde au moment où elle se prépare à une éventuelle attaque américaine contre l'Irak.

Des combattants de l'UPK accusent en outre Ansar al-Islam d'avoir réalisé des expérimentations au moyen d'armes chimiques sur des chiens et des ânes.

Pour Barham Salih, le "Premier ministre" membre de l'UPK, Ansar al-Islam est lié à Al-Qaïda mais est aussi soutenu par le régime de Saddam Hussein qui l'utilise pour "harceler" les kurdes.

"Il ne faudrait pas être un génie pour deviner à qui bénéficie la déstabilisation du Kurdistan", déclare-t-il à l'AFP au siège de l'UPK à Souleimanieh en réponse à un éventuel soutien de Bagdad à Ansar al-Islam.

"Ce groupe a été créé par Al-Qaïda le 1er septembre 2001, avec la perspective d'assurer une base alternative pour ce réseau au moment où les extrémistes anticipaient les attentats du 11 septembre", affirme M. Salih qui a échappé à une tentative d'assassinat en avril. Sept personnes, dont les deux agresseurs vraisemblablement envoyés par Ansar al-Islam, ont été tuées dans la fusillade.

Les combattants d'Ansar al-Islam "nous posent un problème de sécurité. Ce sont des terroristes chevronnés en rupture totale avec les valeurs de notre société", ajoute-t-il.

Sur de possibles liens avec l'Irane, M. Salih dont la formation avait été aidée par Téhéran dans ses combats dans les années 1990 contre le PDK, refuse de confirmer ou démentir. "Les Iraniens affirment qu'ils considèrent Ansar al-Islam comme un danger", dit-il.

Mullah Krekar, considéré comme le chef d'Ansar al-Islam, a été arrêté le 13 septembre à l'aéroport d'Amsterdam. Connu pour ses positions violemment anti-américaines, il est soupçonné par les Etats-Unis d'être le lien entre Al-Qaïda et le régime de Saddam Hussein.

Entretien avec Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris

Vous revenez d'un récent séjour au Kurdistan irakien. Où en est la situation politique sur le terrain ?
Après quelques années de désaccords, les mouvements kurdes se sont décidés à appliquer les accords de Washington de 1998 [qui étaient censés mettre un terme au conflit interne]. Il y a donc eu une réunion du Parlement kurde à Erbil, pour préparer une loi électorale, et discuter du projet fédéral kurde qui sera présenté à l'ensemble des forces d'opposition irakienne en vue de futures élections. Il y a un climat de cohésion, d'unité nationale, de paix. Depuis fin 1996, il n'y a eu aucun affrontement armé au Kurdistan. Les négociations [entre les deux partis rivaux, le PDK et l'UPK] ont pris du temps, mais comme l'a déclaré un leader devant le Parlement, cent ans de négociation valent mieux qu'une journée de combat. Les deux partis politiques ont donc réussi à aplanir leurs difficultés. Je pense que cela va durer jusqu'à ce qu'il y ait un changement politique à Bagdad. Ensuite, comme dans toutes les sociétés démocratiques, on peut envisager un multipartisme.

Que souhaitent les Kurdes quant à un éventuel après-Saddam Hussein ?

Les Kurdes souhaitent que l'Irak devienne un Etat fédéral, où ils constitueraient une entité fédérée. Ils souhaitent une participation kurde au gouvernement central, dont les principes sont en discussion avec les autres composantes de l'opposition irakienne. Après le changement de régime, d'autres forces vont émerger. Mais, dans cette optique, les partis kurdes partent avec une certaine tradition démocratique, ayant participé à des élections pluralistes, ayant gouverné et administré leurs régions... L'audience de ces deux partis reste donc majoritaire pour ce qui est du Kurdistan d'Irak. Dans le reste du pays, la situation est beaucoup plus incertaine. Ce que les Kurdes espèrent, c'est qu'il y ait une période avec un gouvernement de transition préparant l'élection d'une Assemblée constituante, puis l'adoption d'une Constitution fédérale après un délai d'un an.

Vous semblez considérer la chute du régime de Bagdad comme inéluctable ?

Les Kurdes d'Irak, comme les Arabes venant de Mossoul ou de Kirkouk, sont tous convaincus qu'il y aura une intervention américaine et un changement de régime à Bagdad. Etant donné les risques régionaux, les Kurdes m'ont paru inquiets, ils craignent notamment une intervention militaire turque, et ce malgré les assurances données par les Américains. Ils craignent aussi l'usage éventuel de l'arme chimique par Bagdad. Et si les Etats-Unis prennent des mesures pour protéger Israël ou leurs propres troupes, jusqu'à maintenant, et malgré les demandes répétées de l'administration kurde, il n'y a eu aucune distribution de masques ou de vaccins contre ces risques.

Quelle est la situation sociale au Kurdistan d'Irak ?

La situation n'a jamais été aussi calme depuis des décennies. La région s'est développée économiquement. Il y a un climat de paix social et les conflits hérités de l'ère de Saddam ont été pacifiés grâce au travail de commissions d'arbitrage. Beaucoup de gens, qui étaient impliqués avec le régime irakien (hors crime grave ou crime de sang), ont été amnistiés. Il y a parallèlement à ces commissions d'arbitrage une justice qui est assez efficace, avec une cour d'instance, une cour d'appel, et une cour de cassation qui fonctionnent normalement.

Comment interpréter les craintes formulées par les Etats voisins quant à la création d'un Irak fédéral et d'une province kurde autonome ?

Ces craintes sont surtout exprimées par la Turquie, qui jusqu'à récemment ne voulait même pas reconnaître l'existence des Kurdes. Les pressions de l'Union européenne ont obligé Ankara à modifier ses positions. Mais la Turquie craint énormément que l'exemple fédéraliste irakien ne donne des idées aux Kurdes de Turquie. C'est à la base de toute la campagne menée par cette dernière contre ce soi-disant séparatisme kurde. Mais ces peurs ne sont absolument pas fondées. Il est évident que s'il y avait un référendum au sein du peuple kurde de d'Irak, la quasi-totalité de la population se prononcerait pour l'indépendance, comme elle l'avait fait en 1925. Mais les partis politiques ne cherchent pas autre chose qu'un fédéralisme, sur le modèle du Canada, de la Belgique ou de la Suisse. Par contre, à l'intérieur de l'Etat irakien, tout est négociable, d'autant que les Kurdes constituent tout de même 28 à 30 % de la population. Ils sont l'un des deux peuples fondateurs de l'Irak.

L'idée d'un Kurdistan unifié et indépendant est-elle toujours politiquement envisageable ?

En politique, rien n'est jamais impossible, l'exemple de la chute de l'empire soviétique, que l'on croyait éternel et

tout-puissant, en témoigne. Mais cette idée ne fait pas partie des revendications kurdes à moyen terme. Elle est difficile à envisager. Par contre, il peut y avoir un jour un marché commun régional, où les frontières perdraient leur caractère dramatique actuel, et où les Kurdes serviraient plutôt de trait d'union que de pomme de discorde entre les Etats de la région. C'est une éventualité dans le cadre de la démocratisation de ces Etats, mais un long chemin reste à parcourir. En ce qui concerne l'indépendance kurde, je pense qu'à l'heure actuelle aucun parti politique kurde n'y pense et n'agit en ce sens. Ils veulent obtenir pour le peuple kurde le droit de maîtriser son destin, le droit de gérer ses affaires dans son pays, mais dans le cadre des Etats existants. C'est le droit des collectivités à assurer leur survie, et il faut pour cela un statut collectif.

La Turquie a modifié, le 8 août 2002, sa Constitution, pour abolir la peine de mort et accorder une certaine reconnaissance à la culture kurde. Une avancée qui semble encourageante...

Il y a eu quelques changements, mais les décrets d'application ne sont toujours pas publiés, et attendent l'élection du nouveau gouvernement [le 3 novembre, date des élections législatives en Turquie]. Les Kurdes demandent aujourd'hui la reconnaissance de leur culture, de leur langue mais ils demanderont progressivement la reconnaissance d'un statut collectif. Les changements récents sont des points positifs, bien sûr, mais ils sont extrêmement insuffisants. La peine de mort, qui n'était pas appliquée depuis 1984, est abolie, mais dans la pratique, des "escadrons de la mort" ont assassiné des Kurdes en Turquie. Il y a donc un côté officiel, la vitrine du régime, et de l'autre la pratique officieuse. Officiellement, la Turquie a aussi signé la convention contre la torture alors que la torture est pratiquée de manière très étendue, voire systématique. Il convient de dénoncer ce décalage.

Et pourtant la cause kurde paraît évoluer vers une normalisation, avec le passage de la lutte armée vers un combat politique et diplomatique ?

La page de la lutte armée est en train d'être définitivement tournée puisque les conditions ont changé, le rapport de forces est maintenant trop défavorable. Les Kurdes sont persuadés qu'ils n'arriveraient pas à obtenir des droits avec les armes, mais qu'ils contribueraient au contraire à la dévastation de leur pays, de leur terre. L'existence d'une diaspora kurde en Europe contribue à servir de porte-voix à leurs revendications. Le rôle de la diaspora est très visible dans la reconstruction intellectuelle et démocratique du Kurdistan d'Irak. La plupart des dirigeants en sont issus. Ils apportent un savoir-faire, de nouvelles idées, mais amènent aussi des investisseurs. Par exemple, à Erbil, un homme d'affaires kurde, vivant en Suède, a fait construire un hôtel 4 étoiles parce que l'hôtel où il était installé n'était pas bon !

Une région autonome du Kurdistan d'Irak constituerait-elle un aboutissement pour les Kurdes ?

Elle peut surtout servir de modèle pour le reste de l'Irak. J'ai vu par exemple des Arabes d'Irak qui venaient passer quelques journées au Kurdistan. Ils ne pouvaient pas y acheter grand-chose parce que le Kurdistan est cher pour le reste de la population irakienne, le pouvoir d'achat y est quatre fois plus élevé. Tout simplement parce que l'Irak est un régime de pillage, tout est détourné au profit de l'armée. Ces gens viennent là pour respirer, se promener librement, profiter de l'accès aux médias et à la presse internationale... C'est pour eux comme s'ils faisaient un petit voyage dans un pays européen ou un Irak libre. Il est intéressant de voir qu'avec peu de moyens, il est possible de développer et de reconstruire un pays qui était vraiment dévasté. 90 % des villages kurdes étaient détruits, le pays était en ruine après 1991. Et malgré les affrontements interkurdes, dûs en grande partie au manque de soutien de la communauté internationale à l'administration kurde, les Kurdes ont réussi à créer un espace de démocratie et de prospérité, même si celle-ci reste relative.

Propos recueillis par Erwan Le Duc

STRATEGIE

L'Amérique promet de ne plus sacrifier les Kurdes

Le Kurdistan irakien reçoit pour la première fois les félicitations officielles des Etats-Unis.

Le Parlement kurde vient de recommencer à siéger à Erbil [Kurdistan irakien] après huit années d'interruption due à des luttes fratricides. L'élection des députés de ce Parlement au suffrage universel, en 1992, peut toujours être considérée, sur le plan de la légitimité et de la liberté, comme l'un des scrutins les plus démocratiques du monde musulman. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Djalal Talabani, ont obtenu respectivement 51 % et 49 % des voix. Toutefois, à la suite de négociations qui ont précédé l'annonce des résultats, l'UPK a réussi à obtenir une distribution

des sièges égale à celle du PDK. Ce marchandage, quelles qu'en soient les raisons, constitue le premier couac de ce processus démocratique kurde naissant. Même en tenant compte des imperfections inhérentes à ce Parlement, il faut bien constater qu'il jouit aujourd'hui d'une légitimité démocratique que n'ont pas les régimes arabes. Il ne s'agit pas pour autant de faire croire que les Kurdes sont devenus l'avant-garde de la démocratie en Orient. Toutefois, leur position géographique et les conditions politiques dans lesquelles ils se trouvent leur ont fait comprendre que leurs droits ne pouvaient être garantis que si un régime démocratique s'installait à Bagdad. En effet, davantage de démocratie pour l'Irak signifie inévitablement plus de possibilités pour les

Kurdes de pouvoir exercer leurs droits culturels, politiques et humains. L'inverse est également vrai. La dimension mondiale de cette légitimité kurde s'est traduite récemment par les félicitations officielles du secrétaire d'Etat américain Colin Powell. En 1991, lors de la guerre du Golfe, son prédécesseur, James Baker, s'était contenté de regarder du ciel les milliers de Kurdes qui fuyaient vers la Turquie par crainte des représailles de Saddam Hussein. Aujourd'hui, la situation est radicalement différente. Le secrétaire d'Etat américain vient d'envoyer un message dans lequel il promet la protection ainsi qu'un avenir démocratique pour les Kurdes et pour tous les Irakiens. Il y a comme une énorme différence entre un regard du ciel et des mots écrits.

Malikawi Hakem, *Al Hayat*, Londres

"Le rapprochement entre les Kurdes des différents pays est de toutes façons inévitable" Entretien avec Hamit Bozarslan, maître de conférence à l'EHESS, spécialiste de la question kurde

Quel regard portez-vous sur les changements constitutionnels votés en Turquie ?

Je suis un peu sceptique car ce changement a été formulé très clairement en rapport avec les exigences de l'Union européenne et n'est pas une évolution structurelle radicale de la vie politique turque, de ses rapports de pouvoir, ou de sa démocratisation. Ces réformes ont donc été lancées pour répondre aux demandes européennes. Mais ces avancées risquent comme d'habitude en Turquie d'être accompagnées de reculs. La Turquie a besoin d'une sorte de "big bang" secouant les mentalités politiques, car les attentes sociales vont bien au-delà de ces mesures. Et je pense que la démocratisation nécessite d'aller beaucoup plus loin. Il faut mettre en place une société basée sur la notion de contrat, sur l'abandon de toute doctrine officielle, comme le kémalisme qui est une sorte de religion officielle. Il faut un changement de la culture politique qui concerne les droits de l'homme, la représentation politique pour des partis qui sont toujours sous le coup de l'épée de Damoclès de l'Etat, la décentralisation. Le changement concerne aussi la reconnaissance de pouvoirs pour les localités et la redéfinition des rapports entre le pouvoir militaire et les pouvoirs civils. Les militaires demeurent l'instance qui délimite le jeu politique en Turquie.

Comment ont évolué les revendications kurdes face à ces changements ?

Elles sont beaucoup moins radicales que celles qui auraient pu être formulées il y a une dizaine d'années. Elles supposent d'abord la reconnaissance de l'immunité des partis politiques kurdes qui n'ont pas recours à la violence. Et, de fait, qu'ils ne puissent plus être interdits à tout moment. Les Kurdes souhaitent la reconnaissance de l'autonomie locale des régions kurdes, et la fin des mesures restrictives, déclarées ou non déclarées, qui touchent ces régions. L'exemple à suivre peut être celui de l'autonomie culturelle à l'espagnole. Les Kurdes veulent obtenir le droit à l'enseignement de leur langue dans le système scolaire et non pas par des cours privés. Les demandes des Kurdes, qui émanent aujourd'hui plus de la société civile que du PKK, visent à obtenir une autonomie culturelle et des pouvoirs locaux.

Justement, quel est le rôle du PKK aujourd'hui ?

Au-delà du changement de nom, le PKK se cherche une place dans le nouvel espace politique kurde, et dans celui de la Turquie aussi. Le PKK essaie de retrouver une initiative qui est aujourd'hui très nettement du côté de la société civile kurde. Cependant, si le PKK reste malgré tout l'acteur de référence, désormais ce n'est plus lui qui dicte l'agenda politique des revendications. Peut-on penser que le PKK puisse être légalisé ? Dans l'immédiat, je ne crois pas. Par contre, si les autres partis politiques kurdes obtiennent l'immunité, cela constituera une avancée monumentale. Par immunité, j'entends que leurs membres ne soient pas systématiquement arrêtés, qu'ils puissent mener leurs activités et exprimer leurs idées politiques librement... Mais on en est bien loin pour le moment.

Quel poids ont les préoccupations socio-économiques dans le Kurdistan turc ?

Un poids énorme. Il l'est d'autant plus avec la crise qui touche la Turquie depuis deux ans, qui entraîne une forte paupérisation de la population. Mais paradoxalement j'ai l'impression que les revendications principales des Kurdes, comme des Turcs, ne se formulent pas en termes économiques. Elles expriment plutôt des volontés de changement politique, de démocratisation, d'une vie politique et électorale honnête, et d'une participation à l'Europe. Elles veulent une société pacifiée où chaque conflit, quel qu'il soit, n'aboutisse pas à une vague de violence. Face à la possibilité de la création d'un Irak fédéral avec une province kurde autonome, Ankara menace d'avoir recours à une intervention armée pour l'éviter.

Comment jugez-vous cette prise de position ?

On touche là à l'absurdité de la situation, et à l'absence totale de toute couverture juridique dans la région. La Turquie faisait autrefois prévaloir son droit d'intervention au Kurdistan d'Irak sous un prétexte sécuritaire pour lutter contre les groupuscules du PKK ou d'autres organisations. Aujourd'hui, toute tentative d'argumentation a été abandonnée. Les mots qui reviennent dans le discours turc sont : "on ne peut pas accepter un Etat kurde, on est face au spectre kurde." N'est-ce pas un moyen de pression utilisé par la Turquie pour obtenir d'autres avantages des Etats-Unis ? Sans doute, mais au-delà, je crois qu'il y a dans la culture politique turque d'autres facteurs. L'armée fonctionne par exemple dans un autisme total, enfermée sur elle-même, nourrissant ses propres peurs, s'avérant complètement incapable de sortir d'une logique d'assiégé, dans laquelle le complot serait omniprésent et où tout est potentiellement ennemi de l'Etat.

Un rapprochement entre les Kurdes des différents pays du Proche-Orient est-il envisageable en cas d'un Kurdistan d'Irak autonome ?

Je pense que le rapprochement est de toutes façons inévitable. Il y a une solidarité entre les Kurdes, mais qui va de pair avec des conflits intrakurdes. Cependant une unité kurde, remettant en cause les Etats existants, est beaucoup plus une peur des Etats que la réalité ou l'imaginaire des Kurdes actuels. Le rapprochement est inévitable, mais il n'est pas le seul mode de comportement des Kurdes. Effectivement, il y aura un rapprochement, et les Kurdes ne reconnaîtront pas les frontières étatiques. Ils auront une culture commune plus forte, des institutions communes, ne serait-ce qu'en Europe, mais cela ne signifie pas du tout que les Etats seront remis en cause. C'est l'invention de soi de manière transfrontalière. Les Etats n'arrivent plus du tout à contrôler ce phénomène très actuel. Ils devront donc soit militariser les frontières, soit tolérer ce phénomène.

La question kurde est-elle sur la voie de la normalisation ?

J'en ferais mon hypothèse. A ceci près que nous sommes au Moyen-Orient, et que toute question non résolue peut aboutir à court ou moyen terme à de nouvelles vagues de violence. Tant qu'un véritable contrat social, qui fixe le règlement de la question kurde dans chaque Etat, et tant que les mécanismes de consensus ne sont pas créés avec le reste des sociétés concernées, la situation reste explosive. Le mouvement doit venir des Etats et des sociétés en question. La communauté internationale a bien sûr un rôle à jouer, notamment en Irak. Mais les Etats peuvent se braquer sur des positions suicidaires, comme ce fut le cas pour la Serbie dans les années 90, qui est demeurée complètement insensible à toute intervention extérieure.

Propos recueillis par Erwan Le Duc

Tehran sets its terms for US-led action

Alliance Iran wants a say in future regime

Brian Whitaker in Tehran

Iran — the wild card in Washington's Middle East calculations — said yesterday that it would accept US-led military action against Saddam Hussein if efforts to achieve a peaceful solution through the United Nations failed.

"If the UN security council decides to use force against Iraq, in that case the UN and

its members have to comply," its foreign minister, Kamal Kharrazi, said.

But he made it clear that Iran would not take part in a war and would strongly oppose any US attempt to impose military rule in Baghdad after President Saddam's removal.

Although Iran was branded a member of the "axis of evil" by President George Bush early this year, it is no friend of President Saddam's regime either.

Hundreds of thousands of Iranians died in the eight-year war with Iraq during the 1980s. Victims of Iraqi chemical weapons are still being treated in Iranian hospitals.

Speaking to British journalists in Tehran, Mr Kharrazi dismissed the fear of many ordinary Iranians that after dealing with their neighbours Afghanistan and Iraq, the US would turn on the Shia Muslim regime in Tehran.

Iran differed from Afghanistan and Iraq, he said. "It is expressing democracy and has a popular regime."

In return for its acceptance of UN action against Iraq, Iran wants a say in determining the shape of a regime in Baghdad.

"Any development in Iraq would affect us," Mr Kharrazi said. "The neighbouring countries of Iraq have to be consulted, because they have their own legitimate concerns and can be helpful."

Commenting on reports that the US is planning a period of military rule in Iraq after the removal of Saddam Hussein, he said: "I don't think this is a serious issue. I'm sure the Iraqi

people would not agree to have outside people rule them."

Iran favoured democratic government in Iraq and would oppose any moves to break up the country according to its ethnic and religious components, Mr Kharrazi said.

About 60% of Iraqis, like the vast majority of Iranians, are Shia Muslims. But diplomatic sources say Iran would like Kurds, Sunni Muslims and others to get a prominent political role alongside the Shia in Iraq, not least to ensure that Iran keeps its pre-eminence among the world's Shia.

Iran does not have diplomatic relations with Washington, although the US is represented in Tehran through the Swiss embassy. There have also been rumours of secret contacts with America.

A recent opinion poll suggested that most Iranians want to normalise their relations with the US, though they remain highly critical of American policies.

L'Iran écartelé

par Farhad Khosrokhavar

L'ATMOSPHÈRE générale en Iran tranche d'avec celle des pays arabes. Ici, dans la rue, nombreux sont ceux qui veulent la peau de Saddam pour une triple raison. Parce qu'il a fait pendant plus de huit ans (1980-1988) une guerre meurtrière à l'Iran et que le traumatisme des familles qui ont perdu leur fils ou leur père est encore bien réel.

Deuxième raison d'en vouloir au chef d'Etat irakien : on le déteste à proportion du rejet du pouvoir conservateur iranien par une population qui lui reproche le même despotisme, voire la même corruption.

Troisième raison : le régime iranien est perçu, à tort ou à raison, par une grande partie de la population comme appréhendant le renversement de Saddam à cause du futur encerclement du régime iranien par des pouvoirs pro-américains. Après l'Afghanistan, l'adhésion irakienne à la *pax americana* achèverait de boucler la boucle. Le Pakistan est pro-américain, la Turquie au moins autant, les régimes du nord de la Caspienne convoitent le pétrole et ne sont certainement pas à l'unisson avec l'Iran, tramant des traités avec les Etats-Unis à son insu.

Bref, le régime iranien se sent déjà terriblement seul aux yeux d'une partie de l'opinion ; cela

réjouit une population qui reproche aux tenants du pouvoir, et en particulier aux conservateurs, d'avoir déçu les espérances mises dans l'élection du président Khatami et d'avoir neutralisé les tentatives de réformes en enfermant les intellectuels en prison et en muselant le Parlement. Le spectacle d'une éventuelle désolation du pouvoir rempli d'aise une partie de l'opinion publique qui y trouve une revanche symbolique.

La sympathie à l'égard des Etats-Unis n'est, certes, pas grande : ils ont fait détruire, au début des années 1990, un avion civil iranien, provoquant la mort de près de 300 personnes ; tout au long de la

guerre contre l'Irak, de concert avec l'Europe, ils ont aidé le régime de Saddam Hussein, avant sa disgrâce en raison de l'invasion du Koweït en 1990.

Mais l'antipathie vis-à-vis du pouvoir conservateur est telle que l'on se réjouit davantage de le savoir aux abois, sans manifester pour autant une quelconque gentillesse envers le Grand Satan américain.

Dans la plupart des pays arabes, les détenteurs du pouvoir détestent Saddam et ne verraient pas d'un mauvais oeil son renversement, n'était une situation délicate où les affaires palestiniennes et l'attitude pro-Sharon des Etats-Unis rendent difficile l'alignement officiel et expli-

cite sur leur politique au Moyen-Orient. Par contre, dans la rue, les gens sont pour Saddam, par anti-américanisme et par volonté d'affirmation de la dignité palestinienne et, par-delà, arabe.

C'est toute la différence avec l'Iran. La majeure partie de la popu-

FARHAD KHOSROKHAVAR est directeur d'études à l'EHESS.

L'éventualité de l'attaque de l'Irak par les Etats-Unis a déjà eu une influence perceptible sur le champ politique iranien

l'ation y marque une grande insensibilité à l'égard des Palestiniens, non pas tant par le rejet de ces derniers que par la volonté de se démarquer d'un pouvoir qui s'aligne sur les positions palestiniennes les plus dures, du moins dans les slogans et dans les manifestations de la rue. Là encore, ce n'est pas tant la désaffection à l'encontre des Palestiniens

que le désamour vis-à-vis du pouvoir dominant qu'exprime l'opinion publique.

L'éventualité de l'attaque de l'Irak par les Etats-Unis a déjà eu une influence perceptible sur le champ politique iranien. Désormais, deux tendances s'affrontent. Parmi les conservateurs purs et durs, il y en a

qui prônent une discussion directe avec les Etats-Unis, en excluant les réformateurs qu'ils voudraient tout simplement chasser du pouvoir. Mais l'autre tendance a le vent en poupe, puisqu'elle semble bénéficié du soutien d'Hachémi Rafsandjani, homme fort du régime, à la tête du puissant Conseil de discernement des intérêts du régime islamique, destiné à trancher les litiges entre le Parlement et le Conseil des gardiens. Ce dernier met un veto systématique aux tentatives timides de réforme d'un Parlement en majorité acquis au président Khatami.

Ce courant, qui s'inscrit dans une tendance politique « centriste », les Kargozârân, où se côtoient les conservateurs et les réformateurs modérés, prône le dialogue avec les Etats-Unis en marginalisant, au sein du régime, les radicaux de chaque camp. D'ores et déjà, la politique étrangère de Téhéran se décide au niveau de Rafsandjani et de ses partisans, beaucoup plus qu'au niveau du ministère des affaires étrangères, pour ce qui est des relations avec les Etats-Unis et de l'attitude à adopter au sujet du conflit Irak-Amérique.

La guerre future des Etats-Unis contre l'Irak a déjà changé certaines attitudes au sein du régime iranien. Chacun reconnaît la neutralité de l'Iran, faute d'atouts majeurs. Mais chacun voit aussi que l'avenir, après le renversement éventuel de Saddam, ne saurait laisser inchangées les relations de l'Iran avec les Etats-Unis et qu'il faut se préparer à des révisions difficiles.

Yugoslavs help Iraq on missile, U.S. says

By Nicholas Wood

The Washington Post

BELGRADE: Yugoslav defense companies have been working for two years on the development of a cruise missile for Iraq, according to a document delivered by U.S. diplomats to Yugoslav government officials this month.

The allegations were made in a "non-paper," or aide-memoire, accompanied by a stern letter to the country's top officials from the U.S. ambassador in Belgrade. The letter asked Yugoslavia to end its breach of the United Nations arms embargo on Iraq, according to a senior Yugoslav official who has knowledge of the U.S. document.

The official said the document asserts that Yugoslav scientists have been working on the development of a turbojet engine for a medium- to long-range cruise missile called CM 1500. It also alleges that Yugoslav scientists have made repeated visits to Iraq since early 2001 to complete work on the project, and that the contracts were arranged by the state defense conglomerate, Yugoimport.

The claims followed a State Department announcement last week that the same company had cooperated with a Bosnian aviation company to help repair and sell spare parts for MiG fighter planes destined for Iraq.

The revelations were made after a raid by North Atlantic Treaty Organization troops on an aviation plant in the Bosnian Serb Republic on Oct. 11. The Yugoslav government has since dismissed the head of Yugoimport, General Jovan Cekovic, as well as a deputy minister of defense, Ivan Djokic.

Senior government officials have publicly sought to play down the extent of any deal between the two countries. The Yugoslav president, Vojislav Kostunica, said Thursday that the contracts boiled down "to overhauling older-generation aircraft engines, rather than to selling state-of-the-art weapons."

But sources within the Yugoslav government said the evidence presented by the United States directly contradicted those claims and suggested Yugoslav companies had been working to update Iraq's military arsenal and equip Iraq with a weapon that could accurately tar-

get neighboring states.

In February 2000, the U.S. document alleges, Yugoimport concluded a contract with a company called Al Fatah for the development of a cruise missile. Until now, Iraq has had access only to ballistic missiles, which are more difficult to control.

Yugoimport, the document states, then worked with five smaller private companies to fulfill the contract.

The companies were named Infinity, Brunner, GVS, Temex and Interdeal. They were all said to be associated with or controlled by active or retired Yugoslav Army officers. Brunner was assigned to develop an MM 400 turbojet engine for use in a cruise missile. The company is also alleged to have helped build a facility in Libya that manufactures rocket propellant, and to have assisted the Libyan government in obtaining U.S. software designed to improve the accuracy of rockets.

A senior security adviser to Kostunica refused to comment on the claims made in the U.S. document. The Yugoslav government has closed Yugoimport's office in Baghdad and formed a commission to investigate whether UN sanctions on Iraq have been breached.

Milos Vasic, a defense analyst in Belgrade, said Yugoslav scientists had the expertise to develop such technology but he questioned whether Iraq had the resources to build a missile.

U.S. says 'time has come' for UN vote on Iraq resolution

By Brian Knowlton

International Herald Tribune

WASHINGTON: Its impatience with the United Nations clearly mounting, the Bush administration said Monday that "the time has come" for a Security Council vote on the toughly worded Iraq resolution backed by Washington and London but resisted strongly by France and others.

"It is coming down to the wire," said Ari Fleischer, the White House spokesman. "The United Nations has debated this now long enough." He suggested no deadline, but the administration clearly counts on action being taken this week.

But in Paris, Foreign Minister Dominique de Villepin said that France would not accept any clause that included an automatic recourse to military action. "We reject any clause on automatic recourse to force because recourse to force can only be the last resort," he said.

A spokesman for Prime Minister Tony Blair of Britain, echoing Fleis-

cher's language, said that debate this week probably would determine whether the UN would have a role in dealing with Iraqi arms programs banned by earlier UN resolutions. "People have to make up their minds," said the spokesman, Tom Kelly.

Hans Blix, the chief UN weapons inspector, briefed the Security Council on Monday, along with Mohammed Baradei, director-general of the International Atomic Energy Agency, which is charged with dismantling the Iraqi nuclear program.

Afterward, Blix said, "Our feelings are that there will be a resolution." He added, "We want to get there as soon as we can."

Baradei said that the two had told the council, in a closed session, that "we need unified council support behind us, we need explicit authority, good practical arrangements and information from all member states" to guide inspectors.

As things stand, the possibility of unified council support does not appear strong. The Security Council has

been locked in a diplomatic standoff for six weeks since Bush, under criticism at home and abroad for approaching the Iraq problem unilaterally, asked the UN to pass a resolution to force Iraq to dismantle its banned weapons programs.

Hoping to break the deadlock, Villepin of France suggested over the weekend that the 15 foreign ministers of Security Council members meet to craft a resolution on Iraqi disarmament. This, he indicated, could use the U.S. draft resolution as a basis for agreement.

U.S. diplomats have been increasingly frustrated in their attempts to achieve consensus, as Secretary of State Colin Powell indicated Saturday. A compromise, he said, "may evade us." If agreement cannot be reached, Powell added, "let's come to that realization and move forward."

Bush returned from the weekend Asia-Pacific Economic Cooperation forum in Mexico without the new pledges of support he had hoped for. A meeting with the Chinese leader, Jiang Zemin, produced no apparent headway in se-

curing Chinese support.

Bush had hoped to meet with President Vladimir Putin of Russia, a man with whom he has established a close relationship, but Putin canceled a trip amid the hostage-taking crisis at a theater in Moscow.

Yet another close Bush friend, President Vicente Fox of Mexico, delivered a further blow to the U.S. campaign for a single UN resolution authorizing use of force against Iraq.

Fox, who has been frustrated by lack of progress in negotiations with the United States on other issues, including migration, said he backed the French approach, which would require a second resolution to authorize force only after UN inspectors reported on

their progress.

Mexico holds one of the 10 nonpermanent seats on the Security Council. The United States and Britain must not only avoid vetoes by any other permanent member — France, China or Russia — but also secure a total of nine of the 15 total votes. Mexico and Ireland had been seen as possible swing votes.

Bush has appeared unusually tense and restless in some recent public appearances, including his meeting with Fox, where he atypically interrupted a translator, saying, "I understood what he said."

On Monday, he warned that President Saddam Hussein of Iraq had "made the United Nations look foolish," and that the credibility of the world body

was at stake.

Either the United Nations will do its duty to disarm Saddam Hussein or Saddam Hussein will disarm himself," Bush said at a political rally in Alamogordo, New Mexico.

If the UN refuses to act against Saddam, Bush added, drawing loud cheers, "the United States will lead a coalition and disarm him."

The administration has been operating on the assumption — and with the implied threat — that if the UN fails to act, Washington has the authority to do so itself, along with whatever coalition of countries it is able to put together.

Iran view: U.S. buoys bin Laden

Khatami assails policy on terrorism and Iraq

By Elaine Sciolino

The New York Times

MADRID: In a sharp criticism of the United States, President Mohammed Khatami of Iran has declared his country's opposition to a war against neighboring Iraq and charged that Washington's war terrorism is misguided and has strengthened support for Osama bin Laden in the Muslim world.

"Have the erroneous policies of the United States made bin Laden more popular or more hated than before in various sectors of the Islamic world?" Khatami asked Tuesday at a joint news conference with the Spanish prime minister, Jose Maria Aznar, during a three-day official visit to Spain.

"Have the erroneous policies of the United States weakened Islamic trends that favor wisdom and democracy? The United States with its hegemony has strengthened bin Laden, so we ought to condemn it in some way for supporting terrorism."

Khatami even likened the logic of bin Laden to that of President George W. Bush.

"I hear a discourse from two poles," he said. "One is the voice raised from Afghanistan by bin Laden that says, 'Whoever is not with us must be destroyed.' The other is the voice from the United States that says, 'Whoever is not with us is against us.'"

He added, "That is a logic which on one side leads to the most atrocious forms of terror and, on the other side, on the pretext of confronting terrorism, creates the worst type of atmosphere for waging war."



Desmond Boylan/Reuters

Mohammed Khatami with Jose Maria Aznar at the start of a four-day visit to Spain.

Khatami, a midlevel cleric who studied philosophy, is the first Iranian leader to make an official visit to Spain since Shah Mohammed Reza Pahlavi in 1965. He is using the occasion to press his campaign for the "dialogue among civilizations" that he introduced at the United Nations four years ago.

He delivered a speech Tuesday at Complutense University in Madrid on Cervantes and his relevance in today's world, and will visit the Spanish Senate and meet with business leaders Wednesday. He and Aznar signed bilateral accords Tuesday on investment protection, tourism and customs issues.

But his news conference Tuesday was dominated by questions about terrorism and war.

Iran's position toward Iraq is complicated by the fact that there is no love lost between the ruling clerics in Iran and the Iraqi president, Saddam Hussein. Khatami noted that Saddam invaded Iran in 1980 and used chemical weapons against Iran during the eight-year border war that followed.

"Of course the whole world knows we've suffered greatly at the hands of Iraq and the Iraqi regime," Khatami said. He suggested that there was a dou-

ble standard in the extraordinary reaction against Saddam today, compared with the world's inaction when he turned chemical weapons against Iran and even against Iraqi civilians.

"If chemical weapons are bad, why when they were used against us or Iraqi citizens wasn't Iraq condemned and pressured?" he asked.

But Iran, which shares a long border with Iraq, is vehemently opposed to a unilateral American war against its neighbor and the installation of a government of Washington's choosing in Baghdad.

"We have said several times that we are against any military attack on Iraq and any unilateral action in resolving international issues," Khatami said. "To intervene in the internal affairs of a nation is a dangerous precedent."

But he called on Iraq to comply with Security Council resolutions, and hinted that Iran would not object to the use of force against Iraq if the Security Council decided that it had not.

"If in the international scene there needs to be further steps taken," he said, "we believe that there should be support from the United Nations and the international community for these steps."

IRAK La France propose une réunion des ministres du Conseil de sécurité pour lever les blocages

Dominique de Villepin : « Sur l'Irak, soyons unis et responsables »

Le Conseil de sécurité de l'ONU aborde une semaine décisive en vue de l'adoption d'une résolution sur l'Irak que les Etats-Unis souhaitent apparemment obtenir avant les élections de mi-mandat au Congrès des Etats-Unis, le 5 novembre.

« Nous avons atteint le point où nous devons prendre quelques décisions fondamentales au début de la semaine prochaine et aller de l'avant. Nous ne pouvons pas continuer à avoir un débat qui ne finit jamais », a déclaré samedi le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell. « Il est temps de regrouper les questions en suspens dans une résolution, si possible. Et, si une résolution n'est pas possible, nous devons l'admettre et aller de l'avant », a-t-il affirmé.

Samedi, les opposants à une guerre en Irak ont fait entendre leur voix à Washington, notamment autour de la Maison-Blanche, lors d'un rassemblement de 100 000 personnes selon les organisateurs, plus de 50 000 selon des journalistes sur place. Les 15 membres du Conseil ont prévu de se retrouver aujourd'hui pour entendre le chef des inspecteurs de l'ONU, Hans Blix, après des consultations informelles cette semaine sur le projet américain.

Dans une interview au *Figaro*, le ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, explique pourquoi la France s'oppose au projet de résolution présenté la semaine dernière au Conseil de sécurité par les Etats-Unis.



« Pour être efficace aujourd'hui, mais aussi dans la durée, notre action doit bénéficier d'une légitimité incontestable aux yeux de tous, ce qui suppose qu'elle fasse l'objet d'un consensus au sein de la communauté internationale », confie le ministre des Affaires étrangères. (Photo B. Setnik/AFP.)

Propos recueillis
par Pierre Rousselin

LE FIGARO. - Les Etats-Unis ont présenté un projet de résolution sur l'Irak qui ne satisfait pas la France. Quelles modifications souhaitez-vous obtenir ?

Dominique de VILLEPIN. - La discussion porte sur le régime des inspections et la question du recours à la force. Nous avons obtenu un accord sur l'idée d'une démarche en deux temps. Dans un premier temps, le Conseil de sécurité doit définir les arrangements pratiques permettant l'envoi des inspecteurs en Irak. Dans un second temps, si Bagdad ne satisfaisait pas à ses obligations, le Conseil de sécurité serait alors saisi à nouveau sur la base des rapports des inspecteurs des Nations Unies. Dès lors que nous sommes d'accord avec les Américains et l'ensemble de nos partenaires sur cette approche, il faut que le texte présenté par les Etats-Unis ne contienne pas d'autres mécanismes qui contourneraient le dispositif prévu.

Le texte américain fait déjà état de « violations patentées » de la part de l'Irak, sans attendre le rapport des inspecteurs. En évo-

quant dans le même paragraphe des « conséquences graves » - ce qui en jargon diplomatique équivaut au recours à la force -, le texte américain n'ouvre-t-il pas la voie à l'automatisme que vous cherchez à écarter ?

Il faut dissiper toute ambiguïté. Nous n'avons évidemment pas d'objection à ce que ce texte constate les manquements passés de l'Irak. Mais il doit surtout prendre en compte la situation nouvelle que créera le retour des inspecteurs et préciser les obligations qui en découlent pour l'Irak. C'est bien le respect de ces obligations qui est au cœur de la nouvelle résolution et qu'il faut désormais garantir. Si l'Irak décide de s'y soustraire, le Conseil de sécurité devra à nouveau se réunir et tirer les conclusions nécessaires. Dès lors que cette logique est acceptée, il faut s'y tenir : on ne peut avoir à la fois une démarche en deux temps et un chèque en blanc qui pourrait justifier à tout moment une action unilatérale.

Le texte américain ne répond donc pas à vos exigences ?

En l'état et pour les raisons que je viens d'indiquer, il comporte des éléments contradictoires. Il y a donc du travail à faire. Nous

voulons aller de l'avant, en nous concentrant sur l'essentiel : mettre au point un régime rigoureux d'inspection et définir des mécanismes clairs encadrant un éventuel recours à la force.

La France va-t-elle présenter un texte différent de celui des Américains ?

Nous travaillons actuellement sur la base du texte américain en présentant naturellement des amendements. D'ailleurs, nous avons fait circuler un document qui fait la synthèse de nos propositions. Notre objectif maintenant est double : conclure rapidement et le faire sur la base d'un consensus aussi large que possible au sein du Conseil de sécurité. C'est pourquoi j'ai proposé une réunion au niveau ministériel du Conseil de sécurité pour lever les derniers blocages. J'ai évoqué cette idée avec plusieurs de mes collègues, y compris Colin Powell, qui l'ont bien accueillie.

Si les Etats-Unis mettent leur texte au vote, la France ira-t-elle, si nécessaire, jusqu'à opposer son veto ?

La France, depuis le début, a adopté une position claire en indiquant que nous ne donnerons pas notre accord à un texte qui ne respecterait pas les principes que nous défendons. Mais je crois que nous pouvons parvenir à une résolution acceptable pour tout le monde.

Pensez-vous qu'un consensus est possible ?

Pour nous, ce qui est important, c'est que le Conseil de sécurité puisse être saisi à chaque étape du processus. La responsabilité collective ne se délègue pas. L'action de la communauté internationale doit être fondée à la fois sur une conception exigeante de la morale et de la légalité internationale. Cette action, nous devons l'ancrer dans les trois principes complémentaires d'unité, de légitimité et d'efficacité : pour être efficace aujourd'hui, mais aussi dans la durée, notre action doit bénéficier d'une légitimité incontestable

aux yeux de tous, ce qui suppose qu'elle fasse l'objet d'un consensus au sein de la communauté internationale. Ce consensus n'est pas un prétexte à l'inaction, il est au contraire la condition d'une action réellement efficace.

La France ne risque-t-elle pas d'apparaître, aux Etats-Unis notamment, comme le pays qui fait obstacle à une action en Irak ?

L'enjeu ce n'est pas la relation entre la France et les Etats-Unis. Elle est excellente. Nous travaillons dans un esprit de solidarité et de coopération. Les idées que nous défendons bénéficient d'un très large soutien comme l'a montré le débat récent au Conseil de sécurité. L'enjeu de cette résolution, c'est l'attitude de la communauté internationale face à une crise, en l'occurrence la crise irakienne, et c'est sa capacité à y ré-

pondre. C'est un enjeu très important, au-delà même de l'Irak. Soyons unis et responsables.

A travers cette bataille à propos d'une résolution sur l'Irak, c'est donc le système de sécurité collective qui selon vous est en jeu ?

Distinguons bien les choses. Nous sommes mobilisés aujourd'hui pour apporter une réponse à la crise irakienne ; c'est là l'urgence. Pouvoir y répondre collectivement est également une exigence essentielle. Il est de l'intérêt de tous y compris des Etats-Unis de parvenir à une résolution qui marque l'adhésion de toute la

communauté internationale. C'est le principe même de la sécurité et de la responsabilité collectives qui est en jeu. Nous devons être de plus en plus déterminés mais aussi de plus en plus solidaires. J'ajoute que l'usage de la force ne peut constituer qu'un ultime recours. Elle ne peut, à elle seule assurer la paix ni même la sécurité. On le voit bien au Proche-Orient.

Il faut une perspective politique, une vision du monde qui mobilisent et rassemblent toutes les énergies. Depuis le début de l'année, il y a un mouvement en profondeur du monde arabe qui s'est exprimé à travers l'ini-

tiative saoudienne sur le Proche-Orient, reprise par le Sommet arabe de Beyrouth. Aujourd'hui, face aux menaces qui s'accroissent, le terrorisme, la prolifération, l'intégrisme, il faut une réponse globale, une réponse collective, fondée sur des valeurs et des règles communes. La tolérance et le dialogue représentent nos meilleures armes contre le fanatisme, pour assurer durablement la stabilité du monde. Il ne faut pas céder à la spirale de la peur ni à la violence, ce qui ne peut qu'accroître l'incompréhension entre les peuples et multiplier les fractures.

UN edges toward pact on Iraq

France mulls over U.S. wording on pre-attack consultations

By Brian Knowlton

International Herald Tribune

WASHINGTON: The United States and France moved closer to agreement Wednesday on a UN resolution on Iraq, diplomats said, after Washington offered to include language in the document that would require it to consult the world body before launching any attack on Iraq.

France, which has led opposition to any language that might be used as an automatic "trigger" for U.S. military action, was discussing U.S.-proposed compromise language with other Security Council members Wednesday, diplomats said.

"I think we are getting closer," Secretary of State Colin Powell said earlier.

But Ari Fleischer, the White House spokesman, said that the United States meant to keep language that some UN Security Council members fear could imply an authorization of the use of force.

"The resolution must state that there are consequences" for any Iraqi failure to cooperate with UN weapons inspectors, Fleischer told reporters here, and it "must state that Iraq is in material breach" of resolutions passed after the Gulf War of 1991 to stringently curb its weapons programs.

Fleischer made the comments after President George W. Bush met at the White House with Hans Blix, the chief UN weapons inspector, and Mohammed Baradei, director-general of the International Atomic Energy Agency, which would inspect nuclear programs in Iraq.

Bush underscored the need for a rigorous inspections system to find and destroy banned Iraqi weapons, Fleischer said, adding that the UN officials agreed.

"The inspectors don't want to be the mouse in a cat-and-mouse game" with Iraq, he said. "They have to have the ability to do their job."

The meeting was one of several Blix has held with officials of Security Council member nations. He also met Wednesday in Washington with Vice President Dick Cheney and the national security adviser, Condoleezza Rice.

The progress with France reportedly came as the U.S. side agreed to put in writing its earlier assurances that the United States would not initiate military action before consulting with Security Council members. Washington, however, has not accepted French calls for a second resolution dealing with a possible military strike.

One administration official, speaking on condition of anonymity, said that the United States was also prepared to give Iraq more time than earlier provided to account for its chemical programs.

The administration reportedly is also easing a demand that Iraq permit its scientists linked to weapons programs to be removed, with family members, from the country to be interviewed. That, Blix said, could be problematic for Baghdad. Under new language, such interviews would be permitted but not required, a U.S. official said.

Fleischer indicated no deadline for the Security Council to reach agreement on the U.S.- and British-backed draft.

He said again, however, that Bush was committed to giving the UN a chance to prove its effectiveness. "Whether or not the UN means it, we will soon find out," Fleischer said.

France wants the Security Council to pass a first resolution, setting out a mandate for UN weapons inspections in Iraq, then to hold a second vote after inspectors report back to the world body but before any military strike is launched.

At the crux of negotiations is how the Security Council deliberations after the inspectors' return would be framed, and whether a second formal resolution — or simply a debate — would satisfy

demands for a UN voice on any military action.

The United States probably needs France or Russia — perhaps both — to back its resolution if it is to secure the nine votes needed for adoption on the 15-country council. Both have expressed serious reservations, but neither they nor China has threatened a veto.

Ambassador Sergei Lavrov said Wednesday that Moscow did not want the use of force to be automatic, "and this is still our position." He did not comment on the latest compromise language offered by the U.S. side.

The Bush administration, after earlier expressing impatience with the Security Council, now appears content to wait for a vote until after the congressional elections in the United States on Tuesday, lest any setback hurt candidates from Bush's Republican Party.

Secretary of State Colin Powell, asked Tuesday how long the United States could wait for UN action, told reporters, "I don't want to give you days or a week, but it certainly isn't much longer than that."

Powell said that "our basic principles remain the same," warning that if the Security Council failed to act, Bush had "what he believes is the authority needed and, frankly, the obligation to act with like-minded nations to disarm Iraq."

A White House official said the administration was using that threat as a strategy to compel Russia and France to back the U.S.-British resolution.

Powell has held intense telephone consultations with key counterparts — Dominique de Villepin of France, Igor Ivanov of Russia and Jack Straw of Britain — and with the UN secretary-general, Kofi Annan.

The current text, officially proposed by the United States with British support, says that any Iraqi failure to comply fully with terms of the new resolution — which gives inspectors broad powers to search any site — "shall constitute a further material breach."

Thursday, October 31, 2002

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Increasingly, Turkey fears attack on Iraq

By Ian Fisher

The New York Times

ISTANBUL: Barely a day goes by without the Turkish prime minister, Bulent Ecevit, saying just how little he wants a war with his neighbor Iraq. He complains about being "caught in the middle." He bluntly raises Turkey's importance to the United States, on the map and as the only Muslim country in the North Atlantic Treaty Organization.

"We know that the United States cannot carry out this operation without us," he said last week. "That is why we are advising that it abandon the idea. We're telling Washington that we are worried about the matter."

In the end, there seems little doubt that Turkey, however reluctantly, would side with its big friend and patron. But Turkey's leaders are still withholding their wholehearted support, and their discomfort grows daily.

So unanimous are Turks against a war in Iraq that the topic has hardly been raised in the campaign for parliamentary elections Nov. 3. The election looks certain to expel the coalition led by Ecevit in favor of an untried party with roots in political Islam, which worries many here as a threat to Turkey's secularism.

Still, even the leaders of that party, Justice and Development, repeat the same conflicted refrain: Yes, Saddam Hussein is a menace. Turkey, they say, will probably support the United States in the name of its long and broad friendship, as well as its own strategic interests.

But Turkey, concerned that war could worsen an already dire economy and inflict new problems of refugees and Kurdish separatism, is not eager to play the role Pakistan did in the war against Afghanistan.

"It is in the nature of Turks to be convinced easily but react when they realize that they have been cheated," warned Abdullah Gul, a top Justice and Development leader who is in the running to become the next prime minister. "Therefore, Turkey should be listened to and understood over her interests and concerns."

Easing Turkey's worries might prevent any long-term damage to relations between the United States and Turkey, the kind of moderate Muslim country Washington would like to encourage.



Jakob Boserup/The Associated Press

The Turkish president, Ahmet Necdet Sezer, meeting the press before European Union summit talks with candidate countries in Copenhagen on Monday.

"Both nations will take extreme care not to have an open conflict over what happens in Iraq," said Ilter Turan, a political science professor at Istanbul Bilgi University. "But if the United States intervenes and if you have a prolonged struggle, a prolonged military role in Iraq, probably quite a number of problems might crop up."

The Justice and Development Party is currently drawing support from as many as 30 percent of voters polled. The question mark is whether its leaders, though they have disavowed political Islam, will be any less of an ally to the United States, particularly on the question of Iraq.

Gul and the party's popular leader, Recep Tayyip Erdogan, who have played down their pasts as Islamic activists, say the relationship would probably stay the same, and Gul has been quoted as saying that they would leave any decision on Iraq to the military. Most experts say the party would have no choice, at least in the short term; in

1997, the military eased out the last Islamic-leaning party to govern Turkey.

Zeyno Baran, a fellow with the Center for Strategic and International Studies in Washington, said it was highly unlikely that the party would change the alliance with the United States.

"Absolutely not," she said, "because this will be the grounds for the military removing them."

With the elections a week away, Turkish and U.S. officials are reported to be deep into negotiations. Early last week, General Tommy Franks, head of the U.S. Central Command, and General Joseph Ralston, the supreme allied commander in Europe, visited Turkey for talks with its top commanders. On Wednesday, President George W. Bush called President Ahmet Necdet Sezer for a discussion the White House said covered the "United States-Turkey strategic partnership."

Officials from both nations say there has been no formal request, such as for Turkish troops in a ground operation in Iraq or the use of Turkish air bases. Several reports suggest that any plan would include having Turkey send thousands of troops into northern Iraq — in addition to the 2,000 to 5,000 already there chasing Kurdish rebels — to stem the flow of refugees or defeated Iraqi fighters.

Turkey, though, is decidedly wary, and officials say Washington is frustrated that it has withheld firmer support, partly out of worry that Saddam will take full advantage of disunity in the region.

Turkey's worries stretch back over a decade. Turkish officials complain that Operation Desert Storm cost tens of billions in dollars in military expenses, trade with Iraq and lost revenue from tourism. The no-flight zone enforced since then over northern Iraq also led to what they believe is something close to an independent Kurdish state there, a long-standing worry for Turkey, with its own restive Kurdish population.

Government officials here complain loudly that they do not fully trust American assurances that there will be no actual Kurdish state.

But many experts say there is a greater worry about a new war: money. Turkey remains in a deep economic crisis. Reportedly a financial package worth roughly \$5 billion is being discussed.

Some experts suggest that it would also help if the United States pushed the European Union to set a date for entrance talks at a meeting of ministers of the European Union in December.

Iraq may, otherwise, remain a hard sell here.

Le Parlement kurde examine des projets de Constitution sur un Irak fédéral



ERBIL (Irak), 31 oct (AFP) - Le parlement du Kurdistan irakien a commencé à débattre jeudi de deux projets de Constitution prévoyant l'instauration d'un système fédéral arabo-kurde en Irak et d'une autonomie dans cette région, qui échappe totalement au pouvoir de Bagdad depuis 1991.

Selon ces deux projets, les principales tâches seraient dévolues au gouvernement irakien, mais la ville de Kirkouk (nord), riche en pétrole, actuellement sous le contrôle de Bagdad, deviendrait la capitale de la région du Kurdistan, dans le cadre d'un Irak "fédéral".

Au cours de la réunion du Parlement, le contenu de ces documents devra être approuvé, après des débats étalés sur plusieurs sessions au cours desquelles des amendements mineurs pourront leur être apportés.

La séance de jeudi a notamment été marquée par la venue du Français Bernard Kouchner, premier administrateur de l'ONU au Kosovo et ex-ministre délégué à la Santé, actuellement en visite dans la région. Celui-ci a assisté à la réunion et fait une courte intervention devant les députés, se félicitant de l'accord de paix intervenu entre les factions kurdes, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les deux projets de Constitution ont été approuvés par les deux principales factions rivales kurdes qui se partagent le contrôle du Kurdistan, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) avant la première séance en six ans de leur parlement unifié le 4 octobre.

Le rétablissement du parlement, où le PDK occupe 51 sièges et l'UPK 49, avec cinq sièges réservés à des partis chrétiens, avait été marqué par la ratification d'un accord de paix entre les deux factions, sur fond de menaces américaines de frapper l'Irak pour renverser le

président Saddam Hussein.

Le projet de Constitution dépeint l'Irak comme une région kurde et une autre arabe, devant constituer un "Irak fédéral", qui serait doté d'un "système démocratique, parlementaire et républicain".

Selon le texte, dont une copie a été obtenue par l'AFP, la région du Kurdistan comprendrait Kirkouk et trois autres provinces -Erbil, Dohuk et Sulaimaniya- actuellement sous contrôle kurde.

Kirkouk devra être la capitale du Kurdistan, qui comprendra alors quatre provinces, subdivisées en huit districts.

La région fédérale devra être dotée d'un pouvoir législatif et d'un autre exécutif.

D'après ce projet, les Kurdes devront bénéficier d'une partie des revenus pétroliers de l'Irak en rapport avec leur proportion au sein de la population.

Le projet stipule également l'établissement d'une autonomie qui laissera cependant au pouvoir central les tâches principales : Affaires étrangères, Défense, secteurs pétrolier, économique et des investissements.

La Constitution proposée garantit les droits des autres ethnies et minorités vivant au Kurdistan.

Le projet pour un Irak fédéral stipule que Bagdad s'engage auprès de l'ONU à respecter le tracé des frontières et les droits de chacune des régions kurde et arabe.

Au cas où le président est arabe, le Premier ministre devra être kurde et vice-versa, selon le projet.

Des responsables à Erbil ont indiqué que le Parlement kurde devait fixer la date d'entrée en vigueur de la Constitution kurde après son approbation.

Le Kurdistan irakien, où vivent 3,6 millions d'habitants, était effectivement devenu autonome depuis qu'une protection occidentale lui avait été garantie après la guerre du Golfe en 1991.

Les dirigeants kurdes ont cherché à rassurer les pays limitrophes de l'Irak qu'ils n'avaient pas l'intention d'établir un Etat kurde indépendant au cas où les Etats-Unis renverseraient Saddam Hussein.

La longue route Bakou-Ceyhan

Lancement du chantier
stratégique d'un oléoduc à
l'avenir encore incertain.

Cérémonie en grande pompe ce 18 septembre au terminal Sangachal situé au sud de Bakou. Les présidents Heïdar Aliev, Edouard Chevardnadzé et Necdet Ahmet Sezer sont venus suivre les premiers coups de pelle et de pioche symboliques de la construction de l'oléoduc reliant la capitale azérie au port turc méditerranéen de Ceyhan, via Tbilissi. Conclu dès 1994 avec les plus grandes compagnies pétrolières internationales pour l'exportation des ressources de la mer Caspienne, ce projet

est devenu au fil du temps un enjeu économique et géopolitique crucial pour des pays caucasiens soucieux de leur développement et leurs soutiens occidentaux.

Prévu pour durer deux ans, le chantier évalué à 2,95 milliards de dollars, devrait véritablement démarrer au printemps 2003. Il prévoit d'enterrer 1730 km de tuyaux pour assurer au pétrole azéri un débouché sur les marchés internationaux à compter de 2005. Washington, qui en a fait un élément-clé de sa

stratégie d'approvisionnement alternative aux gisements du Moyen-Orient et un moyen d'agrandir sa sphère d'influence dans la région, l'a rappelé par l'intermédiaire du secrétaire à l'Energie Spencer Abraham, présent à la cérémonie d'inauguration des travaux. Il était porteur d'un message de George Bush, pour qui l'oléoduc est "une composante centrale d'un nouveau couloir énergétique Est-Ouest qui apportera des bénéfices d'une portée considérable". A commencer par les Etats-Unis eux-mêmes, désireux aussi de couper l'herbe sous le pied des Russes, détenteurs d'un quasi-monopole sur le marché de l'évacuation pétrolière dans le sud-Caucase avec le pipeline reliant Bakou à Novossibirsk. Moscou n'apprécie pas cette tentative de mise sur la touche et ne cesse de contester la viabilité de l'oléoduc par rapport aux réserves prouvées d'or noir de la Caspienne, sérieusement revues à la baisse ces dernières années (de 18 à 35 milliards de barils actuellement contre 220 milliards au début durant la présidence Clinton). Prudente, la Russie n'entend pas entrer dans une logique d'affrontement direct avec les partisans du projet. Elle a d'ailleurs pris soin le 23 septembre de signer un accord bilatéral avec l'Azerbaïdjan délimitant les droits d'exploitation des richesses de la plus grande mer intérieure du monde. Mais Azéris et Géorgiens craignent que le Kremlin se serve de ses amitiés chez les Arméniens pour relancer la tension autour du Karabagh et du Javakh, des conflits territoriaux qui pourraient retarder l'avancée des travaux. ● YERVANT FESJIAN



Lancement de la construction de l'oléoduc Bakou-Ceyhan

U.S. prepares for trials of Iraqi leaders

By Peter Slevin

The Washington Post

WASHINGTON: The Bush administration is building cases against Saddam Hussein and more than a dozen members of his inner circle who could be charged with crimes against humanity if the Iraqi government is toppled, according to U.S. officials.

The Iraqi president is at the top of a working list of war crimes suspects, joined by his sons, Uday and Qusai, each of whom has a reputation for brutality.

Also on the list are Ali Hassan Majeed, known as "Chemical Ali" for his use of chemical weapons against Kurds in northern Iraq, and Izzat Ibrahim, deputy chairman of the Iraqi Revolutionary Command Council.

Those five belong to a core group of about a dozen Iraqis whose actions on behalf of the Iraqi government are deemed by U.S. officials and human rights groups to merit charges of genocide or crimes against humanity. Dozens of other Iraqi officials also are considered badly tainted and could face charges in a post-Hussein Iraq after further investigation, sources said.

The likelihood of U.S.-backed war crimes trials for the Iraqi leadership, if Saddam is overthrown, recalls the Nuremberg prosecutions that followed the defeat of Nazi Germany in World War II and the international tribunal now prosecuting the former

Yugoslav leader Slobodan Milosevic in The Hague.

The fate of Iraq's leadership cadre is considered crucial to the success of any U.S.-led operation against Saddam and central to the way Iraqis would rebound from three decades of dictatorship.

The Bush administration has not yet decided how deeply to target the Iraqi leadership and who would lead any criminal case. But as U.S. war planning intensifies, so does the urgency of identifying friend and foe in Iraq, officials said, adding that U.S. military commanders would be required to make

swift choices about whom to arrest and whom to welcome as a partner.

Undersecretary of State John Bolton said that the "top people" around Hussein would have to go. Likening the situation to denazification in postwar Germany, Bolton said the rebirth of Iraq would require the removal of people "who are so fundamentally part of Saddam's entourage that their remaining in power would have the problem persist."

By deciding in advance to hold trials for the Iraqi leadership, however, the administration risks



The Associated Press

Saddam's two sons: Qusai, left, and Uday, are on the list.

the possibility that high-ranking suspects fearing prosecution would fight to retain power. Debate continues within the administration about how to handle the issue.

"You want to get into Iraq the message that you're not going to kill everybody in the Ba'ath Party," a U.S. official said, referring to the unchallenged Iraqi ruling party.

The venue for prosecution has not been determined, but U.S. officials say a consensus is forming around establishing courts in a post-Saddam Iraq that would be staffed in part by international jurists. Such courts would draw upon ongoing evidence-gathering efforts in other countries, "including projects supported in recent years with \$10.8 million in U.S. funds.

The International Criminal Court is not an option, because it does not have jurisdiction over events that happened before it came into existence on July 1. Nor is Iraq a signatory to the convention that created it.

Iraqi opposition groups have been urging U.S. officials to build cases more quickly.

"Regardless of who prosecutes, they should be prosecuted," said Rend Rahim Francke, director of the Iraq Foundation, which receives federal funds to examine seized Iraqi documents. "There is a great temptation for the United States to deal with persons who are indictable, and there is a great danger for Iraq if the United States yields to this temptation."

Two Pentagon lawyers have been assembling evidence in a form that could be useful to prosecutors, according to U.S. officials and people they have contacted. A working group of about 30 Iraqi exiles and Iraqi-Americans, supervised by the State Department, is developing plans for transitional justice, including criminal prosecution of a larger array of Iraqis.

The approach contemplates several tiers of prosecutions, with several U.S. officials de-

scribing a growing consensus in favor of targeting Saddam and his senior lieutenants and relatives, including a group U.S. officials have referred to since 1993 as "the dirty dozen." The administration favors trials in Iraqi courts staffed in part by international judges and lawyers.

"We'll take the lead in setting the tone. From there, it's hard to say," said Pierre-Richard Prosper, the State Department's war crimes ambassador. "We know that Saddam and his dirty dozen are believed to be the leaders responsible for all the atrocities that have occurred there for well over a decade. We know that over 100,000 people have been killed."

Prosper said of Saddam, "He will be suspect number one brought before a court, any court."

The U.S. inquiry began during the Clinton administration, after the Gulf War and widespread reports of Saddam's use of chemical weapons against Kurdish villages.

Since 1999, the State Department has channeled \$10.8 million to opposition groups and nongovernmental organizations to gather evidence, examine documents and interview witnesses, according to Gregg Sullivan, a State Department spokesman.

Herald INTERNATIONAL Tribune

Thursday, October 31, 2002

Islamisme turc à géométrie variable

La victoire annoncée de l'AKP aux législatives de dimanche sonne comme une revanche pour les banlieues pauvres d'Istanbul.

Istanbul envoyé spécial

Jour après jour, Unal Kaçır, petit entrepreneur de l'agroalimentaire, arpente inlassablement les ruelles défoncées de Bagcilar, 600000 habitants, une de ces populeuses banlieues d'Istanbul, jadis fiefs de la gauche et devenues des bastions islamistes depuis le début des années 90. Il s'arrête dans chaque boutique, chaque café, rappelant à chacun le bilan de la mairie. Entassement de petites maisons, d'immeubles décrépis ou inachevés et de mosquées flambant neuves, cet arrondissement est l'une des vitrines de l'islamisme municipal, mélange de paternalisme moralisant, de gestion honnête et de démocratie directe. «Le travail effectué pendant ces années dit tout», martèle le candidat du Parti de la justice et du développement (AKP), grand favori des législatives du 3 novembre, crédité d'un bon tiers des voix dans les sondages. Costume croisé et cravate rouge, ce petit entrepreneur aux allures de notable s'arrête pour la prière dans une petite mosquée puis reprend sa tournée. Pas une seule fois il n'a évoqué l'islam. Point n'est besoin de dire des choses qui vont de soi. Par deux fois déjà, il s'était présenté sur les listes du Refah puis du Fazilet, les anciens partis islamistes successivement dissous. L'an dernier, le mouvement a éclaté en deux courants. D'un côté, les traditionalistes du Saadet (le Parti du bonheur), qui végète dans les sondages autour de 5%. De l'autre, les modernistes. Leur victoire annoncée a, pour le petit peuple des banlieues, la saveur d'une revanche. Mais il n'est plus question de revendiquer comme avant «un ordre juste» fondée sur l'islam et la tradition. Le choc de la crise financière qui a frappé la Turquie il y a deux ans, entraînant 200000 faillites et quelque 2 millions de licenciements, a encore accru, y compris dans les classes moyennes, le rejet des partis «du système», la droite libérale comme la gauche social-démocrate.

Langue de bois. L'AKP ratisse large. Son emblème, une ampoule jaune sur fond bleu, veut symboliser «la transparence». «Beaucoup de militants et de dirigeants n'ont jamais été islamistes et, comme moi, ont rejoint ce parti par écœurement», affirme Oh-ran Albayrak, patron d'une petite entreprise informatique. «Nous sommes conservateurs pour la famille, libéraux en économie et démocrates dans notre vision du



Des partisans de l'AKP brandissent des drapeaux du parti et de la Turquie, dimanche dernier dans une banlieue d'Istanbul.

monde», assure Unal Kaçır dans une langue de bois parfaitement rodé. Il sait qu'il doit faire attention. Le chef charismatique de l'AKP, Recep Tayyip Erdogan, 48 ans, ancien maire islamiste du grand Istanbul, a été interdit de candidature par le haut conseil électoral en raison d'une condamnation vieille de trois ans pour «propos séditeux». Il ne pourra pas non plus être Premier ministre. Il reste néanmoins le patron incontesté de ce nouvel islamisme politique «light» qui assure respecter la démocratie comme la laïcité et vouloir l'intégration européenne de la Turquie.

Un grand portrait de Mustafa Kemal, le fondateur de la République sur les décombres de l'Empire ottoman, domine toujours la tribune de ses meetings, comme dimanche dernier en périphérie d'Istanbul. «Notre victoire sera le festin que vous attendez depuis longtemps, vous si pauvres dans une Turquie si riche», martèle Recep Tayyip Erdogan, cultivant le genre populiste et se gardant de toute référence à Dieu ou à l'islam. Son public n'a pas ses pondeurs. «Les mains qui menacent Tayyip seront brisées», scande la foule. **Droit au foulard.** Venue de Bagcilar avec d'autres militantes, Nese brandit une pancarte avec une phrase écrite en lettres bleues qui sonne comme un défi: «Nous sommes

toujours debout.» Un foulard de soie à grandes fleurs rouges – «un turban haute couture», comme l'appellent les Turcs – entoure le visage de cette étudiante en droit. La loi l'oblige à l'enlever pour assister aux cours: «Est-ce normal dans un pays musulman qui se dit démocratique?» Dans les discours de l'AKP, il n'y a même pas une réfé-

rence au «droit au foulard», vieille revendication islamiste. Mais l'armée et le camp laïque accusent Erdogan de cacher son jeu. Une procédure pour une fermeture du parti a été ouverte il y a quinze jours. L'enracinement sur le terrain reste l'atout maître des islamistes. «Nous n'avons rien interdit mais nous disons ce qui est bien et ce qui

est mal. Les gens ont le droit de faire des erreurs», explique Feyzullah Kiyikilik, le maire de Bagcilar. Répétant volontiers que «l'alcool est d'abord un symptôme», ce tranquille sexagénaire, ancien professeur de religion dans le secondaire, est réélu systématiquement depuis huit ans en améliorant chaque fois son score. Ecœuré par l'éclatement du mouvement islamiste, il a décidé de rester «indépendant» tout en continuant «la conquête des cœurs». La machine municipale mouline la bonne parole en même temps que les aides: des logements et des bourses pour les étudiants, des cours professionnels pour les chômeurs, des vivres ou du charbon pour les plus pauvres.

Avec la crise, les besoins se sont encore accrus. «Il y a des violences dans les familles et moins d'entraide entre les gens», témoigne le maire. De longues files s'allongent chaque jour devant le bâtiment. Le salaire minimum turc (185 millions de livres, soit 110 euros) ne suffit même pas à nourrir une famille de quatre personnes. Les aides sont destinées théoriquement à tous les nécessiteux; de fait, elles vont d'abord à ceux qui votent bien ou sont susceptibles de le faire. «Ils me connaissent et ne m'auraient rien donné, alors pourquoi s'humilier en demandant?», explique Cehnaz, ouvrière au chômage depuis deux ans et socialiste de toujours.

Nécessiteux. A Bagcilar, le puissant appareil militant de l'ancien parti islamiste, qui quadrillait la municipalité avec 40000 inscrits, soit un électeur sur dix, roule pour les modernistes. «Nos anciens frères agissaient avec beaucoup trop d'émotions et de sentiments», explique Ali Babur, ancien cadre du Refah lui aussi. Le modèle fonctionne. Dans cette banlieue comme dans beaucoup d'autres, l'AKP fera le plein des voix. Les traditionalistes font la grimace. Assis sur un banc devant une petite mosquée, un vieux paysan, émigré il y a vingt ans de son village des bords de la mer Noire, ricane: «Quand il y a trop de fruits trop tôt, l'arbre ne résiste pas...» ●

MARC SEMO



L'Irak est au cœur des stratégies des « majors » de l'or noir

Les grandes sociétés internationales sont à la recherche de nouveaux gisements pour couvrir l'augmentation prévue de la demande dans tous les pays. Bagdad, au deuxième rang des plus importantes réserves mondiales, loin derrière l'Arabie saoudite, est l'objet de toutes les convoitises

LONDRES

de notre correspondant

Toujours y penser, ne jamais en parler : telle est la devise des grands groupes pétroliers mondiaux à propos du pétrole irakien, qui excite bien des convoitises de la part des majors américaines comme de celles d'autres pays.

PSA (production sharing agreement) : dans le jargon pétrolier, ce sigle est le sésame permettant de bénéficier d'une surcote boursière. L'accord de partage de la production entre un pays et une compagnie permet à cette dernière d'inscrire les réserves qu'elle contrôle dans son bilan. Les méthodes comptables considèrent ces droits de prospection et de forage comme des actifs tangibles. Il va de soi que pareille appréciation du compte d'exploitation attire les investisseurs. En revanche, l'autre type de contrat, la prestation de services, moins rémunératrice, n'a pas le même effet positif sur le titre. Refusant le partage de souveraineté sur leurs richesses énergétiques, des pays comme l'Iran et le Koweït refusent, par exemple, d'accorder des PSA. En revanche, les accords d'exploration-exploitation signés récemment par Saddam Hussein avec certaines compagnies (dont TotalFinaElf) sont des PSA. Le débatement de l'infrastructure pétrolière et le régime de sanctions ont, il est vrai, fortement limité la marge de manœuvre des dirigeants irakiens lors des négociations.

A Washington comme à Londres, les responsables du Congrès national irakien (CNI), fédération de mouvements de l'opposition intérieure et en exil, sont discrètement courtisés. ExxonMobil et Chevron-Texaco choisent Ahmed Chalabi, l'un des principaux opposants au régime de Bagdad, particulièrement proche du vice-président américain, Dick Cheney.

REDISTRIBUTION DES CARTES

Les Britanniques entendent eux aussi relever ce défi. Royal Dutch/Shell a réactivé ses réseaux, tissés lors de son offensive de charme avortée envers Bagdad, en 1998. Chassée d'Irak au début des années 1960, BP a remis à jour ses vieilles cartes géologiques. Le directeur général de BP, John Browne, a été on ne peut plus explicite, mardi, sur l'après-Saddam, Hussein, en

indiquant : « Nous aimerions être sûrs que nous serons tous sur un pied d'égalité et qu'il n'y aura pas de choses pré-arrangées. » Ce lobbying intensif est à la hauteur de l'enjeu.

Interrogé par *Le Monde*, un porte-parole du CNI a insisté sur le fait que, en cas de renversement du dictateur, la nouvelle équipe maintiendra le principe d'accords de partage de production. Face à la chute de la Bourse, les valeurs pétrolières rassurent par leur côté concret et la bonne tenue du prix du baril. Il n'est donc pas étonnant que les milieux financiers s'intéressent de près, en cas de conflit, à l'inévitable redistribution des cartes du jeu pétrolier irakien. « Il ne fait aucun doute que, pour les sociétés cotées, les perspectives de croissance sont déterminantes. Actuellement, il n'existe pas de province pétrolière plus prometteuse que

l'Irak et ses 112 milliards de barils de réserves prouvées. La production mondiale stagne faute de découvertes significatives » : comme l'indique un spécialiste de la City, toutes les majors sont à la recherche de nouveaux gisements pour couvrir l'augmentation prévue de la demande mondiale.

L'intérêt pour la manne irakienne participe aussi d'un souci de diversification géographique. ExxonMobil

et Chevron-Texaco restent trop centrés sur le continent américain. BP est très présente dans des zones du golfe du Mexique, mer du Nord, Alaska) où les conditions climatiques et la profondeur des gise-

ments entraînent des dépenses importantes. Pour sa part, Royal Dutch/Shell est pénalisée par l'importance de ses avoirs sur le continent africain (Nigeria, Angola), jugé instable. De plus, le rendement élevé de l'exploration-exploitation, de très loin supérieur à celui des activités de l'aval, encourage les barons pétroliers. Le raffinage souffre de surcapacités. L'essence à la pompe pâtit de la concurrence des supermarchés. La pétrochimie est minée par le ralentissement industriel.

Dernier atout du pétrole irakien : un coût d'exploitation inférieur de moitié à des puits en eaux profondes.

En dépit des efforts consentis par les majors pour réduire leurs frais généraux (licenciements massifs, recentrage financier), ceux-ci demeurent trop élevés, estiment les analystes.

Reste une grande inconnue : un nouveau gouvernement à Bagdad pro-occidental et stable honorerait-il les contrats importants signés avec une douzaine de compa-

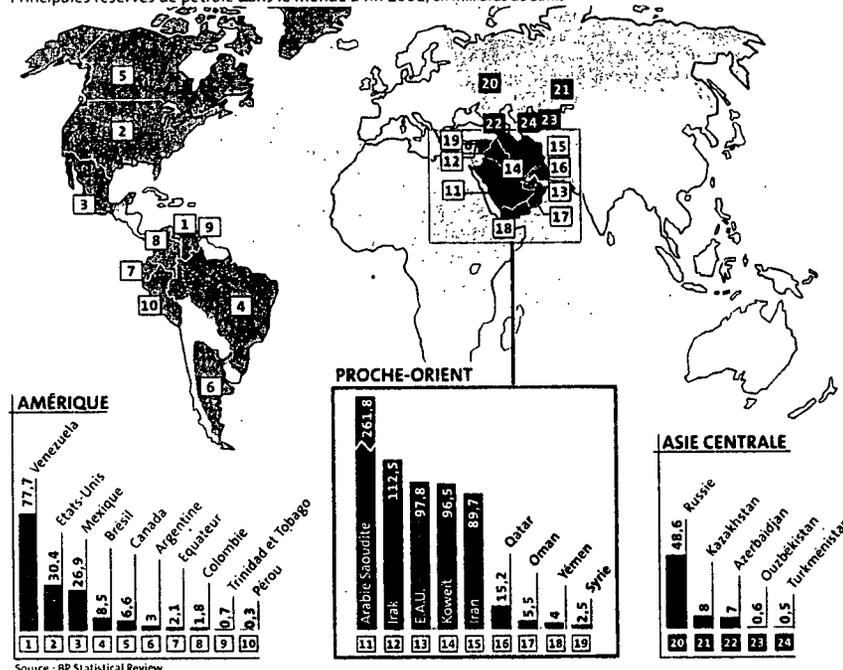
gnies non américaines ? Ces licences ne sont pas encore opérationnelles en raison des sanctions frappant Bagdad. Il ne fait pas de doute que, si Saddam Hussein venait à être renversé, ces accords seraient revus au profit des groupes améri-

cains. Mais les pétroliers français, russes et chinois ne manqueront pas de s'opposer vigoureusement à pareil chambardement. Enfin, les besoins d'investissements de l'appareil productif irakien sont énormes. Ce chantier titanessque exige assurément non seulement des moyens, mais aussi du temps. Ces contraintes font dire à un trader de l'or noir basé à Genève : « Pour devenir un acteur mondial, l'industrie irakienne a besoin de toutes les grosses compagnies, et pas seulement des américaines. Il y a gros à parier qu'on s'acheminera vers un compromis. »

M. R.

PLUS DE 908 MILLIARDS DE BARILS DE RÉSERVES PROUVÉES

Principales réserves de pétrole dans le monde à fin 2001, en milliards de barils



Le Monde

JEUDI 31 OCTOBRE 2002

Parti, clans et tribus, le fragile équilibre du régime irakien

B IEN que le gouvernement irakien ait accepté le retour des inspecteurs en désarmement de l'ONU, les Etats-Unis sont déterminés à faire la guerre et à renverser le régime de Bagdad, si possible avec l'aval du Conseil de sécurité des Nations unies. Malgré un embargo qui étrangle la population, le président Saddam Hussein a réussi jusque-là à déjouer toutes les oppositions et à se maintenir au pouvoir en s'appuyant sur les clans et les tribus, au détriment du rôle naguère attribué au parti Baas.

Par FALEH A. JABAR *

L'administration du président américain George W. Bush ayant décidé d'obtenir une reddition sans conditions du régime de M. Saddam Hussein, l'imminente campagne militaire contre l'Irak fait penser à la « mort annoncée » du célèbre roman de Gabriel García Marquez. Et pourtant la mise à mort de ce régime pourrait se révéler excessivement coûteuse, voire dégénérer en chaos. Car nous avons affaire à un système politique singulier, qui a su résister à des secousses aussi graves que l'échec de sa guerre contre l'Iran (1980-1988) et la cuisante défaite militaire du premier semestre de 1991 – après l'invasion du Koweït. Loin d'être fortuite, sa longévité est le fruit d'une stratégie de pouvoir d'une étonnante complexité mais soigneusement calculée.

Le jeune Saddam Hussein était un admirateur du système hitlérien, penchant hérité de son oncle maternel, Khairoullah Tilfah (1). Plus tard, il subit l'influence communiste et Staline viendra rejoindre la galerie de ses modèles. Le système qu'il entreprend de bâtir suivra cet héritage mais comportera des traits originaux. A l'instar du modèle allemand, le système du Baas d'Irak possède quatre points d'appui : une idéologie totalisante, un parti unique, le contrôle de l'économie (dite socialiste) et celui des médias et de l'armée.

A la différence du modèle nazi, la version baasiste va transformer les institutions sociales traditionnelles des tribus et des clans, encore influentes dans les

régions périphériques, provinciales et rurales, en clés de voûte de l'Etat. Trois postes stratégiques sont d'emblée réservés au clan dirigeant : ceux de ministre de la défense, de chef du bureau militaire du parti (al-Maktab al-Askari) et de chef du bureau de sécurité nationale (maktab al-Amn al-Qawmi). Mais, dans les premières années du régime arrivé aux affaires en 1968, il s'agit d'un tribalisme étatiste, limité à la tribu de l'élite régnante, l'Albou Nasir, dont le clan Al-Bejjat constitue le noyau dur. Avec les années, d'autres factions tribales de second plan seront cooptées (2). A partir de là se mit en place une stratégie de la peur, destinée à assurer les assises du pouvoir, à bâtir une élite dirigeante et à juguler les scissions et luttes de pouvoir dont l'armée et la politique des partis auront tant souffert entre 1958 et 1970.

La rente pétrolière constitue une autre composante du système totalisant mis en place par le Baas. Les vastes réserves du pays ont permis l'essor des services publics et de diverses formes de protection sociale. Les couches moyennes occidentalisées, enrichies par le boom pétrolier qui a suivi la guerre d'octobre 1973, verront s'ouvrir des horizons brillants. Ironiquement, c'est sous les contraintes d'une économie planifiée qu'une couche supérieure va prospérer de manière inattendue. On compte, en 1968, 53 ménages millionnaires en dinars (à l'époque, 1 dinar = 3,10 dollars), 80 en 1980, et plus de 3 000 en 1989. Mais ces nouvelles forces sociales, ces salariés et propriétaires, ces couches moyennes et supérieures, doivent leur prospérité non à un système libéral, mais presque exclusivement aux emplois et aux contrats d'Etat.

Au sein du pouvoir et des classes montantes, les groupes tribaux ou familiaux occupent des positions straté-

giques. Cette « classe-clan » est hégémonique : dans l'armée, le parti, la bureaucratie et les milieux d'affaires ; elle est soudée par des liens idéologiques et des intérêts économiques, de mariage, et par une croyance profonde en l'ordre clanique, malgré tous les discours officiels contre le tribalisme.

Ce système totalitaire est donc un amalgame d'éléments modernes et traditionnels, conçu pour contrôler les structures du pouvoir autant que les masses turbulentes de cette société multiethnique, où les Arabes sont divisés entre sunnites et chiïtes et où les Kurdes représentent une importante minorité (lire pages 6 et 7 le reportage de Michel Verrier). C'est cette fusion qui est le principal ressort de la longévité du régime... mais aussi son talon d'Achille.

En termes de cohésion de l'élite dirigeante et d'emprise sur les leviers du pouvoir, l'expérience du Baas est très différente des régimes précédents, que ce soit celui du général Abdelkrim Kassem (1958-1963) – dont le coup d'Etat renversa la monarchie – ou celui du maréchal Abdelsalam Aref (1963-1968), qui s'appuyait à la fois sur l'armée et sur les liens de sang (clan Joumailat). Tous

deux échoueront à stabiliser le pouvoir. Le Baas va ajouter de nouveaux ingrédients à la formule de base (armée + solidarité tribale). Cet amalgame complexe sera long à mettre au point, car les différents composants du système sont par nature contradictoires. D'une part, les normes des partis modernes, normes dont se réclame le Baas, parti à vocation nationaliste arabe et socialiste, ne le mettent pas à l'abri des schismes internes ; d'autre part, ces normes vont entrer en contradiction avec les liens et les solidarités tribaux.

Dans les premières années, on assista à une coexistence difficile entre l'aile civile et l'aile militaire du parti, avant que les militaires ne soient finalement confinés dans leurs casernes. L'espace tribal lui-même sera déchiré par des rivalités, des intrigues sanglantes autour du pouvoir et des richesses. Mais il assurera en même temps une certaine cohésion. Le nationalisme laïc ne faisait pas partie du discours traditionnel des élites tribales nobles, mais, en fin de compte, l'arabisme sera incorporé à ses valeurs. Certes, la richesse pétrolière va connaître des fluctuations incessantes,

* Sociologue basé à Londres, chercheur à l'Ecole de politique et de sociologie à l'université de Londres. Parmi ses ouvrages récents : *Ayatollahs, Sufis and Ideologies. State, Religion and Social Movements in Iraq; Tribes and Power* (codirigé avec Hisham Dawod), tous deux publiés chez Saqi Books, Londres, 2002.

mais d'autres formes primitives de contrôle économique seront inventées.

Echec au Koweït

ALORS que l'environnement régional et global, qui avait permis l'affirmation du nationalisme arabe, se transforme – notamment après la défaite de l'Égypte, de la Syrie et de la Jordanie de juin 1967 –, le nationalisme irakien est appelé à combler le vide. Des heurts vont se produire lorsque ces forces sociales et ces discours contradictoires seront mariés de force, mais une forme de cohabitation s'installe. Et chaque fois qu'une crise éclate, des réformes sont introduites pour rétablir l'équilibre détruit. Le président Saddam Hussein sera le grand maître de ces réadaptations flexibles.

La guerre entre l'Irak et l'Iran, puis la guerre du Golfe imposeront des restructurations constantes. Pendant les huit années de souffrance de l'affrontement avec la « révolution islamique », la religion deviendra un enjeu politique : l'insoumission de la partie chiite de la population arabe irakienne et son attitude à l'égard de la République islamique de l'ayatollah Khomeyni sont au centre des préoccupations de Bagdad.

L'Etat, affaibli par ce long conflit, perd le contrôle sur de nombreuses tribus et l'on assiste à un renforcement du tribalisme. La guerre engloutit les 38 milliards de dollars de réserves et laisse le pays endetté à hauteur de quelque 50 milliards. L'armée, qui compte désormais un million de combattants, donne des signes d'agitation. La génération de la guerre pense reprendre la vie civile et prospère qu'elle a connue auparavant, et les soldats semblent dangereusement hors de contrôle. Les structures de pouvoir et les mécanismes d'ajustement sociaux sont grippés. C'est dans ce contexte que survient, le 2 août 1990, l'invasion du Koweït, qui vise notamment à rétablir la stabilité interne.

La défaite de 1991 a entraîné une crise structurelle et chronique, qui comporte au moins cinq dimensions. En tant qu'instrument de gouvernance, l'Etat s'est retrouvé sérieusement affaibli. L'appareil militaire a été ramené à environ un tiers de sa taille d'avant la guerre et il est handicapé par les mutineries locales qui affectent avant tout le Kurdistan au nord et le Sud à majorité chiite, d'autant que les Etats-Unis y instaurent deux zones d'exclusion aérienne. Les services de sécurité ont gravement souffert lors de l'Intifada du printemps 1991 ; ils ont perdu beaucoup de données et de personnel qualifié.

En second lieu, le système de contrôle idéologique – à savoir les structures du Baas – a connu un affaiblissement paralèle. Les effectifs du parti, après avoir culminé à 1 800 000 en 1990, avaient chuté de 40 % à la veille du 10^e congrès de 1991. La baisse se poursuivra lors des 11^e et 12^e congrès (en 1996 et 2001). Les désaffections sont surtout importantes dans le Sud, à Bassorah, à Nasiriya et dans le centre, à Hilla, à Najaf, à Kar-

bala, en plus de Bagdad. Ces pertes ont diminué la capacité du Baas à diriger l'Etat et à contrôler la société.

Troisièmement, les sanctions privent le gouvernement des immenses revenus pétroliers d'antan. Avec pour conséquence une baisse du PNB de plus de 75 % par rapport à 1982. Le revenu annuel par habitant, qui était de 4 219 dollars, tombe à 485 en 1993. On l'estime aujourd'hui à un peu plus de 300. A court d'argent, l'Etat augmente les impôts et fait marcher la planche à billets. Le régime a perdu dans une large mesure sa capacité à s'assurer le soutien de larges couches de la société grâce aux services sociaux et au financement de l'économie.

Une nouvelle relation entre l'Etat et la société est en train de se forger, dans laquelle l'Etat n'a plus le monopole du pouvoir de l'argent. L'économie planifiée, portée par la rente du pétrole, se fissure. Les forces du marché, encore embryonnaires, commencent néanmoins à éroder le pouvoir de l'Etat.

En quatrième lieu, on assiste au déclin des couches moyennes salariées, jusqu'ici une base importante pour le Baas. L'hyperinflation les a privées de leur gagne-pain et elles vivent avec des allocations très maigres. Le dinar irakien valait 3,10 dollars avant la guerre ; il en faut 3 000 en 1996 pour acheter un seul dollar. Le taux d'échange, depuis, a oscillé entre 2 000 et 12 000 avant de se stabiliser autour de 2 000 dinars. Les gens en sont réduits à vendre leurs vêtements, leurs meubles, leurs livres, leurs bijoux et même des ustensiles de la vie quotidienne pour survivre. Ces couches moyennes ont perdu toutes leurs illusions, au point que l'idéologue et propagandiste officiel du Baas, le général Jabar Mouhsin, a pu verser publiquement une larme sur « les couches moyennes que nous avons perdues (3) ». Des millions d'Irakiens émigrent en Jordanie, en Europe ou aux Etats-Unis.

Enfin, la « légitimité révolutionnaire » – qui justifiait l'existence de partis uniques et d'une économie étatisée – a subi des coups sévères depuis la mort de l'Union soviétique et des autres modèles de parti unique est-européens, sans parler des effets de la modeste libéralisation en cours au Proche-Orient.

Les conséquences désastreuses de deux guerres parfaitement inutiles ont ainsi provoqué un divorce entre le patriotisme populaire et le nationalisme officiel, et déclenché une dissidence de masse depuis les soulèvements du printemps 1991 écrasés dans le sang. L'héritage du cessez-le-feu et des résolutions du Conseil de sécurité a imposé au régime des contraintes et des handicaps sans précédent. Tout cela a contribué à desserrer l'emprise de l'élite dirigeante sur les structures du pouvoir, tandis que l'Etat lui-même est trop fragilisé pour administrer les turbulentes masses urbaines, si divisées soient-elles. Des schismes au sommet étaient inévitables et ils ont frappé au cœur de la maison

principale, celle des Al-Majid. L'armée et le parti ont souffert de dissidences endémiques. Plus de 1 500 officiers supérieurs et moyens se sont enfuis en Occident. Un grand nombre de commissaires du parti ont demandé l'asile à l'étranger.

Les tribus ressuscitées

POUR faire face à ces défis sans précédent, le régime va mettre en place, sur une décennie, une stratégie de survie qui se résume en cinq points : mettre de l'ordre dans la principale maison tribale ; restructurer l'armée ; ressusciter les tribus à travers tout le pays pour qu'elles remplacent les organisations du parti ; rajeunir l'arsenal idéologique ; déployer de nouveaux instruments de contrôle économique.

C'est la remise en ordre du clan au pouvoir, ainsi que la solution du dilemme de la succession, qui constituent le défi le plus redoutable. Le tribalisme à la tête de l'Etat reposait sur de larges alliances des clans sunnites autour du clan Bejjat ; ce dernier se compose de dix branches, ou sous-clans (*afkhad*). Avant 1968, les rivalités entre ces branches avaient pour enjeu le pouvoir local traditionnel ; depuis 1978, elles ont pour enjeu le pouvoir national. Malgré des sentiments affichés de solidarité, le centre de pouvoir est passé brutalement de branche en branche, perturbant les rapports des clans au parti et à l'Etat. Sept des dix sous-clans seront durement frappés, avec des réactions en chaîne.

L'accession à la présidence de M. Saddam Hussein en 1979 – il remplace alors Hassan Al-Bakr, mais exerce déjà depuis longtemps l'essentiel du pouvoir – a pour conséquence de reléguer aux oubliettes l'Albou Bakr (sous-clan dont était issu Hassan Al-Bakr) et d'installer aux leviers de commande l'Albou-Ghafour (sous-clan de M. Saddam Hussein).

Les Takriti connaîtront le même sort. Dans les années 1980, M. Saddam Hussein s'appuie pour l'essentiel sur les trois principaux groupes de ses parents : ses trois demi-frères (Albou Khattab), son cousin maternel, beau-frère et ancien ministre de la défense, M. Adnan Khairoullah Tilfah (Albou Moussallat), et des éléments issus de la maison Al-Majid, branche du sous-clan Ghafoor. D'autres sous-clans, comme l'Albou Hazza (du général Omar Hazza) ou l'Albou Najam (du général Fadhil Barrak) ou encore l'Albou Mounim (du maréchal Mahir Rasheed) occupent alors une place importante, mais sans détenir des postes-clés. Ces trois derniers tomberont en disgrâce pendant et après la guerre avec l'Iran : leurs chefs seront exécutés et ils seront marginalisés.

C'est l'ascension d'Al-Majid dans les années 1990 qui causera les plus gros problèmes. Elle va à l'encontre des règles essentielles en vigueur dans le parti et dans l'armée : efficacité, états de service, avancement à l'ancienneté.

Hussein Kamel, Saddam Kamel (tous

deux mariés à une fille du président) et Ali Hasan Al-Majid tiennent respectivement l'industrie des armements, le Jihad al-Khas (services spéciaux) et le ministère de la défense. Ils ont des cousins dans des postes importants, comme Rokan, qui est aide de camp du président. Avec la montée des deux fils du président, Udai et Qusai, la maison Al-Majid deviendra encore moins fiable. Le conflit culminera avec la défection en Jordanie en 1995, puis le retour et la liquidation en février 1996, de Hussein et Saddam Kamel, ainsi que de leur père, de leur mère et de leur sœur.

Cet épisode sanglant secoue la maison Al-Majid de fond en comble et embarasse le président, qui se détourne de sa maison intérieure, composée de membres d'Al-Majid, pour s'appuyer

plus largement sur son sous-clan, l'Albou Ghafoor, branche qui contient une autre maison, celle des Albou Sultan. A. M. Kamal Moustapha (principale personnalité de l'Albou Sultan, cousin paternel du président), on confie la Garde républicaine, deux corps d'armée à part entière, véritable garde prétorienne du régime ; son frère, Jamaï, sera marié à la fille cadette du président. Il y a tout lieu de croire que les rapports entre les deux maisons Al-Majid et Albou Sultan sont aussi tendus que ceux entre les deux fils du président.

C'est Qusai que son père choisit pour lui succéder. C'est à lui qu'est confiée la tâche de réorganiser les services d'intelligence et de sécurité intérieure ; en 2000, il sera également habilité à assurer l'intérim de la présidence en cas de nécessité. Auparavant, Qusai avait été nommé superviseur de « l'Armée de la mère de toutes les batailles » (devenue depuis l'Armée républicaine). En avril 2001, il est élu à la direction régionale du parti (4). Un nouveau noyau dur est ainsi créé, mais qui s'appuie sur deux hommes, Qusai et Kamal Moustapha.

Le tribalisme d'Etat, ce système qui consiste à intégrer les lignées tribales à l'appareil d'Etat afin de renforcer le pouvoir d'une élite dirigeante fragile et vulnérable, fonctionne encore, mais il vieillit. Le tribalisme social, en revanche, consiste à faire revivre, à manipuler ou à inventer des structures tribales à partir des réseaux de valeurs parentales qui subsistent parmi les migrants ruraux et les habitants des villes de provinces.

Le Baas va découvrir et exploiter un tribalisme militaire propre aux populations kurdes : les chefs tribaux (*aghas*) des Sorchy, Mezouri, Doski, Herki seront recrutés comme mercenaires pour combattre le nationalisme kurde dès 1974. Au cours de la guerre contre l'Iran, le régime découvre aussi la vitalité des tribus arabes du Sud, qui combattront les forces iraniennes et seront l'objet d'ouvertures du pouvoir central. Signalons aussi l'ascension sociale des notables tribaux vers la fin des années 1980, en raison surtout du déclin des associations civiles de type moderne.

Au fur et à mesure que s'affaiblit l'or-

ganisation du parti, des réseaux de solidarité primaire vont le remplacer. Encouragées par le gouvernement à prendre en charge les questions relatives à l'ordre public, de vieilles familles prendront la tâche à cœur. Et partout l'on s'attache à reconstituer, fictivement ou réellement, les liens tribaux. En 1992, le président reçoit les chefs des tribus dans son palais. Il demande pardon pour les réformes agraires passées et promet la réconciliation. Chacun hisse son drapeau et jure fidélité au président, qui renaît ainsi chef parmi les chefs.

Dispensées du service militaire, les tribus reçoivent un armement léger et des moyens de transport et de communication. Les grandes, principalement sunnites, seront chargées de la sécurité nationale ; les petites seront responsables, au niveau local, de la police et de la justice, du règlement des litiges ainsi que de la levée des impôts. Toutes vont désormais fonctionner comme des extensions des rouages de l'Etat. Autrement dit, la renaissance des tribus en tant qu'agents sociaux provient du besoin de remplir le vide créé par la destruction des institutions de la société civile et par le déclin de l'Etat lui-même en tant que pourvoyeur de sécurité et de justice, de protecteur des vies et des biens. Des tribus nouvellement ressuscitées ou inventées n'opèrent pas dans leur environnement naturel, les zones rurales, mais dans les villes, ce qui a pour effet de détériorer le tissu même de la société urbaine et cultivée.

Ces deux stratégies (tribalisme d'Etat et tribalisme social) sont assorties de quantités d'outils auxiliaires de mobilisation et de contrôle. Parmi ceux-ci il y a la rénovation idéologique. Le patriotisme irakien – avec des références à l'histoire ancienne – se combine au patriotisme arabe pour inclure ainsi les ethnies non arabes. L'idéologie de la parenté, qui glorifie les lignages, dis-

cours tribal par excellence, sera placée par les propagandistes du parti au cœur de l'arabisme : sans lignée héréditaire, le nationalisme arabe n'a aucun sens. Le wahhabisme, orthodoxie hanbalite saoudienne, s'infiltré à travers la frontière poreuse du Sud sous l'œil indulgent des services de sécurité. Cette idéologie religieuse est perçue comme un contrepoids souhaitable au chiisme militant.

Un dernier élément a aussi permis au régime de survivre : ce sont les sanctions. Il contrôle le programme « Pétrole contre nourriture (5) », et le rationnement qui en découle se fait sur présentation de certificats, devenus outils de manipulation. Au cours de l'élection présidentielle de 1995, le vote sera obligatoire pour celui qui veut bénéficier d'un certificat de rationnement refusé aux dissidents ou supposés tels. Jamais le régime n'a eu entre les mains un instrument de contrôle social aussi puissant. On peut qualifier cette stratégie de « politique de la famine ». Le soutien des classes supérieures est obtenu par un tout autre moyen, la dérégulation du

marché. Chaque nuit, les boîtes chics de Bagdad sont le cadre des festivités extravagantes des riches, anciens et nouveaux, auprès desquelles les légendaires *Mille et Une Nuits* font pâle figure.

Ce mélange de nationalisme, de patriotisme, de tribalisme et de sunnisme a permis au pouvoir de survivre et de surmonter, jusque-là, l'ensemble des obstacles qui le menaçaient. Mais, en cas d'invasion du pays par les Etats-Unis, nul ne peut dire quel sera, pour le pays, l'héritage d'une telle politique.

FALEH A. JABAR.

(1) Tilfah était un partisan résolu de l'arabisme. Ses discours radiophoniques enflammés depuis Bagdad, en 1941 – publiés dans les années 1970 – montrent à quel point il admirait « die Macht », « das Reich » et « der Führer » (la force, le Reich et le Führer).

(2) Schématiquement, la structure tribale se présente ainsi : les tribus sont divisées en clans, eux-mêmes partagés en sous-clans, ou *afkhad*. Les *afkhad* se composent de *hamoulas*, ou familles élargies, elles-mêmes divisées en *bayt*, que nous traduisons ici par « maison » (ces deux derniers niveaux ont tendance à se confondre avec la dissolution du système tribal).

(3) *Babil Daily*, Bagdad, 20 décembre 1994.

(4) Le commandement régional du parti Baas est chargé de l'Irak, tandis que le commandement national supervise l'ensemble du monde arabe et regroupe des cadres issus de divers pays.

(5) La résolution 986, dite « Pétrole contre nourriture », adoptée en 1995, a été finalement acceptée par l'Irak, à travers la signature, le 20 mai 1996, d'un mémorandum d'accord avec les Nations unies. Elle prévoyait que l'Irak pourrait exporter pour 2 milliards de dollars de pétrole tous les six mois – ce plafond sera porté à 5,2 milliards en février 1998, avant d'être supprimé. Ces sommes sont déposées sur un compte spécial des Nations unies et servent pour 58 % à payer des importations irakiennes – nourriture, médicaments et certains besoins civils –, pour 13 % aux trois départements du Nord (Kurdistan), qui échappent au contrôle du gouvernement central, le reste étant utilisé pour les fonds de compensation aux victimes de la guerre avec le Koweït (25 %) et pour les frais divers afférents aux dépenses liées à l'embargo et au fonctionnement des Nations unies (dont ceux de l'Unscorn). On notera que, durant la deuxième semaine de septembre 2002, Bagdad a augmenté ses exportations de pétrole, qui ont totalisé 914 000 barils par jour, soit près de la moitié de sa capacité totale estimée, contre un tiers durant tout l'été.

Paysages kurdes avant la bataille

S'il est une région où l'intervention américaine contre l'Irak est attendue, c'est le Kurdistan. Les Kurdes irakiens rêvent de l'avènement d'une République démocratique, laïque et fédérale, dans laquelle ils jouiraient enfin pleinement de l'autonomie promise depuis plus de trente ans. Les Kurdes iraniens se prennent à espérer une plus grande participation au pouvoir central. Quant aux Kurdes de Turquie, qui viennent d'arracher quelques droits nouveaux, ils misent sur la contagion d'un nouveau « modèle » irakien. Mais l'espoir pourrait se révéler illusion.

Par notre envoyé spécial MICHEL VERRIER *

* Journaliste, Berlin.

P ROCHE de l'Iran, la ville de Van descend en pente douce vers les bords du lac, une véritable petite mer intérieure de 37 000 kilomètres carrés. Depuis la fin des affrontements entre l'armée turque et la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le soulagement est palpable dans la région, qui reste étroitement quadrillée. « L'armée est là tout simplement parce que nous sommes kurdes et que ce n'est pas bien », commente, sarcastique, M. Hamdi Demir, dirigeant du Hadep, un parti kurde menacé de dissolution. Cet homme, la soixantaine, a l'allure d'un sage en costume trois pièces, verbe simple et percutant.

Du moindre village aux grandes agglomérations, pas un toit sans coupole. Les familles kurdes à l'est de la Turquie regardent Medya TV, la télévision « proche du PKK », selon Ankara. Militairement, Ankara a gagné la partie. Après l'arrestation en 1999 et l'appel au cessez-le-feu de M. Abdullah Ocalan, leur chef, les guérilleros qui avaient pris le chemin des montagnes depuis le début des années 1980 ont plié bagage et se sont repliés au nord de l'Irak. Mais l'État turc a perdu la guerre médiatique, la bataille des écrans, après avoir tenté des années durant de confisquer les antennes satellites. L'armée contrôle les routes, mais pas les ondes.

Dans une pièce dont les murs sont décorés de tapis et de portraits de personnalités kurdes, une dizaine d'étudiants, garçons et filles, boivent le thé et retracent l'histoire de leur mobilisation pour la langue kurde, qui a touché depuis l'hiver dernier cinquante-trois universités. « Notre revendication est précise, explique Huseyin, 20 ans. Nous voulons avoir le droit d'apprendre le kurde en tant que seconde langue, au même titre que l'anglais, l'espagnol, le farsi ou l'arabe. Il ne s'agit pas pour nous d'en faire la langue d'éducation aux dépens du turc. C'est le gouvernement qui présente ainsi notre revendication pour nous discréditer. A Van, nous avons recueilli 2 000 signatures. Nous avons voulu les transmettre au président de l'université. Mais ce dernier a exigé que chaque signataire fasse cette démarche individuellement. »

Fin de la guérilla en Turquie

L A sentence est tombée deux mois plus tard : « Votre mouvement est une campagne du PKK. » Plusieurs animateurs ont été emprisonnés, expulsés de l'université. Après une grève de la faim en mai, certains ont été jugés et condamnés, le 18 août, par la cour de sûreté d'Istanbul. Entre-temps, le Parlement d'Ankara

avait pourtant reconnu le droit d'étudier les langues « minoritaires », en votant, le 3 août, un train de mesures harmonisant les lois et la Constitution avec les « critères de Copenhague », les normes auxquelles doivent se plier les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne. Mais l'enseignement des « langues et accents (sic) parlés par les citoyens turcs », selon le texte officiel – le kurde reste un terme tabou –, restera privé, et « les cours ne doivent pas contrevenir aux principes, à la Constitution et aux lois de la République turque, ni mettre en cause l'intégrité du pays et de la nation ». Deux précisions qui peuvent réduire les nouvelles lois à néant.

Au fil de la discussion, nos interlocuteurs s'interrogent sur le changement de stratégie du PKK. Via Medya TV, la plupart d'entre eux ont suivi les épisodes de la mutation du parti rebelle. La fin de l'ère de la guérilla, au profit de l'adoption d'une stratégie pour la démocratie dans les quatre pays où vivent les Kurdes – la Turquie, l'Irak, la Syrie, l'Iran. La fondation du Kadek (Congrès du Kurdistan pour la démocratie) leur convient plutôt. « Le monde change, il faut vivre avec notre époque », commente Cemal, qui est plongé dans la lecture du livre écrit par M. Ocalan dans sa cellule, sur l'île d'Imali.

En vigueur depuis des décennies dans la région kurde, l'état d'exception a été levé le 20 juin 2002, trois ans après la fin de la guérilla, tout en étant prolongé de quatre mois dans les deux provinces de Diyarbakir et de Sirvan. Le changement n'est guère palpable. A Bingol, une trentaine d'organisations politiques et d'associations faisaient, le 2 juillet, ce constat en commun : « Bien que l'état d'urgence ait été levé ici il y a trois ans, la répression contre les institutions et les organisations démocratiques se poursuit. »

Van connaît un taux de chômage de 80 %. Les villageois chassés des campagnes s'entassent en ville, dans des camps. Sur 520 villages détruits dans la région parce qu'ils étaient accusés de soutenir la guérilla, 90 seulement ont été rendus à leurs habitants. Pour les autres, Ankara veut reloger les expulsés dans de nouveaux bâtiments construits pour regrouper plusieurs villages, souvent loin des terres qu'ils cultivaient auparavant. Ils refusent et restent en ville, inactifs, incapables de reprendre la culture et l'élevage, les deux ressources essentielles de la région.

Les milices de gardiens de village, constituées par les tribus kurdes favorables à Ankara et chargées de faire la chasse aux guérilleros, sont toujours actives et se sont parfois approprié les terres des familles déplacées, attisant leur mécontentement.

Vingt ans de guerre et des décennies de militarisation et de statut spécial imposé à la région ont donné

naissance à une hydre bureaucratique et militaire, où les clans et la mafia ont fait leur nid. Depuis la fin de la guérilla, la reconversion est difficile. Le molosse est hostile à toute prise de pouvoir des Kurdes dans leur région et, par extension, à leur participation au pouvoir central à Ankara, dans le cadre des institutions de la République turque. Les élections anticipées convoquées en Turquie le 3 novembre permettront-elles de faire coïncider la majorité souhaitée par les électeurs à l'est du pays et la majorité institutionnelle au Parlement ? Le Parti de la justice et du développement (AKP, parti islamiste modéré) et le Dehap, le parti kurde qui a pris le relais du Hadep, menacé d'interdiction, figurent en bonne place dans les sondages, mais plusieurs de leurs dirigeants ont vu leurs candidatures invalidées. Car cette combinaison qui irrite particulièrement l'état-major militaire turc, qui conserve jusqu'ici tout son pouvoir institutionnel. Une intervention

lancée par les Etats-Unis contre l'Irak, cet automne ou en hiver, pourrait geler la situation en Turquie, l'armée réoccupant alors le devant de la scène. La crainte d'un éclatement de l'Irak et de la proclamation d'un Etat kurde indépendant à ses frontières sont une véritable hantise pour Ankara, qui a posé quatre conditions à sa participation à l'intervention « inévitable » des Etats-Unis : l'abrogation d'une dette militaire de 4 milliards de dollars ; l'attribution des crédits indispensables à la réduction des effets économiques d'une nouvelle intervention ; la garantie de l'intégrité territoriale de l'Irak ; le refus de tout Etat kurde, et même du simple contrôle par les Kurdes de la région de Kirkouk, leur capitale historique, riche en pétrole.

A Van, le soulèvement des Kurdes irakiens au printemps 1991, à la fin de la guerre du Golfe, puis leur exode par millions dans les montagnes avaient bouleversé la région. Les Kurdes de Turquie suivent avec d'autant plus d'attention l'évolution du bras de fer entre Washington et Bagdad. « Si l'intervention américaine vise uniquement à supprimer Saddam pour mettre un autre dictateur à la place, elle sera négative, estime M. Hamdi Demir. Mais si c'est pour permettre une solution démocratique à Bagdad, tant mieux. Dans ce cas, les Kurdes d'Irak ne fuiront pas dans les montagnes pour chercher à se réfugier ici... »

Les Kurdes vivent souvent leur histoire par procuration, au-delà des frontières qui les séparent. Les familles et les tribus ont des parents et des proches de chaque côté. Deux des frères et une sœur de M. Demir habitent ainsi en Iran. Une situation courante dans la région. « La vie est plus facile là-bas pour eux, note d'ailleurs M. Demir. Sur le plan économique comme sur le plan culturel, ils peuvent s'exprimer librement en tant que Kurdes. Ils ont même élu des députés au Parlement de Téhéran. »

« Kordestan nord » : la pancarte sur le périphérique qui contourne le centre de la capitale iranienne peut paraître anodine. De tels panneaux sont inimaginables à Ankara, où le simple mot « Kurdistan » peut toujours vous valoir les foudres de la justice.

Espoirs en Iran

L'IRAN compte plus de 10 millions de Kurdes, sur 70 millions d'habitants. Ils bénéficient déjà d'une part significative des droits élémentaires refusés jusqu'à cet été aux Kurdes de Turquie. Le Centre culturel kurde de Téhéran organisait d'ailleurs, fin mai 2002, la première conférence scientifique sur l'enseignement de la langue kurde. Un proche du président Mohammad Khatami, qui assistait à la réunion, a invité notamment les participants à entreprendre la rédaction d'un livre d'enseignement du kurde.

« Notre combat vient de loin, souligne M. Bahrân Valadbaigi, directeur du centre. Les Kurdes d'Iran fondèrent en 1945 la République de Mahabad, écrasée un an plus tard par le gouvernement central. Nous avons participé à la révolution de 1978 contre le chah. Mais nous n'avons pas obtenu alors les droits auxquels nous aurions dû accéder. »

A l'époque, les combattants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, d'Abdul Rahman Ghassemlou, libéreront à nouveau leur région, avant d'être assaillis, puis défaits militairement par les pasdarans.

Mais, comme en Turquie, une partie significative du mouvement kurde iranien a décidé d'abandonner définitivement la lutte armée. « C'est une question de génération, assure M. Valadbaigi. Notre nouvelle stratégie prend en compte les changements dans le monde : la chute du mur de Berlin, la dissolution des blocs, la globalisation, Internet. Elle s'appuie sur la culture, les films, la langue, la recherche de la démocratie. » « La guerre continue, mais nous avons remplacé la kalachnikov par le stylo », résume en souriant Bakhtiar, un jeune Kurde de Sanandaj. Vingt-deux députés kurdes représentent leurs concitoyens au Parlement. Elus en tant que députés indépendants, ils n'ont pas la liberté de se regrouper dans un parti prokurde. « Mais nous voulons participer à l'exercice du pouvoir central, insiste M. Valadbaigi. Nous n'acceptons plus d'être mis à l'écart. » On suit ici avec affection l'expérience des voisins kurdes d'Irak, maîtres de leur propre région. Elle apparaît un peu aux Kurdes d'Iran comme une réédition de la République de Mahabad. Une intervention des Etats-Unis pour renverser M. Saddam Hussein représenterait d'abord « une mesure de précaution », assène M. Valadbaigi. Le régime de Bagdad a « décimé nos frères, en ne reculant devant aucun moyen, l'arme chimique y compris, insiste-t-il. Rien ne dit qu'il ne rééditera pas cette tentative ».

Sanandaj, à 250 kilomètres de Téhéran, est la capitale de la région iranienne officiellement dénommée Kurdistan. Devant un imposant immeuble des pasdarans, Kayvan, Kurde, un cadre supérieur, confie : « Ce n'est pas notre monde, mais nous avons dû nous adapter. » Son épouse, qui porte le voile noir à contrecœur, l'approuve. « Les Tchèques et les Slovaques, eux au moins, ont divorcé à l'amiable : ils se sont séparés sans se battre. Pourquoi n'avons-nous pas le droit d'en faire autant ? On vote, on choisit. C'est un droit. »

La force des manifestations de soutien ici, lors de l'arrestation du responsable du PKK, avait surpris. « A Sanandaj, il y eut trente morts, raconte un jeune Kurde. La manifestation a dérapé sous la pression de jeunes, qui ont commencé à scander des slogans en faveur d'Abdullah Ocalan, puis ont poursuivi en réclamant la liberté pour les Kurdes d'Iran et en s'attaquant à la République islamique. » « Avant d'aller bombarder Bagdad, lâche un de ses compagnons, que les Etats-Unis passent d'abord par ici et larguent quelques bombes sur notre régime. »

Faillite de l'Etat irakien

MONTAGNES pelées, petites villes encastées aux avenues plantées de palmiers,



AD VAN DENBERGEN

routes étroites. A mesure que l'on s'approche de la frontière irakienne, la route Kermanschah-Bagdad est bordée d'épaves de chars, de véhicules blindés, des vestiges de la guerre Iran-Irak (1980-1988). Derrière les barbelés et les sacs de sable, des soldats en armes demeurent en faction. A Quasra à Sinji, la frontière avec l'Irak s'ouvre deux jours par semaine.

Drapeau vert et rose-rouge, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le parti de M. Jalal Talabani, récemment accueilli dans les rangs de l'Internationale socialiste, est omniprésent dans cette zone du nord de l'Irak. La région kurde voisine, qui côtoie la Turquie et la Syrie, est, elle, contrôlée par le parti de M. Massoud Barzani, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Après des années d'affrontement entre les deux factions, le calme règne. Une « guerre suicide » qui a fait 3 000 morts environ. La clé des dissensions qui ont divisé le Kurdistan autonome reste, selon M. Baran Saleh, premier ministre du gouvernement régional, la perception par le PDK des taxes fiscales à la frontière irako-turque, et leur répartition au profit de la région sous son contrôle.

Mais, supervisée par Londres et par Washington depuis 1998, la réconciliation entre les deux partis arrive à son terme. Le 6 août, des délégations des deux organisations se sont rencontrées à Koisinjaq pour restaurer le fonctionnement de l'Assemblée nationale kurde unifiée, élue en 1992. Puis, le 7 septembre, M. Barzani accueillait à Saladdin, son fief, M. Talabani, de retour d'un voyage à Washington, à Londres et à Ankara. Il venait de participer aux rencontres de l'opposition irakienne rassemblant notamment les Kurdes, les chiïtes et les officiers de l'armée irakienne qui ont fui

leur pays au cours de la dernière décennie. Les deux hommes sont convenus de réunir à nouveau le Parlement kurde à Erbil, le 4 octobre, et d'unifier les positions de leurs partis sur l'avenir de l'Irak, le fédéralisme, la démocratie, les relations de leur pays avec les pays voisins et dans l'arène internationale.

Car « la situation actuelle du Kurdistan d'Irak restera précaire tant que le régime de M. Saddam Hussein régnera à Bagdad, assure M. Saleh, tant qu'il n'aura pas été remplacé par un pouvoir démocratique reconnu par les Irakiens, et dont les Kurdes seront partie prenante. L'Etat irakien actuel est une faillite complète. Les Arabes le savent et se posent dorénavant la question de gouverner avec les Kurdes. »

Grand, le front dégarni, vif et le geste large, M. Saleh, la quarantaine, habite au centre de Suleymanieh, dans une petite rue aux extrémités barrées par une herse dentelée. Des peshmargas en armes

Ces photographies sont tirées d'un livre exceptionnel, *Kurdistan in the Shadow of History* (Random House, New York, 1997). Voilà quatre-vingts ans que les Kurdes – irakiens, iraniens et turcs – se sont vu promettre un Etat. C'est cette longue attente, jalonnée de tragédies, qu'illustrent les textes, mais surtout les documents rassemblés par Susan Meiselas : photographies, cartes postales, dessins, coupures de presse, dépêches d'agence, d'un bout à l'autre du XX^e siècle. Celle qui fit connaître au monde le visage du sandinisme donne ici toute sa dimension humaine au martyre d'un peuple sacrifié et oublié...

montent la garde. Il a échappé en mars 2002 à un attentat. Ses gardes du corps ont été abattus. Devant sa porte s'alignent une suite de 4 x 4 flamboyant neufs et identiques, par sécurité. Lorsqu'il se déplace, on ne sait jamais dans lequel il se trouve.

M. Saleh se voit déjà à Bagdad et rejette ce « réalisme politique à courte vue », selon lequel les Kurdes risqueraient trop gros s'ils participaient à une intervention américaine contre le régime de M. Saddam Hussein. Il ne s'agit certes pas de s'associer à « n'importe quel plan ou aventure ». A l'inverse de l'Alliance du Nord en Afghanistan, avant la chute du régime des talibans, les organisations kurdes contrôlent déjà environ un tiers du pays. « Nous avions 804 écoles en 1991, nous en avons plus de 2 700 aujourd'hui. En dix ans, nous en avons construit deux fois plus qu'il n'en avait été bâti en sept décennies. Nous avons multiplié par quatre le nombre de médecins. Le niveau de vie ici est largement supérieur à celui qui règne dans les régions contrôlées par Bagdad. » Et il ajoute : « Personne ne vit dans la crainte d'être réveillé par la police secrète frappant à la porte au cœur de la nuit. »

A 18 heures, les trottoirs de Suleymanieh et les allées du bazar, qui regorgent de marchandises, sont noirs de monde. Au change, contre le dollar, la monnaie irakienne du Kurdistan vaut dix fois celle ayant cours à Bagdad. Les changeurs sont nombreux. La ville possède une banque centrale, mais n'a pas accès au circuit bancaire international.

L'information est libre. On trouve une multitude de journaux, le plus souvent liés à un parti. Ces derniers possèdent également le plus souvent leur télévision, leur radio. Il serait donc prématuré de parler de presse indépendante. Mais les habitants peuvent regarder la télévision de leur choix et surfer sur Internet à loisir. La presse du PDK est disponible à Suleymanieh. Or, depuis la guerre entre les deux factions, le parti de M. Barzani n'avait plus de représentation officielle dans les territoires contrôlés par le parti de M. Talabani. Et réciproquement.

Une République laïque et fédérale

SUR la grande avenue qui mène au centre de la ville, les hôtels et les restaurants côtoient des

magasins où l'alcool est en vente libre. Certaines femmes portent le voile noir par-dessus leurs vêtements, mais beaucoup sont habillées « à l'occidentale ». Le voile n'est pas interdit comme en Turquie, ni obligatoire comme en Iran. « Les libertés individuelles s'imposent, assure M. Saleh. Elles sont inscrites dans la loi. Aucune idéologie officielle ne doit dicter à qui que ce soit une façon de vivre. » La polygamie a été interdite. Les crimes d'honneur – cette tradition qui « toière » que la famille tue les femmes qui ne respectent pas les injonctions matrimoniales – sont désormais interdits et « passibles des peines les plus lourdes ». La même politique est appliquée sur cette question dans la région contrôlée par le PDK.

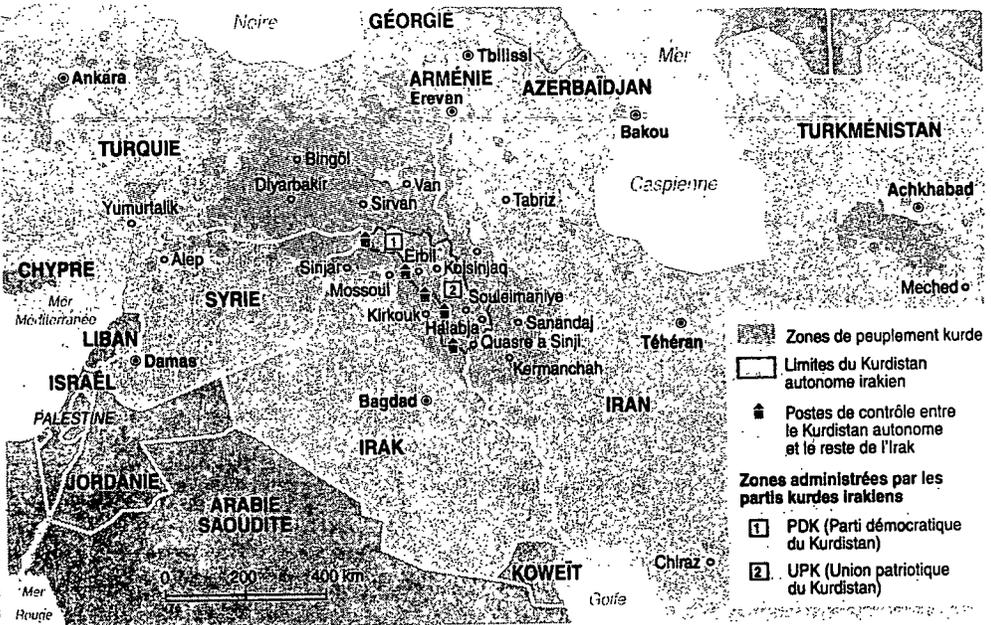
Les Turcomans, les Assyriens, les chrétiens chaldéens comme les Kurdes Yazidis ont leur place au grand jour et bénéficient de leurs droits de minorités ethniques ou religieuses. Un préalable à tout développement démocratique. Mais, dans la région d'Halabja, proche de la frontière irakienne, des groupes de Ansar El-Islam – liés à Al-Qaïda, si l'on en croit les autorités régionales kurdes (1) – ont pris racine dans plusieurs villages. C'est une menace sérieuse pour le gouvernement régional. La liberté de pensée, la laïcité, comme le libre accès à l'alcool ou l'absence de contrainte vestimentaire peuvent prêter le flanc à la critique « intégriste ». A fortiori dans les couches pauvres, qui ne peuvent adopter le mode de vie occidental apprécié par les dirigeants.

Sur le campus de l'université, en revanche, les islamistes n'ont apparemment aucune influence. Ici étudient 6 000 garçons et filles. L'enseignement se fait en anglais pour les matières scientifiques, en arabe pour les matières littéraires, l'histoire, la géographie. En revanche, depuis 1991 et la prise de contrôle de la région par les Kurdes, l'enseignement primaire et secondaire en langue kurde s'est généralisé. A l'institut universitaire de « kurdologie » de l'université de Souleymanieh, on travaille à l'unification de la langue kurde (2), explique M. Kamal H. Khoshnaw, président de l'université : « On songe à adopter l'alphabet latin, qu'utilisent déjà les Kurdes en Turquie, en abandonnant l'alphabet arabe actuellement en vigueur en Irak et en Iran. »

« Au cours de nos années de guerre, depuis que nous avons repris le chemin de la guérilla et des montagnes en 1975, nous nous sommes souvent dit : l'année prochaine, nous serons à Kirkouk. Et nous nous sommes trompés, explique M. Jalal Talabani. Mais cette fois, je le crois : l'année prochaine, nous serons à Bagdad. »

Selon le chef de l'UPK, l'ère Saddam Hussein se termine. Mais, si les Etats-Unis ont décidé de renverser le régime de Bagdad, ils n'ont pas encore choisi quand ni comment. « Et tant que ces deux questions ne sont pas résolues, il nous est impossible de dire si nous soutiendrons leur intervention », précise le dirigeant kurde. Qui ajoute : « Saddam Hussein est totalement coupé de la population irakienne, il est incapable du moindre signe d'ouverture. Ni Internet ni les antennes satellites ne sont tolérés à Bagdad. Les paroles du président constituent la loi, même si le contraire est écrit dans la Constitution. C'est le règne total de la terreur. Si vous n'êtes pas d'accord, vous êtes pendu. » Entre 3 et 4 millions d'Irakiens, cadres, militaires, intellectuels, ont dû fuir leur pays pour échapper à la dictature.

Pour M. Talabani, l'avenir de l'Irak passe par l'instauration d'une République, laïque, démocratique et fédérale. « Nous aimerions que ce nouvel Etat soit instauré pacifiquement, par le dialogue, à la manière dont la transition s'est déroulée par exemple dans l'est de l'Europe. » Le Parlement de Bagdad vient de reconduire M. Saddam Hussein dans ses fonctions de président pour sept ans. De pseudo-élections se dérouleront le 15 octobre. M. Talabani veut offrir une dernière chance au régime, en lançant un appel au président irakien « afin qu'il mette un terme au règne du parti unique, constitue un gouvernement représentant l'ensemble du peuple irakien et



Sources : Institut kurde de Paris ; Mehrad R. Izady Université de Columbia, New York.

Quatre-vingts ans après...

- 10 août 1920** : le traité de Sevres, signé entre les Alliés de la première guerre mondiale et la Turquie, prévoit la création d'un Kurdistan autonome dans l'est de l'Anatolie et dans la province de Mossoul. Il ne sera jamais appliqué.
- 8 juillet 1937** : pacte de Saadabad entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan. Il prévoit, entre autres, une coordination de la lutte contre la « subversion » kurde.
- Septembre 1961** : déclenchement d'une rébellion dans le nord de l'Irak menée par Moustapha Al Barzani sous le mot d'ordre : « Autonomie pour le Kurdistan, démocratie pour l'Irak ».
- 1970** : le parti Baas, parvenu au pouvoir en Irak en 1968, concède la création d'une région kurde autonome et lui accorde certains droits : le kurde devient la seconde langue du pays.
- 6 mars 1975** : l'accord d'Alger entre Bagdad et Téhéran met fin à leur différend frontalier et entraîne l'arrêt de toute aide iranienne à la rébellion kurde, qui s'effondre.
- 1988** : répression contre les Kurdes à la fin de la guerre Irak-Iran. En mars, Bagdad utilise des gaz chimiques contre le village de Halabja. 100 000 Kurdes fuient vers la Turquie.
- 5 avril 1991** : les Nations unies adoptent la résolution 688 exigeant la fin de la répression contre les Kurdes et demandant à Bagdad de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire.
- 19 mai 1992** : élections libres au Kurdistan irakien, mais aucune autorité stable ne s'installe. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) contrôle le nord de la région jusqu'à la frontière avec la Turquie, et le Parti des travailleurs du Kurdistan (UPK), le sud, jusqu'à la frontière avec l'Iran.
- Septembre 1998** : accord de Washington entre le PDK et l'UPK sur la formation d'un gouvernement et d'un Parlement intérimaire au Kurdistan irakien.
- Octobre 1998** : l'Irak Liberation Act américain prévoit un soutien accru à l'opposition irakienne, dont les partis kurdes, en vue de déstabiliser le président Saddam Hussein.
- 8 septembre 2002** : les dirigeants du PDK et de l'UPK signent un accord de paix, réactivant le Parlement unifié. Cette unification intervient alors que Washington se prépare à attaquer l'Irak pour en renverser le gouvernement.

Chronologie complète disponible sur : <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/irak/chrono-kurde>

ouvre la voie à des élections libres ». Mais si cette offre est rejetée, « l'intervention américaine sera inévitable ».

Celle-ci pourrait consister d'abord en une campagne de frappes aériennes, concentrées sur les derniers piliers du régime, les casernes de la garde républicaine, les troupes de la garde personnelle de M. Saddam Hussein. « Dans cette hypothèse, ces forces résisteraient probablement deux, voire trois semaines, tout au plus », estime M. Saadi Pira, responsable des relations internationales de l'UPK. L'armée régulière irakienne ne défendrait pas le régime face à une offensive de Washington, estime-t-on chez les Kurdes.

Elle connaîtrait une vague de désertions et d'insurrections de régiments encore plus puissante que lors de la fin de la guerre du Golfe.

C'est aux Irakiens, Kurdes et Arabes, qu'il reviendrait alors de renverser le régime, estime l'opposition irakienne. Elle assure pouvoir s'appuyer sur au moins 200 000 hommes en armes et souhaite éviter tout débarquement massif de troupes

étrangères sur son sol. Après la prise de contrôle de la capitale et des principales grandes villes, « la situation serait un peu identique à celle de l'Allemagne après guerre, note M. Saadi Pira, germaniste, qui a vécu quinze ans en Autriche. Nous devons partir du principe que la plupart des membres du parti Baas ne pouvaient pas s'en sortir autrement. Il faudra les réintégrer dans le cadre de la nouvelle légalité que nous mettrons en place. » « Si le régime de Saddam Hussein est

abattu, ce sera alors la liberté, la démocratie, assure M. Talabani. Tout le monde ira aux urnes, et puis nous déciderons. Nous, nous avons de bonnes relations avec tous les partis : communistes, sunnites, chiïtes, nassériens, libéraux, démocrates. C'est le gouvernement de Bagdad qui divise les gens et les monte les uns contre les autres. »

Le chef de l'UPK ne craint aucunement l'instauration d'une région intégriste dans le sud de l'Irak : « M. Mohammad Bakir Al-Hakim, dirigeant du Conseil suprême de la révolution islamique, n'enverra pas ses gens aux Kurdistan pour fermer les commerces où l'on vend de l'alcool. » Il se montre partisan d'un régime parlementaire. Tous les chiïtes, d'ailleurs, sont loin d'être des fondamentalistes. Les nationalistes, le Parti communiste étaient très puissants dans la région chiïte du sud de l'Irak, rappelle notre interlocuteur. « Bien sûr, conclut-il, les Kurdes rêvent toujours d'un Kurdistan unifié. Mais c'est ne pas tenir compte de la réalité. Il faudrait pour cela changer à la fois l'Irak, la Turquie, l'Iran. Nous rêvons d'un Irak démocratique. Laissons d'abord ce rêve devenir réalité. »

Une telle secousse mettrait les pays voisins à l'épreuve. L'accès des Kurdes au pouvoir à Bagdad renforcerait la revendication kurde en Iran et en Turquie. L'instauration d'une région autonome dans le cadre d'un Etat fédéral irakien deviendrait source de référence. C'est ce que redoute Ankara, qui s'arroge un droit de regard sur la configuration d'un nouvel Irak, sur la région de Kirkouk en particulier, au nom de la minorité turcomane qui y vit. « Il sera de la responsabilité des Etats-Unis d'éviter la création d'un "Chypre bis" dans la région », note-t-on à Suleymanieh.

L'Iran, de son côté, ne regrettera pas le régime de Bagdad, qui fut appuyé en sous-main par les Etats-Unis dans la guerre qui déchira les deux pays. Si les dirigeants iraniens s'inquiètent d'être la prochaine cible sur la liste américaine, ils entretiennent des relations suivies avec les Kurdes et les chiïtes qui pèsent sur le cours du nouveau gouvernement à Bagdad. Et M. Al-Hakim est un familier de la capitale iranienne, où il réside depuis le début des années 1980.

Le remplacement du régime de M. Saddam Hussein par un gouvernement allié aux Etats-Unis couronnerait, dans la région, la redistribution des cartes entreprise avec la guerre en Afghanistan. Les Etats-Unis prendraient alors le contrôle de fait des ressources pétrolières irakiennes, relativisant le rôle d'allié privilégié que tenait jusqu'à présent l'Arabie saoudite. C'est cette coïncidence de l'intérêt stratégique de Washington avec leur propre quête de démocratie qui renforce chez les Kurdes d'Irak l'espoir de ne pas être, cette fois, abandonnés au milieu du gué. Est-ce là une illusion ou une réalité ?

MICHEL VERRIER.

(1) L'un de leurs dirigeants, le mollah Krekar, a été arrêté aux Pays-Bas en septembre 2002.

(2) La langue kurde est composée de deux dialectes principaux : le kurmancî, parlé par les Kurdes en Turquie, en Syrie et au nord de la région kurde irakienne ; le sorani, utilisé en Iran et à l'est du Kurdistan d'Irak.

Notre pays survivra à la chute de Saddam

L'opposition irakienne s'insurge contre les médias arabes qui prédisent que le démantèlement du régime baasiste plongera l'Irak et le Moyen-Orient dans le chaos. L'Irak est déjà dépecé et Saddam a déstabilisé la région, souligne-t-elle.

AN NAHAR (extraits)

Beyrouth

Après la guerre du Golfe, qui a permis de libérer le Koweït de l'envahisseur irakien en 1991, l'institut américain d'études stratégiques Rand publiait une étude intitulée "L'Irak existera-t-il encore en 2002 ?" L'année 2002 arrive à sa fin et l'Irak est toujours là, tel qu'en 1991. Les paris incessants lancés sur la pérennité du pays ou sur son dépeçage semblent malheureusement avoir touché de nombreux auteurs arabes. Depuis que l'intervention militaire américaine contre l'Irak et son régime n'est plus qu'une question de temps et de procédure, de nombreux médias arabes et occidentaux, se lamentent aux côtés des partisans du régime. Selon eux, la chute de Saddam Hussein entraînera le dépeçage de l'Irak, de son peuple et de sa structure, et les ethnies et les tribus qui le composent s'entre-déchireront dans une guerre civile aux conséquences imprévisibles. D'autres prédisent même un cataclysme qui consumerait tout le Moyen-Orient.

Ceux qui propagent ces idées noires tablent apparemment sur l'amnésie des populations. Car ce type de propagande nous a déjà été servi pendant la guerre de libération du Koweït. En 1991, on disait que la rue arabe - le "baril de poudre" -

allait exploser du Maghreb au Machrek et que tous les régimes arabes allaient tomber. Pourtant, la guerre menée par la coalition mondiale a chassé les troupes irakiennes et libéré le Koweït sans qu'aucune de ces prophéties ne se réalise. Le fameux baril de poudre a finalement explosé contre le régime irakien, qui a dû faire face à un important soulèvement en mars 1991 : sans la complexité de la situation internationale et l'arnageurisme de ce mouvement, le régime de Saddam serait tombé. Ajoutons qu'aucun gouvernement arabe n'a pâti de sa participation à la libération du Koweït.

En insistant sur le danger du dépeçage de l'Irak et du vide politique qui en résulterait, les faux prophètes relient directement l'unité de l'Irak à l'existence de Saddam Hussein, comme si seules la répression et la dictature convenaient au peuple irakien. Mieux vaudrait alors conserver le régime dictatorial, préférable au désordre. Pourtant, l'Irak est déjà dépecé. Faut-il rappeler que le Nord (Kurdistan) semi-indépendant est gouverné par une administration kurde sous la protection de la communauté internationale, que 4 à 5 millions d'Irakiens sont exilés, que le régime n'est pas autorisé à utiliser son espace aérien, que l'économie du pays est entre les mains des Nations unies et que l'autorité de l'Etat est quasi absente dans les provinces du Sud... Est-ce cette union que l'on essaie de protéger ? Par ailleurs, la prédiction de la chute probable des gouvernements arabes et de la propagation du désordre à toute la région fait injure aux populations et à leurs gouvernements. Cela revient en effet à relier leur existence à celle de Saddam Hussein. On considère sans doute que les gouvernements arabes ne sont pas maîtres de leur destin et que leur existence dépend du pouvoir en place à Bagdad. C'est pourtant le régime irakien qui a causé la scission de la communauté arabe en envahissant le Koweït et permis à Israël d'asseoir sa

puissance dans la région. Il va sans dire que Saddam a causé beaucoup de tort au nationalisme arabe car, avec lui, l'Irak se retrouve au stade antérieur à l'Etat-nation, où la tribu, le clan et la famille font autorité. Il est évident aussi que le pouvoir irakien a freiné le développement non seulement du pays, mais aussi de toute la région, avec des pertes matérielles se chiffrant à des centaines de milliards de dollars. Face à ces ravages, n'est-il pas judicieux, pour l'Irak comme pour les pays de la région, que Saddam Hussein et son régime se retirent ? Il faut par ailleurs s'insurger contre la thèse selon laquelle le peuple palestinien serait le premier à pâtir de la chute du gouvernement irakien. Tout le monde sait que Saddam Hussein, depuis qu'il a pris les rênes du pouvoir, lors du putsch militaire de 1968, n'a jamais véritablement soutenu la cause palestinienne. Ses prétentions dans ce sens se sont limitées à des déclarations d'intention, alors qu'il créait de toutes pièces des organismes visant à décimer les rangs des Palestiniens et qu'il soutenait certains séparatistes, tels Abou Nidal, afin de les utiliser pour supprimer des leaders palestiniens. Alors que le régime vociférait contre Israël, c'est le Koweït qu'il envahissait, causant l'expulsion d'environ un demi-million de Palestiniens qui travaillaient dans les pays du Golfe. Récemment, Saddam Hussein s'est mis à encourager les opérations kamikazes de jeunes Palestiniens contre des civils israéliens. Or ces opérations desservent gravement la cause palestinienne et ne rendent service qu'à Ariel Sharon.

Abdelkhalik Hussein



DU 24 AU 30 OCTOBRE 2002

LA PEUR



Derrière un unanimité de façade vantant son intelligence et sa grandeur, Saddam Hussein inspire la crainte à une population qui redoute les écoutes et la délation jusqu'au sein de la famille

CIMENT DE LA DICTATURE

Un jour, Saddam Hussein tombera. Dans six mois, dans dix ans, nul ne sait ni quand ni comment, mais c'est le destin des dictateurs. La plupart de ses compatriotes s'accrochent à cet espoir. Dans les moments d'optimisme, et ils se font rares dans ce pays meurtri, ils imaginent Bagdad en fête... Dans les bureaux, les boutiques, ses photos seront arrachées, puis jetées au feu par une foule en liesse. Ses statues seront détruites à coups de masse ou emportées vers d'obscurs entrepôts. Ils paraîtront soudain ridicules, ces géants de bronze ou de marbre qui veillaient sur tant de places, de parcs, de ministères ! Viendra ensuite le tour des tableaux, ces milliers de toiles représentant un homme gonflé d'orgueil,

en costume, en uniforme, coiffé d'un keffiyeh, d'un casque militaire ou d'un chapeau tyrolien. Il sera alors temps de débaptiser l'aéroport Saddam-Husseïn, la tour Saddam-Husseïn, le centre commercial Saddam-Husseïn... Et, surtout, d'apprendre à vivre sans « lui ».

Pour l'instant, les 24 millions d'Irakiens en sont loin. Leur président vacille devant les Nations unies, mais règne sur ses terres, imposant au peuple ses outrances pharaoniques. Il se dit qu'à Tikrit, sa ville natale, ses proches vivent en vase clos, dans une oasis d'opulence interdite à toute personne extérieure au clan. A Bagdad, où deux immenses mosquées sont en construction, ses ministres le présentent volontiers comme un descendant du Prophète. Partout, on ne compte plus les monuments, les bustes, les mosaïques à la gloire de ce « leader » prétendument « adoré ».

Et que dire de ses dizaines de palais aux allures de forteresses ? Par-delà les tourelles et les miradors, on les devine immenses, entourés de parcs luxuriants.

Husseïn le bâtisseur, l'homme qui a fait reconstruire le site de Babylone en y glissant des briques gravées à son nom, n'hésite plus à se placer dans la lignée d'Hammourabi et de Nabuchodonosor, les rois qui ont tant marqué les civilisations anciennes. Mais il se réfère également à des modèles plus récents, dont Joseph Staline. Par endroits, Bagdad l'orientale ressemble d'ailleurs au Moscou d'autrefois ; les avenues sont larges, les immeubles gris et froids. Certaines toiles exposées au Centre des arts rappellent les affiches soviétiques des années 1940. Le dictateur y apparaît entouré d'enfants aux bras chargés de fleurs. A l'heure de notre visite, les salles sont désertes, peuplées des seuls portraits du maître, comme dans ces cauchemars où le même visage se répète à l'infini. Une fois, deux fois, cent fois Saddam.

VOYAGER en Irak revient à aborder un univers étrange, entre passé et présent, fiction et réalité. Un pays sous bulle, soumis à un huis clos oppressant, où les pires archaïsmes peuvent côtoyer une modernité déroutante. Une société complexe, repliée sur elle-même. Une mosaïque de peuples (Arabes, Kurdes, Assyriens, Chaldéens...) où les équilibres sociaux et politiques sont affaire de clans, de tribus et de religions (islam, christianisme). « C'est comme dans le film *Matrix*, il faut le code pour pénétrer la machine », confie un étudiant de Bagdad. Seul le président possède les clés du système. Quoi que l'on fasse, où que l'on aille, tout ramène à lui. Après vingt-trois ans d'exercice du pouvoir, il reste omniprésent, sur les écrans de télévision comme dans les esprits. Ses fameux portraits, affichés par millions, n'évoquent-ils pas le Big Brother du roman 1984 de George Orwell, cet « œil » d'inquisiteur auquel nul ne saurait se soustraire ?

Certes, il compte encore des fidèles. Une puissante minorité d'adorateurs, que le régime tient sous contrôle psychologique et financier. Ils veulent se souvenir que Saddam a contribué à l'essor économique de la nation, dans les années 1970, et mené ensuite le combat contre l'Iran des ayatollahs. Mais depuis ? « Le culte de la personnalité a tout emporté, le mal a effacé le bien », regrette un enseignant à la retraite. Ce « mal », personne n'ose en parler. Les Irakiens ont appris à se taire. Ou à mentir.

Tant de choses relèvent de la propagande, dans ce pays, qu'il est difficile de distinguer le vrai du faux. La population passe donc son temps à faire semblant. Semblant de vivre en démocratie. Semblant d'admirer le chef de l'Etat. Semblant de le soutenir en préparant des banderoles « *J'aime Saddam* ». Ces jeux de rôle, orchestrés par un parti Baas bien implanté dans les classes moyennes, confinent parfois au conditionnement. Par exemple à Samarra, une ville située à cent quarante kilomètres au nord de Bagdad, le long du Tigre...

Nous sommes le 15 octobre, le jour du référendum présidentiel qui donnera – c'est déjà écrit dans la presse du matin –

100 % des voix au candidat unique. Dans un quartier populaire, l'un des bureaux de vote nous ouvre ses portes. Cette visite est imprévue, elle échappe au contrôle officiel. Aussitôt, un attroupement se forme dans le préau de l'école. Les étrangers sont les bienvenus. Surtout s'ils viennent de France, la patrie de Zidane et de Chirac, perçu ici comme un modèle de résistance à « Bush » et aux « juifs ».

Des hordes de gamins accourent en criant « Saddam, Saddam ». Les notables se bousculent pour louer à leur tour le « grand homme », vanter son « intelligence », son sens des « libertés ». On nous offre des gâteaux, du thé, du Pepsi-Cola. Bientôt, la fanfare s'annonce. Tambour ! Trompette ! Et les enfants chantent « Saddam est dans notre cœur ! » L'est-il dans celui des électeurs ? Voilà deux minutes, il n'y en avait pas un seul devant l'urne, mais l'art de la mise en scène est bien maîtrisé : une dizaine d'hommes, mobilisés à la va-vite, votent maintenant sous nos yeux. « Regardez, s'exclame le responsable du bureau, c'est ça la démocratie ! »

Cet accueil, si chaleureux soit-il, a un côté mécanique. Chacun semble avant tout soucieux de montrer à la communauté combien il fait honneur au maître. C'est à celui qui aura à son égard le compliment le plus élogieux, l'analyse la plus flatteuse.

Certes, cette ville est réputée fidèle au régime, tout comme Tikrit. Mais il doit bien y avoir, dans cette foule enfiévrée, des citoyens qui rêveraient de cocher la case « non » sur leur bulletin. Las ! ces choses-là ne s'avouent pas. Même sous le couvert de l'anonymat. La population sait le prix du silence. Les mots sont dangereux ; ils peuvent tuer. Depuis le référendum de 1995, qui avait valu à Saddam Hussein 99,96 % de suffrages positifs, une blague édifiante circule à ce sujet. Tandis que l'un de ses conseillers lui lance : « Président, que demander de plus après ce plébiscite ? », ce dernier répond sèchement : « Les noms ! »

Le parti Baas quadrille si efficacement le territoire que quiconque ose sortir du rang est aussitôt repéré, et dénoncé. « La pression psychologique est telle que les gens affichent des portraits de Saddam ou des banderoles pour éviter les représailles », assure un commerçant de Bagdad. Et si le monde entier a douté des résultats du scrutin du 15 octobre (100 % de « oui »), les Irakiens, eux, savent qu'ils reflètent la vérité. « Il fallait être fou, ou suicidaire, pour voter contre », admet un électeur. « En démocratie, il y aurait eu 96 % de "non" », assure un autre.

La peur est le ciment de la dictature ; elle paralyse jusqu'aux esprits les plus libres. Peur des écoutes téléphoniques, du filtrage des courriels. Peur d'éteindre la télévision quand « il » apparaît à l'écran. Peur de la délation, des vengeances. « Même les poules s'épient entre elles », confirme un Occidental installé depuis plus de quinze ans dans la capitale irakienne. « Aux yeux des baassistes, tout étranger est un espion potentiel, poursuit-il. La première obligation d'un jeune, quand il adhère au parti, est de répéter ce qu'il entend autour de lui. » Les familles ne sont pas épargnées. « Les parents doivent faire attention à ce qu'ils disent devant leurs enfants, confie une restauratrice de Bagdad, car certains enseignants essaient de faire parler les gosses. »

Dès lors, la quête de la vérité, des angoisses réelles, oblige à une longue mise en confiance. Il faudra patienter des jours pour qu'un étudiant en droit finisse par nous glisser, comme soulagé de se livrer enfin : « Cet homme est le diable. » Pareilles confidences sont rares. Les Irakiens ont beau être avenants, souriants, toujours disposés à accueillir l'étranger en ami, ils se ferment, ou jouent la comédie, dès lors est question de « Lui ». Les questions taboues appellent des réponses stéréotypées. Y a-t-il beaucoup de chômeurs ? « Non, grâce à l'intelligence de Saddam Hussein. » Est-il exact que celui-ci possède de multiples palais ? « Toutes les maisons d'Irak sont les palais du président ; il est le bienvenu partout. » Au moment d'aborder un sujet délicat en présence d'un interprète officiel, mieux vaut donc se fier aux regards. Les yeux, eux, ne mentent pas ; ils trahissent souvent la terreur. Pour le comprendre, il faut filer cette fois vers le sud, en territoire chiite...

Deux heures de route depuis Bagdad, et voici Karbala, l'un des lieux saints de cette branche de l'islam. Au cœur de la cité, deux mosquées accueillent des pèlerins venus de tout le pays. Les Iraniens sont également nombreux, au moins cinq mille par semaine, pour la plupart des vieilles femmes voilées de noir. Bien que les chiites soient majoritaires en Irak (près de 60 % de la population), le pouvoir est aux mains d'une élite sunnite (37 %) qui les méprise. Karbala en témoigne : hors de ces mausolées aux dômes d'or, la ville est pauvre, elle survit grâce aux pèlerinages.

En mars 1991, à l'époque de la guerre du Golfe, la population avait tenté de se soulever, tout comme les habitants chiites d'une douzaine d'autres villes du Sud, mais l'insurrection avait tourné court, réprimée dans le sang par les troupes de Saddam. Karbala en garde un souvenir horrifié mais n'en parle pas. Tenter de s'infor-

mer sur ces massacres ne sert à rien, si ce n'est à observer les visages pétrifiés, les yeux soudain embués. Après un moment d'hésitation, la réponse tombe, toujours identique, comme si nos interlocuteurs, terrorisés par la présence d'un interprète du ministère de l'information, étaient soudain frappés d'amnésie : « Non, il n'y a jamais eu de violence, chiites et sunnites s'entendent à merveille. » C'est cela, l'Irak de Saddam : le silence, la peur.

LA menace d'une intervention américaine n'a fait que renforcer l'emprise du pouvoir. Au nord, voisin du Kurdistan, les militaires se font plus nombreux. Au sud, agents des services de renseignement et militants du parti occupent le terrain, à l'affût du moindre indice de rébellion chez les chiites. Les ministres eux-mêmes ne sont pas à l'abri d'une disgrâce : certains disparaissent de la circulation du jour au lendemain, remplacés par d'autres, jugés plus fiables. Ces derniers mois, plusieurs portefeuilles ministériels ont ainsi changé de mains (santé, électricité, pétrole). Il faut dire qu'à Bagdad, tous ceux que les Irakiens surnomment les « chiens de Saddam » (agents, policiers, indicateurs...) sont l'œil du dictateur. On les croise dans les bureaux, les lycées, les institutions religieuses, ou encore les hôtels où séjournent les journalistes étrangers.

Dans ces conditions, chacun s'invente sa propre dissidence, profite du moindre espace de liberté. Ainsi, des surnoms existent pour critiquer le président sans éveiller les soupçons. On l'appelle « l'autre », « le grand » ou encore « l'oncle ». Les journaux européens ou américains - quand ils franchissent la frontière - sont très appréciés. Idem pour les émissions de radio (Voice of America, BBC). Et puis, il y a cette question, si souvent posée aux Occidentaux et qui trahit mieux que tout les vraies angoisses de l'époque : « Pensez-vous que la guerre aura lieu ? Dites-le nous. Ici, on ne sait rien. » Autre source d'information : les parents et amis en exil. A condition que les appels téléphoniques soient brefs et truffés d'allusions, par crainte des écoutes. Les rares privilégiés autorisés à se rendre en Jordanie (200 euros en voiture, sans compter les frais de visa) préfèrent attendre d'être à Amman pour décrire le pays tel qu'il est : malade des guerres, malade de l'embargo, malade de la dictature.

Souhaiterait-il pour autant une intervention des Etats-Unis ? C'est tout le paradoxe de la situation. Ce peuple brisé demeure fier de son histoire et profondément nationaliste. Malgré le rejet du régime, l'idée d'une ingérence extérieure est insupportable à une majorité d'Irakiens, surtout si elle devait promouvoir un gouvernement aux ordres des Américains. « On ne veut pas d'un Pétain irakien », prévient une vieille femme ayant vécu en France. L'opposition en exil ne jouit que d'un faible crédit. La population lui reproche d'avoir fui, de s'être coupée des réalités, de tout ignorer des maux qui la rongent : la peur de Saddam, l'urgence du quotidien.

Philippe Broussard

« La première obligation d'un jeune quand il adhère au parti Baas est de répéter ce qu'il entend autour de lui. Même les poules s'épient entre elles »

L'OBSESSION



Bagdad, octobre. Un vendeur de vêtements d'occasion, le soir, au marché aux puces improvisé, dans la rue Saadoun.

DE L'ARGENT

Il y a les profiteurs d'embargo, les rois du marché noir qui vivent en dollars.
Et puis il y a tous ceux qui tentent d'exister malgré leur profond dénuement



C'EST un club privé, situé à quinze minutes de route du cœur de Bagdad. Les Irakiens aisés viennent y dîner en famille, à l'heure où les eaux du Tigre donnent toute

leur fraîcheur. Là, à deux pas du fleuve, dans un décor de pelouses à l'anglaise et de palmiers, l'Irak des privilégiés s'affiche volontiers. Le parking en plein air regorge de BMW aux carrosseries rutilantes. En montant vers l'esplanade principale, le visiteur découvre ensuite des aires de jeux pour les enfants, une salle de sport à gauche, une piste de danse à droite. Les tables du restaurant sont dressées à l'écart, face à l'écran géant. La lumière bleutée des néons présente un avantage majeur : dans une telle pénombre, les clients peuvent discrètement se servir du vin ou du whisky, à condition de garder leurs bouteilles personnelles aux pieds des chaises. En théorie, la loi interdit la consommation d'alcool dans les lieux publics. Mais le pays de Saddam Hussein est aussi celui de l'argent roi. Le dollar, de préférence.

Ces dernières années, divers clubs de ce

genre ont ouvert en ville. Ils attirent une clientèle de notables, cadres du parti Baas, commerçants, hôtes de marque, hommes d'affaires locaux ou étrangers (Russes, Français, Allemands)... Preuve que Bagdad sait encore s'amuser et, surtout, parler affaires. Sans doute est-ce d'ailleurs ce qui surprend le plus en arrivant dans ce pays. On l'imagine sous pression, prêt au conflit avec les Etats-Unis, asphyxié par l'embargo décrété en 1991 par l'ONU, et voilà que sa capitale sait offrir, malgré la crise, malgré la dictature (*Le Monde* du 30 octobre), un visage inattendu...

Dans la rue Arasât, la plus chic du quartier d'Al-Karada, les boutiques haut de gamme ne manquent pas : mode, décoration, électroménager... Le soir venu, commence la ronde des berlines allemandes, conduites par des élégants en polos Armani. Certains passeront la soirée au Black and White, un restaurant avec piscine dont l'écran géant diffuse souvent des clips de Madonna ou de Britney Spears. En face, sur la terrasse d'un autre établissement en vogue, les invités d'un mariage kurde dansent sous les spots multicolores. Le marchand d'alcool voisin annonce la bouteille de whisky à douze dollars, celle

de bordeaux à huit. Il baissera le rideau à 22 h 15. Les noctambules pourront toujours se rabattre sur les vendeurs clandestins, capables de fournir à tout moment - même le vendredi, jour saint des musulmans - un litre de vodka ou un pack de bières.

L'embargo de l'ONU, nettement assoupli depuis 1991 mais toujours en vigueur sur certains produits pouvant être détournés à des fins militaires, n'a donc pas empêché une minorité d'Irakiens de prospérer. Au contraire, ils ont profité de l'allègement du dispositif et exploité ses failles. La contrebande s'est développée de façon quasi officielle, des filières internationales se sont mises en place, les détaxes avantageuses sur les importations ont permis de vendre à bas prix ordinateurs, voitures et téléviseurs. A ces fortunes amassées en peu de temps s'ajoutent les investissements (hôtels, restaurants, commerces...) effectués par des Irakiens de retour d'exil. Sans oublier, bien sûr, le pétrole : le pouvoir a su tirer bénéfice de la résolution de l'ONU « pétrole contre nourriture » (1996) ainsi que des exportations semi-clandestines vers la Syrie, la Jordanie ou la Turquie. Le président Saddam Hussein, riche à milliards, s'est parait-il montré généreux avec son entourage, familial et politique.

Bagdad témoigne de cette récente prospérité. Tout s'achète, tout se vend, dans cette métropole de quatre à cinq millions d'habitants beaucoup moins coupée du monde qu'il n'y paraît. Les logiciels viennent de Dubai, les jeux vidéos de Thaïlande, les voitures d'Allemagne, du Japon ou de France (Peugeot 306 et 406)... Dans les quartiers résidentiels d'Al-Jadriya, de Yarmouk ou d'Al-Mansour, d'imposantes maisons sortent de terre. Comme celles des voisins, elles seront bientôt équipées des quatorze chaînes disponibles sur le câble (le satellite est interdit). Elles disposeront probablement d'Internet, mais de manière limitée, car le régime en contrôle l'accès. Pour le téléphone portable, en revanche, il faudra patienter : les seuls appareils autorisés par l'ONU, hors de prix et aussi gros que des talkies-walkies, ont une portée restreinte.

Ces signes extérieurs de richesse sont cependant trompeurs. L'Irak véritable n'est pas celui de la rue Arasât et des Mercedes. L'embargo demeure un fardeau pour le reste de la population. Un chiffre, affiché en lettres rouges à la vitrine d'un bureau de change, suffit à le comprendre : « 2 000 dinars ». C'est le taux de change actuel du dollar. A la fin des années 1980, il fallait présenter trois billets verts pour obtenir un seul dinar. Aujourd'hui, mieux vaut prévoir un sac en plastique : les coupures de 250 dinars ont si peu de valeur (moins de 15 cents d'euro), et sont si nom-

breuses en circulation, que les habitants de Bagdad les appellent les « papiers ». Ainsi, dans cette société à deux vitesses, les riches comptent en dollars, les pauvres en « papiers ».

« *Le fric est devenu l'obsession, les gens ne pensent qu'à ça, et de moins en moins à la culture, à l'éducation* », regrette Daoud, un étudiant de 31 ans. « *Malgré une nette amélioration depuis 1999, le problème économique l'emporte toujours sur le politique* », confirme une enseignante à la retraite qui subsiste en donnant des cours particuliers de français rémunérés entre quatre et dix « papiers » de l'heure. « *L'embargo, poursuit-elle, est notre cancer, il nous ronge de l'intérieur en privant le pays des infrastructures qui lui permettraient de se relancer vraiment. Les Irakiens cherchent d'abord à survivre, ils sont absorbés par ce combat quotidien. Tout le reste, même les rêves de liberté, passe au second plan.* »

« L'embargo est notre cancer, il nous ronge de l'intérieur. Les Irakiens cherchent d'abord à survivre, ils sont absorbés par le combat quotidien »

Peut-on leur reprocher ? Les rations distribuées par l'Etat (riz, farine, huile...) dans le cadre des accords passés avec l'ONU suffisent à peu près à couvrir les besoins alimentaires, mais il faut ensuite s'habiller, entretenir sa voiture, régler les dépenses d'eau, d'électricité, de santé. La plupart des 24 millions d'Irakiens n'en ont pas les moyens. Une institutrice gagne cinq euros par mois, un anesthésiste quatre. Dès lors, chacun s'organise comme il peut... Certains attendent des virements bancaires d'un frère ou d'une sœur expatriés en Europe ou aux Etats-Unis. D'autres, bien plus nombreux, en sont réduits au système D. A l'aéroport, dans les administrations, les bakchichs sont d'usage. En dollars, cela va de soi.

Le plein d'essence ne coûtant « que » 3 000 dinars, tous les habitants de Bagdad, ou presque, sont des chauffeurs de taxi potentiels. Qu'un piéton se place le long de la chaussée et il se trouvera toujours quelqu'un pour ralentir à sa hauteur. A longeur de journée, la ville est ainsi parcourue par des milliers de voitures rouillées, bringuebalantes, en quête de clients. Les conducteurs ont des diplômes d'ingénieur, de juriste, de vétérinaire, mais seul le taxi leur permet de nourrir leur famille.

En province, la situation est pire encore. A Karbala, ville chiite du sud, une pharmacienne nous assure que la situation sanitaire reste « alarmante » et que certains médicaments manquent pour soigner le diabète ou l'épilepsie. Les rares organisations humanitaires (ONG) autorisées en Irak signalent de leur côté qu'à moins de trois heures de route de la capitale des villageois privés d'eau potable doivent se contenter de celle de l'Euphrate. « *L'Irak est devenu un pays du tiers-monde* », constate Alexander Christof, de l'ONG allemande

Architects for People in Need (APN).

Si l'on croise peu de mendiants, les gamins des rues sont de plus en plus nombreux. Selon Charaf Moulali, responsable de la mission locale de l'association française Enfants du monde-droits de l'homme, 400 000 mineurs échapperaient au système scolaire sur l'ensemble du territoire. Une statistique alarmante dans un pays qui se flattait jadis d'atteindre un taux de scolarisation proche de 100 %. « *Certaines personnes n'ont plus les moyens d'envoyer les petits à l'école, explique un ancien co-ducteur. Le transport et les fournitures coûtent trop cher. Les parents préfèrent les former à un métier. Par exemple, si le père est mécanicien, il prendra son fils comme apprenti.* »

Ces réalités sociales, tout comme l'afflux récent de produits étrangers, sont flagrantes sur les marchés de Bagdad. Souks

aux bijoux, aux appareils vidéo... Souks aux tissus, aux montres, aux couteaux... La ville en compte de toutes sortes, plus ou moins importants, qui sont autant de lieux de vie, souvent de survie. Vus d'ici, les palais de Saddam Hussein paraissent bien loin : le sol n'est pas de marbre mais de poussière, les toits sont de tuiles et non d'ardoise ; les odeurs, la musique, les couleurs sont celles de la rue ; et la rue, elle, ne ment pas sur la situation du pays profond. D'échoppes en étals, dans le dédale des ruelles et des allées, le pain se gagne au jour le jour, « papier » par « papier ». On se presse, on se bouscule, on marchande, et le désordre en devient presque rassurant, comme si cette foule chaleureuse trouvait là, enfin, un espace de liberté.

Chaque vendredi, les gamins peuvent ainsi rêver en parcourant le marché aux animaux, face à l'église de la Sainte-Vierge. Poissons exotiques, perruches, perdrix du désert, serpents, caniches nains et bergers allemands... Rien ne manque ; pas même les grands coqs de combat, des teigneux que les hommes poussent à batailler. Plus loin, derrière la mosquée du Calife, s'ouvre le souk aux épices et aux fruits, la plus belle des invitations au voyage pour un peuple qui n'a ni les moyens ni le droit de s'exiler. Safran, cannelle, citrons séchés, pulpe de coco, café du Brésil... Et aussi des bricoles à trois sous, briquets de Taïwan, stylos de Thaïlande, échoués sur ses terres arabes au terme d'improbables périples.

Mais il faut changer de quartier pour s'évader pleinement ; par la lecture, cette fois. Aux environs de la rue Al-Rachid, la seule artère du centre-ville où subsistent des bâtisses de l'époque coloniale, le marché aux livres d'occasion foisonne d'ouvrages et de revues étrangères. Hommes et femmes de culture viennent y chercher

matière à pratiquer l'anglais ou le français. Tous ont soif de connaissances. Un dictionnaire arabe ne dit-il pas : « l'Egypte écrit les livres, le Liban les édite, l'Irak les lit » ?

Les habitués ont l'embarras du choix : Dickens, Simenon, Maupassant... A moins qu'ils ne se tournent vers des publications plus audacieuses. Cette bibliothèque à ciel ouvert regorge en effet de trésors poussiéreux dont les censeurs du parti Baas n'ont sans doute pas idée. Entre les romans-pho-

tos et des journaux féminins, on remarque ainsi deux vieux numéros de *Marianne* et du *Nouvel Observateur*, un hebdomadaire pourtant considéré par le ministère de l'information comme « inféodé » à Israël. Et voilà maintenant des magazines américains, *Time* et *Newsweek*, puis un livre d'Henry Kissinger, patron de la diplomatie américaine dans les années 1970...

L'AMÉRIQUE a donc sa place dans la vie de Bagdad. A deux pas du Mémorial de la liberté, place Tahrir, elle tient même la vedette du marché aux films DVD pirates. Les vendeurs en ont des milliers, des plus anciens aux plus récents, d'Hitchcock à Spielberg. En fouillant bien, on peut dénicher *US Seals*, un hommage aux forces spéciales de la Navy. Les copies, comme celles des jeux vidéo, viennent de Russie ou d'Asie du Sud-Est via Dubaï, la plaque tournante de tous les trafics. Ces DVD sont de piètre qualité mais les amateurs s'en contentent volontiers. Pour six « papiers » - moins d'un euro - Brad Pitt et Julia Roberts voisinent dans les bacs avec les artistes du Moyen-Orient. Films d'amour, films de guerre, les cinéphiles ne s'en lassent pas. Ainsi, au moins, ils échappent aux quatre chaînes de télévision nationales, saturées de propagande.

Aimer l'Amérique d'Hollywood et détester celle de Bush... Les Irakiens, si nombreux à écouter les programmes en langue anglaise d'une station FM très populaire (98.3), ne voient là aucune ambiguïté, plutôt une illustration de leur sentiment profond. « *Nous n'avons rien contre le peuple américain, assure Ahmed, jeune propriétaire d'un magasin d'informatique. Le problème, c'est l'administration, la Maison Blanche. Notre peuple est nationaliste, attaché à sa terre ; à ses traditions et, croyez-moi, il a des ressources insoupçonnées. Pour l'instant, le pays survit mais il n'est pas à son vrai niveau. Nous avons le potentiel pour aller plus haut, beaucoup plus haut. Il reste juste à savoir combien de temps il faudra encore attendre...* »

Philippe Broussard

- > 3300 av. J.-C.: naissance de l'écriture cunéiforme
- > 1894 av. J.-C.: Bab-Ilî devient capitale
- > VIII^e s.: les Abbassides s'installent à Bagdad
- > 1927: reconnaissance de l'indépendance du pays
- > 1979: Saddam Hussein accède au pouvoir

L'IRAK TERRE DE CONFLITS

Les héritiers de cette grande civilisation sont-ils vraiment menaçants?
Réponse à travers 8 000 ans d'histoire.



Grandes manœuvres

Le 15 mars, George W. Bush assistait à une démonstration des forces spéciales US à Fayetteville. Cible désignée: l'Irakien Saddam Hussein.

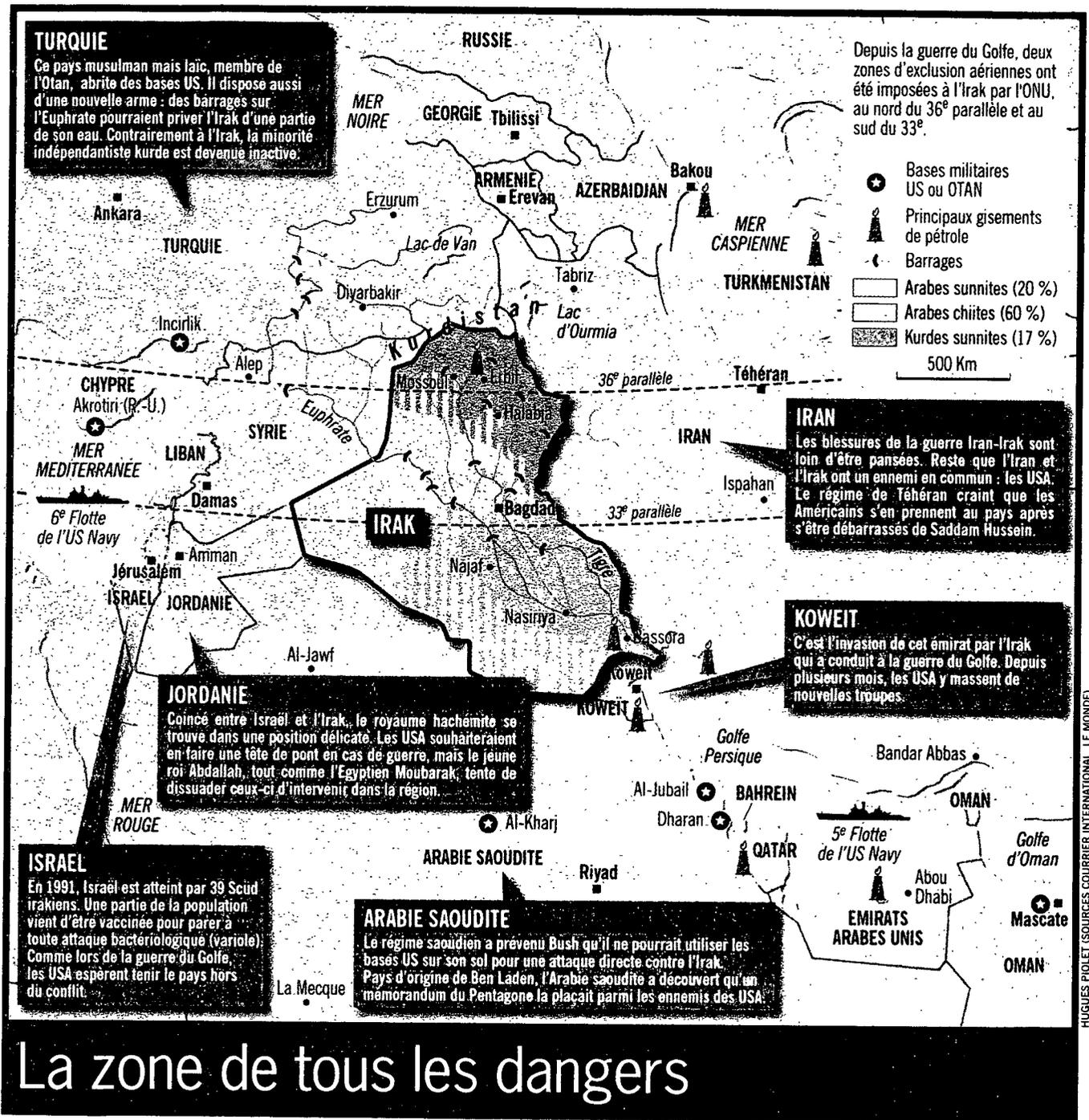
Avec son arsenal – incontrôlable et incontrôlé – d'armes chimiques, bactériologiques, voire nucléaires, l'Irak constitue, plus de dix ans après la guerre du Golfe, une menace pour les pays voisins ou plus lointains.

Responsable de la guerre avec l'Iran en 1980, puis de l'invasion du Koweït en 1990, le pays a été décrété hors-la-loi par les Nations unies. Raison invoquée: l'Irak est dirigé par un dictateur, que les champions américains de la démocratie, George W. Bush en tête, veulent abattre. Les Américains égrènent les arguments qui les poussent à vouloir renverser Saddam Hussein, cherchant même à établir la connexion entre lui et Ben Laden. Le chef d'Al-Qaïda. C'est Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense, qui qualifie le pays de «dictature sanglante qui n'ignore rien de ce qui se passe sur son territoire» et affirme que des membres du réseau se trouvent en Irak. C'est le Dé-

partement d'Etat qui précise qu'«il ne fait aucun doute que l'Irak soutient le terrorisme mondial». Plus directe encore, Condoleezza Rice, la conseillère pour la Sécurité intérieure lance: «Le problème n'est pas d'avoir la preuve que ce pays a donné des armes à Al-Qaïda, mais d'admettre qu'il nous est hostile et assez cruel et irresponsable pour être capable de les distribuer.»

Pour les Irakiens, qui disposent des deuxièmes réserves mondiales de pétrole (plus de 15 milliards de tonnes en 2000), il s'agit plus simplement de retrouver leur gloire d'antan, de jouer une nouvelle fois un rôle majeur sur l'échiquier géopolitique et économique régional et international. Car ce pays est d'abord l'une, sinon «la» civilisation la plus ancienne de la planète avec près de 8000 ans d'histoire. Tour à tour bourreaux ou victimes, les Irakiens s'enorgueillissent d'avoir offert au monde d'innombrables richesses. Agriculture, écriture, algèbre et civilisation urbaine y ont vu le jour. C'est sur ce territoire que régna Nabuchodonosor, et que se déroulèrent les contes des *Mille et Une Nuits*. Les ancêtres des Irakiens construisirent la tour de Babel et les merveilleux jardins suspendus de Babylone. C'est enfin sur cette terre que serait né Abraham, le patriarche des trois grandes religions monothéistes d'aujourd'hui.

L'Irak est une plaine fertile située entre le Tigre et l'Euphrate, deux grands fleuves qui descendent des montagnes turques pour se jeter dans le golfe Persique. C'est là que se situe le «pays entre deux fleuves», la Mésopotamie, matrice de notre civilisation. Il y a 8000 ans, à une quarantaine de kilomètres de Mossoul, des hommes ont, pour la première fois, maîtrisé l'agriculture et l'élevage. Vers 3500 av. J.-C., les Sumériens construisirent les premières villes, parmi lesquelles Uruk (qui donnera Irak) entourée d'une muraille



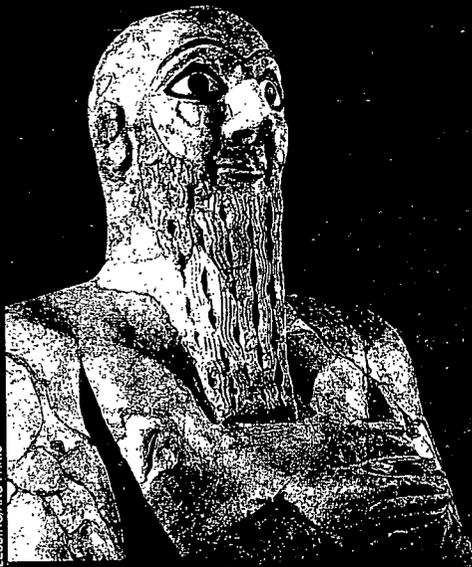
HUGUES PLOET (SOURCES COURRIER INTERNATIONAL, LE MONDE)

de 10 kilomètres, Ur, où serait né Abraham, et Eridu. Pour pallier l'absence de richesses naturelles, les Sumériens font preuve d'ingéniosité. « Ils découvrent comment faire un matériau de construction durable de cette pauvre matière qu'est l'argile, et ne cessent de multiplier les innovations techniques (roue, voile, araire). Pour acquérir les produits qui leur manquent, ils promeuvent le

commerce, et pour échanger, ils construisent des navires et des routes», écrit Charles Saint-Prot, auteur de *L'Histoire de l'Irak* (Ellipses 1999). C'est aussi dans cette région que vers -3300, l'écriture cunéiforme fait son apparition. La plus grande révolution humaine de tous les temps. Sur les tablettes d'argile, on grave des lois, des contrats, des traités de médecine... et même des re-

cettes de cuisine (voir *Historia* n° 667 de juillet 2002). *L'Épopée de Gilgamesh*, un des plus vieux mythes de l'humanité y est également relatée. La plus ancienne version retrouvée remonte à 2330 av. J.-C. Gilgamesh, roi d'Uruk (vers -2650), averti par les dieux d'un déluge imminent, construit un bateau, embarque un couple de chaque espèce animale et échappe ainsi à la destruction du monde.

Impossible de ne pas faire le parallèle avec Noé et son arche. Idem pour l'histoire du roi akkadien Sargon, premier unificateur de la Mésopotamie, né sur les bords de l'Euphrate, au XXIV^e siècle avant notre ère. Sa mère, grande prêtresse, n'a pas le droit de garder son enfant. Elle le dépose sur le fleuve dans une corbeille de jonc avant qu'il ne soit recueilli par un jardinier du roi de Kish. ►



ERICH LESSING/AGF PARIS

XXX^e s. av. J.-C.

Les Sumériens

La civilisation sumérienne rayonne du IV^e au III^e millénaire, période où apparaissent l'écriture et les premières cités-Etats, telles Ur ou Uruk.



ERICH LESSING/AGF PARIS

IX^e s. av. J.-C.

Assurnazirpal II le restaurateur

Roi assyrien du IX^e siècle av. J.-C. réputé pour sa cruauté, Assurnazirpal II entreprend de réunifier la Babylonie en luttant contre les Araméens de haute Mésopotamie.



BRITISH LIBRARY/AGF PARIS

VI^e s. av. J.-C.

Nabuchodonosor II le conquérant

Quatre rois de Babylone portèrent le nom de Nabuchodonosor et 1105 av. J.-C. Mais celui qui resta à Babylone, il part à la conquête d'Asie. Il s'empare de Jérusalem (ci-

► La Bible racontera la même histoire avec Moïse.

Devenu officier, Sargon renverse le roi de Kish, au cours du premier coup d'Etat connu de l'histoire. Il étend son royaume de Mossoul à Alep en Syrie, et atteint la Méditerranée. «L'horizon géopolitique des Mésopotamiens prend alors son aspect définitif», assure Charles Saint-Prot. Il s'étend des montagnes du Nord, à la chaîne de Zagros à l'est et, plus au sud, jusqu'au fleuve Karun. Mais l'empire akkadien s'écroule en -2115, sous les assauts conjugués des tribus du Nord et des luttes de palais. Une dynastie d'Ur prend alors le contrôle de la région pendant plus d'un siècle, avant de disparaître à son tour, en 2003... av. J.-C. !

L'unité du pays se reforme, deux siècles plus tard, sous l'autorité des rois Amorites, une tribu sémitique du nord-ouest de l'Irak. En -1894, le roi Soumou-Aboum installe sa capitale sur la rive gauche de l'Euphrate dans une bourgade appelée Bab-Ili (la porte de Dieu) qui deviendra célèbre sous le nom

de Babylone. Le sixième roi de cette dynastie, Hammourabi reconstitue l'empire de Sargon. Le «pays entre deux fleuves» devient la Babylonie. Hammourabi édicte un code de 282 articles, gravé sur une stèle de deux mètres de haut – redécouverte en 1902, elle est aujourd'hui au musée du Louvre (voir *Historia Thématique* n° 78, de juillet-août 2002). Pendant deux siècles, sous la protection du dieu Marduk, Babylone s'agrandit : «Les sciences

Abraham, le patriarche des trois grandes religions monothéistes, serait né à Ur

se développent, les métiers de médecin, pharmacien, astrologue, mathématicien, juriste apparaissent.» La riche Babylone devient une ville convoitée. En 1530 av. J.-C., les Hittites entrent dans la cité et dérobent la statue du dieu tutélaire. Peu après les Kassites, descendants des montagnes du Zagros, et s'emparent de la ville. Mais plutôt que d'en piller

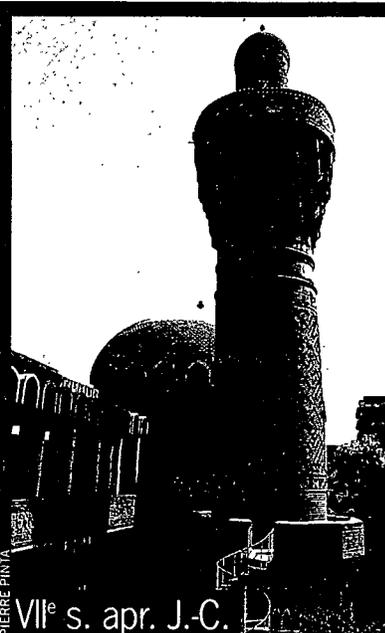
les richesses, les rois kassites s'intègrent à la population et adoptent la langue. Ils seront débordés en -1235 par les Assyriens, eux-mêmes chassés par les Araméens, avant que les ennemis orientaux de toujours, les Elamites conquièrent, à leur tour, la riche capitale.

A son tour, Assurnazirpal II (-883/-859) réunifie la Babylonie. Ses successeurs règnent alors pendant trois siècles, soumettent la Perse, occupent l'actuelle Syrie et la Palestine. at-

taquent l'Egypte des pharaons (prise de Memphis en -675 puis Thèbes en -664), avant de s'étendre jusqu'à l'Arménie. Les sciences connaissent un essor considérable. Le souverain Assurbanipal réunit 25000 tablettes d'argile dans une gigantesque bibliothèque dans sa capitale à Ninive. A sa mort, en -627, l'empire atteint son apogée. Mais c'est déjà le début de

la fin. Un prince de la tribu des Kaldus (Chaldéens) se rebelle et prend Ninive en -612.

Le changement de dynastie n'apporte pas de grands bouleversements. Nabuchodonosor II le Grand, souverain chaldéen, inaugure en -605 un règne de quarante années. Il chasse les Egyptiens de Syrie et de Palestine où ils s'étaient réimplantés, et entre à Jérusalem en -597. Dix ans plus tard, à la suite d'une révolte, Nabuchodonosor déporte les juifs de Jérusalem et détruit leur temple. L'empire chaldéen regroupe alors plus de 25 millions d'habitants. Babylone, protégée par un double rempart en briques de 20 km de long, compte à elle seule plusieurs centaines de milliers d'habitants. Nabuchodonosor fait construire, pour son épouse la belle Amytis, un palais entouré de merveilleux jardins suspendus. Comme l'explique Charles Saint-Prot, «l'activité commerciale est très développée grâce à la généralisation de la monnaie et l'ouverture de banques de dépôt, de prêt ou de crédit. [...] Une



uérant chaldéen

nom de Nabuchodonosor, le premier entre 1127 dans l'Histoire est le deuxième. Tout en restaurant Ion, de Moab, guerroya contre les Arabes et les dessus) à deux reprises et détruit le Temple.

L'islam divisé

Après la bataille de Qadisyia, les musulmans contrôlent la Babylonie. C'est le début de la division entre chiites et sunnites.

Saladin l'unificateur

D'origine kurde, Saladin est nommé vizir, puis sultan d'Egypte et de Syrie. Son ambition : unifier l'islam et les pays de la région.

très grande bibliothèque est ouverte aux savants et aux intellectuels. Les prêtres hébreux ne sont pas les derniers à la fréquenter et à s'initier aux connaissances des mages chaldéens». Quand Nabuchodonosor meurt en -562, le royaume est au faite de sa puissance. Frappé d'une crise mystique, Nabonide, le successeur du grand roi, se retire dans une oasis d'Arabie pour célébrer le dieu Lune. Les Perses, sous la direction de leur chef Cyrus, en profitent pour conquérir Babylone en -539. C'est la fin de la Mésopotamie après 3000 ans d'histoire, et le début d'une longue période intermédiaire. Pendant des siècles, les grands empires se succèdent et la Mésopotamie n'est plus qu'une province occupée. Alexandre le Grand prend Babylone en -331. Il y reconstruit le temple du dieu Marduk et décide d'y fixer sa capitale avant de mourir, à 33 ans, sur les bords de l'Euphrate. En -141, Mithridate I^{er} et ses guerriers parthes, prennent Babylone et fondent Ctésiphon, leur nouvelle capi-

tale, à 60 km au nord de Bagdad. Les Romains, de Pompée à Septime Sévère en passant par Caracalla, tenteront des incursions mais ne parviendront pas à contrôler la région. Coincés entre Perses et Byzantins, les six millions d'Irakiens se divisent pendant des siècles tant sur le plan politique que religieux. Les nestoriens et zoroastriens, soutenus par les Perses, s'opposent aux jacobites et aux melkites qui ont les faveurs de Constantinople. On

En -597, Nabuchodonosor, référence pour Saddam Hussein, entre dans Jérusalem

compte aussi de nombreux juifs, sans oublier les bouddhistes, les gnostiques, les manichéens et autres adeptes de sectes païennes. « C'est alors qu'armé d'un monothéisme simple et absolu, unificateur, annonciateur d'un ordre national, l'islam arabe allait bientôt s'avancer et, en rassurant, séduire. [...] L'islam allait permettre à la Mésopotamie de re-

devenir l'un des grands centres de la civilisation. » En effet, à la mort du prophète Mahomet en 632, la nouvelle religion a déjà conquis la péninsule arabe. La bataille de al-Qadisyia en 637 permet aux arabo-musulmans de prendre le contrôle de l'Irak. Ali, cousin du prophète, est proclamé calife (chef suprême des croyants) à Kufah en Irak. Muawiya, gouverneur de Damas, s'oppose à cette décision. En 657, il descend l'E-

uphrate à la tête d'une puissante armée. Après un semblant de bataille, on s'achemine vers un arbitrage, défavorable à Ali. Muawiya se proclame calife et fonde à Damas la dynastie sunnite des Omeyyades, qui régnera de Poitiers à la Chine. Alors que l'ensemble du monde musulman adopte l'islam sunnite, les partisans d'Ali se maintiennent dans le sud de

l'Irak et fondent la communauté chiite. Le fils d'Ali, Hussein, reprend la lutte mais meurt au cours d'une bataille en 680. Son corps est enterré à Kerbala, non loin de Nadjef où repose son père. Ces deux villes irakiennes sont toujours des lieux de pèlerinage pour les chiites du monde entier. Il faut attendre l'année 750 pour qu'un autre descendant du prophète, Aboul Abbas réussisse à chasser les Omeyyades et fonde une nouvelle dynastie de califes, les Abbassides. « Lui-même n'est pas un adepte de la secte chiite car le Commandeur des croyants ne peut appartenir à un groupe minoritaire. Pour cette raison, aucun chef d'Etat irakien, jusqu'à nos jours, ne sera chiite, et ceci principalement afin de ne pas accentuer le particularisme irakien et ne pas isoler le pays du reste de la nation arabe », explique Charles Saint-Prot. Les Abbassides fondent une nouvelle capitale : Medinat el-Salam (la ville de la paix) bientôt appelée Bagdad. A l'époque où Charlemagne cherche à édi-



1921

Un Saoudien, roi d'Irak

Fayçal, originaire d'Arabie saoudite, est élu roi d'Irak en 1921. Soutenu par Lawrence, il s'était emparé de Damas au détriment des Ottomans.



1968

Révolution de palais

En juillet 1968, à la faveur d'un coup d'Etat, le général al-Bakr s'empare du pouvoir. Il sera lui-même l'objet de plusieurs tentatives de renversement.



1979

Saddam, nouvel homme fort

Après la démission de Bakr, Saddam Hussein lui succède. L'Onu estime qu'en 1997, 1500 personnes ont été exécutées pour faits politiques.

► fier son propre empire, le royaume des Abbassides connaît déjà une immense prospérité. Les techniques sont extrêmement avancées tant pour l'agriculture (de nouvelles cultures comme celles du coton ou du riz apparaissent) que pour le textile, l'artisanat ou les parfums. Selon l'historien André Miquel « la terre tourne à l'heure de Bagdad ». Un siècle après sa fondation, la ville compte un million d'habitants. Tout proche, Bassorah est alors le plus grand port du monde et un centre financier réputé. On s'y échange des lettres de créances, des *sakks* (chèques), et le dinar tient le rôle dévolu de nos jours au dollar. Pendant cinq siècles, 37 califes abbassides se succèdent. Mais l'Empire a beau s'étendre du Maghreb à l'Inde, le rayonnement des califes faiblit. Et les invasions mongoles mettent un terme à la dynastie. En 1258, Hulagu Khan, petit-fils de Gengis Khan, s'empare à son tour de Bagdad et faitégorger 90000 de ses habitants dont le dernier calife. Cent cin-

quante ans plus tard, la ville est prise par les troupes de Tamerlan. La cité est tout simplement rasée. « Pendant les cinq siècles qui suivent, l'Irak est soustrait à la domination arabe. Le pays est appauvri, son remarquable système d'irrigation est ruiné, et les terres cultivées redeviennent des pâturages pour les troupeaux des nomades », explique Philippe Rodot, auteur de *L'Irak* (Que sais-je, 1995). Les Turcs ottomans en profitent pour s'installer en Mésopota-

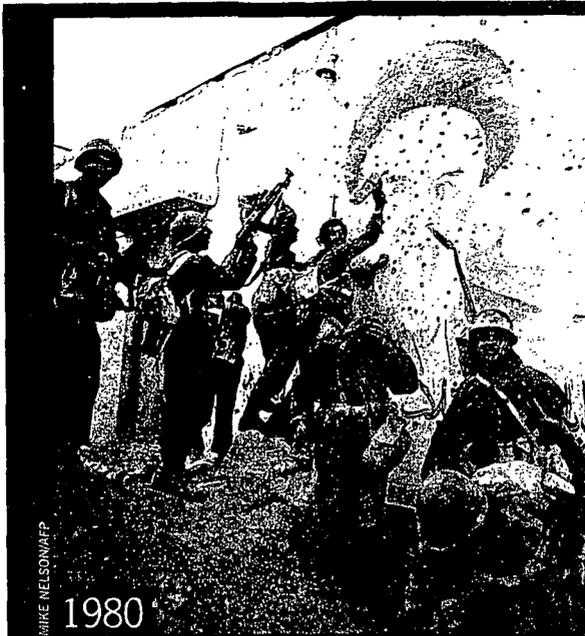
Pour les Ottomans, l'Irak n'est qu'une province lointaine, gérée par des pachas locaux

mie. Soliman le Magnifique fait son entrée dans Bagdad en 1534. Les Ottomans considèrent alors l'Irak comme une province lointaine et laissent à des pachas locaux le soin de l'administrer. Dans le nord de l'Irak, les émirs kurdes sont quasi autonomes tandis qu'au sud, les chiites s'agitent régulièrement. « L'Irak, sous la loi de l'Empire ottoman, devient

pendant trois siècles un sujet permanent de discordance entre le calife turc et sunnite et le chah chiite de Perse », poursuit Philippe Rodot. A l'époque où en France Napoléon Bonaparte prend le pouvoir, la tribu arabe des Ibn Saoud se convertit à une doctrine rigoriste de l'islam : le wahhabisme. Cette tribu prend le contrôle de La Mecque et de Médine, puis atteint l'Irak. L'Empire turc est directement menacé. A Kerbala, les Saou-

diens profanent même le tombeau du héros chiite Hussein et pillent le trésor de la mosquée. Les chiites irakiens furieux, se rallient aux Ottomans et chassent les Saoudiens qui se replient sur Riyad. L'inimitié entre l'Irak et la dynastie saoudienne date à cette époque. L'Empire ottoman n'est plus ce qu'il était. Dans la région, il faut désormais compter avec deux

nouveaux acteurs : d'un côté les nationalistes arabes, de l'autre les colonisateurs européens. Dès 1880, des sociétés secrètes placardent des affiches sur les murs des grandes villes appelant au réveil de la nation arabe. En 1913, 200 délégués viennent à Paris pour le premier Congrès arabe de l'histoire. Une idée en sort : l'unité. « Nous formons un seul peuple, une seule nation. Cela implique le droit d'accéder à la souveraineté. » Face aux nationalistes, les puissances européennes se penchent avec intérêt sur la région. Les Allemands proposent aux Turcs la construction d'un chemin de fer reliant Bagdad à Bassorah. En échange, ils souhaitent une « simple » concession pétrolière sur 20 km le long des voies. Les Anglais s'implantent eux aussi dans le golfe Persique. Au départ, il ne s'agit que de protéger la route des Indes. Ils contrôlent Oman puis le Qatar. En 1899, ils obtiennent du nouvel émir le droit de représenter les intérêts diplomatiques du Koweït. Or l'Emirat du Koweït dépend de



1980

La guerre Iran-Irak

En septembre, avec l'appui des Occidentaux, l'Irak attaque l'Iran khomeiniste. La guerre, qui s'achèvera en 1991, fera 400 000 morts du côté iranien, 300 000 côté irakien.



1990

L'invasion du Koweït

Le 2 août, l'Irak, qui considère le Koweït comme lui appartenant, envahit l'émirat voisin. Sur décision de l'Onu, une coalition de 26 pays intervient contre l'agresseur début 1991. Depuis, le pays est soumis à une surveillance totale par les Américains (en haut).

la préfecture de Bassorah et officiellement fait toujours partie de l'Irak. Les Turcs protestent mais rien n'y fait. Par le traité de 1913, ils reconnaissent le protectorat anglais. L'accord indigne les Irakiens qui lèvent une troupe de volontaires. Ceux-ci sont rapidement balayés par les Britanniques.

La Première Guerre mondiale va achever l'Empire ottoman. Nationalistes arabes et Anglo-Français ont le même objectif : battre les Turcs, alliés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Les Britanniques débarquent à Bassorah et remontent en direction de Bagdad avec 15 000 hommes. Mais le 22 novembre 1915, le général anglais Townshend est battu par les Turcs. Il recule avant de capituler en avril 1916 après avoir perdu 8 000 hommes.

De son côté, Hussein Ibn Ali, grand chérif de La Mecque, lance en 1916 la Grande Révolte arabe. Avec l'aide des Anglais, Hussein parvient à libérer la plupart des territoires arabes. Le 19 mars 1917, les troupes britanniques entrent

enfin dans la capitale irakienne. Les nationalistes arabes menés par Fayçal, le fils d'Hussein, revendiquent, lors la Conférence de la Paix une « indépendance pour les peuples d'Asie parlant l'arabe en un seul royaume arabe ». Ils vont être déçus.

La Société des nations institue dans la région un régime de mandats confirmant les accords Sykes-Picot du 16 mai 1916. « L'Arabie turque » est partagée en zones sous influence britannique ou française. Palestine,

En 1917, les nationalistes revendiquent un seul royaume pour les peuples arabes

Syrie du Sud (Transjordanie) et Irak échoient à la Grande-Bretagne. Syrie et Liban passent sous mandat français.

Enfin débarrassés des Turcs, les Irakiens ne veulent pas davantage de l'occupation britannique. Trois mois plus tard, la révolte est générale. Les garnisons anglaises sont attaquées et l'aviation britannique bombarde les tribus qui tentent de

marcher sur la capitale. A la fin de l'été, la révolte est réduite et ses dirigeants exécutés. « La Grande-Bretagne aura dû dépenser cent millions de livres et aligner plus de soldats, d'avions et de chars qu'elle ne l'avait fait contre l'armée turque », assure Charles Saint-Prot. Sous le contrôle des Anglais, les 3,5 millions d'Irakiens plébiscitent Fayçal comme roi d'Irak en 1921. Le 14 décembre 1927, un premier traité reconnaît l'indépendance de l'Irak revendique

quée depuis... 1920 – il sera renouvelé l'année suivante, mais l'indépendance ne sera effective qu'en 1932 avec la fin du mandat britannique. Pour l'heure la délimitation des frontières du nouveau royaume pose des problèmes. L'Irak attend 1929 pour reconnaître l'Irak, tandis que la constitution de trois autres Etats arabes (Syrie, Palestine, Arabie Saou-

dite), suscite des contestations. La frontière syro-irakienne n'est, elle, fixée qu'en 1937. Et les Irakiens maintiennent leur revendication sur le Koweït.

La monarchie constitutionnelle de Fayçal reste sous la surveillance étroite des Britanniques, d'autant que du pétrole est découvert en 1927 dans le nord du pays. Les Anglais obtiennent des Irakiens l'usage de bases militaires (1930) et le contrôle du pétrole grâce à la création de l'Iraq Petroleum Company en 1929 dont le siège est à Londres. En 1933, un an après l'indépendance, le roi Fayçal meurt, remplacé par son fils Ghazi, âgé de 21 ans. Mais la monarchie demeure fragile. L'armée maintient un semblant d'unité en matant quatre soulèvements entre 1931 et 1936. En mars 1939, Ghazi soutient l'opposition koweïtienne favorable au rattachement à l'Irak. Un mois plus tard, il meurt au volant d'une voiture de sport. « L'accident » de Ghazi place son fils, Fayçal, 4 ans, sur le trône. C'est son oncle Abdullillah qui exerce la régence. « Sous



1998

La traque aux armes chimiques

L'Onu exige la destruction des armes chimiques et bactériologiques irakiennes. Mais les inspecteurs de l'Unscorm en sont empêchés et décident de quitter le pays.

2000

Des civils affamés

Faute de nourriture et de soins, du fait de l'embargo, un million d'Irakiens seraient décédés, depuis 1991, selon les ONG.

► l'influence de celui-ci, le régime s'inféode davantage encore aux Britanniques», résume Philippe Rondot. Au printemps 1941, le pouvoir passe aux mains d'un gouvernement nationaliste qui entre en conflit ouvert avec la couronne d'Angleterre, qui malgré l'indépendance défend ses intérêts dans la région. Le régent Abdulillah prend la fuite. Au bout d'un mois, les Britanniques interviennent en force et réinstallent le régent au pouvoir. Nouri Saïd, treize fois Premier ministre jusqu'en 1958, domine la vie politique. En échange de 50% des revenus du pétrole, il aligne l'Irak sur la politique des pays occidentaux. C'est le pacte de Bagdad de 1955. Au même moment, un certain Nasser, en Egypte, suscite un réveil du panarabisme. Le 14 juillet 1958, le général Kassem prend le pouvoir à la suite d'un nouveau et sanglant coup d'Etat (le roi et presque toute sa famille sont massacrés). La république est proclamée. Pendant dix ans, les révolutions de palais se succè-

dent. Kassem conclut un accord de défense avec Nasser et se retire du pacte de Bagdad en mars 1959. Le 8 février 1963, le colonel Abd al-Salem Aref renverse Kassem avant de le faire assassiner. Trois ans plus tard, son frère, le général Abd al-Rahman Aref le remplace avant d'être lui-même chassé du pouvoir, en juillet 1968, par un groupe d'officiers nationalistes du parti Baas. Un Conseil de la révolution est mis en place. Le général Hassan

Parvenu au pouvoir Saddam se fait appeler "el-Rais el-monadel", le président-combattant...

al-Bakr devient le chef de l'Etat, son bras droit est un certain Saddam Hussein al-Takrit. Né en 1937 à Takrit, le jeune Saddam a déjà participé à un coup d'Etat manqué en 1956, puis à une tentative d'assassinat de Kassem, avant de s'exiler et de purger deux ans de prison (1964-1966). L'équipe nationaliste de Bakr-Hussein se met au travail. En mars 1970,

cinq ministres kurdes entrent au gouvernement en échange de la promesse d'obtenir l'autonomie kurde dans les quatre ans. En 1972, l'Iraq Petroleum est nationalisée, ce qui provoque la colère des Occidentaux. Bagdad signe, la même année, un traité d'amitié avec l'Union soviétique et deux communistes deviennent à leur tour ministres. A partir de 1973, l'augmentation du prix de l'or noir transforme l'Irak en pays très riche. Les recettes pétro-

lières passent de 500 millions de dollars en 1971 à plus de 5 milliards en 1974.

Le 16 juillet 1979 le maréchal al-Bakr se retire pour des raisons de santé. Saddam Hussein prend sa place. Le nouveau chef de l'Etat affirme sa puissance et donne rapidement à son pouvoir un caractère autoritaire. Trois mois après son élection, 500 personnes sont

exécutées -160 autres l'année suivante, 520 encore entre 1978 et 1982, 90 membres d'une même famille en 1983, sans oublier les 5000 Kurdes d'Halabja tués par arme chimique en 1988. « Devenu "el-Rais el-monadel", c'est-à-dire le "président-combattant", Saddam Hussein, que rien ni personne ne peut retenir, va s'employer à bien montrer qu'il est le seul maître de la Mésopotamie et même au-delà, vers le Golfe », résume Philippe Rondot.

Confronté à la révolution iranienne, il se lance en 1980 dans une guerre, plus longue et dure qu'il ne l'imagine au départ. L'Irak de Khomeiny représentant une menace pour les Occidentaux et les pétro-monarchies, on s'accorde pour laisser l'Irak faire le sale boulot et on ouvre les vannes des crédits. Saddam Hussein achète des armes modernes en quantité. Huit ans plus tard, le pays est exsangue. Les pays du Golfe exigent le remboursement des prêts, tout en maintenant une surproduction qui laisse le prix du pétrole au plus bas. Saddam Hussein, qui rêve de retrouver la puissance et la splendeur de Babylone, décide de se payer directement. Reprenant les revendications anciennes sur le Koweït et son pétrole, les troupes irakiennes envahissent le Koweït le 2 août 1990, annonçant la guerre du Golfe. Du 17 janvier au 3 mars 1991, les forces militaires de 26 pays - conduits par l'Amérique de George Bush père - interviennent dans la région et le poussent à une retraite désastreuse. La population irakienne est soumise à un embargo draconien alors que ses forces militaires sont placées sous une surveillance aérienne anglo-américaine (voir carte page 13). Mais le régime ne plie pas. Saddam Hussein demeure en place et renforce même ses pouvoirs... en attendant de subir le nouvel assaut annoncé par George Bush fils. ■

Christophe Courau

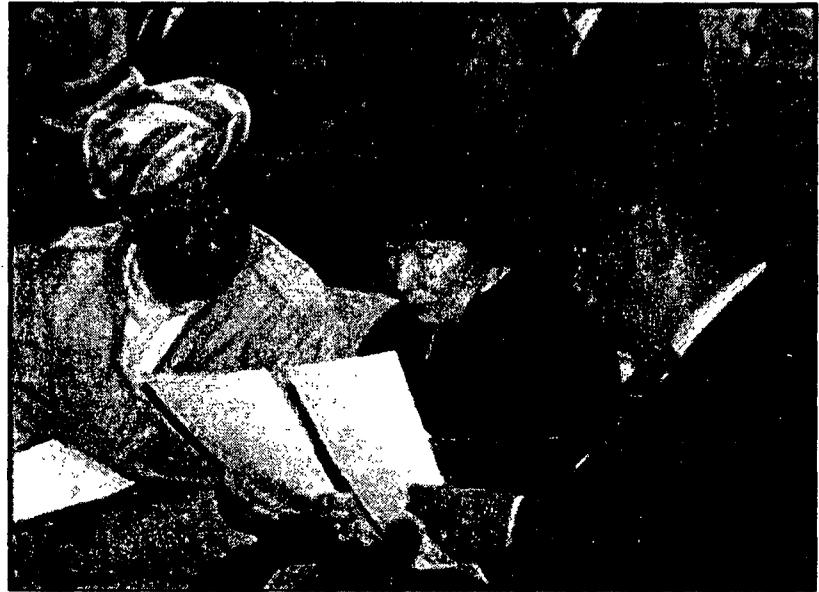
Al-Mutamar Friday 11 - 17 October 2002

اعضاء في البرلمان الكردي يتحدثون لـ «المؤتمر» البارزاني والطالباني عازمان على السير في خطوات السلام حتى تحقيق اهدافها

بالتعاون مع اللجنة العليا للسلام، وعبر عن
امله في ان تتوحد الادارتان الكرديتان.
وقال السيد فاضل ميراني عضو المكتب
السياسي للحزب الديمقراطي الكردستاني
اذا كانت عملية السلام عملية مستديمة
ودامت وحققنا مبتغانا فاننا نقبل الاعتذار
الذي قدمه السيدان مسعود البارزاني وجلال
الطالباني، اما اذا تكررت مأساة الاقتتال
الداخلي ولم تدم عملية السلام فاننا نتسحب
منها.. وهذه المصالحة تأتي عندما تسيطر
المصلحة العامة للشعب على الفرد والحزب.
اما الدكتور برهم احمد صالح رئيس
حكومة اقليم (السليمانية) فقال: ان هذا
اليوم مشهود، وان شاء الله سيكون خاتمة كل
الاحزان في المجتمع الكردستاني والتي
تمثلت بأبشع صورها في حالة الاقتتال
الداخلي وكفى بنا اختلافاً ويجب ان نكون
موحدين في مواجهة التحديات التي تعترض
طريقنا ونتطلع الى تغيير ديمقراطي شامل
في العراق.

واضاف ان الكرد في العراق قادرون على
ادارة شؤونهم بأنفسهم وعلى تنمية
مؤسساتهم الديمقراطية، وتخطي سلبيات
الماضي. وعبر عن قناعته بأنه يمكن ان
يكون في العراق نظام ديمقراطي قائم على
أساس التواصل مع طموحات الشعب
العراقي وهذه الرسالة مهمة لشعب كردستان
ومهمة لشعب العراق ومهمة للملمين بالملف
العراقي. وقال: هنا في كردستان انبثقت
تجربة ديمقراطية مهمة قبل عشر سنوات
اعترضتها بعض الصعاب والمشاكل بسبب
حالة الاقتتال الداخلي لكننا الآن تجاوزنا
هذه الحالة وانني واثق بأن اياما مشرقة
تتظر شعبنا وتتظر الشعب العراقي كله.
اما السيد عدنان الفتي نائب رئيس
حكومة اقليم (السليمانية) فقال ان هذا يوم
تاريخي وذو أهمية خاصة، لا تقتصر على
وجودنا هنا داخل المجلس الوطني
الكردستاني فحسب بل ان هذا الاجتماع
يمثل أمية شعبنا وتحقق، فنحن اليوم نمر
بمرحلة مهمة وحساسة وهناك تطورات
وتغييرات ستحدث على الساحة العراقية.
وتشهد القضية الكردية تطورا ملحوظا على
الصعيد الدولي ويجب علينا التعامل بحذر
معها وان نوحّد صفوف الشعب الكردي.
وكان المجلس الوطني لكردستان قد
استأنف جلساته في اربيل في الرابع من
الشهر الحالي بعد توقف دام ست سنوات.

■ السليمانية - سارة عبد الواحد : انعقد في السليمانية الثلاثاء الماضي الاجتماع
الثاني للدورة الانتقالية للمجلس الوطني في كردستان بحضور السيدين جلال
الطالباني الامين العام للاتحاد الوطني الكردستاني ومسعود البارزاني رئيس
الحزب الديمقراطي الكردستاني.



الطالباني والبارزاني وبينهما دانتيل ميتران لدى استئناف جلسات برلمان كردستان

الانتقالية للبرلمان، ثم أعلن عن انتهاء جلسة
المجلس.
واستطلعت المؤتمر آراء وانطباعات
بعض الحضور في جلسات المجلس الوطني
الكردي حول وقائع الجلستين اللتين عقدتا
في اربيل والسليمانية.
واكد السيد كوسرت رسول على مسؤول
الهيئة العاملة للمكتب السياسي للاتحاد
الوطني الكردستاني على أهمية انعقاد هذه
الجلسات واعتبرها نصرا حققه الكرد في
هذه الفترة، وقال ان اصداق الكرد يعرفون
بأن الكرد يستطيعون تنظيم بيتهم الداخلي..
وعلينا ان نعمم تجربة كردستان على العراق
بعد اسقاط النظام العراقي، حيث جاء هذا
التوحيد نتيجة تفهم كل من الاتحاد الوطني
والديمقراطي الكردستاني بأن أياً منهما لا
يستطيع محو الآخر، وان شاء الله ستكون
هذه الاتفاقية مستديمة ودائمة، واننا نتطلع
الى تغيير ديمقراطي شامل في العراق.
اما السيد عمر السيد علي فقال: ان
هذا الاجتماع يعتبر من احسن الاجتماعات
التي عقدت لحد الآن ونتمنى ان تتحقق
عملية السلام واتفاقية واشنطن بحذافيرها

وافتح الاجتماع الدكتور كمال فؤاد
رئيس كتلة الاتحاد الوطني الكردستاني في
المجلس بكلمة رحب فيها بالضيوف واعضاء
المجلس وأشار الى أهمية هذا الاجتماع
واستذكر البرلمانين الذين رحلوا الى بارثهم
قبل ان يروا هذا اليوم، وأشار الى النقاط الـ
(١٤) الذي تبلورت على ضوء اتفافية
واشنطن واجتماع اللجنة العليا للسلام.
ثم القى السيد جلال الطالباني كلمة
شكر فيها السيد مسعود البارزاني للدور
الذي قام به في تقدم عملية السلام، و اضاف
بأن هذا اليوم مبارك لانه (يوم توحيد
صفوفنا للنضال لتحقيق جميع آماني
شعبنا).
والقى السيد مسعود البارزاني كلمة شكر
فيها السيد جلال الطالباني واعضاء المكتب
السياسي واللجنة القيادية للاتحاد الوطني
على حفاوة الاستقبال الذي لاقاه، وقال ان
هذا الاجتماع هو رسالة الى شعب كردستان
والى جميع اصداقنا بأننا جديون في
ترسيخ السلام، و اضاف ان الطالباني كان له
دور مهم في تحقيق هذا السلام.
ثم تليت برقيات التهنئة الى الدورة

البارزاني: الدولة الكردية وهم.. ونحرص على حقوق التركمان

عراق المستقبل، والاشراف على عملية تطبيع الوضع في كردستان، واعادة النظر في قانون الانتخابات بما يمهد لانتخابات جديدة بعد تسعة اشهر».

وحول مقاطعة الجبهة التركمانية حضور افتتاح الجلسة الاولى للبرلمان الكردي الموحد بسبب تأخير وصول الدعوة اليهم قال البارزاني ان الشعب العراقي رحب بعودة البرلمان والشعب الكردي بجميع احزابه استبشر بالخبر وقال ان مئات برقيات التهاني تصل يوميا، مشيرا الى ان الدعوة وجهت الى جميع الاحزاب لحضور جلسة البرلمان وان السبب في عدم حضور الجبهة لا يعود الى ضيق الوقت لأن الجبهة تبعد بضعة خطوات عن بنائية البرلمان وقال «يبدو ان هناك اسبابا اخرى لعدم حضور البرلمان».

وعن انقطاع المفاوضات مع بغداد اشار البارزاني الى «ان الشعب الكردي لم يرفض في أي وقت لغة الحوار شرط ان يكون على مستوى التوضيحات التي قدمها الشعب الكردي وتعرضه الى حملات الابادة الجماعية والقصف الكيماوي وعمليات الانفال ويحقق طموحات الشعب الكردي» وقال انه «في أي وقت نرى حلا على مستوى طموحات الشعب الكردي فلن نرفض الحوار» مشيرا الى ان معظم الاطراف المعارضة العراقية هم من المؤيدين للفيدرالية مرجعا سبب عدم حضوره اجتماع واشنطن مع الاطراف الستة بداية الشهر الماضي الى اسباب فنية.

هي الا اوام، مؤكدا ان الشعب الكردي يريد عراقا ديمقراطيا موحدًا و اضاف انه «اذا كانت هناك تصورات من قبل اجاويد فهذا يرجع اليه».

ونفى البارزاني وجود أي قوات امريكية في كردستان العراق مشيرا الى وجود قسم من القوات التركية في كردستان العراق داعيا هذه القوات الى الرجوع بسبب عدم وجود أي ضرورة لبقائها في المنطقة مع انتهاء اسباب قدومها مشيرا الى وجود ضمانات امريكية بعدم السماح لأي دولة اقليمية بالتدخل في شؤون كردستان او العراق. وحول توقيت عودة الحياة البرلمانية بعد ست سنوات مع هجوم متوقع على العراق قال البارزاني «عودة البرلمان الكردي هي تنفيذ اتفاقية واشنطن بعد ان تهيأت الارضية لترتيب البيت الكردي» مشيرا الى ان البرلمان «اقر اتفاقية واشنطن، ويناقش مشروعًا مشتركًا لحزبي الاتحاد الوطني الكردستاني والديمقراطي الكردستاني حول صيغة الفيدرالية التي سيقترحها الشعب الكردي مع مناقشة مشروع آخر لما ينبغي ان يكون عليه

■ **أربيل - (يو.بي. أي) :** رفض مسعود البارزاني زعيم الحزب الديمقراطي الكردستاني تهديد تركيا بالتدخل في كردستان العراق وقال «نرفض لغة التهديد او أي تدخلات خارجية، مشيرا الى ان مشروع الفيدرالية التي سيناقشها البرلمان الكردي موضوع يخص الشعب العراقي ولا يخص تركيا، متمسكا في الوقت نفسه بهوية مدينة كركوك تجاه التهديدات التركية التي اشارت الى احتمال تدخل انقرة اذا ما ضم الاكراد تلك المدينة الغنية بالبترول وجعلوها عاصمة لاقليمهم الفيدرالي. و اضاف «لسنا مستعدين مناقشة مسألة هوية كركوك الكردستانية مهما كلف الثمن».



مسعود البارزاني

اشار البارزاني في تصريح تلفزيوني امس الاول الى تناقض تصريحات بعض المسؤولين الاتراك مع الموقف الرسمي للحكومة التركية وقال «تصريحات وزير الدفاع التركي استفزازية. فمن جهة يطالبون بضرورة الحفاظ على وحدة العراق ومن جهة اخرى يطالب بجزء من العراق».

واكد البارزاني ان الشعب سوف يتخذ قراره بنفسه في اطار العراق حتى في موضوع التركمان واصفا اياهم بانهم اخوة للشعب الكردي وان الحفاظ على حقوقهم في اطار العراق دون تدخل خارجي من واجب كل كردي. وحول التصريحات التركية باحتمال تشكيل دولة كردية في شمال العراق قال البارزاني «ان الدولة الكردية التي نتحدث عنها تركيا ما

ندوة سياسية في دمشق عن حقوق الشعب الكردي

الطالباني بحث سيناريوهات التغيير مع لجنة تنسيق قوى المعارضة

وان سياسات التفرقة والاجراءات غير الطبيعية ضد الكرد لن تخدم المصالح الوطنية.

وتحدث المحامي جميل ابراهيم عن اوضاع الشعب الكردي خلال السنوات السابقة مشيرا الى ان اصعب مراحل حياتهم كان عام ١٩٦٢ حين جرى الاحصاء السكاني الطارئ في محافظة الحسكة والذي حرم عشرات الآلاف من ابناء الشعب الكردي من حق التجنس، بالاضافة الى تنفيذ مشروع الخزام العربي الذي صادر اراضي الفلاحين الكرد على الحدود السورية التركية بعمق ١٠ - ١٥ كم وتوزيع تلك الاراضي على العرب الذين استفدوا منها من محافظتي الرقة وحلب.. وأشار المحامي جميل ابراهيم ان تحسنا ملحوظا طرأ على اوضاع الكرد أثناء حكم الرئيس الراحل حافظ الاسد.

قال جاد عبد الكريم عضو لجنة احياء المجتمع المدني ان القضية الكردية قضية عامة، والحكم الذاتي او الادارة المحلية في اطار الديمقراطية هما شكل من اشكال الاندماج بالمجتمع.. اما الكاتب ميشال كيلو فقد أكد من جانبه انه لا ديمقراطية في سوريا من دون حل القضية الكردية فيها.

ساعات عدة محاور تتعلق بالشعب الكردي في سوريا الذي يشكل حسب الجهة المنظمة للندوة ما نسبته ١١٪ من سكان سوريا. وأشار فيصل يوسف عضو اللجنة المركزية للحزب الديمقراطي التقدمي الكردي في سوريا الى ان أحد العوامل التي شجعت القيام بهذه الخطوة هو تصريح الرئيس السوري بشار الاسد أثناء زيارته الاخيرة الى محافظة الحسكة ومدينة قامشلي في آب المنصرم والذي اشار فيه بالقول «نحن والشعب الكردي ابناء تاريخ وحضارة واحدة وعلى الجميع ان تكون لهم حقوق مواطنة متساوية، وسنحاول معالجة مشكلة التجنس بالنسبة للمحرومين من الجنسية بالاضافة الى المسائل الاخرى». وقال عبد الحميد درويش سكرتير الحزب الديمقراطي التقدمي الكردي خلال الندوة، ان الشعب الكردي هو جزء من المجتمع السوري

■ **السيلمانية - (انباء كردسان) :** اجتمع السيد جلال الطالباني بمكتبه بقلجاولان الثلاثاء مع وفد لجنة تنسيق المعارضة العراقية مؤلف من السادة ابو عمر من الحزب الاشتراكي الطبيعي الناصري في العراق وبهاء الدين نوري من الحركة الديمقراطية وخالد الاسدي من المجلس الاعلى للثورة الاسلامية في العراق وابو رياض من حزب الدعوة الاسلامية وماجد مهدي من الحزب الشيوعي العراقي.



جلال الطالباني

المدني واحزاب المعارضة. وبحثت الندوة التي دامت ثلاث

وهنا وفد المعارضة الطالباني بمناسبة الخطوات المتحققة على صعيد عملية السلام في كردستان وانعقاد جلسات البرلمان. ثم بحث الطرفان الاوضاع السياسية في العراق والسيناريوهات المطروحة للتغيير وتوحيد الخطاب السياسي للمعارضة العراقية. ومن جهة اخرى وفي خطوة غير مسبوقه عقدت في دمشق ندوة سياسية نظمها الحزب الديمقراطي التقدمي الكردي في سوريا كرست لبحث المسألة الكردية في سوريا بمشاركة عدد كبير من المثقفين العاملين في لجان احياء المجتمع